

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

	N°228	
--	-------	--

MARS 2004

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- **LA CONSTITUTION PROVISOIRE IRAKIENNE RECONNAÎT L'AUTONOMIE DU KURDISTAN ET LE KURDE DEVIENT UNE LANGUE OFFICIELLE DE L'IRAK**
- **SYRIE : DES POGROMS ANTI-KURDES FONT DES DIZAINES DE VICTIMES**
- **ELECTIONS MUNICIPALES EN TURQUIE : VICTOIRE DU PARTI ISLAMISTE AU POUVOIR**
- **LES KURDES CÉLÈBRENT LEUR NOUVEL AN, LE NEWROZ**
- **PROCÈS DES DÉPUTÉS KURDES : LEYLA ZANA ET SES COLLÈGES REFUSENT DE SE PRÉSENTER AUX AUDIENCES**
- **IL Y A 16 ANS HALABJA : PAUL BREMER ET J. GREENSTOCK SE RECUEILLENENT DANS LA CITÉ MARTYRE**
- **PARIS : CONFÉRENCE INTERNATIONALE « OÙ VA L'IRAK ? LE PROCESSUS DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE : ETAT DES LIEUX, PROBLÈMES ET PERSPECTIVES »**
- **LE RAPPORT RÉGULIER 2003 DU PARLEMENT EUROPÉEN DEMANDE À LA TURQUIE D'ÉLABORER UNE NOUVELLE CONSTITUTION**
- **IRAK : ATTENTATS SANGLANTS CONTRE LA COMMUNAUTÉ CHIITE**
- **AINSI QUE...**

LA CONSTITUTION PROVISOIRE IRAKIENNE RECONNAÎT L'AUTONOMIE DU KURDISTAN ET LE KURDE DEVIENT UNE LANGUE OFFICIELLE DE L'IRAK

LE Conseil intérimaire de gouvernement irakien (CIG) a, le 8 mars, approuvé à l'unanimité la Constitution provisoire du pays, faisant prévaloir l'unité sur les réserves des chiïtes, dans une étape cruciale du transfert du pouvoir fixé au 30 juin. La nouvelle Constitution irakienne est un texte unique au

Moyen-Orient, qui s'inspire à la fois du fédéralisme canadien, de la législation égyptienne, du système parlementaire britannique et de la Charte des droits américaine.

La Loi fondamentale de transition précise que l'islam est l'une des bases de la loi, mais pas la seule comme le

réclamaient des représentants chiïtes et ébauche les grandes lignes des institutions futures. Présentée comme la Constitution la plus libérale du monde arabe, elle restera en vigueur jusqu'à l'adoption d'une Constitution définitive l'an prochain. Le texte a été signé à Bagdad par les membres du CIG ou leurs représentants devant une assemblée de civils et militaires irakiens et américains, parmi lesquels l'administrateur civil de l'Irak, l'Américain Paul Bremer.

« C'est un moment historique, décisif dans l'histoire de l'Irak », s'est félicité le président en exercice du CIG, Mohammed Bahr al-Ulloum. Son collègue Massoud Barzani, président du Parti démocratique du Kurdistan, a renchéri: « Ce document va indubitablement renforcer l'unité irakienne comme jamais auparavant. C'est la première fois que nous, les Kurdes, nous sentons citoyens d'Irak ».

Cependant, Ibrahim al-Jaafari, représentant du Parti chiite al-Daawa, lisant une déclaration signée par 12 des 13 chiïtes du CIG (aux côtés de cinq Kurdes, cinq Arabes sunnites, un chrétien et un Turcoman), a tempéré ces ardeurs. « Notre décision de signer ce document s'accompagne de réserves. En réalité, nous avons le choix entre retarder la Constitution ou résoudre nos objections, en particulier concernant deux articles, dans une annexe ^a au texte, a-t-il déclaré. L'un de ces articles permet aux Kurdes ainsi qu'aux sunnites Arabes d'opposer leur veto à l'adoption de la future Loi fondamentale définitive même si le oui l'emportait au référendum. Au nom de la protection des minorités, le rejet de la Constitution définitive par une majorité de deux-tiers des électeurs des trois des dix-huit provinces de l'Irak aura ainsi valeur de veto. L'autre réserve porte sur le fait que tout amendement doit être approuvé par le chef de l'Etat, ses deux vice-présidents et trois quarts du Parlement qui sera élu d'ici au 31 janvier 2005.

Reste au CIG à s'accorder avec les autorités américaines sur la méthode de formation du gouvernement qui dirigera le pays jusqu'aux élections prévues d'ici au 31 janvier 2005. L'aide des Nations unies sera probablement nécessaire pour la mise en place de ce gouvernement intérimaire.

La communauté internationale a salué l'adoption par l'exécutif irakien de la Constitution provisoire, les seules fausses notes venant d'Irak où l'influent religieux chiite, l'ayatollah Ali Sistani, y a vu un « obstacle à une Constitution permanente ^a et de Turquie. Le gouvernement turc a déclaré n'être « pas satisfait ^a de la nouvelle Constitution et affirme qu'elle va déboucher sur davantage « d'instabilité ^a dans le pays. « La constitution intérimaire ne nous satisfait pas. Elle accentue nos préoccupations », a déclaré le ministre turc de la Justice Cemil Cicek qui n'apprécie guère le statut accordé aux Kurdes dans les futures institutions irakiennes.

Le président américain George W. Bush a félicité quant à lui les Irakiens pour avoir adopté la Constitution provisoire, une étape importante selon lui, vers le transfert de souveraineté le 30 juin. « Je félicite le Conseil de gouvernement et le peuple irakien pour avoir signé la loi administrative de transition pour l'Irak », a déclaré M. Bush dans un communiqué. Ce document « pose les bases d'élections démocratiques et d'une nouvelle Constitution qui sera rédigée par une assemblée irakienne élue et approuvée par

le peuple irakien », a-t-il ajouté.

L'Iran, grand voisin de l'Irak qui a connu une guerre meurtrière lancée contre lui par Saddam Hussein en 1980, a souligné que ce texte représentait un « pas efficace dans le cadre du transfert du pouvoir aux Irakiens ». Cependant, deux députés kurdes iraniens dont Jalal Jalalizadeh, député de Sanandaj, ont déclaré le 10 mars, qu'une centaine de Kurdes iraniens ont été arrêtés à Mahabad, Boukan et Marivan à la suite de manifestations de soutien aux Kurdes irakiens après la signature de la Constitution provisoire irakienne qui leur accorde un statut d'autonomie.

En Arabie saoudite, le Conseil des ministres, présidé par le prince héritier Abdallah ben Abdel Aziz, a « émis l'espoir que la signature de la Constitution provisoire conduira à l'établissement d'un gouvernement indépendant, au retour de la souveraineté et de l'indépendance de l'Irak frère ». La Jordanie l'a qualifié aussi de « pas en avant ^a dans la restitution de la souveraineté aux Irakiens.

A Londres, le ministre des Affaires étrangères Jack Straw a également salué la signature de la loi fondamentale, estimant qu'elle traduisait le « puissant désir ^a du peuple irakien d'établir une société démocratique. A Paris, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hervé Ladsous, a formulé l'espoir que la nouvelle Constitution provisoire contribuerait « à consolider le

processus de restauration de la souveraineté et l'établissement d'un Etat de droit en Irak ». La Russie, l'un des premiers à réagir, a souligné qu'elle créait une « base légale » pour le règlement de la situation dans le pays.

Voici les principaux points de l'accord sur la Constitution transitoire irakienne :

ELECTIONS

- Le document prévoit la tenue d'élections législatives d'ici au 31 janvier 2005 pour créer une assemblée parlementaire qui mettra sur pied un gouvernement et adoptera une Constitution définitive.

GOUVERNEMENT

- L'exécutif sera composé d'un président et de deux vice-présidents qui désigneront un Premier ministre et le gouvernement. Les décisions du président et de ses vice-présidents doivent être unanimes.

- Une annexe qui sera ajoutée à la Constitution transitoire détaillera le processus de création du gouvernement provisoire qui doit assumer la charge du pays après le 30 juin.

- Le texte fixe l'objectif, qui n'a pas valeur de quota, d'une représentation féminine d'au moins 25% dans la future assemblée nationale.

ISLAM

- Le texte affirme que l'islam est la religion officielle et sera une

source de la loi mais pas la seule. Aucune loi adoptée après le 30 juin ne pourra contrevenir aux principes de l'islam.

DECLARATION DES DROITS

- L'accord comporte une déclaration des droits exhaustive de 13 articles, qui garantit notamment la liberté d'expression, de religion et de réunion.

FEDERALISME

Le document établit un système fédéral et laisse la possibilité aux 18 provinces du pays de s'unir pour former des régions fédérales. Il laisse la porte ouverte à la création d'une région chiite autonome au Sud à l'image du Kurdistan autonome au Nord.

Il reconnaît le gouvernement autonome kurde dans les trois provinces septentrionales du pays et fait du kurde une langue officielle de la République irakienne au même titre que l'arabe.

La Constitution précise qu'aucune milice indépendante ne sera autorisée, sauf dérogation spéciale du gouvernement, les peshmergas kurdes devront normalement être intégrées progressivement dans les forces de sécurité et dans l'armée.

Par ailleurs, les Kurdes d'Irak ont annoncé qu'ils refusaient tout changement dans la Constitution provisoire. « Nous n'accepterons aucun changement » dans ce texte fondamental, a affirmé, le 15

mars, Brousk Chawis, un proche collaborateur du chef du PDK Massoud Barzani, dans son bureau de Salaheddine. « Nous avons obtenu satisfaction sur des points très importants et il est hors de question de les remettre en cause », a-t-il ajouté. Il estime que toutes les composantes du pays doivent accepter des compromis comme les Kurdes l'ont fait. Il a cité, à cet égard, la question des villes de Kirkouk et de Mossoul. Ces deux villes, qui se trouvent dans l'une des deux régions de production de pétrole, sont revendiquées par les Kurdes, même si l'ancien régime de Saddam Hussein, a-t-il dénoncé, a pratiqué une politique d'expulsion de leurs habitants kurdes et d'arabisation de la population. M. Chawis a souligné que le PDK et l'UPK ont accepté que cette question soit gelée pour l'instant et soit réglée « pacifiquement » après la normalisation de la situation dans le pays. « Comme nous avons fait des concessions, nous attendons des chiites qu'ils fassent la même chose », a-t-il insisté.

Dans un entretien accordé à l'AFP à Salaheddine le 16 mars, Massoud Barzani, s'est félicité du fédéralisme instauré par la Constitution provisoire récemment adoptée à Bagdad, tout en réaffirmant « le droit de la nation kurde à l'indépendance ». M. Barzani s'est réjoui que « l'instauration de la démocratie » et « l'autonomie » du Kurdistan aient « débouché sur le fédéralisme dans la Constitution provisoire ». « Mais, comme nation, les Kurdes ont non

seulement droit au fédéralisme, ils ont aussi tous les droits à l'indépendance », a ajouté M. Barzani qui a toutefois souligné que celle-ci n'était pas à l'ordre du jour en raison « des circonstances actuelles et des réalités du temps ».

Massoud Barzani a affirmé qu'il n'accepterait aucune modification « relative au Kurdistan et aux Kurdes » de la Constitution provisoire comme le réclament des factions chiïtes qui en rejettent plusieurs

dispositions et notamment le dispositif - qui profite aux Kurdes - donnant aux deux-tiers des électeurs de trois provinces un droit de veto sur la prochaine Constitution permanente. Il a estimé que les Nations unies « pouvaient jouer un rôle significatif » en Irak après le transfert de la souveraineté aux Irakiens le 30 juin prochain mais à la condition que l'organisation internationale agisse en coordination avec les Américains.

(nord-ouest), mais aussi à Qamichli. « Depuis vendredi [le 12 mars], les affrontements, commencés à Qamichli, ont fait 30 morts kurdes dans les gouvernorats d'Hassaké (nord-est) et d'Alep », a indiqué Abdel Aziz Daoud, secrétaire général du Parti démocratique progressiste kurde (interdit). Salah Kiddo, autre membre de l'Union du peuple kurde, a confirmé ce chiffre et fait état de 250 blessés kurdes. Cinq Arabes syriens ont été tués, dont un responsable de la police, et dix autres blessés, dont cinq policiers, durant la même période, selon le gouverneur de la ville de Hassaké, Salim Kabboul.

SYRIE : DES POGROMS ANTI-KURDES FONT DES DIZAINES DE VICTIMES

LES affrontements, qui ont débuté le 12 mars, et qui ont opposé pendant six jours des Kurdes aux forces de l'ordre ou à des tribus arabes dans des régions kurdes du nord de la Syrie, ont fait 40 morts selon des sources kurdes, et 25 morts selon un bilan officiel syrien. Les troubles ont commencé à Qamichli, située à 600 km au nord-est de Damas, avant un match du championnat de football national, lorsque des partisans de l'équipe arabe ont défilé dans les rues de la ville en scandant des slogans hostiles aux dirigeants kurdes irakiens et en brandissant des portraits de Saddam Hussein. Les affrontements ont ensuite dégénéré dans les gradins du stade où les Kurdes accusent les forces de l'ordre d'avoir ouvert le feu sur eux, tuant six personnes et provoquant une bousculade au cours de laquelle

trois enfants ont été piétinés. Le 13 mars, les manifestations de protestations contre la police ont tourné à l'émeute à Qamichli et Hassaké, siège du gouvernorat. Dans la ville de Qamichli, les entrepôts de blé de la ville ont été incendiés et livrés aux pillards. Les trois étages du bâtiment des douanes ont également été incendiés et des bureaux administratifs saccagés, des statues de Hafez Assad déboulonnées.

Selon Machaal Timo, membre du bureau politique du parti de l'Union du peuple kurde (interdit), des villages kurdes ont ensuite été attaqués par des membres de tribus arabes organisés par des services de renseignement baasistes qui se sont livrés à des actes de vendetta. Machaal Timo, précise que des affrontements meurtriers ont eu lieu la nuit du 17 mars à Alep et sa région

Par ailleurs, des affrontements entre Kurdes et policiers syriens ont fait au moins 8 morts le 16 mars à Alep, lorsque les forces de police ont ouvert le feu sur des centaines de Kurdes qui manifestaient dans une rue du quartier Asharafyé pour commémorer le massacre de Halabja (Kurdistan irakien) où 5.000 Kurdes ont péri gazés par l'armée de Saddam Hussein en 1988.

Les autorités ont lié tous ces troubles, rares dans un pays gouverné d'une main de fer depuis 41 ans par le parti Baas, à « des idées importées » de l'étranger. L'éclatement de l'Irak est la crainte principale des officiels syriens qui s'inquiètent des retombées des tensions religieuses et ethniques sur leur pays. Ainsi, le président syrien Bachar al-Assad avait déclaré récemment que la création d'un Etat kurde en Irak serait une étape à ne pas franchir.

Lors d'une visite à Damas le 22 mars, la première visite d'un chef de la diplomatie irakienne en Syrie depuis la chute du régime de Saddam Hussein, le ministre des Affaires étrangères irakien, le Kurde Hoshiyar Zebari, qui s'est entretenu avec Bachar al-Assad et avec son homologue syrien Farouk al-Chareh, a écarté toute implication de l'Irak dans ces affrontements. « Je nie catégoriquement que des Irakiens se soient infiltrés (à travers la frontière irako-syrienne) ou aient participé aux troubles regrettables qui ont eu lieu en Syrie », a affirmé M. Zebari lors d'une conférence de presse à Damas. « Nous n'intervenons absolument pas dans cette affaire. C'est une affaire intérieure syrienne », a poursuivi le ministre irakien qui s'est dit « confiant que les dirigeants syriens traiteraient cette question de façon à renforcer l'unité nationale syrienne et l'égalité^a entre les différentes composantes du peuple syrien. Le ministre irakien a indiqué que son pays « avait fait son choix en faveur de la démocratie et de l'application des droits de l'homme », mais, l'Irak « ne va pas exporter la démocratie chez ses voisins, (...) ni intervenir pour créer des troubles », a-t-il poursuivi.

Dans un message adressé au président Assad, « l'ensemble des partis politiques kurdes de Syrie^a ont accusé « certains responsables syriens » d'avoir avivé les affrontements entre Kurdes et Arabes. Les Kurdes de Syrie font l'objet de

« provocations^a et d'une campagne d'arrestations de la part des services de sécurité, ont affirmé le 25 mars onze formations interdites dans un communiqué conjoint. « Les services de sécurité poursuivent les provocations, les harcèlements et les arrestations de citoyens et de plusieurs symboles du mouvement national kurde », affirme le communiqué. Il cite notamment « le harcèlement qu'a subi plus d'une fois le secrétaire général du Parti kurde de Gauche, Kheireddine Mourad ». Soulignant que les formations kurdes ont « considérablement contribué à l'apaisement », le communiqué avertit que « ces provocations délibérées n'aident pas à la normalisation de la situation ».

L'avocat syrien Anouar Bounni, également militant des droits de l'Homme, a déclaré le 24 mars que des centaines de Kurdes, interpellés lors des troubles, demeuraient en détention. Ne pouvant fournir de chiffre exact, il a indiqué qu'« au moins un millier^a de Kurdes sont détenus dans les prisons. « Les arrestations se poursuivent dans les régions de Qamichli et de Hassaké », dans le nord-est de la Syrie, contre la population kurde, a également déclaré Me Bounni. « Une atmosphère tendue règne dans ces régions car les autorités ont opté pour un règlement sécuritaire^a du problème, a-t-il ajouté.

Abdel Aziz Daoud, secrétaire général du Parti démocratique progressiste kurde (interdit), a récemment déclaré que quelques six cents Kurdes

syriens arrêtés lors des troubles avaient été libérés le 19 mars. Il a ajouté que « quelque 1.500 autres demeurent en détention dans les gouvernorats de Hassaké (nord-est) et Alep (nord-ouest)^a.

De son côté, le ministre syrien des Affaires étrangères Farouk al-Chareh, qui s'adressait le 23 mars à la presse à l'issue d'un entretien avec le président égyptien Hosni Moubarak, auquel il a remis un message de son homologue syrien Bachar al-Assad, a affirmé au Caire qu'il ne pouvait pas lier les troubles aux pressions américaines, et assuré que la crise était terminée. « Les troubles sont terminés, et je ne peux pas dire qu'ils étaient liés aux menaces américaines contre la Syrie, mais il y avait des éléments infiltrés », a déclaré le ministre en réponse à une question d'un journaliste. « La majorité des Kurdes syriens ont condamné ces actes et la situation est calme actuellement à Qamichli, Alep et dans le nord de la Syrie. Il n'y a aucun problème avec les Kurdes », a assuré le ministre.

Le vice-président syrien Abdel Halim Khaddam avait accusé des « parties étrangères », qu'il n'a pas identifiées, d'exploiter les troubles.

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'une des deux principales formations kurdes d'Irak, a dénoncé le 14 mars la violence et le recours à la force à Qamichli. « Tout en insistant sur la fraternité et la coexistence pacifique entre Kurdes et autres peuples, nous

appelons toutes les parties à renoncer à la violence et au recours à la force comme moyens de résoudre les conflits », souligne le PDK de Massoud Barzani, dans un communiqué. Après avoir présenté ses condoléances aux familles des victimes, le PDK a appelé, dans son communiqué publié par son quotidien Al-Taakhi (Fraternité) publié à Bagdad, à « renforcer la fraternité, la coexistence pacifique et le respect entre Kurdes et autres peuples pour préserver la paix et la sécurité dans la région ».

A Erbil, au Kurdistan irakien, plusieurs milliers de Kurdes ont réclamé l'intervention de l'Onu et des Américains pour défendre les Kurdes en Syrie. A Washington, le porte-parole adjoint du département d'Etat, Adam Ereli, a appelé la Syrie à cesser sa répression des Kurdes. « Nous avons fait savoir nos inquiétudes (à Damas), et nous appelons le gouvernement de Syrie à cesser de réprimer les manifestations politiques non-violentes en Syrie (...) », a-t-il déclaré affirmant que les Kurdes protestaient contre « l'inégalité des droits ». Il a accusé les forces de Damas « d'avoir non seulement blessé et tué des manifestants », mais aussi d'avoir profité de ces événements pour « étendre la répression sur les villes à majorité kurde ».

Les Kurdes de Syrie représentent environ 10 % de la population du pays qui compte 18 millions d'habitants et font l'objet d'une politique discriminatoire. Outre la

reconnaissance de leur différence culturelle par rapport aux Arabes, ils demandent à être traités comme des citoyens à part entière en revendiquant des droits politiques et administratifs « dans le cadre de l'intégrité territoriale du pays ». Quelques 300.000 d'entre eux qui vivent en Syrie depuis des générations ont été

arbitrairement déchu de la nationalité syrienne dans le cadre de la politique baasiste d'arabisation forcée de la province kurde de Djézireh. Leur statut d'apatrides les prive des droits civils et civiques. L'état d'urgence et la loi martiale est en vigueur depuis plus de quatre décennies en Syrie.

ELECTIONS MUNICIPALES EN TURQUIE : SUCCÈS DU PARTI ISLAMISTE AU POUVOIR, TANDIS QUE LE PARTI PRO-KURDE PERD DU TERRAIN

LES élections municipales organisées le 28 mars en Turquie ont conforté l'assise politique du parti de la Justice et du Développement (AKP). Le parti, créé il y a moins de trois ans, avait déjà remporté une victoire retentissante aux élections législatives de novembre 2002.

Les résultats créditent le Parti de la justice et du développement (AKP) de 42 % des suffrages. Le Parti républicain du peuple (CHP) n'obtient que 18 %. L'APK, qui se veut un parti « musulman-démocrate », a remporté 58 des 81 provinces en jeu, dont la capitale Ankara et la plus grande ville du pays, Istanbul. Le berceau de l'AKP se trouve en province, où le sentiment religieux est très ancré, mais tant à Ankara qu'à Istanbul, le parti devançait nettement ses rivaux. A Ankara, il a remporté plus de la moitié des suffrages exprimés avec 55% des voix et à Istanbul, il a recueilli 45,28 %.

« La Turquie a voté une fois encore pour la stabilité et le développement. Notre parti a élargi sa base », a déclaré M. Erdogan à la presse, estimant que cette victoire montrait que son gouvernement était « stable » et « puissant ». Toutefois, a-t-il ajouté pour rassurer ceux qui craignent une influence religieuse sur la politique du gouvernement, « cela ne nous fera pas tourner la tête (...) Notre objectif premier est de servir notre pays ». Le CHP a remporté 8 provinces avec 18 % des voix au niveau national, le parti social-démocrate populaire (SHP) qui regroupait sous sa bannière une alliance de six partis comprenant le parti pro-kurde démocratique du peuple (DEHAP), a, quant à lui, pris 5 provinces avec 5,07 % des voix au niveau national. Le parti de l'Action nationaliste (MHP, ultranationaliste) remporte 4 provinces avec 10,3% des voix et le parti de l'ancien Premier ministre turc Bulent Ecevit conquiert 3 provinces avec 2,2

% des voix au niveau national, doublant son score des législatives. Le parti de la Juste Voie (DYP) de l'ancien Premier ministre Tansu Çiller, récolte avec 10,2 %, une province et le parti du Bonheur (SP), ne remporte qu'une province avec 3,9 % des voix. Le parti du Bonheur de l'ancien Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan a même perdu la province de Konya, bastion du parti, au profit de l'AKP, qui récoltait dans cette ville 63 % des voix.

Des violences sporadiques ont marqué le scrutin dans certains districts kurdes et la télévision NTV a rapporté que quatre hommes avaient été tués dans des incidents distincts motivés par des rivalités politiques. Plus de 100 personnes ont été blessées dans des bagarres. De plus, neuf journalistes qui couvraient la répression d'une manifestation dénonçant des fraudes électorales ont été violemment frappés par la police à Diyarbakir. Trois journalistes ont dû être hospitalisés. L'association Reporters sans frontières s'est indignée de ces violences perpétrées contre des journalistes qui ne faisaient que leur métier. Vers 23 heures, après la fermeture des bureaux de vote, des militants du Parti Démocratique du peuple (DEHAP) se sont rassemblés aux abords du palais de justice de Diyarbakir, accusant les forces de l'ordre d'avoir truqué le scrutin local qui venait d'avoir lieu. Dans plusieurs districts, des bulletins tamponnés SHP ont été retrouvés dans des poubelles.

Les policiers ont commencé par disperser avec violence la manifestation, puis se sont attaqués aux journalistes qui couvraient les troubles. Hakim Cetiner, cameraman pour les chaînes de télévision nationales SKY Turk et Show TV, Saban Boz, journaliste de Show TV, Besir Ariz, Faysal Karadeniz, Ahmet Bulut et Bayram Bulut, du quotidien local Soz et de la chaîne locale Soz TV, Mehmet Sirin Hatman, cameraman de l'agence de presse prokurde Dicle Haber Ajansi (DIHA) et Bahire Karatas, reporter de DIHA, ainsi que Firat Duzgun, de la chaîne locale Gun TV, ont été frappés à coups de bâton et de chaîne. Mehmet Sirin Hatman et Bahire Karatas ont été hospitalisés et souffrent de fractures aux bras. La police a également endommagé les caméras et tenté de confisquer les films des journalistes.

Suleyman Anik, un maire kurde nouvellement élu à Dargecit, a été arrêté le 30 mars au soir « après la découverte de documents du PKK, rebaptisé Kongra-Gel, faisant état de ses liens avec l'organisation séparatiste interdite », selon le bureau du gouverneur de la province de Mardin. M. Anik, qui avait été maire de la ville au début des années 1990, s'était réfugié en Suède en 1992 lorsque les autorités l'avaient accusé une première fois de liens avec le PKK. Déchu de sa nationalité en 2001, il l'avait retrouvée l'année suivante et était rentré au pays.

L'AKP, qui à déjà une large majorité au Parlement turc et domine la scène politique

turque, devrait être encouragé pour poursuivre sur la voie des réformes, par exemple en abolissant les cours de sûreté de l'Etat et en limogeant les représentants de l'armée qui siègent au Conseil supérieur de l'éducation. Ce succès devrait aussi l'aider dans les discussions sur la réunification de Chypre, où les militaires craignent qu'Ankara « ne brade les intérêts turcs ». Le Premier ministre turc doit cependant compter avec les militaires, très influents, qui se méfient de son parti en raison de ses racines islamistes, mais aussi avec l'aile conservatrice et nationaliste de son parti. Les dirigeants de l'Union européenne doivent décider en décembre si la Turquie a fait suffisamment de progrès dans le domaine des droits de l'homme et des libertés politiques pour ouvrir des discussions d'accession. L'AKP peut depuis se targuer d'une croissance économique significative et du taux d'inflation le plus bas en un quart de siècle, ce qui a valu à la Turquie le soutien de son principal créancier, le Fonds monétaire international, et de l'Union européenne.

Par ailleurs, le général Hilmi Ozkok, chef d'état-major des forces armées qui, se considèrent comme les propriétaires de l'Etat et gardiennes de son idéologie officielle, « les principes immortels d'Ataturk », a clairement indiqué que les militaires restaient vigilants face à toute menace visant la République laïque. « Nous avons été par le passé et continuerons d'être les garants

(de la Turquie) », a déclaré le général Ozkok à la chaîne de télévision CNN Turk.

Voici les résultats obtenus dans les provinces kurdes et dans les grandes villes en Turquie. Le parti pro-kurde DEHAP, qui était présent aux élections sous la bannière d'une alliance-L'Union des forces démocratiques- de six partis et sous l'étiquette de SHP, a enregistré des revers, en perdant les provinces kurdes

d'Agri, de Bingol, de Siirt et de Van au profit du parti de la Justice et du Développement (AKP). Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, n'avait pas manqué pendant la campagne de marteler que les municipalités conquises par son parti auront le privilège de bénéficier des subventions de l'Etat. Beaucoup de Kurdes n'ont pas non plus apprécié l'alliance avec le parti social-démocrate populaire (SHP) dont les leaders ataturkistes

avaient abandonné les anciens députés kurdes du parti de la démocratie (DEP-dissous) et jouer de faire-valoir « démocratique » à un gouvernement de coalition qui a, sous la conduite de Tansu Çiller, mené une guerre féroce au Kurdistan. L'alliance des forces démocratiques a de plus remporté 30 districts et 31 cantons et a permis l'élection de la seule femme à la tête d'une grande municipalité, Songül Erol Abdil, à Tunceli (Dersim).

TABLEAU ELECTIONS

Provinces	parti vainqueur	Voix	%	2e parti	Voix	%	3e parti	Voix	%
Diyarbakir	SHP	88 850	58,35	AKP	53 377	35,05	DYP	2 346	1,5
Tunceli	SHP	3 812	35,78	Inde	2 171	20,38	DSP	934	8,7
Batman	SHP	47 640	73,64	SP	11 776	18,20	BBP	1 852	2,8
Sirnak	SHP	5 614	40,86	AKP	4 100	29,84	Inde	1 699	12,3
Hakkari	SHP	11 043	62,52	AKP	5 619	31,81	GP	297	1,68
Adiyaman	AKP	27 187	45,39	SP	15 192	25,36	CHP	6 899	11,5
Agri	AKP	10 124	48,96	SHP	6 000	29,02	SP	1 952	9,44
Ardahan	Indep	1 838	25,46	CHP	1 798	24,91	DYP	1 479	20,4
Bingol	AKP	8 960	39,89	SHP	6 388	28,44	SP	4 081	18,1
Bitlis	AKP	3 728	28,94	SHP	3 503	27,19	SP	1 485	11,5
Erzurum	AKP	66 912	61,15	MHP	32 307	29,53	SP	3 922	3,58
Erzincan	AKP	16 265	51,44	MHP	9 079	28,71	CHP	5 029	15,9
Antep	AKP	175 450	57,30	CHP	103 085	33,67	SP	10 877	3,55
Igdir	MHP	9 753	42,19	SHP	7 719	33,39	AKP	4 783	20,6
Maras	AKP	67 635	65,50	DYP	14 816	14,35	MHP	9 501	9,20
Malatya	AKP	54 363	50,75	MHP	35 636	33,27	CHP	11 705	10,9
Mardin	SP	12 288	52,74	SHP	6 282	26,96	DYP	3 417	14,6
Mus	AKP	6 807	35,66	SHP	4 792	25,10	DYP	4 656	24,3
Siirt	AKP	18 110	53,53	SHP	14 490	42,83	DYP	290	0,86
Urfa	AKP	58 392	60,98	SHP	22 794	23,81	SP	8 896	9,29
Van	AKP	41 998	54,02	SHP	31 703	40,78	SP	1 047	1,35
Istanbul	AKP	1 914 348	45,28	CHP	1 222 579	28,92	SP	230 881	3,64
Ankara	AKP	901 116	55,02	SHP	340 629	20,80	CHP	207 033	12,6
Izmir	CHP	562 561	47,17	AKP	388 336	32,56	GP	71 671	6,01
Adana	AKP	183 360	39,75	CHP	83 110	18,01	DYP	58 885	12,7
Mersin	CHP	78 792	34,06	SHP	52 138	22,54	AKP	46 174	19,9

SHP : parti social-démocrate populaire comprenant le parti pro-kurde DEHAP

AKP : parti de la Justice et du Développement au pouvoir

CHP : parti Républicain du peuple, seule opposition au Parlement

DYP : parti de la Juste Voie de Tansu Çiller

SP : parti du Bonheur de l'ancien Premier ministre islamique N. Erdogan

MHP : parti de l'Action nationaliste (ultra-nationaliste)

GP : parti Jeune

Indep : Indépendant

LES KURDES CÉLÈBRENT LEUR NOUVEL AN, LE NEWROZ

DÉPUIS la nuit des temps, les Kurdes et les peuples du plateau iranien (Persans, Afghans, Tadjiks) marquent l'équinoxe du Printemps avec des festivités qui peuvent durer plusieurs jours. Dans la tradition kurde, il s'agit de fêter la victoire des forces des lumières et du Bien sur celles des ténèbres et du Mal. La légende du forgeron Kawa soulevant le petit-peuple contre le tyran Dahak et mettant fin au règne sanguinaire de celui-ci au premier jour du Printemps donne à cette fête traditionnelle un contenu libérateur qui a traversé les siècles.

C'est en raison de ce contenu politique de révolte contre l'oppression que les célébrations du Newroz ont été interdites jusqu'à la fin des années 1990 en Turquie et en Syrie. Puis changeant son fusil d'épaule, Ankara a choisi de récupérer cet événement en lui donnant comme en Iran un contenu folklorique et traditionnel.

Cette année, des centaines de milliers de Kurdes de Turquie ont célébré le 21 mars dans le calme le Newroz, marqué dans le passé par des tensions et des affrontements meurtriers avec les forces de l'ordre turques. Le rassemblement le plus important a réuni quelques 700.000 personnes à Diyarbakir près de 3.000 policiers anti-émeutes surveillaient les festivités. Celles-ci ont

également été autorisées pour la première fois depuis 12 ans dans la province de Sirnak, l'une des plus agitées. En 1992, une centaine de personnes avaient été tuées par les forces turques à Cizre pendant les festivités du Newroz. En 2002, une charge de la police sur des manifestants avait fait deux morts et des dizaines de blessés.

Les Kurdes de Syrie ont marqué dans le deuil la fête de Newroz, en raison des affrontements sanglants qui ont opposé pendant six jours des Kurdes à des tribus arabes et aux forces de l'ordre. Le collectif rassemblant onze partis kurdes en Syrie a décidé d'annuler les festivités devant marquer le Newroz et d'observer le « deuil » pour les victimes des heurts du 12 au 17 mars. Le collectif demande également aux Kurdes « de ne pas allumer des feux dans les quartiers résidentiels, conformément aux traditions marquant la nouvelle année ». Malgré cela, de jeunes Kurdes mettaient le feu en soirée à des pneus et à des tas de bois, au bord des routes. Le collectif a réclamé « que cessent les provocations des forces de sécurité, de l'armée, de la police et des milices du parti Baas (au pouvoir) » et a lancé un « appel urgent pour sortir le pays de la situation dangereuse où il se trouve ».

Les Kurdes irakiens, endeuillés par les attentats de février à Erbil, ont célébré avec

discretion le Newroz, qui coïncide avec l'anniversaire du début de la guerre en Irak. Tous les habitants ont célébré leur principale fête civile, mais il n'y a pas eu de manifestation publique après les sanglants attentats suicide qui ont coûté la vie à 105 personnes le 1er février à Erbil. Cependant, un peu partout les familles se sont rendues dans les parcs et jardins publics ou dans les prairies pour pique-niquer en ce jour de férié au Kurdistan irakien.

Le Newroz a été célébré par des concerts, des soirées musicales, des danses et des réceptions dans toutes les communautés kurdes d'Europe, d'Amérique, d'Asie, d'Australie et du Proche-Orient. À Paris, Bertrand Delanoë, Maire de Paris, Pierre Schapira, adjoint au maire chargé des affaires internationales et de la francophonie et Mme Khédidja Bourcart, adjointe au Maire chargée de l'intégration et des étrangers non communautaires, ont accueilli pour la première fois, à l'Hôtel de ville de Paris, les festivités de Newroz. A l'initiative de l'Institut kurde de Paris, une célébration a réuni le 29 mars les Kurdes, les Iraniens, les Afghans et les Tadjiks dans la salle des fêtes de l'Hôtel de ville, où des groupes musicaux kurde, iranien, afghan et azéri ont animé une soirée festive qui a réuni 1 700 participants. Le Maire de Paris, assisté de deux adjoints, a honoré de sa présence cette cérémonie et y a prononcé un discours chaleureux. Ainsi, après le nouvel an chinois, le nouvel an kurde fait aussi parti du calendrier des fêtes de la ville de Paris.

PROCÈS DES DÉPUTÉS KURDES : LEYLA ZANA ET SES COLLÈGES REFUSENT DE SE PRÉSENTER AUX AUDIENCES

LA 12ème audience du procès des anciens députés kurdes du parti de la Démocratie (DEP-dissous) s'est, le 12 mars, déroulée pour la première fois sans la présence de Leyla Zana et de ses collègues. Les anciens députés ont refusé de se présenter devant la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) n°1 d'Ankara pour protester contre les conditions de ce rejugement où leur sort est scellé d'avance. Le président de la cour, Orhan Karadeniz, après avoir obtenu un document officiel attestant la volonté expresse des anciens députés a décidé de reprendre le procès.

Une délégation du Parlement européen, composée de Mme Felekna Uca et de Luici Vinci, de même que Philip Kaplan, chef du département politique de l'Ambassade des Etats-Unis aussi bien que des personnalités politiques kurdes et la famille des députés étaient toutefois présents dans la salle d'audience.

Au cours de l'audience, il a été procédé à la lecture de la déposition d'Ali Dursun, incarcéré à la prison de Bursa et recueillie par la cour criminelle de Bursa. Ce dernier a expressément démenti les propos de son père, Abdullah Dursun, chef des protecteurs de

village, qui avait accusé Leyla Zana d'avoir forcé son fils à intégrer le PKK. L'intéressé a déclaré qu'il était navré que son nom soit instrumentalisé par son propre père, qu'il ne connaissait Leyla Zana que par la presse et qu'en aucune manière il n'a été forcé à adhérer au PKK. Il a également affirmé que durant ses 21 jours de détention en garde-à-vue, il a été torturé pour qu'il accable les anciens députés du DEP.

Le représentant principal de la défense, Yusuf Alatas, a, pour sa part, soumis à la cour une déclaration clarifiant les raisons qui ont poussé les députés à ne plus se présenter au procès. Il a ainsi affirmé que les anciens députés ne croyaient pas en un procès équitable et impartial et pourtant ils n'avaient jamais eu une posture outrageante vis-à-vis des juges. Il a également déclaré qu'ils avaient tout fait pour rester dans le cadre juridique et ne pas déborder sur le champ politique dans cette affaire.

Yusuf Alatas a confirmé que Leyla Zana et ses collègues ne se présenteront plus à la cour pour les prochaines audiences mais que les avocats seront présents pour les défendre du mieux qu'ils puissent, même s'ils ne peuvent jamais combler leur absence.

Le procureur de la République, Dilaver Kahveci, est intervenu pour s'opposer à toute libération des anciens députés et a d'ores et déjà requis leur condamnation estimant qu'aucun élément nouveau n'avait été apporté au cours des différentes audiences.

La cour a une nouvelle fois et sans surprise rejeté la demande de libération des députés kurdes et a ajourné au 2 avril le procès. La Cour devrait alors procéder à la dernière audience de Leyla Zana et de ses collègues emprisonnés depuis 10 ans à la prison centrale d'Ankara

Le 2 mars, date anniversaire de leur dixième année d'incarcération, les familles des députés s'étaient rendues à la prison d'Ankara avec quelques bouquets de fleurs. Le personnel pénitentier avait refusé les bouquets destinés aux anciens députés et « placé en garde-à-vue » les fleurs.

Dans le projet de rapport présenté par le député européen Arie Ooslander le mardi 16 mars et voté le lendemain par la Commission des affaires étrangères et des droits de l'homme, le Parlement européen « déplore le déroulement de la nouvelle procédure engagée contre Mme Leyla Zana, lauréate du prix Sakharov, et contre trois autres ex-députés du Parti de la démocratie (DEP) et y voit un symbole du fossé qui existe entre le système juridique turc et celui de l'UE ».

IL Y A 16 ANS HALABJA : PAUL BREMER ET JEREMY GREENSTOCK SE RECUEILLENENT DANS LA CITÉ MARTYRE

A U Kurdistan irakien, des centaines de Kurdes ont fait le voyage en car pour déposer des fleurs devant le monument aux morts récemment construit à Halabja, et sur lequel flotte le drapeau kurde. L'administrateur civil américain en Irak, Paul Bremer, a aussi fait le déplacement et les habitants de Halabja ont apprécié cet hommage. L'administrateur américain Paul Bremer s'est recueilli devant le monument alors que l'exécutif irakien promettait qu'un tel massacre ne se reproduirait plus. M. Bremer, le numéro deux de la coalition, le Britannique Jeremy Greenstock, et Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan ont visité une exposition sur le massacre et parlé avec des proches des victimes. L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) avait annoncé que les cérémonies de Halabja seraient réduites au strict minimum par crainte des attentats.

A cette occasion, le Conseil de gouvernement irakien a assuré que « Halabja restera dans la mémoire des Irakiens comme un symbole de la sauvagerie du régime déchu ». « Ce genre de crimes horribles ne doit pas se reproduire dans l'Irak démocratique, pluriel et fédéral », précise un communiqué.

La population d'Erbil a observé

cinq minutes de silence à la mémoire des victimes de Halabja. Les autorités d'Erbil n'ont prévu aucune manifestation publique par crainte d'attentats. Cependant, plusieurs dizaines d'étudiantes et étudiants de l'université Salaheddine d'Erbil, originaires de Halabja, ont manifesté devant le Parlement régional pour demander de châtier des responsables des bombardements, notamment Ali Hassan al-Majid, appelé "Ali le chimique", cousin de Saddam Hussein et son pro-consul au Kurdistan à l'époque. Ils ont dénoncé la passivité de l'Occident au moment du massacre. La circulation a été totalement interrompue dans les rues de la ville, tandis que les

passants se figeaient dans le recueillement en mémoire des victimes - surtout des femmes et des enfants. Dans une pétition, les étudiants demandent l'indemnisation des familles des victimes et la création d'une commission médicale chargée d'évaluer les séquelles qui affectent toujours les survivants de la tragédie.

Des cérémonies commémoratives ont eu lieu dans d'autres régions du Kurdistan et en Europe. En Turquie, la police a, le 16 mars, procédé à de nombreuses interpellations dont des étudiants désireux de marquer l'anniversaire du massacre de Halabja devant l'Université d'Istanbul. Elle est intervenue avec rudesse, utilisant des gaz lacrymogènes et faisant usage de matraques, et interpellant de nombreuses personnes qui scandaient des slogans pro-kurdes.

PARIS : CONFÉRENCE INTERNATIONALE « OÙ VA L'IRAK ? LE PROCESSUS DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE : ÉTAT DES LIEUX, PROBLÈMES ET PERSPECTIVES »

L'INSTITUT kurde de Paris en partenariat avec la Fondation France-Libertés a, le 5 mars, organisé à Paris, une conférence internationale sur le thème « Où va l'Irak ? Le processus de reconstruction économique et politique : état des lieux, problèmes et perspectives ».

Près d'un an après la chute du

régime de Saddam Hussein où va l'Irak ? Qu'est-ce qui a changé au niveau de la vie quotidienne des Irakiens ? Où en est-on dans le domaine de la reconstruction des infrastructures, du fonctionnement des services de base, des écoles, des universités, des hôpitaux ? Comment évolue la situation de l'insécurité ? Comment la société civile arrive-t-elle à s'organiser malgré les attentats et les problèmes

d'insécurité ? Comment les Irakiens usent-ils des libertés nouvellement acquises d'association, d'expression et de manifestation ? Quels sont les problèmes du processus de transition vers un gouvernement irakien souverain ? Y a-t-il un risque d'éclatement d'Irak ou celui-ci parviendra-t-il à assurer son unité en se dotant d'institutions fédérales permettant aux Kurdes et aux autres peuples longtemps opprimés de gérer leurs propres affaires ? Où en est le débat constitutionnel sur le fédéralisme ? Quel est le sort des communautés chrétiennes et comment garantir leurs droits et leur sécurité ?

Pour répondre à ces questions et à bien d'autres qui se posent à propos de l'Irak, d'éminentes personnalités irakiennes, pleinement engagés dans le processus de reconstruction de leur pays et de son avenir se sont déplacés à Paris pour contribuer à l'information du public français.

La conférence a été inaugurée par Mme Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés par un message de bienvenue, puis présentée et introduite par Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris.

Elle a été articulée autour de quatre tables rondes. La première présidée par Jonathan Randal, journaliste, ancien correspondant du Washington Post au Proche-Orient, sur le thème de « La reconstruction de l'Irak : état des lieux » a réuni Dr. Fuad Hussein, conseiller

spécial du ministre de l'Éducation nationale du Gouvernement intérimaire irakien, venu spécialement d'Irak, tout comme, le Père Rabane Qas, évêque d'Amadia (Kurdistan). Le premier a passé en revue les difficultés rencontrées sur le terrain en matière d'éducation et les avancées, telles que l'impression de millions de nouveaux livres scolaires débarrassés de portraits de Saddam Hussein et des références à l'idéologie baasiste. Il a aussi évoqué, chiffres à l'appui, l'amélioration considérable des conditions de vie et de travail des enseignants dans l'Irak nouveau. Le second, représentant la communauté chrétienne, a rassuré l'opinion publique sur la situation des Chrétiens en Irak et tout particulièrement au Kurdistan. Parlant en français, en kurde et en araméen, il a invité la France à contribuer à la reconstruction de l'Irak et à la promotion de la langue et de la culture française au Kurdistan.

Par ailleurs, Mme Nasreen S. Berwari, ministre des Travaux publics et des Municipalités du Gouvernement intérimaire irakien, prévue pour le débat, a été retenue à Washington. Elle a cependant envoyé son intervention qui a été lue dans la conférence.

La seconde table ronde de la matinée a été consacrée aux questions de la justice, de Constitution et des institutions sous l'interrogation de « Quelle justice pour les responsables de l'ancien régime ? ». Présidée par Me Daniel Jacoby, président d'honneur de la Fédération

internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), la table ronde a accueilli deux personnalités venues tout spécialement de l'Irak. D'abord, Dr. Dara Noureddin Bahaaddin, magistrat, président de la Commission des lois du Conseil de gouvernement irakien et puis Mme Hania Mufti, directrice pour l'Irak de Human Rights Watch. Dr Bahaddin qui a supervisé la rédaction de la Constitution irakienne et des textes créant la cour spéciale chargée de juger les anciens baasistes, a parlé des crimes du régime et des conditions qui doivent être réunies pour leur jugement en Irak. Il a également souligné que « le droit des Kurdes à l'autodétermination » reste légitime et imprescriptible mais que ce droit reste compatible avec une union librement consentie au sein d'un Irak démocratique et fédéral. Mme Mufti, quant à elle, a mis en relief le travail de son organisation dans la découverte des charniers en Irak et l'identification des corps retrouvés et énuméré les critères et conditions qui doivent présider à un jugement équitable des responsables de l'ancien régime irakien. De son côté, André Poupard, professeur de droit à l'Université de Montréal, a analysé les conditions d'un jugement équitable, son rôle d'événement fondateur d'un ordre juridique et d'un Etat de droit nouveau.

Dans l'après-midi, le premier débat s'est porté sur « l'avenir politique et institutionnel de l'Irak » sous la présidence de Gérard Chaliand, écrivain,

expert en géopolitique, qui a fait de nombreux voyages en Irak avant et après la guerre.

Parmi les intervenants, Peter Galbraith, ancien ambassadeur des États-Unis en Croatie, conseiller spécial du Gouvernement régional du Kurdistan, a mis en relief la situation du Kurdistan irakien et les aspirations kurdes à l'indépendance, l'incapacité de l'Administration américaine à prendre en compte ces aspirations et à mettre en place une politique crédible de transition vers la démocratie. Pour lui, les Kurdes veulent rester Kurdes et l'État irakien reste artificiel. Dr. Najmaldine O. Karim, président de l'Institut kurde de Washington, a ensuite apporté son éclairage sur le même thème et souligné la difficulté d'arriver à un compromis raisonnable avec les représentants arabes, chiïtes et sunnites. Puis, il a évoqué la situation à Kirkouk où plus d'un an après la chute du régime baasiste, ses principales victimes, les Kurdes, ne peuvent toujours pas regagner leur foyer et reprendre leurs maisons et biens spoliés.

Par ailleurs, Yonadam Y. Kanna, président de la Commission des Affaires sociales du Conseil de gouvernement irakien, a été représenté par son adjoint au Conseil, William Warda et Dr. Mowaffak al-Rubaie, président de la Commission des Affaires étrangères du Conseil de gouvernement intérimaire irakien, empêché de venir à Paris en raison des attentats de Bagdad et de Kerbala qui ont touché ses proches, a fait

parvenir un texte dans lequel il a affirmé que « la violence et la terreur ont été le ciment qui ont maintenu l'Irak comme un pays centralisé ». M. Al-Rubai s'est prononcé pour un Irak fédéral avec cinq « grandes unités régionales » : deux au nord, la « province du Kurdistan », et la « province de Mossoul », une au centre « le grand Bagdad », et deux au sud, « la province de Kufa », et enfin « la province de Bassorah ».

Enfin, une dernière table ronde s'est donnée pour objectif d'amorcer la réflexion collective sur le rôle que pourraient jouer la France et l'Union européenne dans la reconstruction de l'Irak, étant entendu que de nombreux pays de l'Union, comme la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Danemark y apportent déjà une contribution multiforme. Introduite et dirigée par Dominique Moïsi, directeur adjoint de l'institut français des relations internationales (IFRI), la table ronde a réuni Mme Mitterrand mais aussi Pascal Bruckner, l'écrivain et philosophe français qui n'a pas hésité à critiquer les média et le

gouvernement français, les premiers pour le traitement partial de l'information sur l'Irak et le second pour avoir pris la défense du statu quo en Irak. Aymeri de Monstesquiou, sénateur du Gers, un des rares hommes politiques français qui a fait plusieurs voyages au Kurdistan et en Irak avant le conflit, s'est employé à expliquer aux participants la position de la France.

La conférence a été conclue par Kendal Nezan, le président de l'Institut kurde de Paris. Plus de 400 personnes, dont de nombreux journalistes, français, anglo-saxons, kurdes, turcs, assyro-chaldéens, mais également des diplomates ont participé à la conférence, traduite simultanément en anglais et en français. Les interventions ont été suivies de débats avec la salle afin d'approfondir les questions abordées et de favoriser l'échange des idées.

Les textes des principales interventions de cette conférence sont disponibles sur le site Internet de l'Institut kurde : www.institutkurde.org

LE RAPPORT RÉGULIER 2003 DU PARLEMENT EUROPÉEN DEMANDE À LA TURQUIE D'ÉLABORER UNE NOUVELLE CONSTITUTION

LE rapport régulier 2003 de la Commission des affaires étrangères, des droits de l'homme, de la sécurité commune et de la politique de défense sur les progrès réalisés par la Turquie sur la voie de l'adhésion, élaboré et présenté le 19 mars

par le député européen Arie M. Oostlander, a été, le 1er avril, adopté par 212 voix contre 84 en session plénière du Parlement européen. Le rapport considère que « malgré une forte résistance, des initiatives courageuses ont été prises depuis la résolution antérieure,

mais que des réformes et une application effective de celles-ci s'imposent encore sur de nombreux terrains ».

Le Parlement européen considère « qu'en dépit de la détermination du gouvernement, la Turquie ne satisfait pas encore aux critères politiques de Copenhague; qu'un cadre clair devant garantir les droits politiques, civils, économiques, sociaux et culturels n'a toujours pas été mis en place... »^a Le rapport note que La Turquie a conservé une « Constitution adoptée en 1982 pendant le régime militaire et fortement marquée du sceau de l'autoritarisme »^a et considère que de « nombreux pays qui adhéreront à l'Union européenne en mai 2004 (entre autres la Pologne) ont procédé à l'adoption de nouvelles Constitutions, ayant considéré cet exercice comme un point de départ du processus de réforme et de modernisation de leur société et de leur État »^a

« Conscient que le respect des critères politiques de Copenhague constitue une condition indispensable à l'ouverture de négociations d'adhésion », Le Parlement européen se « félicite de la motivation profonde et de la volonté politique du gouvernement AKP et de la grande majorité du Parlement d'appliquer des réformes révolutionnaires pour la Turquie »^a et fait valoir que « ces réformes ne sauraient être jugées qu'à l'aune de leur transposition effective dans les pratiques quotidiennes à tous les niveaux du système

judiciaire et de sécurité ainsi que de l'administration civile et militaire... ». Le rapport « estime que la limitation du pouvoir politique et social de l'armée est un processus difficile mais inévitable; considère que la position actuelle de la Turquie dans le conflit chypriote est aussi le reflet du pouvoir politique de l'armée... Se félicite de ce que le gouvernement est en train de placer les dépenses de défense sous contrôle parlementaire; est toutefois préoccupé par l'influent réseau, formel et informel, de l'armée, notamment de groupes de réflexion, d'entreprises (OYAK) et de fonds, qui pourrait constituer un obstacle à la réforme de l'État... »^a

« Insiste auprès du gouvernement pour que les conseils actuels de l'Enseignement supérieur (YÖK) et de l'Audiovisuel (RTÜK), qui fonctionnent comme des organisations de chiens de garde, soient transformés en nouveaux conseils, totalement civils ne faisant l'objet d'aucun contrôle de la part de l'armée, sur le modèle et conformément aux normes de ceux des pays de l'UE... »

Le Parlement européen « met l'accent sur la nécessité à la fois de respecter pleinement le droit international et d'accepter la primauté du droit communautaire sur le droit national (ambiguïté de l'article 90 de la Constitution) ». Les députés européens invitent une nouvelle fois « la Turquie à mettre en œuvre sans délai les

décisions pendantes de la Cour européenne des droits de l'homme et fait valoir qu'il n'y a pas de marge pour le non-engagement ou une interprétation propre »^a

Le rapport « déplore le déroulement de la nouvelle procédure engagée contre Mme Leyla Zana, lauréate du prix Sakharov, et contre trois autres ex-députés du Parti de la démocratie (DEP) et y voit un symbole du fossé qui existe entre le système juridique turc et celui de l'UE; renouvelle sa demande d'amnistie pour les prisonniers d'opinion (notamment de Leyla Zana et des trois autres ex-députés d'origine kurde) », « condamne les poursuites politiques pouvant aller jusqu'à l'interdiction, à l'égard de partis politiques tels que le HADEP et le DEHAP, qui constituent une atteinte à la liberté d'expression, d'organisation et de réunion »^a

« Demande que le système électoral permette d'assurer la pleine représentation démocratique de toute la population, notamment en ce qui concerne la population kurde et d'autres minorités »

« Constate que la torture et les mauvais traitements ont toujours cours; rappelle la politique de tolérance zéro du gouvernement en ce qui concerne la torture; déplore qu'on n'ait guère progressé sur le plan de la mise en examen des tortionnaires; insiste sur la nécessité de consentir des efforts éducatifs pour faire évoluer les mentalités des agents et des forces de l'ordre

afin d'assurer le strict respect du droit ; condamne l'intimidation et le harcèlement constant des militants des droits de l'homme et des organisations de défense des droits de l'homme par certaines autorités »

« Attend attentivement l'application promise du droit d'émettre dans d'autres langues que le turc; invite le Conseil de l'audiovisuel (RTÜK) à faire preuve de souplesse dans le traitement des demandes d'émission dans les diverses langues et les divers dialectes et à ne pas établir des obstacles ou des restrictions supplémentaires »

« Invite les autorités turques à s'investir davantage dans l'application rapide et exhaustive des changements législatifs concernant les droits culturels devant permettre l'enseignement dans des langues (traditionnelles) autres que le turc et leur utilisation dans les médias; souligne la signification de ces réformes pour la population kurde (la minorité la plus nombreuse); attend des autorités qu'elles fournissent les moyens nécessaires pour stimuler le développement socio-économique des régions kurdes, en particulier dans le sud-est de la Turquie, de manière à créer un environnement devant permettre à la population kurde de construire un futur pacifique et prospère »

« Craint que la frilosité turque en ce qui concerne l'article 27 de la Convention sur les droits politiques et civils ne limite considérablement le champ d'application du droit des

minorités ethniques, religieuses et linguistiques d'avoir leur propre culture, de pratiquer leur religion ou de parler leur propre langue; signale dans ce prolongement, les restrictions qui sont toujours imposées au droit d'association ; souligne que le traité de Lausanne de 1923 sur la position des minorités ne doit pas recevoir

une interprétation minimaliste »

« Attend des autorités turques une approche constructive en ce qui concerne la reconstruction de l'État irakien, dans laquelle tous les groupes ethniques et religieux peuvent espérer un respect approprié de leurs intérêts, politiques, économiques, sociaux et culturels »

IRAK : ATTENTATS SANGLANTS CONTRE LA COMMUNAUTÉ CHIITE

LA communauté chiite a été lourdement touchée au mois de mars par une série d'attentats visant des sanctuaires chiites à Bagdad et dans la ville sainte de Kerbala pendant la fête de l'Achoura, le 2 mars, la plus importante du calendrier chiite. Les attentats ont ainsi fait au moins 185 morts, selon un bilan établi par le ministère irakien de la Santé. Les estimations des blessés vont de 300 à plus de 400. Les autorités américaines font état de leur côté d'au moins 143 morts alors que certains bilans officiels évoquent le chiffre de 230 morts. A Kerbala, des attaques presque simultanées ont eu lieu alors que des centaines de milliers de fidèles chiites en deuil commémoraient la mort de Hussein, petit-fils de Mahomet et fils d'Ali, à la bataille de Kerbala, au VII^e siècle, un des épisodes historiques fondateurs du chiisme. A Bagdad, l'attentat a été commis par quatre kamikazes contre la mosquée de Kazimiya, un lieu saint du

chiisme. « L'un s'est fait exploser à l'entrée de la mosquée, l'autre dans la cour intérieure de la mosquée et les deux autres à l'entrée latérale, à un intervalle de quelques secondes », a affirmé le ministre de la Santé.

Le vice-président américain Dick Cheney et le général Mark Kimmitt, commandant adjoint des opérations militaires en Irak, ont désigné le Jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui, soupçonné de liens avec le réseau terroriste Al-Qaïda, comme l'un des principaux suspects.

Le Conseil intérimaire de gouvernement irakien (CIG) a décrété trois jours de deuil national, reportant la signature de la Constitution provisoire, initialement prévue pour le 4 mars.

D'autre part, les nouvelles forces de l'ordre irakiennes, soutenues par la Coalition, ont été régulièrement visées par la guérilla dont les attaques ont fait ces derniers mois des

centaines de morts parmi les policiers. Ainsi, le 23 mars, quatorze Irakiens, dont huit policiers en formation, ont été tués dans des attaques armées à Mahawil, à une soixantaine de kilomètres au sud de Bagdad. Deux autres policiers ont été tués dans une attaque à Kirkouk. Quelque 350 policiers irakiens entraînés par les forces américaines ont été tués au cours de l'année passée. Environ 200.000 Irakiens font partie des forces de sécurité du pays, dont l'armée, la police, les gardes frontaliers et le corps de défense civile irakienne (ICDC).

La situation reste donc fragile et les violences continuent. Un conseiller municipal a été abattu et un autre blessé à Mossoul le 8 mars, le chef de la police de Khaldiya (centre) a échappé à une tentative d'assassinat, et à Bagdad, des obus de mortier sont tombés sur deux postes de police du centre-ville juste avant la signature de la Constitution. Le 14 mars, toujours à Mossoul, trois Américains travaillant pour une église baptiste ont été tués par des inconnus qui ont pris la fuite. Un quatrième, a succombé à ses blessures le lendemain. De plus, un civil a été tué et quatre personnes ont été blessées dans une attaque au mortier le 20 mars contre une permanence de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) à Mossoul. Deux Irakiennes, employées par Kellogg Brown and Root (KBR), filiale du groupe pétrolier américain Halliburton, avaient été tuées par des inconnus le 11 mars à Bassorah, dans le sud de l'Irak. Le 18 mars, vingt-neuf

personnes ont été tuées et 45 blessées, dont deux Britanniques, dans un attentat à la voiture piégée près d'un hôtel

du centre de Bagdad, à la veille du premier anniversaire de la guerre.

AINSI QUE...

• **NESRINE BARWARI ECHAPPE À UN ATTENTAT.** La seule femme ministre du Gouvernement transitoire irakien, la Kurde Nesrine Barwari, a échappé le 28 mars à un attentat près de Mossoul qui a fait trois morts, et sept autres personnes blessées, dont deux Occidentaux. Mme Barwari, 37 ans et ministre des Travaux publics, a échappé à une tentative d'assassinat à al-Karama, à l'est de Mossoul.

Mme Barwari a été récemment vue en public lors d'une cérémonie à Bagdad en présence de l'administrateur civil américain Paul Bremer, cent jours avant le transfert de pouvoir aux Irakiens prévu le 30 juin. Elle avait annoncé que quatre ministères irakiens seraient indépendants de la coalition au 1er avril, dont le sien et ceux de la Santé, de l'Éducation et des Ressources hydrauliques.

Par ailleurs, deux responsables kurdes avaient échappé le 2 mars à une tentative d'assassinat perpétrée par des inconnus qui avaient tiré sur leur convoi. Cinq gardes du corps avaient été légèrement blessés par les tirs dirigés contre le convoi transportant Jalal Djaouhar, haut responsable à Kirkouk de l'Union patriotique du

Kurdistan (UPK), et le chef de la sécurité publique à Suleimanieh, Dana Madjid. Les deux hommes se rendaient de Mossoul à Suleimanieh.

• **HARCÈLEMENT JURIDIQUE DES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE.** Le procureur de Diyarbakir a ouvert une enquête judiciaire à l'encontre de Selahattin Demirtas, président de la section de Diyarbakir de l'Association turque des droits de l'homme (IHD), d'Ali Öncü, porte-parole de la plateforme pour la démocratie de Diyarbakir, d'Emir Ali Simsek, secrétaire général du syndicat des enseignants (SES) et de Bülent Kaya, président du syndicat des employés de bureau (BES) sur la base de l'article 312/2 du code pénal incriminant les actes " incitant à la haine et à l'animosité au sein du peuple sur la base de différences de classe, de race, de religion ou de région ". Les orateurs n'avaient pourtant fait que plaider en faveur d'une résolution pacifique et démocratique de la question kurde en Turquie, ainsi qu'en faveur d'une amnistie générale à l'occasion d'une manifestation et d'un concert organisés le 21 juin 2004 à Diyarbakir Une première audience à la cour de

sûreté de l'Etat (DGM) de Diyarbakir avait abouti le 17 février dernier au renvoi du procès au 27 avril afin d'entendre la défense de Selahattin Demirtas.

L'article 312 fait partie intégrante de l'arsenal législatif utilisé par le passé à des fins répressives à l'égard des défenseurs des droits de l'homme, des hommes politiques, des écrivains, des journalistes ou de tous ceux qui ont exprimé leurs critiques et appelé à une solution de la question kurde dans le pays. Le premier paquet d'harmonisation adopté le 6 février 2002 a ajouté une disposition supplémentaire à cet article, stipulant que les discours sont désormais susceptibles d'être punis s'ils sont prononcés "d'une façon qui mette en danger l'ordre public". Un autre amendement porté à l'article 312 permet d'incriminer "quiconque insulte une partie du public d'une manière considérée dégradante ou susceptible de porter atteinte à la dignité humaine".

En dépit de ces amendements, l'Association des droits de l'Homme (IHD) reste très préoccupée quant au maintien d'expressions imprécises de l'article 312 permettant à la Turquie d'incriminer l'exercice légitime de droits internationalement reconnus et protégés - tels que le droit de réunion pacifique, le droit de prendre part aux affaires publiques - et de violer le droit d'exprimer pacifiquement des opinions non violentes.

Par ailleurs, la cour pénale N°1 et 2 de Diyarbakir a, le 17 mars, procédé à l'audience de plusieurs défenseurs des droits de l'homme. Sezgin Tanrikulu, président de la Fondation des droits de l'homme à Diyarbakir, Eren Keskin, présidente de l'Association des droits de l'homme (IHD) à Istanbul et Pinar Selek, sociologue, sont ainsi poursuivis pour les déclarations faites au cours d'un symposium organisé en 2001, sur la base de l'article 159/ 1 du code pénal turc (insultes aux forces armées). L'audience a été renvoyée au 31 mars du fait de l'absence de la sociologue Pinar Selek (victime d'un grave accident de la route l'année dernière, toujours en convalescence à Istanbul).

Selahattin Demirtas, président du bureau local de l'IHD, Firat Anli, représentant du parti pro-kurde DEHAP, Edip Yasar, porte-parole du syndicat KESK et Mehmet ATA, président du parti politique Özgür Parti, ainsi que trois autres syndicalistes et politiques, sont également poursuivis dans le cadre d'une autre affaire, lancée sur la base de l'article 28/2 de la Loi 2911 relative aux réunions et manifestations. Ces derniers avaient organisé une manifestation le 1er septembre 2003 pour la journée mondiale pour la paix à Diyarbakir, transformée spontanément en concert. Les autorités leur reprochent l'absence d'autorisation pour la prolongation de la manifestation jusqu'à 20h30.

• CONFÉRENCE DE RÉCONCILIATION D'APRÈS-

GUERRE ENTRE LE PDK ET L'UPK À ERBIL. Les dirigeants kurdes irakiens Massoud Barzani et Jalal Talabani, ont appelé à travailler ensemble pour un nouvel Irak unifié lors d'une conférence de réconciliation d'après-guerre le 26 mars à Erbil, intitulée « La réconciliation nationale est la seule voie vers la paix sociale et la reconstruction de l'Irak ». « La seule méthode pour nous maintenant est d'élaborer un programme démocratique de réconciliation nationale basée sur l'ordre, le dialogue, la compréhension et le respect des autres », a indiqué M. Barzani, président du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), en ouvrant cette conférence.

La réunion organisée à l'initiative de M. Barzani, s'est tenue à Erbil et a duré trois jours. « A l'occasion du 1er anniversaire de la guerre et de la chute du régime (de Saddam Hussein), nous pouvons affirmer que le nouvel Irak est totalement différent de l'ancien: socialement, politiquement et constitutionnellement », a déclaré M. Barzani. « L'Irak ne reviendra pas à ce qu'il était avant. Chacun doit le savoir, les partisans du nouveau régime comme ceux de l'ancien régime (baassiste) », a-t-il ajouté.

M. Barzani a insisté sur le fait que la voie de la réconciliation nationale devait passer par « le respect des droits de l'homme » et l'établissement de « tribunaux honnêtes » pour juger les membres de l'ex-régime coupables de crimes de guerre. « Si nous pouvons régler nos problèmes de manière

démocratique, nous nous aiderons nous-mêmes ainsi que la coalition à mettre fin à l'occupation aussi vite que possible et à établir des rapports équilibrés qui garantiront nos intérêts nationaux », a-t-il ajouté.

Pour sa part, M. Talabani a souligné que les Irakiens devaient parler d'une seule voix pour tourner la page du passé. « Le nouvel Irak que nous voulons construire doit être pour tous les Irakiens (...) sans discrimination, sans dictature ou provocations », a-t-il souligné. « L'ancien slogan de l'unité de l'Irak a échoué et pour construire un nouveau pays nous devons comprendre que l'ancien régime a succombé avec ses ministères, ses organisations et ses bases légales et politiques », a-t-il indiqué. « Le nouvel Irak doit être un Irak démocratique, fédéral, pluraliste et uni (...) dont les composantes principales sont les Arabes chiïtes, les Arabes sunnites et les Kurdes », a-t-il conclu.

Dr. Mahmoud Ali Osmane, personnalité indépendante, membre du Conseil de gouvernement transitoire, avait affirmé le 23 mars : « Nous n'adhérerons pas à un Irak unifié une nouvelle fois sans obtenir de garanties constitutionnelles et internationales ». « En cas de violations des droits légitimes du peuple kurde à choisir son destin, nous nous tournerons vers les Nations unies », a-t-il ajouté. Mahmoud Ali Osmane a proposé d'« organiser des élections législatives au

Kurdistan avant les élections en Irak (prévues au plus tard le 31 janvier, afin d'unifier les administrations à Erbil et Suleimaniyeh ». Réunir ces deux régions permettrait d'« aider les Kurdes à regagner leurs terres perdues », selon M. Osmane.

• L'ARTICLE 8 DE LA LOI ANTI-TERREUR ABROGÉ DANS LES TEXTES PERDURE DANS SON APPLICATION : LES LIVRES DU SOCIOLOGUE TURC ISMAIL BESIKCI CONTINUENT D'ÊTRE INTERDITS. Alors que l'article 8 de la loi anti-terreur a été officiellement abrogé en Turquie dans le cadre des paquets d'harmonisation pour l'adhésion à l'Union européenne, son application reste effective devant les tribunaux turcs. Ainsi, les 23 livres du sociologue turc, Ismail Besikçi, condamnés par l'article 8, restent toujours sanctionnés par l'esprit de cet article après son abrogation selon la cour de sûreté de l'Etat (DCM) n°1. La maison d'édition turque Yurt Kitap Yayin ayant saisi la cour de sûreté de l'Etat pour une réédition de ces œuvres après l'abrogation de la loi, s'est ainsi vue empêchée par cette cour. La Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara n°2, saisie à son tour, a, quant à elle, statué en levant l'interdiction sur seulement huit livres et maintenant la prohibition sur les 15 autres en affirmant que ces derniers contiennent encore des infractions selon la législation actuelle. Les livres condamnés traitent en majorité de la question kurde. La Cour reproche aux livres incriminés

soit de porter atteinte au souvenir et à la mémoire d'Ataturk [ndlr : exemple pour le livre « Un intellectuel, une organisation et la question kurde »] ou encore de faire de la propagande séparatiste [ndlr : un livre sur le dramaturge kurde Musa Anter assassiné par les escadrons de la mort à 80 ans]

• UN SONDAGE ESTIME QUE LA VIE S'EST AMÉLIORÉE EN IRAK DEPUIS LA CHUTE DU RÉGIME DE SADDAM HUSSEIN. Selon un sondage réalisé pour plusieurs médias internationaux et rendu public le 16 mars, une majorité d'Irakiens estime que la vie s'est améliorée depuis la chute du régime de Saddam Hussein mais une proportion similaire s'oppose à la présence continue de forces étrangères en Irak.

Selon cette enquête non exempte de contradictions, effectuée par l'institut Oxford Research International auprès de 2.500 Irakiens, 49 % des Irakiens jugent que la guerre menée l'an dernier contre Saddam Hussein par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne était une bonne chose, contre 39 % d'un avis contraire.

51 % se disent hostiles à une présence continue de forces étrangères en Irak, contre 39 % d'un avis contraire. En outre, près d'un Irakien sur cinq trouve justifiées les attaques contre les soldats étrangers.

Les Irakiens se plaignent souvent de l'insécurité, du chômage et de leur crainte de l'avenir.

Pourtant, à en croire l'enquête, sept Irakiens sur dix estiment que leur vie quotidienne est aujourd'hui « très bonne » ou « plutôt bonne », contre 15 % qui jugent qu'elle est « très mauvaise ». Et 71 % s'attendent à une amélioration de leurs conditions de vie d'ici un an.

Ils sont par ailleurs 57 % à penser que leur vie est meilleure que sous l'ancien régime. Dix-neuf pour cent estiment au contraire que la vie s'est dégradée, 23 % ne voient aucun changement.

Plus de quatre Irakiens sur dix déclarent ne pas avoir confiance dans les troupes américaines ou britanniques pour rétablir la sécurité, qui constitue la priorité numéro un aux yeux de 85 % des personnes interrogées.

Parmi les autres dossiers prioritaires, la tenue d'élections pour désigner un gouvernement national est réclamée par 30 % des Irakiens et une relance économique est privilégiée par 28 % des Irakiens.

Globalement, les Irakiens accordent davantage leur confiance aux chefs religieux irakiens, à la police locale et aux Nations unies.

Cela dit, les personnes interrogées semblent souhaiter le maintien de la présence militaire étrangère tant que la sécurité ne sera pas rétablie et qu'un gouvernement irakien ne sera pas mis en place. Seules 15 % d'entre elles réclament le départ immédiat des forces d'occupation.

A la question de savoir si les attaques contre les forces de coalition sont justifiées, 17 % des Irakiens répondent "oui".

Une autre contradiction marque le sentiment général des Irakiens face à l'invasion anglo-américaine: 41% disent s'être sentis libérés, mais le même nombre dit avoir ressenti de l'humiliation.

• CONSTRUCTION DE DEUX RAFFINERIES À ÉRBIL ET À SULEIMANIYEH. Le président en exercice du Conseil de gouvernement transitoire irakien, Mohammad Bahr al-Ouloum, a, le 20 mars, assisté au lancement de la construction de deux raffineries dans les régions kurdes d'Erbil et de Suleimaniyeh.

Il a posé la première pierre dans la ville de Koysanjaq, près de Suleimaniyeh, gouvernée par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), un des deux principaux partis kurdes. Il y a eu ensuite une cérémonie identique le même jour sur le site d'une autre raffinerie dans la banlieue d'Erbil, dirigée par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

Son fils, le ministre du pétrole, Ibrahim Bahr al-Ouloum, a affirmé que les deux raffineries produiront au total 30.000 barils par jour et qu'à terme elles pourraient atteindre 300.000 barils. « Il y a quelques jours, nous avons également lancé la construction d'une raffinerie à Najaf », la ville sainte chiite au sud de Bagdad, a-t-il déclaré. « Ceci prouve que les responsables irakiens ne font

pas de discriminations entre Arabes et Kurdes et que le pétrole est pour tous les Irakiens », a-t-il ajouté.

• L'UNION PATRIOTIQUE DU KURDISTAN INDIQUE QUE JALAL TALABANI A RENDU SES PASSEPORTS SYRIEN, TURC ET IRANIEN. L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a, le 1er mars, indiqué que leur leader, Jalal Talabani, a rendu depuis plusieurs mois les passeports syrien, turc et iranien dont il se servait avant. « La libération de l'Irak a permis à de nombreux Irakiens d'utiliser les passeports irakiens dont ils avaient été privés par la dictature » du président déchu Saddam Hussein, selon un communiqué de l'UPK. « M. Talabani a remis son passeport syrien à la Syrie avec un message de remerciement et de reconnaissance pour le soutien accordé par ce pays à l'opposition irakienne », poursuit l'UPK. M. Talabani avait également rendu ses passeports turc et iranien aux pays concernés, ajoute le texte.

Les relations entre la Syrie et M. Talabani se sont refroidies après des critiques formulées par le dirigeant kurde contre Damas pour sa « lecture erronée de la situation en Irak ». M. Talabani avait toutefois assuré que cet incident « n'affectera pas les relations » syro-irakiennes. La dernière visite en Syrie de M. Talabani remonte à juillet 2003.

• STASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR « VIOLATION DE LA LIBERTÉ

D'EXPRESSION ». La Cour européenne des droits de l'Homme a le 9 mars condamné la Turquie pour violation de la liberté d'expression à la suite d'une condamnation pour un discours politique prononcé en 1996 d'un ressortissant kurde. La Cour a condamné la Turquie à verser à Abdullah Aydin une somme de 10.000 pour dommage moral et 3.000 pour frais et dépens.

Le 1er septembre 1996, lors d'un rassemblement à l'occasion de la journée mondiale pour la paix, il avait prononcé un discours en qualité de représentant de la Plateforme de la démocratie d'Ankara (Ankara Demokrasi Platformu). Le 21 octobre 1997, la Cour de sûreté d'Ankara l'avait condamné à un an d'emprisonnement et une peine d'amende pour « incitation à la haine et à l'hostilité fondées sur la différence sociale, ethnique et régionale ».

Elle lui reprochait d'avoir établi une distinction entre le peuple turc et le peuple kurde et de ne pas avoir fait état des préjudices causés dans la région soumise à l'état d'urgence par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

La Cour a souligné que le requérant « s'exprimait en qualité de représentant d'une plateforme démocratique, n'incitant ni à l'usage de la violence ni à la résistance armée ni au soulèvement ». Elle a également condamné la Turquie pour procès inéquitable en raison de la présence d'un magistrat militaire au sein de la

Cour de sûreté de l'Etat qui l'avait condamné.

• L'ANCIEN DIRECTEUR GÉNÉRAL DU PROGRAMME NUCLÉAIRE IRAKIEN AFFIRME QUE L'IRAK ÉTAIT À TROIS ANS DE PRODUIRE LA BOMBE NUCLÉAIRE. Noman Saad Eddin al-Noaimi, ancien directeur général du programme nucléaire irakien et le numéro deux de l'équipe scientifique impliquée dans le programme secret a, le 9 mars, déclaré à Associated Press (AP) que l'Irak était à trois ans de produire une bombe nucléaire avant la guerre du Golfe de 1991.

Noman Saad Eddin al-Noaimi a précisé qu'au moment où les travaux avaient été arrêtés les Irakiens pouvaient produire moins d'un kilogramme d'uranium hautement enrichi. On estime qu'il en faut au moins 10kg pour une bombe. « Produire la quantité adéquate aurait pris au moins deux autres années dans des circonstances normales. Introduire cette substance dans une arme aurait pu prendre encore un an », a déclaré Noman Saad Eddin al-Noaimi en marge d'une réunion sur les répercussions de l'invasion de l'Irak, organisée à Beyrouth. « C'est mon estimation personnelle », a souligné le scientifique, retraité depuis la fin des années 1990.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) note sur son site Web qu'il y avait des « indices (suggérant) que, en janvier 1991, l'Irak n'avait pas franchi toutes les étapes de la production d'une arme

nucléaire ». Rien ne prouvait que l'Irak ait produit ou acquis clandestinement le matériel nucléaire nécessaire mais il avait « franchi d'importantes étapes sur la voie d'une arme nucléaire », selon l'agence onusienne basée à Vienne.

Dans une communication rédigée avec Jafar Dhia Jafar, le père du programme irakien de bombe nucléaire, et présentée le 8 mars, M. Al-Noaimi déclare que la plupart des installations nucléaires irakiennes ont été endommagées ou détruites pendant la guerre du Golfe de 1991, que les scientifiques, ingénieurs et techniciens du programme se sont dispersés après le conflit et que le programme a été démantelé sur ordre de Saddam Hussein.

Un rapport de l'espionnage britannique rendu public en septembre 2002 affirmait que l'Irak pourrait développer une arme nucléaire en un ou deux ans si les sanctions de l'ONU étaient levées, mais l'AIEA estime que le programme nucléaire irakien était abandonné avant la guerre de 2003 et n'aurait probablement pas pu servir à fabriquer des armes nucléaires.

• LE PRÉSIDENT IRANIEN RECONNAIT SA DÉFAITE ET RENONCE AUX RÉFORMES. Le président iranien Mohammad Khatami a reconnu sa défaite le 17 mars et annoncé qu'il renonçait à son plan de réformes, deux projets de loi qui étaient destinés à mieux contrôler le pouvoir des durs du régime. L'un de ces projets de loi visait à accroître le pouvoir

présidentiel en cas de violation de la constitution par les durs du régime. L'autre projet de loi cherchait à interdire au Conseil des gardiens de la Révolution de décider des candidatures aux élections législatives et présidentielle.

Le Conseil des gardiens de la Révolution qui a un droit de regard sur toutes les consultations électorales avait rejeté les deux projets de loi il y a plusieurs mois, les déclarant anticonstitutionnels et opposés à l'Islam. « Je retire ces deux projets afin qu'on ne retire pas au président les quelques pouvoirs qui lui restent », a déclaré, le 14 mars, le président iranien Mohammad Khatami

• **KIRKOUK : LES TURCOMANS QUITTENT LE CONSEIL MUNICIPAL APRÈS LEURS COLLÈGUES ARABES.** Six membres turcomans ont décidé le 28 mars de suspendre leur participation au conseil municipal de la ville pétrolière de Kirkouk, une semaine après une décision identique de leurs collègues arabes, en raison du

poids qu'ils jugent trop fort des Kurdes dans la ville. Le conseiller turcoman Moustafa Yaishi a affirmé que la ville était en train d'être « kurdifiée », et il a demandé le départ du gouverneur kurde et une intervention américaine pour « chasser les milices kurdes de la ville ». Il ne reste donc plus que 15 Kurdes et sept chrétiens au sein du conseil, alors qu'il comptait 40 membres.

Kirkouk est le théâtre de tensions entre Kurdes, Arabes et Turcomans depuis la fin du régime de Saddam Hussein en avril 2003. Les Turcomans sont, selon des évaluations difficiles à vérifier, quelque 200.000 habitants dans cette ville de près d'un million d'âmes, formant la troisième communauté après les Kurdes et les Arabes, chiïtes et sunnites. Au niveau national, ils représentent, selon diverses sources, environ 2% des 25 millions d'habitants que compte l'Irak. Ils sont représentés au Conseil de gouvernement transitoire irakien par une femme, Mme Songoul Chapouk, et au cabinet par le ministre de

la Reconstruction et du Logement, Bayane Baqer Soulagh.

Selon des responsables de la ville, quelques 300.000 Kurdes ont été progressivement chassés de Kirkouk à partir de l'effondrement de la résistance armée kurde en mars 1975, lorsque l'Iran les a lâchés après l'accord d'Alger avec l'Irak sur le problème des frontières. La ville, majoritairement kurde à l'origine, avait été prise par les Kurdes lors du soulèvement de 1991 avant d'être reconquise brutalement par les forces de Saddam Hussein qui n'entendait pas perdre cet important centre pétrolier. Elle a été l'un des théâtres privilégiés de la campagne d'arabisation menée par Saddam Hussein pour modifier sa composition ethnique. Kirkouk, où le premier gisement de pétrole a été découvert en 1927, est construite sur une réserve d'or noir. Jusqu'en 1969, tout le pétrole irakien était extrait dans cette province qui contribue actuellement à plus du tiers de la production pétrolière du pays.

Quelle autonomie pour les Kurdes d'Irak ?

LE STATUT DU KURDISTAN EST – AVEC LA PLACE DE L'ISLAM – UNE DES PRINCIPALES PIERRES D'ACHOPPEMENT DANS LA DISCUSSION PRÉPARATOIRE À L'ÉLABORATION DE LA LOI FONDAMENTALE IRAKIENNE. CAR LES KURDES ONT ABANDONNÉ L'OBJECTIF DE L'INDÉPENDANCE, MAIS EXIGENT UNE CONSTITUTION FÉDÉRALE GARANTISSANT LEUR PLEINE AUTONOMIE. ILS REVENDIQUENT AUSSI LA VILLE DE KIRKOUK ET ENTENDENT CONSERVER LEURS FORCES ARMÉES, LES PESHMERGAS. UN REJET DE CES EXIGENCES NE POURRAIT QUE RENFORCER LEUR COMBAT.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
MICHEL VERRIER *

* Journaliste.

LIBÉRÉ DEPUIS LES LENDEMAINS de la guerre du Golfe en 1991, le Kurdistan irakien a vécu la guerre de 2003 à l'écart du reste du pays. Ainsi, d'avril à décembre, le voyageur pouvait-il se rendre de la frontière iranienne à la frontière turque, en passant par Souleymanieh et Erbil, sans croiser pratiquement un GI. On ne rencontrait les premières patrouilles qu'à Kirkouk ou Mossoul, les deux grandes villes du nord de l'Irak, libérées les 10 et 11 avril 2003 par les peshmergas (guérilleros). Aussitôt d'ailleurs, à Chamchamal, une bourgade située à mi-chemin entre Souleymanieh et Kirkouk, les check-points ont été levés, qui barraient depuis dix ans l'accès des Kurdes au reste de l'Irak, et celui des Irakiens aux montagnes kurdes.

Chamchamal est dominée par les collines où l'armée irakienne stationnait depuis 1991. « On vivait dans la peur, les soldats nous tiraient régulièrement dessus. Aujourd'hui, c'est fini », se réjouit M. Salah Hussein. En avril, les rues étaient désertes ; fin novembre, sous le soleil, des enfants dévalent les pentes à bicyclette.

« La guerre a profité aux Kurdes. Nous avons échappé à la politique d'élimination du Baas et nous ne connaîtrons jamais pire », assure M. Salah Ismaïl, marchand de produits ménagers sur le marché animé comme une ruche. Il aimerait maintenant retourner « chez lui », à Kirkouk. De nombreuses familles de Chamchamal, originaires de la capitale pétrolière du Nord, ont été expulsées par la politique d'« arabisation » du Baas au cours des dernières décennies. Mais, pour l'instant, « la situation n'est pas sûre, là-bas ».

Ici, la sécurité ne semble pas le premier des soucis. Depuis douze ans, les peshmergas des milices de l'Union

patriotique du Kurdistan (UPK) et du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) contrôlent la région, et « la population coopère ; dès qu'on repère quelque chose de bizarre on prévient la police ». Jusqu'au 1^{er} février, on ne craignait guère les attentats. Le double attentat-suicide dévastateur qui a tué plus de cent personnes à Erbil, lors de la fête de l'Aïd, a certes ébranlé cette confiance (1). Toutefois, ressenti comme une agression extérieure, il a dans le même temps conforté le particularisme identitaire régional.

A Souleymanieh, capitale de la région contrôlée par l'UPK de M. Jalal Talabani, la chute de M. Saddam Hussein a ravivé le nationalisme kurde. On affirme naturellement ici se sentir « plus proche d'un Kurde de Turquie ou d'Iran que d'un Arabe de Bagdad ». La politique d'alliance privilégiée mise en œuvre depuis des années par M. Talabani avec le parti chiite de feu l'ayatollah Mohammed Al-Hakim, l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (Asrii), laisse nombre de ses administrés sceptiques. « Les Arabes sont dangereux pour les autres, pour les "minorités" comme pour leurs libertés. Ils se sont comportés vis-à-vis de nous comme une puissance coloniale, martèle M. Khalid H. Ghareeb, animateur de la librairie du café des intellectuels. S'ils ont trop de pouvoirs au sein du futur gouvernement, les chiites feront de même. La seule solution pour les Kurdes serait d'avoir leur propre pays. »

Un mouvement pour le référendum s'est constitué au cours de ces derniers mois. Sa pétition, signée massivement, revendique le droit des Kurdes à l'autodétermination. Mais le réalisme politique prôné par les chefs kurdes Talabani et Barzani garde ses partisans. « Aucun de nos voisins ne tolérerait aujourd'hui un Kurdistan irakien indépendant, explique M. Rezza Ahmed, un marchand de bonbons à la carrure d'athlète. Nous nous retrouverions coincés dans nos

montagnes. Un Irak unifié et démocratique serait la meilleure des choses, pour le moment. »

Mossoul, la grosse ville du Nord proche de la Syrie et de la Turquie, fait figure de test pour mesurer la disponibilité des Kurdes et des Arabes à reconstruire l'Irak de concert. La ville regrouperait environ 40 % de Kurdes, 10 % de Turcomans et 50 % d'Arabes. La majorité des cadres militaires de l'ancienne armée irakienne en sont originaires ; l'ancien régime y avait de profondes racines, politiques et claniques.

« Les Arabes nous ont vraiment très maltraités », résume M. Omar Azzo, Kurde, professeur d'anglais, membre de l'UPK et tout juste de retour dans sa ville natale, qu'il avait dû fuir en 2000. Selon lui, ils ont soutenu le régime de M. Saddam Hussein jusqu'aux années 1980. Puis, la guerre contre l'Iran, celle du Golfe en 1991, ainsi que la politique de répression tous azimuts ont progressivement changé la donne. Nombre d'entre eux, persécutés à leur tour, ont dû fuir et certains se sont réfugiés au Kurdistan. « Nous les avons aidés humainement et financièrement. C'est tout cela qui rend aujourd'hui possible l'alliance entre Arabes et Kurdes. »

La soixantaine, visage rond, cheveux rares et bouche édentée, M. Kairy Hassan est président du Parti du bien-être, un des nombreux partis arabes qui participent – avec les partis kurdes, turcomans et chrétiens assyriens – à la renaissance politique de la ville. Arabe sunni, enseignant, il a participé au début des années 1950 à la fondation du Baas : « Nous voulions construire un nouveau parti populaire pour servir le peuple. » Face à la montée en puissance de M. Saddam Hussein et de son clan, il a rejoint le Baas prosyrien, et s'est retrouvé en prison en 1969. Il y a laissé ses dents sous la torture. « L'existence des Kurdes, les différences ethniques dans le pays n'hypothèquent pas l'unité de l'Irak, assène-t-il. C'est la direction du parti Baas qui a créé le problème en tournant sa violence contre les peuples. »

M. HASSAN A RENCONTRÉ pour la première fois M. Talabani en 1998, dans la région de Souleymanieh, où il se rendra à six reprises. « J'ai fait le trajet à pied, en voiture et même à dos d'âne. C'était très dangereux et j'ai failli une fois être descendu par une unité irakienne. » Il assure que l'UPK « ne veut pas l'indépendance du Kurdistan. Ses leaders disent qu'ils font partie du peuple irakien ». M. Hassan, lui, est partisan d'un Irak unifié, qui ne tienne aucun compte des différences entre Kurdes, Arabes, Turcomans : « L'Irak aux Irakiens. »

Mais les forces d'occupation de la région – la 101^e Division aéroportée – ne favorisent pas cette dynamique. Le major-général David H. Petraeus a confié le poste de gouverneur à l'ancien général Ghanem Al-Basso, dignitaire du Baas jusqu'en 1993 (2). Une part importante de l'ex-administration baasiste serait restée en place au sein de son entourage immédiat.

En juillet, Mossoul était présentée par les forces occupantes comme la gestion américaine modèle de l'après-conflit. Puis, l'exemple s'est transformé en son contraire. « *Le parti Baas fonctionne toujours en tant que tel sur l'agglomération, constatait un responsable de la sécurité de l'UPK, fin novembre. Leurs cellules se réunissent régulièrement pour préparer des coups.* » Plusieurs chefs intégristes étant par ailleurs venus à l'automne renforcer leurs propres réseaux, les deux groupes travailleraient de connivence et seraient à l'origine des attentats qui secouent Mossoul quasi quotidiennement.

Début novembre, les premières attaques d'hélicoptères américains par la résistance ont déclenché une riposte décuplée des forces d'occupation, censée intimider la guérilla. En fait, l'opération « Iron Hammer » (« Marteau d'acier ») n'a fait qu'exaspérer la population ! « *Les Américains fouillent les maisons, violent notre intimité, volent de l'argent, des bijoux, résume Arif, un Arabe sunnite. Cette guerre n'était pas une bonne chose. Le seul aspect positif, c'est que Saddam est parti.* »

Le 1^{er} janvier, le major-général Petraeus annonçait certes la reddition d'une douzaine d'anciens leaders du Baas. La capture de M. Saddam Hussein, le 13 décembre, dans sa cache du village d'Al-Daour, proche de Tikrit, a ébranlé ses partisans. « *Ils souhaitent être partie prenante du nouvel Irak* », souligne le chef de la 101^e Division. Plus de mille anciens membres et officiers des services secrets de l'ancien régime ont participé à leur tour, le 26 janvier, à de curieuses cérémonies d'abjuration de leur appartenance au parti Baas, organisées par les forces occupantes américaines (3).

Dans ce décor, le courant islamiste intégriste des wahabites renforce progressivement son influence, dans les quartiers de la rive nord du Tigre. Visage fin, regard lumineux, M. Mahdy Al-Shamary nous assure qu'il ne veut pas être gouverné par des chiïtes : « *Ce n'est pas ma tradition. Seuls les Arabes sunnites peuvent arriver à contrôler le pays : ils sont liés aux Kurdes par la religion et aux chiïtes parce qu'ils sont arabes.* »

« *Ça, c'était la propagande de Saddam*, résume M. Mowahfak Al-Rubai,

ancien responsable du parti islamiste Al-Daawa, longtemps exilé à Londres et membre aujourd'hui du Conseil de gouvernement provisoire à Bagdad. *Au contraire, seule l'alliance entre les Kurdes et les chiïtes, qui constituent la majorité du pays, peut préserver son unité. Sans Irak démocratique, il nous est impossible de vivre ensemble.* » Reste à définir comment.

A Kirkouk, dans une villa austère, un portrait de Gamal Abdel Nasser orne le bureau régional du Parti socialiste d'avant-garde nassérien. Dirigeant du parti, visage hautain, M. Saed Kamal Muhamad a combattu le Baas depuis les années 1960 et a pris contact avec les partis kurdes en 1991. « *Nous avons souffert comme eux. Les Kurdes font partie du peuple irakien. Nous croyons à la liberté pour tout le monde, et ils auront le droit de choisir ce qu'ils veulent.* » Mais il n'y a pas, selon lui, de différence entre « *la nation irakienne et la nation arabe* ». Une affirmation qui fait s'étrangler un Kurde, ainsi « *arabisé* » !

Or, dès sa libération, Kirkouk se couvrait de drapeaux kurdes, rouge-vert-blanc, frappé du soleil étincelant. « *Nous ne sommes pas contre les Arabes*, assure M. Muhamad Karim Rasul, un restaurateur de 50 ans. *Nous voulons vivre avec eux. Mais dans l'Irak du futur, nous, les Kurdes, nous n'accepterons pas moins que le fédéralisme. Nous aurons notre région autonome, avec Kirkouk pour capitale.* »

Moustache et cheveux bruns, regard direct derrière ses lunettes rondes à monture dorée, le nouveau gouverneur de Kirkouk, M. Abdull Rahman Mustafa Fata, est kurde lui aussi. Il consacre une bonne part de ses efforts à déminer toute querelle ethnique. « *Kurdes, Arabes, Turcomans, Assyriens : je dois représenter tout le monde* », précise-t-il. Il a aussi cette phrase : « *Nous espérons que nous réussissons ici ce que la Yougoslavie n'a pas su faire : faire vivre des peuples différents ensemble.* »

« *Kirkouk, Kirkouk, cœur du Kurdistan !* » Emmenés par l'UPK et le PDK, des milliers de Kurdes ont pourtant défilé le 22 décembre 2003 dans les rues de la ville. Dès le lendemain, sur le campus de l'université, des échauffourées opposaient des étudiants arabes et turkmènes aux jeunes Kurdes qui refusaient de voir hisser le drapeau irakien. Une contre-manifestation arabo-turque, le 31 décembre, dégénérait finalement en affrontement devant les locaux de l'UPK, faisant au moins six morts. Une manifestation étrange, qui rassemblait des nostalgiques de M. Saddam Hussein venus des villages « arabisés » proche de la ville et brandissant des portraits du dictateur, des représentants du mouvement chiïte radical de l'ayatollah Motasadeq Al-Sadr et les troupes du Front

turcoman irakien, une organisation téléguidée par Ankara et contestée dans les rangs turcomans.

Secrétaire général du Parti populaire des Turcomans irakiens et vice-gouverneur de Kirkouk, M. Erfa Irafan Karukli souligne d'ailleurs qu'il n'a « *rien à voir avec le Front. On sait ici qu'une famille turcomane vivait mieux dans la*

région kurde autonome ces dix dernières années, qu'à Kirkouk, sous le contrôle de Saddam ». Victimes de la politique d'arabisation du régime, les Kurdes, comme les Turcomans, ont, selon lui, « *un inaliénable droit au retour* ». Quant aux Arabes venus du Sud pour occuper leurs maisons et leurs terres, « *ils devront y retourner* ». Kirkouk redeviendrait alors sans conteste une ville à majorité kurde et turcomane.

Mais c'est à Bagdad que se négocie le statut de l'Irak de demain. Au sein du Conseil de gouvernement provisoire, dominé par les Kurdes et les chiïtes, le fédéralisme est un fait acquis. Toutefois, deux conceptions s'opposent. L'une repose sur la perspective d'un Etat national irakien fédérant des régions aux frontières géographiques, administratives – un système similaire à celui des Etats-Unis ou de l'Allemagne. L'autre se réfère à un fédéralisme rassemblant différents peuples ou ethnies, inspiré du système suisse, canadien ou britannique. Lui seul a la faveur des chefs kurdes.

Le Kurdistan autonome serait alors à l'Irak « *ce que l'Ecosse aujourd'hui est à la Grande-Bretagne* (4) ». Faute d'accord sur ce point, le nationalisme kurde redoublera d'ardeur. « *Nous faisons face à l'épreuve la plus sérieuse que nous ayons jamais connue*, souligne M. Ahmed Bamarni, qui a longtemps représenté l'UPK à Paris. *Et très rares sont ceux qui souhaitent notre succès.* »

(1) Les deux attentats ont été revendiqués par un groupe proche d'Ansar Al-Islam, une organisation liée à Al-Qaïda et implantée avant la guerre autour d'Halabja, au Kurdistan d'Irak.

(2) M. Saddam Hussein décapita alors son clan et fit abattre son frère et son cousin.

(3) Chacun d'entre eux a dû jurer devant Dieu de protéger et de reconstruire l'Irak, avant d'affirmer : « *Je ne suis pas lié au parti Baas et je ne le rejoindrai jamais. A partir de maintenant, je suis indépendant, que Dieu me soit témoin.* »

(4) On consultera à ce sujet le site www.kdp.info.

LE MONDE diplomatique

– MARS 2004

IRAK Paul Bremer signera demain la Constitution provisoire

L'islam sera « une source » de la loi à Bagdad

Après des semaines d'intenses négociations, et une ultime réunion marathon de dix heures supervisée par Paul Bremer, le pro consul américain en Irak, les 25 membres du Conseil intérimaire de gouvernement (CIG) sont finalement parvenus à surmonter leurs divergences pour rédiger la Constitution provisoire de l'Irak post-Saddam. Un accouchement au forceps au prix d'un ajournement du règlement de quelques-unes des principales pommes de discorde entre les différentes composantes de la mosaïque irakienne, en particulier, l'étendue de l'autonomie à accorder aux 20 % de Kurdes des provinces du Nord.

Bagdad :
Georges Malbrunot

En attendant l'élection d'une assemblée par le peuple, « si possible fin 2004, sinon en 2005 », qui rédigera la Constitution définitive, l'Irak sera régi par « un fédéralisme géographique », voisin de celui en vigueur au Brésil ou au Canada, dans lequel l'islam sera « une source » de la loi, avec à sa tête un président et les femmes représentées à hauteur d'au moins 25 % dans le prochain Parlement.

« Nous sommes parvenus à un consensus sur chaque point », se félicitait hier un représentant d'Ahmed Chalabi, membre du CIG. Mais que de palabres ont été, au préalable, nécessaires ? Majoritaires au CIG et parmi la population, les représentants chiites exigeaient que l'islam soit reconnu comme « l'unique source » de la loi. Une demande combattue par les « laïcs » sunnites, les Kurdes et par Bremer lui-même, qui avait menacé de mettre son veto, pour éviter une domination religieuse de la part d'un groupe. Les chiites ont finalement cédé.

La loi stipule que le respect de l'islam « ne saurait empiéter sur les droits individuels et les règles démocratiques ». Mais, en contrepartie, ils ont obtenu qu'aucune loi « contre les valeurs de l'islam » ne puisse être votée pendant la période transitoire ; l'islam qui est reconnu « religion d'Etat », comme dans la quasi-totalité des pays arabes. En ce qui concerne la participation des

femmes à la vie politique, les « laïcs » ont dû battre en retraite, un avant-projet ayant fixé à 40 % leur représentation minimale dans la prochaine assemblée, mais dans la nuit de vendredi à samedi, le débat s'était échauffé, les représentants chiites quittant subitement la table des négociations, en signe de mécontentement.

Le reste du CIG voulait abroger la loi sur la famille, un texte rétrograde adopté en décembre sous la pression des chiites conservateurs qui fait passer le régime de la famille sous la charia, la loi islamique. Finalement, les « barbous boudeurs » ont présenté leurs excuses, et l'annulation de la loi sur la famille a été reportée à plus tard, ouvrant ainsi la voie au compromis qui fixe la part des femmes à un quart dans la prochaine assemblée, ce qui constitue une victoire, sur le papier, pour les progressistes.

La question, en revanche, sur laquelle nul rapprochement n'a été possible concerne les contours exacts du fédéralisme, un litige que devra trancher la future assemblée élue. Pour éviter l'appellation de « fédéralisme ethnique », préconisée par les Kurdes qui veulent établir des liens faibles avec le futur gouvernement central afin de mieux arracher leur Etat, on a opté pour la notion de « fédéralisme géographique », dans lequel les Kurdes des trois provinces du Nord garderont l'autonomie qui est la leur depuis 1991, ainsi que leurs institutions et surtout leurs combattants, les pechmergas qu'ils comptent transformer en Garde nationale du Kurdistan irakien, sans avoir à les intégrer dans la

nouvelle armée. Les Kurdes se sont donné jusqu'au 1^{er} juillet pour unifier les gouvernements de leurs provinces. Les sunnites et les chiites s'opposent à leurs velléités indépendantistes, souhaitant au contraire le maintien d'un gouvernement central fort pour préserver l'intégrité de leur pays.

Mais les Kurdes, qui voulaient un redécoupage du Kurdistan, englobant la région pétrolière de Kirkouk, ainsi qu'un partage de la rente issue de l'or noir, ont dû, eux aussi, faire des concessions. Selon la Constitution provisoire, les frontières des provinces ne peuvent être en effet modifiées pendant la période intérimaire. Cependant, les Kurdes, qui se sont placés sous le parapluie américain en 1991 après avoir été réprimés par Saddam, ont tout lieu d'être satisfaits. Ils voient leur autonomie renforcée dans un « Irak unifié ». Pour combien de temps encore ? « Certaines de nos revendications ne pouvaient pas être remplies, reconnaît Mahmoud Osmane, membre kurde du CIG. On les met de côté temporairement, ce que nous n'avons pas eu aujourd'hui, nous l'aurons demain », ajoute-t-il.

Autre sujet de discorde, la présidence de l'exécutif irakien. Les sunnites et les Kurdes réclamaient une présidence à trois, les chiites à cinq, afin d'y avoir la majorité. « Il y aura un président, deux vice-présidents, et un premier ministre », souligne un porte-parole d'Ahmed Chalabi.

Cette Loi fondamentale provisoire, qui sera signée par Paul Bremer demain, après l'achoura, les fêtes chiites célébrant le martyr de Hussein, servira de base pour l'élaboration de la Constitution définitive l'an prochain. Elle ne dit rien sur le mécanisme de transfert du pouvoir des forces d'occupation américaines à un gouvernement souverain le 1^{er} juillet, ni sur la nature des liens entre des régions appelées à être fortes et le pouvoir central à Bagdad.

Les gens

Abdullah Ocalan appelé sous les drapeaux turcs

Condamné à la prison à vie, l'ancien chef rebelle kurde Abdullah Ocalan a été appelé à faire son service militaire dans l'armée turque! L'administration militaire turque a fini par retrouver la trace de l'ancien chef du PKK, détenu sur l'île-prison d'Imrali. Agé de 54 ans, il



avait échappé à la conscription obligatoire en quittant le pays en 1978, juste avant de s'engager dans la lutte armée contre la Turquie. En quinze ans, la rébellion aurait fait plus de 36 000 morts. Cet appel sous les drapeaux n'est qu'une «formalité», écrit le quotidien *Hürriyet*, puisqu'Ocalan n'a guère de chance d'être libéré.

D'après AFP

2 MARS 2004



En Irak, une loi fondamentale qui ne fâche personne

Droits des femmes, fédéralisme... un compromis trouvé, sans trancher.

Bagdad envoyé spécial

Les négociateurs du Conseil de gouvernement irakien ont achevé à l'aube, hier, leur marathon constitutionnel. Epuisés mais ravis. Au terme d'innombrables rebondissements, un compromis a été trouvé, qui semble satisfaire également les fondamentalistes religieux, les démocrates libéraux et les autonomistes kurdes. Un tour de force puisqu'il s'agissait d'inscrire dans une même loi fondamentale des principes à première vue tout aussi éloignés que la religion d'Etat et la laïcité, le droit des femmes et la répudiation, l'unité nationale et le fédéralisme. Afin d'éviter que d'ultimes dérapages compromettent ce périlleux exercice, deux des tuteurs de la coalition, l'Américain Paul Bremer et le Britannique Jeremy Greenstock, ont cornaqué les débats. Au matin, le projet adopté obtenait leur blanc-seing: «un document très constructif et très progressiste». **La charia.** Pour parvenir à ses fins, Paul Bremer, patron de l'administration américaine et véritable proconsul de l'Irak, a dû agiter la menace du veto. En janvier, les partis religieux chiites lançaient l'offensive en obtenant une majorité au Conseil de gouvernement pour abroger les lois qui protégeaient le statut des femmes.

Une sérieuse mobilisation des féministes et des démocrates a permis d'inverser la tendance. La loi garantira les droits des femmes dans la famille comme dans l'héritage et prévoit un quota de 25% de femmes dans les futures instances dirigeantes de l'Irak. Le second bras de fer avec les religieux a débuté le mois dernier avec la proposition d'inscrire dans la Constitution que l'islam serait religion d'Etat et la charia, la seule base du droit. Le texte de compromis stipule que la majorité des Irakiens étant musulmans, la législation future ne saurait être contraire aux principes islamiques.

«Le problème reste de savoir qui va définir la compatibilité entre les textes législatifs et la charia, gronde Safia al-Souhail, militante démocrate très active au sein du mouvement des femmes. Cette phrase donne aux religieux le pouvoir de décider ce qui est légal ou ne l'est pas. Heureusement, les libéraux ont exigé et obtenu la réciprocité en faisant stipuler qu'aucune loi ne pourra être adoptée qui soit contraire aux principes de la démocratie. Chacun se tient par la barbichette.» Une stratégie similaire a permis le déblocage de l'épineuse question du fédéralisme, auquel les Kurdes restent profondément attachés. Le projet de loi prévoit que leurs régions, autonomes, gar-

deront ce statut jusqu'à ce que l'élection d'un Parlement puis d'un gouvernement légitime permette de trancher. En échange de quoi, chiites et sunnites glissent un pied dans la porte en prévoyant que, dans tout l'Irak, trois régions peuvent décider de former une fédération. Sur les 18 régions irakiennes, trois sont à majorité kurde, trois à majorité sunnite, neuf à majorité chiite, quand trois sont un patchwork ethniques sans majorité.

Election. Ainsi, si aucune controverse n'avait véritablement été résolue, les espoirs de chaque groupe restent intacts. Et nombre de responsables politiques irakiens soulignent le caractère provisoire de cette loi. Les Etats-Unis tenaient ab-

solument à ce qu'un brouillon constitutionnel fixe les règles du jeu politique en Irak pour la période de transition qui s'ouvrira le 30 juin, avec la remise du pouvoir des forces d'occupation à une autorité locale, et qui devrait se clore avec l'élection d'un gouvernement légitime à une date restant à déterminer. Par là suite, une assemblée parlementaire sera chargée de réécrire une Constitution définitive. Appâtés par la perspective de reprendre seuls leurs affaires en main, les partis irakiens sont donc tombés d'accord pour remettre à plus tard le règlement de leurs divergences, afin de ne pas ralentir le processus de transfert de souveraineté. ♦

DIDIER FRANÇOIS



Manifestation à Bagdad, le 13 janvier, pour défendre les lois protégeant le statut des femmes, menacé par les partis religieux.

Iraq

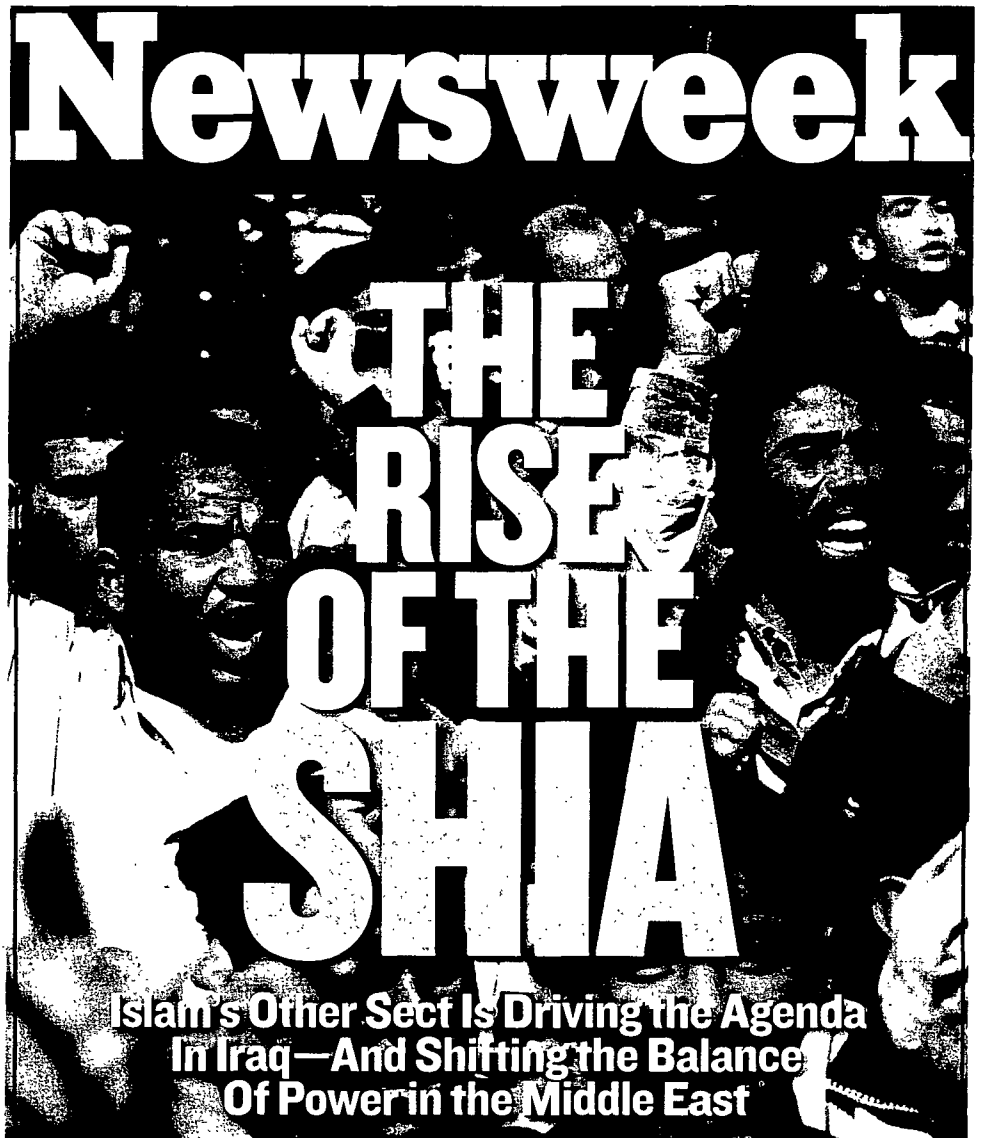
BY CHRISTOPHER DICKEY
AND ROD NORDLAND

SADDAM HUSSEIN HAD something against bananas, and taxed them heavily. You rarely ever saw them for sale when he was in power. Now they're in every outdoor market, even in front of the gold-domed mosque at Khadimiyah, one of the most sacred shrines for Shiite Muslims. Mohamed Abu Zayedine, 38, does a brisk business peddling the fruit to pilgrims. ("They're the taste of freedom," jokes one customer.) Unlike in Saddam's day, Shiite visitors are now allowed to come to Iraq's holy places by the tens of thousands from Iran, Afghanistan and Lebanon, from Bahrain and Kuwait and Saudi Arabia. So Abu Zayedine is optimistic for himself and his six kids, and grateful to the Americans who've changed his world. "I have no house, but in two years I do hope to own one," he says. "In the past we had no hope."

But the fruit seller is also a realist. "We have more freedom," he said one recent afternoon, "but at any moment you can expect an explosion." He meant that literally: the great Shiite shrine is an obvious target for someone trying to start a sectarian war, and throughout Iraq—throughout the region—fears of just such a confrontation are growing. Sunni Muslim terrorists, who despise the Shiites as apostates, have openly called for their destruction. One of Osama bin Laden's spokesmen urged Iraqis last October to "kill all satanic ayatollahs among the Shiites." As it is, violence is so commonplace in Baghdad these days that it's talked about like the weather. "Terrorist bombs and traffic jams affect my work," said Abu Zayedine.

That mix of fatalism and resolve is typical of Iraqi Shiites, who never deserved the fanatical label imposed on them by Saddam. But collectively, this underclass unleashed and empowered by the U.S. occupation is also the single most revolutionary new force in the region. Guided by their ayatollahs, they can show enormous discipline, whether marching in protest, fighting in the streets—or voting. If they remain grateful to the United States and friendly to its interests, they will be potent allies. If not, the whole adventure in Iraq could come to a disastrous end.

All the countries in the region with large Shiite populations—all those that are sending pilgrims to Iraq's ancient shrines—are watching these developments with rapt attention. Already you're beginning to hear rhetoric that hasn't been bruited since the height of Ayatollah Ruhollah Khomeini's power in Iran. Ali Al-Ahmed of the dissident Saudi Institute in Washington, for in-



stance, says the world should stop talking about the Persian Gulf or, as the Arabs call it, the Arab Gulf. "It's the Shia Gulf," he says. "Look at the people who live around it, at least 90 percent of them are Shiites. The U.S. must take that into account. The Shiites are sitting on all that oil."

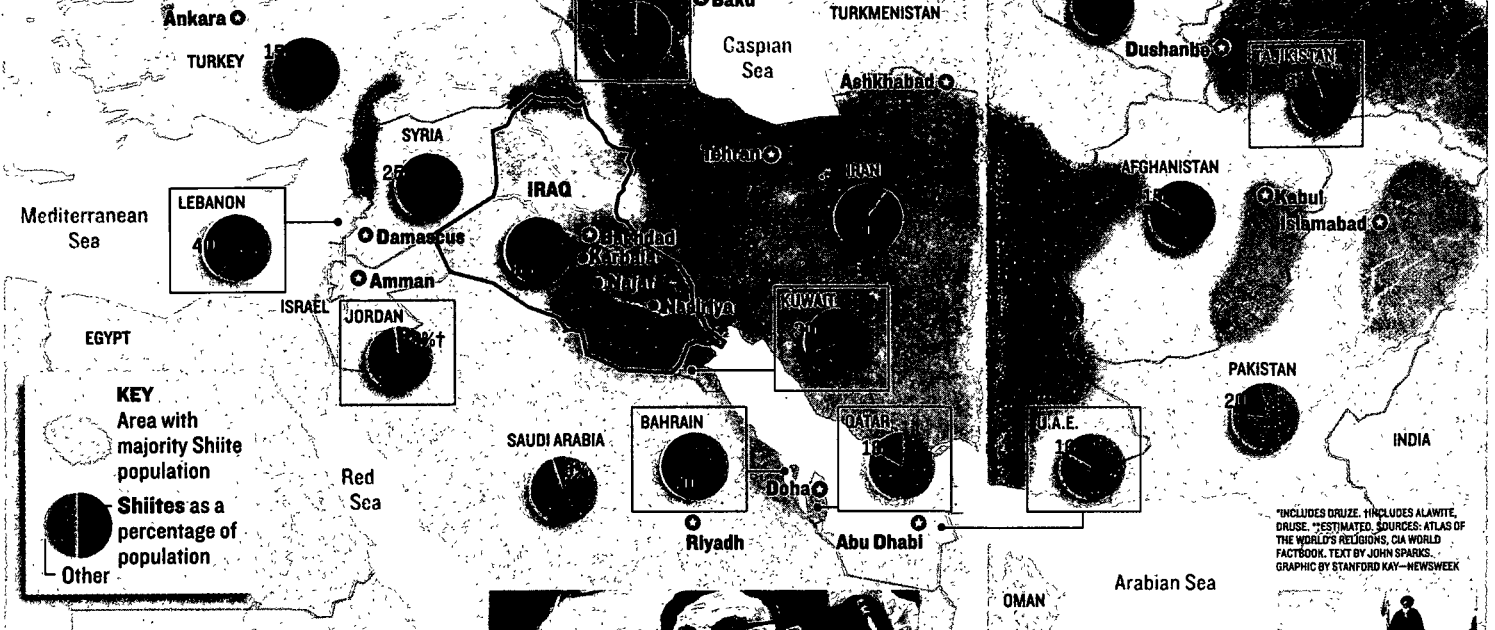
Iran and Saudi Arabia, especially, have enormous stakes in the shape of things to come, and they're not just watching passively as events unfold. "If democracy is a success in Iraq, this will have a huge effect in the region," says Mostafa Tajzadeh, a former deputy Interior minister in Tehran and a close friend of President Mohammed Khatami. Another leading Iranian reformist, Mohammed Ali Abtahi, hopes the Iraqi Shiite "revolution" can correct the mistakes made by the Iranian one. "It could

encourage moderation and even temper the Wahhabi mind-set in the region [among Saudis and other Sunnis]." But the basic instinct of the Tehran regime is to try to control events next door as much as possible. "The Iranian government is in touch with nasty people in Iraq," says one Western diplomat in the Iranian capital. "They're keeping their options open."

For the Saudis, any budding alliance between Washington and Najaf poses an enormous challenge because, at a minimum, it reduces Saudi clout in Washington. "We do not understand this American business of having friends, then calling them enemies, and [calling] the enemies friends," sniffs one influential Saudi prince. Already in the past year, the long-oppressed Shiite leadership in Saudi Arabia, based in the oil-

The Shiites in the World

They're outsiders in most Muslim countries, but the Shiites may soon come to power in Iraq, as they did earlier in Iran.



*INCLUDES DRUZE. **INCLUDES ALAWITE, DRUSE. ***ESTIMATED. SOURCES: ATLAS OF THE WORLD'S RELIGIONS, CIA WORLD FACTBOOK. TEXT BY JOHN SPARKS. GRAPHIC BY STANFORD KAY-NEWSWEEK

Revival, Repression and Revolt

A century of Shiite political activism.
1918-21 Iraqi Shiites play the leading role in uprising against the British colonial occupation.
1963 The secularist Baath Party takes power in Iraq and Shiite activists are forced underground.
1979 Iran's revolution puts Shiite mullahs in charge. The new regime pledges its support for Islamist movements elsewhere.
1982 Iranian troops enter Israeli-occupied Lebanon and transform ragged Shiite militia groups into the politically potent Hezbollah (Party of God).
1991 A Shiite-led bid for power in Iraq ends with the massacre of thousands by Saddam Hussein's troops.



THE BIG BANG: Iranian Shiites take power

Iran and Saudi Arabia have huge stakes in the shape of things to come, and they're not watching passively

rich Eastern province, has begun making basic political demands. Last fall it entered into an unheard-of political dialogue with Saudi Crown Prince Abdullah. At the same time, however, Arab intelligence sources say Saudi individuals have been channeling support to Iraq's Sunni resistance fighters and terrorists. For many, the American occupiers are only a secondary target. The main foes are the Iraqi Shiites.

The Iranians and the Saudis—and the Americans—could be overestimating the durability of ties between the United States and the Iraqi Shiites, however. For the moment, one 73-year-old grand ayatollah, Ali Sistani, has emerged as the be-all and end-all of the alliance—and he doesn't even talk to the Americans directly. ("It's two-way communication through

intermediaries," an official with the Coalition administration in Baghdad insists.)

As the most respected Shiite cleric in Iraq, Sistani wields tremendous influence. But even he must listen to his people, and many of them have deep misgivings about American intentions. Through all their years of persecution, Iraq's Shiites came to believe that Saddam Hussein was really just the tool of the Americans, and now that he's gone, many believe the United States will only corrupt Iraqi society and steal its resources. "They will not leave until the 12th Imam appears," says 27-year-old Qassem Mehdi, alluding to Shiite Islam's messiah.

Because Sistani has told his people not to oppose the American occupation—yet—

LOOKING TO ALLAH: An Iraqi pilgrim awaits the future at a Baghdad shrine

the Shiite regions of the country have been mostly quiet. ("Sistani has been great," a senior administration official avers.) But that may not last. In an interview last week with the German magazine Der Spiegel, the ayatollah sounded fed up with Washington's stalling about elections, even though he's going along for the moment with the United Nations' recommendation to wait. "It must not take long," said Sistani. Any more delays could provoke an uprising, he hinted. "The people know how they must act." Having at last tasted freedom on their own terms, Iraq's Shiites are unlikely to settle for anything less.

With TAMARA LIPPER in Washington and BABAK DEGHANPISHEH in Tehran

Iraqis strike compromise on interim constitution

From news reports

BAGHDAD: Iraqi leaders agreed Monday to an interim constitution that would serve as the framework for the government through next year, Iraqi officials said.

In Washington, Bush administration officials said they were pleased with the breakthrough and said they expected L. Paul Bremer 3rd, the chief U.S. official in Iraq, to approve the document.

"This is a major achievement, only a day late, which I think is terrific," said Secretary of State Colin Powell.

The deal, struck at 4:20 a.m. after a lengthy meeting, was approved unanimously by the 25-member Iraqi Governing Council, Iraqi officials said.

Intifad Qanbar, an aide to Ahmad Chalabi, a member of the council, said the constitution would be signed Wednesday after the Shiite Muslim feast of Ashoura.

The council, the Iraqi authority appointed by the American occupation authorities, has been under intense pressure to reach an agreement on the constitution. It is an important part of the process by which the Bush administration intends to hand sovereignty to an Iraqi government by a June 30 deadline.

If approved, the interim constitution would appear to be the most progressive such document in the Arab world. Even before the hard bargaining began, there was wide agreement on many of its major features, including the freedom of speech, press and assembly and the free exercise of religion. The constitution provides for an independent judiciary, equal treatment under the law regardless of sex or ethnicity, as well as civilian control over the military.

"It was a very emotional moment," said Salem Chalabi, a representative from the Iraqi National Congress. "We established a bill of rights like no other in the region. It was quite a remarkable thing."

"Compromises were made. Not everybody got what they wanted," he said. But "everybody was happy."

The Governing Council members reached compromise language on several difficult issues, the Iraqi officials said. Islam was to be designated "a source" of legislation, not "the primary source," as had been demanded by several Muslim members of the council.

That compromise, in what had been one of the most intractable areas of disagreement, was finessed when Iraqi leaders agreed to insert language prohibiting the passage of any legislation "against" Islam, Qanbar said.

Hamid al-Bayati of the Supreme Council for the Islamic Revolution in



Five members of the Iraqi Governing Council spoke at a news conference in Baghdad on Monday after an agreement was reached.

Iraq, one of the main Shiite political groups, said that the document ensured "there can't be any law passed that is not in keeping with Islam," and that it met demands by the most revered Shiite cleric, Grand Ayatollah Ali al-Sistani.

"This is what Ayatollah Sistani wanted to see in the interim constitution, so yes, what has been agreed is O.K., although not everyone is fully and completely with what was in there," Bayati said.

The agreement capped several days of intense bargaining by members of the Governing Council. The interim constitution is intended to serve as the framework for the Iraqi state from June 30 until a permanent constitution is written, presumably next year, after nationwide elections.

If it holds, the constitution agreed to on Monday morning would be a significant step in Iraq's struggle to find a way to accommodate its many religious and ethnic groups.

In another important compromise, Iraqi officials agreed to allow thousands of Kurdish militiamen to hold on to their arms as part of a "national guard" that would be under the command of the regional governments, Qanbar said.

The aide said the national guard system would be nationwide, suggesting that the militias now retained by many of the political parties would not be expected to disarm.

While the national guard units would be under local supervision, they would ultimately answer to the federal government, said Feisal Istrabadi, an adviser to Adnan Pachachi, a Governing Council member.

The agreement on the Kurdish militia was part of a wider deal granting con-

tinued autonomy to the Kurds, who have been largely governing themselves in northern Iraq since 1991. Under the deal, the Kurds would be allowed to maintain their autonomy now, with many of the details of self-rule to be decided after nationwide elections.

Kurdish militiamen, known as the pesh merga, assisted U.S. forces in northern Iraq during the campaign that toppled Saddam Hussein last year.

"Many people expressed their gratitude to the pesh merga for helping to liberate the country," Qanbar said.

Kurdish leaders will also face a difficult challenge in persuading their own people to accept any constitution that limits local powers.

Last week, some Kurdish leaders submitted a petition that they said had been signed by 1.7 million Kurdish people calling for a referendum on whether the region should remain part of Iraq.

Any interim constitution would have to be approved by Bremer. Two weeks ago, Bremer angered members of the Governing Council when he suggested that he would veto a constitution that declared Islam "the primary source" of legislation.

Bremer has also said on several occasions that he would not allow independent militias to carry on, and it was unclear if American officials would allow the militias to be integrated into a national guard.

American officials in Iraq could not be reached for comment early Monday morning.

In another important compromise, the constitution envisions that 25 percent of the seats in the national assembly would be held by women, Istrabadi said. Under the constitution, the national assembly would be chosen by

nationwide elections this year or next.

Early drafts of the constitution had called for 40 percent of the seats to be set aside for women. But many members of this male-dominated society objected to the percentage.

Some American officials were insistent that some language be included about women in the constitution, in part because after so many years of war, women make up such a large part of the

population.

It was unclear early Monday whether the three-person presidency proposed in later drafts of the constitution survived. Under that proposal, the three presidents, chosen by the National Assembly, would pick a prime minister, who would name a cabinet.

The interim constitution did not specify the mechanism by which nationwide elections would be held. Despite

the desire by many to hold elections as early as possible, the leaders of the country bowed to assessments by American officials and a team of experts from the United Nations that the country lacked the necessary infrastructure, like a proper voting roll, to have them soon. (NYT, Reuters)

Oil production in Iraq nearly at prewar level

Revenue crucial to economic revival

By Neela Banerjee

BAGHDAD: Iraq's oil industry has undergone a remarkable turnaround and is now producing and exporting almost as much crude oil as it did before the war, according to officials with the American-led occupation and the Iraqi Oil Ministry.

A month ahead of the April 1 deadline set by Iraq and American officials for restoring the industry to prewar levels, the country is producing 2.3 million to 2.5 million barrels a day, compared with 2.8 million barrels a day it pumped before the war. With additional production increases expected, oil exports this year could add \$14 billion to Iraq's threadbare budget, in contrast to a little more than \$5 billion last year, said a senior official with the Coalition Provisional Authority, the occupation government.

"We're well ahead of the targets that we set in the aftermath of the war," said Robert McKee, a retired oil executive from Houston who has been the leading American figure in the drive to restore Iraq's oil fields. "We feel pretty good about it, but we have a lot of challenges left."

Iraq owns the third-largest oil reserves in the world, after Saudi Arabia and Canada, and its economy is almost solely reliant on revenue from oil exports. That revenue could help finance Iraq's economic revival, Iraqi and occupation officials say, in turn strengthening political stability as Iraq moves to sovereignty over the next four months.

The revival of the oil sector is the result of the \$1 billion in repairs undertaken by the Americans and Iraqis, as well as some dogged ingenuity by the Iraqis in keeping their badly damaged industry running.

Major challenges still loom, the Iraqi and coalition officials said, especially as the Americans turn over control to

the Iraqis ahead of the June 30 date for the transfer of sovereignty to a provisional Iraqi government. By that date, the U.S. military will hand protection of Iraq's pipelines and pumping stations to the Oil Ministry, which will have to manage a police force of 14,000 that is expected to be tested if political instability rises.

After the transfer of power, Iraqi officials and their American advisers must fashion a modern industry from one starved of investment by Saddam Hussein's government and further diminished by the looting of billions of dollars from oil sales under UN sanctions after the Gulf war in 1991.

"I'm not so naive to think there isn't corruption," McKee said at a talk with reporters in Baghdad on Sunday. "But we're putting in place things like a code of ethics so that the natural inclination is to honesty rather than lawlessness."

Political tensions that have been underscored lately by Iraq's tortured progress to sovereignty seem to have prompted coalition officials in recent days to highlight what they regard as the accomplishments of the occupation.

Lieutenant General Ricardo Sanchez, the American military commander, said last week that attacks on coalition soldiers had been cut by half in the last three months, even as attacks on Iraqis had increased. And Sanchez predicted that the 110,000-member American force that will remain after the transfer of sovereignty will be able to counter insurgent efforts to destabilize the country.

L. Paul Bremer 3rd, the top American civil administrator of Iraq, appeared on Iraqi television Friday to announce that electricity generation, a major source of discontent in this country of 25 million people, had been restored to prewar levels and was expected to rise rapidly as summer approaches.

On Sunday, coalition officials turned the spotlight on the oil industry, where problems have often seemed emblematic of the wider deterioration of conditions in Iraq under the U.S. occupation. In December, Iraqis fumed as they waited in lines for gasoline at stations across the country, a problem that American officials now say had more to do with a lack of electricity to pump oil through pipelines and operate gas stations than with a shortage of supplies.

American efforts to restore Iraqi oil have been led by the Army Corps of Engineers and its principal contractor, Halliburton, along with advisers to the Oil Ministry drawn from the top echelons of the international oil industry. Chief among these is McKee, a former executive vice president of worldwide operations for the old Conoco.

His main job here has been oil adviser to Bremer.

Still, Americans give much of the credit for the restoration of the oil industry to the Iraqis themselves, saying that the removal of a corrupt elite who led the industry under Saddam left a work force of 35,000 well-trained Iraqis.

But U.S. financing has been crucial. A further \$1 billion is expected to be spent this year, McKee said, mainly on restoration and upgrading of oil fields and refurbishing of refineries.

The New York Times

Herald INTERNATIONAL Tribune

March 2, 2004

March 2, 2004

INTERNATIONAL
Herald Tribune



Joao Silva for The New York Times

Khalid Sulaiman, one of the clerics who drafted the fatwa, passing out a copy in Ramadi as his son Sulaiman looked on.

Clerics ask for halt in Iraq attacks

A Sunni fatwa shields Muslims but not American troops

By Dexter Filkins

RAMADI, Iraq: With a guerrilla war simmering around them, a group of Muslim clerics gathered together the other day and invoked God's name to call for peace.

A kind a peace, anyway. In one of the first acts of its kind, the Iraqi religious scholars drafted a fatwa, a holy admonition, against staging attacks inside the country. But the document, drafted last week, calls on Iraqis to stop killing Iraqis only. It makes no mention of stopping the killing of American soldiers.

The Sunni imams offered differing explanations for why the Americans were left out of the single-page text, ranging from the apologetic to the dismissive.

"You want me to write a fatwa for the Americans?" snapped Fadil al-Kubaisy, imam of Al Dawla al Kabeer mosque. "I'll write one that tells them to get out of the country."

The anger expressed by Kubaisy reflects a deeper ambivalence about the American occupation in the largely Sunni towns west of Baghdad, like Ramadi, where many people benefited directly from Saddam Hussein's government. Those feelings were brought into sharp relief in the drafting and publication of the fatwa, signed by 21 clerics representing more than 500 mosques in Al Anbar Province.

The text and the interpretations offered by Anbar's imams encapsulate the two-sided feelings that Iraqis here have for the American occupation and the creation of a new Iraqi state.

While saying nothing about the Americans themselves, the document declares unqualified support for the Iraqi institutions the Americans are trying to build. Furthermore, while the fatwa presumably speaks with great religious authority, the imams who wrote it say they cannot be sure that anyone out there will heed its call.

The diminished self-image of the Sunni clerics in Ramadi stands in contrast to that of their Shiite counterparts, who, with much more hierarchical leadership structure, command the allegiance of millions of Iraqis. The minority Sunnis were favored in the Saddam era while the majority Shiites were persecuted and powerless.

"Dear sons of our nation, we call upon you to close ranks and elevate yourselves above your grudges so that we may open a new chapter in the life of our country," the fatwa begins. "We condemn any act of violence against Iraqi state government workers, police and soldiers, because it is aggression under Islamic law."

The document declares that killing fellow Iraqis not only runs counter to the idea of jihad, but also constitutes

what is known in the Muslim world as haram, the unpardonable act of killing another Muslim. "Everyone should be warned against staining their hands with Muslim blood," it continues.

The idea for the fatwa came about after the fatal attack on a Falluja police station two weeks ago. That attack, staged by insurgents in the middle of town in the middle of the morning, resulted in the deaths of 15 Iraqi police officers and three civilians.

The day after the attack, the clerics in Falluja got together and issued the fatwa. Word spread quickly. Within a week, imams from all over the province had signed up. The clerics printed up 3,000 copies and have begun distributing them at mosques and kebab houses around the province.

The big question is how much influence the fatwa will have. Some of the clerics said they doubted that they would be able to change much; they say they lack the power they once had to command large numbers of people.

Nevertheless, the Sunni imams of Anbar say they are encouraged. It has been a quiet week in the province. The fatwa received a warm reception all over the country, even among Shiites. Some of Anbar's clerics are thinking of trying to persuade their fellow clerics across Iraq to sign on.

The New York Times

Festival time in Iraq. But by the end of the day 170 lay dead



A woman attending to a victim of the explosions in Kerbala. The attacks in Kerbala and Baghdad were the worst since the end of the war Photograph: Marco di Lauro/Getty

Michael Howard in Kerbala and James Meek in Baghdad

Iraq suffered its worst day of violence since the end of the war yesterday when its majority Shia community was targeted in a series of sophisticated and simultaneous attacks that killed as many as 170 people and left its religious leaders blaming the Americans for multiple security failures.

Crowds in Kerbala and Baghdad turned on US troops in frustration and fury as the scale of the atrocities in both cities became clear, raising fears that the Shias will seek revenge for the bombings, and bring the country to the brink of a religious civil war.

The US military last night pointed to al-Qaida involvement in the multiple explosions on one of the holiest days in the Shia calendar, with a Jordanian militant Abu Musab al-Zarqawi, an associate of Osama bin Laden, being named as the prime suspect.

Last night the UN secretary general, Kofi Annan, warned

that the restoration of Iraqi sovereignty, due to take place on June 30, could be jeopardised by the ongoing campaign.

Tony Blair admitted that a "small but I'm afraid highly active group of terrorists" were attempting to "wreck the progress that has been made".

The attacks were aimed at Shia pilgrims celebrating the festival of Ashura, which marks the death of the revered martyr Imam Hussein 13 centuries ago.

At 10am in Kerbala, with thousands of men, women and children crammed around the golden-domed Iman Hussein shrine, the first of five bombs

exploded. Four others followed in as many minutes in streets packed with pilgrims trying to escape the carnage.

One eyewitness, Ghalib Abdul Hussein, an agricultural engineer from Baghdad, described seeing "bodies sliced by the force of the blasts".

Two hours later, limbs were being laid out on a table that had been intended for serving drinks. The dead and injured

were loaded onto makeshift stretchers or wooden carts normally used to carry goods.

"The blasts occurred within a two-mile radius of Hussein's shrine and appear to have been aimed at causing the maximum number of casualties," said Captain Ali Hussein of Kerbala police. He could not confirm what the attacks had been caused by, though there were reports that devices may have been planted in piles of roadside rubbish. Almost si-

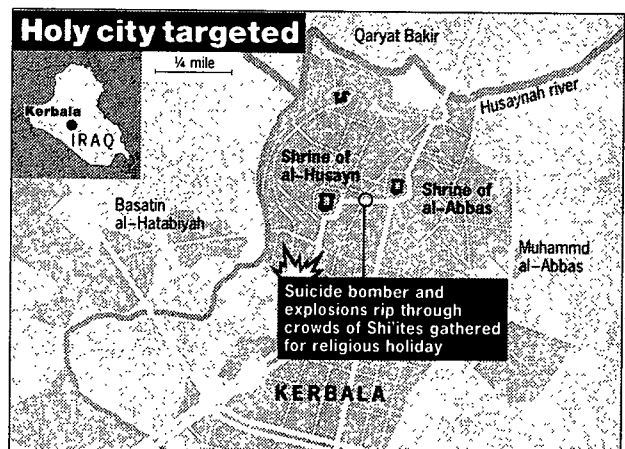
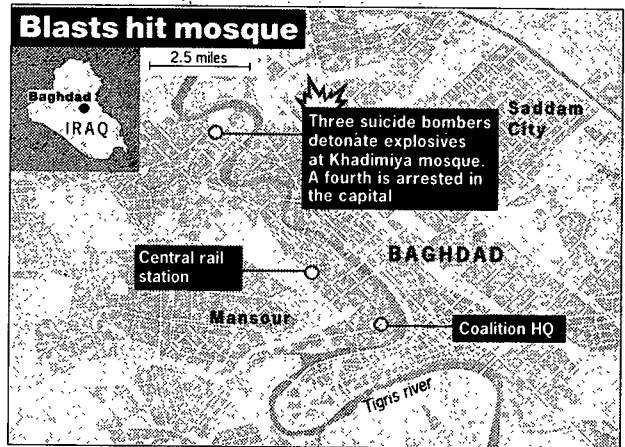
multaneously, two miles away at Kerbala's "Baghdad gate", a busy dropping off point for taxis and buses from the capital, a suicide bomber stepped off the kerb into a crowd of pilgrims and set off his device. That explosion killed perhaps 20 people, said eyewitnesses.

In the mayhem, a number of Iranian pilgrims and foreign journalists were beaten up as some Iraqis looked to apportion blame, and crowds of survivors ran to hospitals to give blood. Some of the pilgrims explicitly blamed Americans for stirring up religious tensions by launching the war; others blamed al-Qaida or Sunni extremists.

At least 85 are thought to

have been killed in Kerbala — including 15 children — and one leading Shia cleric, Ahmed al-Safi, last night claimed 112 people had already died. More than 230 were injured.

Seventy miles away in Baghdad — and at almost exactly the same time — the Kazimiya shrine, also surrounded by tens of thousands of Shias, was targeted by three suicide bombers.



took place," said Haider Zubaidi, a farmer who suffered a broken arm and head injuries and was taken to hospital in a pickup truck. "I saw mutilated bodies everywhere."

"I saw the suicide bomber walk into the crowd, and then he blew himself up and just disappeared. It was terrifying. There was flesh flying, there were bodies flying," one of the caretakers of the mosque, Saad Abdul-Zahara, told the New York Times.

Hours after the explosions, columns of ambulances were still tearing from the scene down the airport highway towards city hospitals.

As the morning drew on, hundreds of beaten-up old cars, pickups and vans converged on Khadhimiya hospital, axles groaning with the weight of relatives come to ask after the missing. Tempers ran high, non-Shias were unwelcome, and Shias were questioned aggressively about their origins and addresses.

The morgue quickly filled up, and at about 2pm, Guardian translator Qais al Bashir saw some two dozen corpses laid out on the hospital floor, partly covered, bloodied and burned.

A host of angry Shias demonstrated outside the hospital, crying for vengeance against the perpetrators. Many blamed terrorists from outside the country, in ▶

league with ex-Ba'ath party members who had grown rich under Saddam and feared losing their wealth in a post-occupation settlement.

Many were struck by the careful coordination of the attacks in Kerbala and Baghdad.

"We believe these people are terrorists from al-Qaida, but who planned it, who fixed the time, and who put the money in?" said one man. "It's the supporters of the former regime. The high Shia religious leaders should say something as the number of Shia victims increases day by day."

Some voices blamed the Americans but others pointed out that Iraqi Shia militia and clerics had been responsible for organisation and security around the mosque during yesterday's holiday. Others blamed Saudi fundamentalists.

Al-Qaida, Saudi fundamentalists and supporters of the Saddam regime are predominantly Sunni. Behind yesterday's Shia rage was the same half-articulated sentiment, part desire, part fear, that if the US would only stand aside, the Shias would take their revenge against the Sunnis in their own way.

Back from the most urgent press of relatives at the hospital gates, scanning the long list

of the admitted wounded, Shia women waited. They were already in mourning black: such is the nature of their dress; and such is the nature of their holiday, a festival of mourning even before yesterday's killing began.

Towards dusk, the demonstrations had faded but the tensions had not. The area around the hospital was suddenly cleared of vehicles, relatives and journalists when a suspect bomb was found. A minibus and a battered car drove away from the hospital. On their roofs, each vehicle carried a makeshift coffin. They sped off in different directions, taking their dead home.

The Shia spiritual leader Ayatollah Ali al-Sistani blamed the US-led occupation forces in Iraq for failing to secure the country's borders and called for unity.

"We put responsibility on the occupation forces for the noticeable procrastination in controlling the borders of Iraq and preventing infiltrators, and not strengthening Iraqi national forces and supplying them with the necessary equipment to their jobs," he said in a statement.

"We call on all dear Iraqi sons to be more vigilant against the schemes of the enemy, and ask them to work hard to unite and

have one voice to speed up regaining the injured country's sovereignty and independence and stability."

Yesterday's attacks underline the security nightmare

facing both Iraqis and the US-led coalition authorities in the runup to the transfer of sovereignty on June 30.

US and Iraqi intelligence officials had long been concerned about the possibility of such strikes during Ashura, but proved woefully unable to stop them.

In January, Kurdish forces near the Iranian border intercepted a letter, purported to have been written by the suspected al-Qaida militant Abu Musab al-Zarqawi, outlining a strategy of spectacular attacks on Shias, aimed at sparking a Sunni-Shia civil war.

Yesterday's well-organised explosions may well have been the first act of that apocalyptic scenario.

A security adviser with the coalition authority said that the insurgency in Iraq had an increasingly "Islamist radical"

flavour to it. He said the aim of Sunni Arab militants operating in Iraq was to delay the transfer of sovereignty and to keep US forces from leaving the country.

"Our presence here is their best recruiting weapon," the adviser said, predicting that



Iraqis use a cart to carry a victim of one of the bombs

in Kerbala Photograph: Brennan Linsley/AP

Ceremony highlights divide

What is Ashura?

Ashura is the 10th day of the lunar month of Muharram when according to Islamic tradition Imam Hussein, grandson of the prophet Mohammed, was killed in battle more than 13 centuries ago.

Ashura, the biggest mass event in the Shia calendar, is observed in Iraq and in other countries with sizeable Shia communities, including Afghanistan, Azerbaijan, Bahrain, Iraq, Lebanon, Pakistan, and Syria. Sunnis also mourn Hussein's death, but less fervently, and Ashura serves as a reminder of the divisions between Sunni and Shia which date back to disagreements over the prophet Mohammed's succession.

The battle

The army of Caliph Yazid laid siege to Hussein and his followers, depriving them of food and water, from the first of Muharram in the desert near Kerbala in modern-day Iraq. Ten days later, after refusing to pledge allegiance to Yazid, a battle ensued which killed Hussein. He was beheaded and his head was taken to Yazid in Damascus, the seat of the Umayyad dynasty (to which Yazid belonged).

The ceremony

During the ceremony, Shia beat their heads and chests and gash their heads with swords to show their grief and echo the suffering of Imam Hussein. Under Saddam Hussein's secular rule, this ceremony was banned.

there would be an increase in suicide bombs before June 30.

Ahmed al Saafi, an aide to Ayatollah Ali al-Sistani, criticised US forces in Iraq for "failing to do more to ensure security".

Meanwhile in Quetta, a city in south-western Pakistan, at least 41 people were killed and 150 injured when three gunmen raked a procession of Shia

worshippers with machine gun fire and lobbed grenades. There was no evidence last night that the attacks were connected to the blasts in Iraq though the victims were also celebrating Ashura.



JOUR DE MARTYRE POUR LES CHIITES

Des attentats ont fait plus de 180 morts hier dans les sanctuaires de Bagdad et Kerbela. Accusés: les sunnites proches d'Al-Qaeda.

Bagdad envoyé spécial

Une odeur de mort tenace, écoeurante, flotte partout sur la mosquée. Le carnage soulève l'estomac. Corps déchiquetés. Blessés atones, figés de stupeur ou mutilés hurlant leur douleur. Un homme se relève, titube, torse nu. Sa chemise a été soufflée par l'explosion. Son dos n'est que plaies. Brûlé à vif, il s'effondre. La foule panique, court sans but, poussée par sa seule peur. Piège fatal. Candidats au suicide, bardés de dynamite, les assaillants se sont mêlés au flot humain. Le premier kamikaze s'est fait sauter dans la cour du mausolée de l'imam Moussa Khazoum, à Bagdad, provoquant le chaos. Le second actionne son détendeur alors qu'il s'engage sous la voûte de la porte al-Raja. Dans ce couloir étroit, les effets de la bombe sont décuplés. Un lourd vantail en bois de cèdre volé sur une dizaine de mètres,

fauchant des dizaines de victimes. Au sol, le marbre gris poisse de sang.

Minutieux. Devant les céramiques bleues de la porte al-Raja, un terroriste lance des grenades sur les pénitents qui convergent en cortège, par dizaines de milliers, vers la plus grande mosquée chiite de Bagdad, pour commémorer le martyr d'Hussein. Dès qu'il a déclenché sa charge, un quatrième complice se fait explo-

ser à son tour sur une placette noire de monde, devant la porte al-Kabla. L'opération a été à l'évidence soigneusement coordonnée, avec l'intention de faire le maximum de victimes. Quelques minutes plus tôt, à 10 heures du matin, une attaque en règle, associant un attentat-suicide à des tirs de mortier et des bombes télécommandées, avait pris pour cible la procession qui se rendait au mausolée de l'imam Hussein, à Kerbela, ville sainte des chiïtes.

Hier soir, le docteur Abdelmadhi Abdelamir Jawad, directeur de l'hôpital général d'al-Kakh, dénombrait 70 tués dans les morgues de la capitale. Bilan éminemment provisoire puisque les services d'urgence de Bagdad avaient reçu plus de 200 blessés. «De sévères brûlures, des polytraumatismes, des fractures ouvertes, des plaies à l'abdomen et au thorax», décrit le médecin, «Certains dans un état très critique.» A Kerbela, où plus d'un million de pèlerins participaient au défilé, il y a eu 112 morts, selon le dernier bilan hier soir. Ce double attentat, à l'évidence planifié pour coïncider avec la fête sacrée de l'Achoura, est certainement l'action terroriste la plus meurtrière ayant endeuillé l'Irak depuis l'entrée victorieuse de l'armée américaine dans le pays, en mars de l'année dernière.

Souçons. Pour les survivants du massacre, qui collectent les membres arrachés dans des

paniers en osier, l'identité des auteurs de ces attentats ne fait aucun doute. «Ce sont les wahhabites d'Al-Qaeda, les agents d'Oussama ben Laden qui veulent déclencher une guerre civile entre chiïtes et sunnites en Irak», fulmine Wahid al-Salimi. «Ben Laden et les débris du régime de Saddam», précise Abou Sahib al-Obaidi. Les haut-parleurs des quatre minarets dorés de la mosquée crachent un appel de l'imam. «Apportez votre aide aux policiers irakiens. Ce sont nos frères, qui protègent le peuple contre les ennemis de Dieu qui se sont attaqués aux obsèques de l'imam Hussein. Restez calmes. La stabilité reviendra dans le pays après le départ des colonisateurs américains.»

Responsables. Ceux qui dénoncent la main des sunnites intégristes derrière ces attentats n'hésitent pas à expli-

quer, avec une égale conviction, que ce sont les Américains qui en tirent les ficelles. «Leurs soldats gardent cette mosquée depuis des mois, mais ils sont tous partis avant-hier», remarque Abou Sahib al-Obaidi d'un air entendu. Le fait que les responsables religieux chiïtes aient demandé aux troupes de la coalition de ne pas se montrer près des mosquées pendant l'Achoura ne semble guère l'impressionner. Même son de cloche chez les gardes de la mosquée. «Les Etats-Unis ont toujours soutenu les wahhabites, gronde Feraz Ar



Scènes d'horreur dans les rues de Kerbela, l'un des principaux lieux saints de l'islam chiïte, où 112 personnes ont été tuées. (Photo Brennan Linsley/AP.)

Roubai. Ils veulent le chaos en Irak pour ne pas organiser d'élections car ils savent qu'alors nous chasserons leurs espions au sein du Conseil gouvernemental.»

Dans la ville sainte, comme à Bagdad, des miliciens chiites contrôlent tous les accès aux mosquées. Le commandement de la coalition a dû se fendre d'un communiqué officiel pour nier toute implication dans ces attaques. Au cours d'une conférence de presse, le général Mark Kimmit, numéro deux des forces américaines, a accusé le réseau d'un militant islamiste d'origine jordanienne, connu sous le nom d'Abou Moussa Zarqaoui, d'être à l'origine du carnage. Mais la principale autorité chiite, le grand ayatollah Sistani, a mis en cause les Etats-Unis, tout en appelant au calme et à l'unité nationale. «Nous imputons aux

forces d'occupation la responsabilité des tergiversations dans les contrôles aux frontières de l'Irak, la lutte contre les infiltrations et le manque de renforcement des forces nationales irakiennes, qui ne reçoivent pas l'équipement nécessaire pour effectuer leur travail.»

Deuil. Le Conseil intérimaire a décrété un deuil de trois jours alors que les responsables des divers partis chiites multipliaient les appels à l'unité nationale. «Le peuple d'Irak traverse une terrible épreuve, a déclaré leur porte-parole, Hamid Alkiyev. Cette conspiration prend pour cible toutes les factions irakiennes. Nous traquerons le cerveau qui se cache derrière ces actes de terreur qui cherchent à provoquer une guerre civile et des violences sectaires. Mais les Irakiens resteront plus unis que jamais.»

DIDIER FRANÇOIS

L'Achoura

commémore le martyr de l'imam Hussein, petit-fils de Mahomet, décapité en 680 par les partisans du calife sunnite Yazid. L'anniversaire de sa mort est le jour le plus sacré de l'islam chiite. Les fidèles revivent la souffrance de leur imam vénéré en se frappant la poitrine et, pour certains, en se flagellant. Le régime de Saddam Hussein avait proscrit les rites de l'Achoura.

«Ceux qui commettent ces attaques sont des lâches et des terroristes. La 1^{re} division blindée (américaine) peut confirmer que les événements de ce matin ne résultent en rien d'une opération militaire de nos forces militaires.»

Le porte-parole de l'armée américaine

Provoquer une guerre civile

Les extrémistes préfèrent le chaos à l'arrivée des chiites au pouvoir.

Achoura sanglante. Le symbole était parfaitement choisi. Alors qu'ils célébraient pour la première fois librement depuis trois décennies la plus emblématique de leurs fêtes, les chiites d'Irak ont été frappés en plein cœur. Pour cette communauté, le choc est au moins aussi rude que celui causé par l'attentat à la bombe qui avait tué Mohamed Baqer al-Hakim, le chef de l'Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak (Asri), le 29 août à Najaf, avec une centaine de fidèles à la sortie du mausolée de l'imam Ali.

A l'époque, la coalition avait péniblement réfréné les ardeurs vengeresses des milices chiites qui reprochaient aux troupes américaines d'être incapables de les protéger. Se laisseront-elles une nouvelle fois convaincre de ronger leur frein? Le transfert de souveraineté au nouveau pouvoir irakien doit avoir lieu en juillet, et les partis chiites religieux estiment avoir fait d'importantes concessions lors de la rédaction de la Loi fondamentale qui va régir la vie de l'Irak jusqu'à l'adoption définitive d'une Constitution en 2005. Par leurs attaques, les terroristes espèrent faire basculer dans la violence la principale communauté, véritable clé de l'avenir politique de l'Irak.

Surenchère. Ecartés du pouvoir depuis les années 20, persécutés par Saddam Hussein à partir des années 70, les chiites d'Irak tiennent leur chance historique de

puis la chute du régime baasiste. Largement majoritaires et mieux organisés que les sunnites, ils sont devenus les principaux interlocuteurs des Américains. Mais le chemin qui mène les chiites d'Irak au pouvoir reste semé d'embûches. Les auteurs des attaques d'hier savent parfaitement qu'en poussant la communauté à la violence et à la surenchère, ils enfoncent un coin entre Paul Bremer et l'ayatollah Ali Sistani, les deux hommes les plus puissants d'Irak aujourd'hui. Si le grand ayatollah de Najaf, reconnu comme guide spi-

«Si nous parvenons à les entraîner dans une guerre confessionnelle, cela réveillera les sunnites assouplis qui sentiront le danger imminent.»

Un appel à frapper les chiites d'Irak

rituel et politique par la majorité des chiites irakiens, a obtenu des Américains la promesse d'élections générales dès la fin 2004, début 2005, c'est avant tout grâce à sa modération. Saura-t-il résister aux appels à la vengeance de sa base? Et à la surenchère du jeune religieux Moqtada al-Sadr, plus radical et nationaliste?

A Bagdad et Kerbela, les fidèles chiites criaient hier leur haine contre les «wahabites», symboles de l'extrémisme sunnite et auteurs supposés des attentats. Washington a immédiatement désigné un coupable: «Ces attaques sont sophistiquées et très bien coordonnées, a estimé le général Kimmit. Tout cela laisse penser à une sorte d'organisation transnationale»,

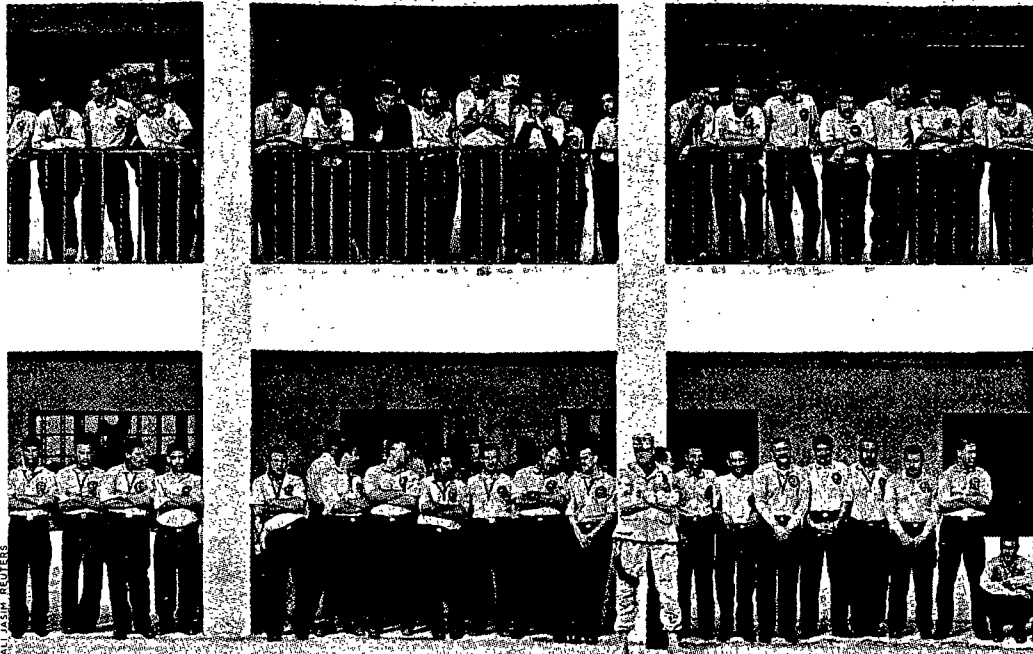
ajoutant que «l'un des principaux suspects est Zarqaoui». Abou Moussab al-Zarqaoui, dont la tête a été mise à prix par les Américains pour 10 millions de dollars, est souvent décrit comme le chaînon manquant entre Oussama ben Laden et l'Irak. Grièvement blessé à la jambe pendant l'offensive américaine contre les talibans en Afghanistan, il aurait été exfiltré puis opéré en Irak. C'est là qu'il aurait commandité l'assassinat d'un diplomate américain en poste à Amman en 2002.

Arbitre. Depuis la chute de Saddam Hussein, il est accusé de coordonner le jihad contre les troupes américaines et de faire le lien entre islamistes et cadres de l'ancien régime. Selon les services de renseignement américains, il serait surtout l'auteur d'une lettre appelant à frapper les chiites d'Irak, traités de «serpents sournois», de «danger menaçant» mais aussi de «clé du changement». «Ils sont nos ennemis, enjoint le texte. Méfiez-vous d'eux! Combattez-les!» Plus explicite encore: «Si nous parvenons à les entraîner dans une guerre confessionnelle, cela réveillera les sunnites assouplis qui sentiront le danger imminent.» Une guerre civile entre chiites et sunnites, impliquant éventuellement les Kurdes - eux aussi visés par des attentats comme ceux d'Erbil début février - placerait les Américains dans une position d'arbitre intenable et impliquerait des pays voisins. C'était le but recherché hier.

CHRISTOPHE AYAD

La police irakienne entre deux feux

Peu estimés et parfois accusés de trahison, les policiers sont pris pour cible.



Les élèves de l'académie de police de Bagdad le jour de la remise des diplômes, le 16 février.

Bagdad envoyé spécial

Le commissaire n'a pas le moral. Plus un sourire. A peine un rictus. Jusqu'aux pages «sports» de son quotidien favori qui le laissent de marbre. Ses hommes s'en inquiètent qui ont connu leur patron en meilleure forme. Bon chef, bon flic, une réputation impeccable dans le quartier de Bagdad où il traquait vigoureusement le criminel et pensait jouir de l'estime de ses concitoyens. La bombe qui a réduit en cendres son poste de police le 27 octobre a soufflé ses dernières illusions. «A 8h30, chaque matin, on fait l'appel dans la cour. Nos effectifs étaient donc au complet quand l'explosion a secoué le commissariat, raconte-t-il. La voiture piégée s'était fauflée par la ruelle qui longe l'arrière du bâtiment. Une déflagration terrifiante. Comme le jour du Jugement dernier! Nous avons eu quatre tués et vingt-neuf blessés. Dans le marché proche, une quarantaine de civils ont été tués.»

Forteresse. Hospitalisé cinq jours, convalescent deux mois, le lieutenant-colonel Ali Abd al-Husseini enrage. «Personne n'a visité les blessés. Pas un membre du Conseil de gouvernement, pas un responsable de la coalition, pas un officier de l'armée américaine.» En reprenant le service, il a découvert que le commissariat avait été pillé. Le poste a été transféré dans une caserne, sorte de forteresse hérissée de barbelés, cernée d'une barrière en béton renforcée par des sacs de sable. Deux chars lourds en commandent les accès. On ne pénètre dans ces locaux spartiates qu'après une fouille minutieuse. Le visage fermé, couturé de cicatrices, le commissaire lit son journal, assis seul dans une grande pièce vide, derrière un bureau en fer blanc orné d'un unique téléphone. Au mur lépreux, une affiche de propagande: un soldat américain, sanglé dans une tenue de combat impeccable, pose une main bienveillante sur l'épaule d'un policier irakien mal à l'aise dans un uniforme tirebouchonné. Piètre réconfort.

«On s'attendait à une attaque. Des messages peints sur les murs dans les jours précédant l'attentat nous traitaient de collabos. On avait dit aux Américains de condamner la ruelle sur l'arrière. Comme d'habitude, ils ne nous ont pas écoutés», grimace le lieutenant Adnan Ahmed Abeid. Ce jeune sunnite préfère cacher à sa famille qu'il a rejoint la police. «Je vis dans le quartier d'Aadhamiya, bastion de la résistance. Certains pourraient croire que j'informe les Américains. Alors je viens travailler en civil et j'enlève mon uniforme avant de rentrer à la maison. C'est dangereux, mais il est difficile de trouver un emploi en Irak. Avec 120 dollars par mois, je ne gagne pas assez d'argent pour me marier,

Depuis avril, plus de 600 policiers et autres membres des nouvelles forces armées irakiennes ont été tués.

mais je peux au moins aider mes parents.» Cette relative stabilité financière a un prix. Depuis le mois d'avril, plus de 600 policiers et autres membres des nouvelles forces armées irakiennes ont été tués. «Nous n'avons rien contre les policiers qui travaillent pour le bien du pays et la sécurité des citoyens. Nous comprenons ceux qui ont besoin de nourrir leur famille, assure un ancien militaire, chef d'un groupe clandestin. Mais ceux qui s'avisent d'espionner pour les Américains doivent être châtiés. Si la police arrête des patriotes, saisit les armes qui servent à défendre l'Irak contre l'occupant, sa trahison sera punie.» Toujours bien renseignée, la rébellion prend généralement pour cible les commissariats un peu trop accrocheurs, histoire de calmer leurs ardeurs. «La résistance a de la famille, des amis, des voisins dans la police», confirme le lieutenant-colonel Ali Abd al-Husseini. «Nous sommes sans arrêt coincés entre deux feux, plaide le conseiller juridique du ministère irakien de l'Intérieur. Les gens se plaignent des dégra-

dations, des vols commis par les soldats américains lors de leurs perquisitions. Mais nous sommes totalement impuissants. La loi irakienne ne s'applique pas aux troupes américaines. Cela alimente la frustration dans la population qui nous accuse de collaboration. Nous ne pourrions travailler en confiance avec nos concitoyens que lorsque nous aurons regagné notre indépendance.»

Amnistie. Ancien commissaire, Samir al-Ouaïli, le vice-ministre de l'Intérieur chargé de la sécurité, se présente comme «un professionnel de la lutte contre la criminalité». Il assure «n'avoir aucun point de vue politique» sur la question. «Un flic se doit de protéger ses concitoyens», professe-t-il. «Quel que soit le gouvernement du pays. Evidemment, en Irak, la guerre, la chute du régime, la disparition de l'Etat, la prolifération des armes, l'augmentation du chômage comme du coût de la vie, ont rendu notre tâche difficile. Mais plus que jamais nécessaire, s'empresse-t-il d'ajouter. La sécurité des personnes et des biens s'est terriblement dégradée. Avant le début du conflit, Saddam Hussein a décrété une amnistie générale qui a remis dans les rues quelque 30 000 mal-fauteurs, dont des assassins.»

«L'un de nos premiers objectifs, après l'entrée des Américains en Irak, a été de bâtir le rappel des cadres expérimentés de la police», raconte Samir al-Ouaïli. «Il a fallu les convaincre de reprendre le travail, malgré l'occupation, et obtenir de la coalition qu'elle paye leurs salaires. Ce fut difficile. L'armée américaine nous prenait pour des tortionnaires. Ensuite, il a fallu réhabiliter les commissariats qui avaient été pillés, trouver du mobilier, des voitures, des radios. Nos moyens restent modestes mais nous avons mis sur pied une force de police qui travaille en conscience, pour Dieu et pour protéger les citoyens. Si l'on compare la situation aujourd'hui à ce qu'elle était en avril, nous ne nous sommes pas si mal débrouillés.»

Terrorisme. Le constat ministériel ne manque pas de pertinence. Les rues de Bagdad étaient alors livrées à des bandes armées qui pillaient sans vergogne sous l'œil curieux des soldats américains. Elles sont désormais noires de chalands, congestionnées par les embouteillages. La capitale irakienne revit. C'est une ville bourdonnante aux trottoirs envahis par les bouquinistes, les marchands de soupe ambulants, les déboucheurs de canalisations, les réparateurs d'appareils électriques. Mais le débat sécuritaire, sous toutes les latitudes, semble affaire de passion. «Les enlèvements se multiplient, comme les agressions et les vols de voitures à main armée», gronde le général Jaffar Abdurassoul al-Adili, adjoint au commandant de la police de Bagdad. Et d'entonner la litanie du manque d'effectifs. «Nous ne disposons que de 15 000 policiers pour une population de 7 millions d'habitants. C'est ridicule! Le risque majeur aujourd'hui, c'est le terrorisme. Nous sommes face à des réseaux étrangers soutenus par des Irakiens liés à l'ancien régime. Les frontières ne sont pas contrôlées et les groupes comme Al-Qaeda considèrent l'Irak comme un excellent champ de bataille pour affronter les Etats-Unis.»

DIDIER FRANÇOIS

■ ANALYSE

Saddam Hussein, la France et les mauvais garçons

EN FRANCE, la publication, le 25 janvier, d'une liste détaillée des obligés de Saddam Hussein a fait l'effet d'un pétard mouillé. Cet étonnant inventaire, déniché par un journal irakien et confirmé par les autorités, dénombre 271 personnes dans cinquante pays qui toutes recevaient des « allocations » en pétrole brut pour prix de leur lobbyisme. En Suisse, en Grande-Bretagne, en Jordanie, en Bulgarie et dans la plupart des pays concernés, la justice ou le pouvoir politique ont ouvert des enquêtes. A Paris, rien, comme à Moscou d'ailleurs. Quelques démentis ont suffi.

Les intéressés, il est vrai, jouaient sur du velours : la liste est imprécise, le mécanisme des « allocations » suffisamment obscur, et l'intention de nuire des nouveaux maîtres de Bagdad si évidente qu'ils n'ont eu aucun mal à découper les curiosités.

Qui, à Paris, a envie de fouiller les liens anciens unissant la France au régime baasiste ? Même ceux qui, jadis, dénonçaient les faiblesses du « complexe militaro-industriel » vis-à-vis du dictateur déchu préfèrent aujourd'hui l'obscurité à un déballage qui risquerait de fragiliser la position internationale du pays.

Car la liste du journal *Al Mada*, malgré ses défauts, est vraie. Les témoignages recueillis de par le monde comme dans les milieux du pétrole ne cessent de le confirmer. Elle ne porte certes que sur une année, et des erreurs de traduction (de l'anglais à l'arabe, puis de l'arabe à l'anglais) expliquent certaines imprécisions.

Surtout, elle a été reconstituée à partir de documents épars, récupérés au ministère irakien du pétrole, assure un connaisseur de longue date du pays. « Elle a été faite pour faire mal, confirme un pétrolier, mais, hélas, elle est exacte ! On a tous croisé à Bagdad les heureux bénéficiaires, et le régime ne s'en cachait pas. »

Saddam Hussein a bel et bien corrompu la terre entière sous le nez de l'ONU. Mais certains, plus que d'autres. Sans surprise, figurent en tête de ce douteux palmarès les anciens « amis » du régime. Des Russes en pagaille (45 noms cités), beaucoup de Jordaniens, de Libanais, de Syriens (14 nommés), suivis,

avec 11 citations, par les Français. Les habitudes sont longues à perdre, et les relations politiques ou d'affaires entre Paris et Bagdad ont plus de trente ans. Quitte à chagriner, il faut, pour comprendre, revenir en arrière.

C'est en 1974, au lendemain du premier choc pétrolier, que l'amitié est amorcée, avec force accolades, par Jacques Chirac à Bagdad. C'est la première visite officielle d'un chef de gouvernement français en Irak. Ce ne sera pas la dernière : de 1974 à 1990, l'Irak recevra une vingtaine de ministres français, toutes tendances confondues. Chaque visite est payée en retour. Autoroutes, casernes, aéroports, avions, missiles – et même un petit réacteur nucléaire, qui sera bombardé par les Israéliens –, les contrats pleuvent pour Bouygues, Dassault et quelques autres. L'Irak est le second fournisseur de pétrole de la France, la France devient le deuxième marchand d'armes et de génie civil de Bagdad.

La guerre contre l'Iran, en 1980, puis l'élection de François Mitterrand, en 1981, entament à peine ces relations « exemplaires ». L'habitude a pris le relais de l'amitié, et les émissaires socialistes succèdent aux caciques du RPR, aux côtés des hommes d'affaires et bientôt de quelques nouveaux venus comme le Front national. En 1983, l'Irak commence à montrer des signes d'impécuniosité. Qu'importe ! La France ouvre les vannes du crédit, d'autant plus largement qu'en 1986 M. Chirac redevient premier ministre. Pour la première fois, le gouvernement accepte de garantir des ventes d'armes à crédit, ce qui fait quand même grincer les dents du côté de Bercy.

UN SYSTÈME CORSETÉ

Paris déchantée en 1990, lorsque Saddam Hussein envahit le Koweït, déclenchant une riposte internationale. « Les armes dont ils se servent contre nous, nous les leur avons données », s'étonne un haut fonctionnaire. La France se retrouve « plombée » de quelque 4,4 milliards de crédits impayés. Pourtant, le courant passe encore, discrètement, entre les deux pays. Ainsi Charles Pasqua, ministre de l'intérieur de 1993 à 1995, accorde un visa à Tarek Aziz, bras droit de Saddam Hussein, tandis qu'à l'ONU un ambassadeur plaide en coulisse pour l'assouplisse-

ment des sanctions. M. Le Pen, revenu triomphalement de Bagdad en 1990 avec 55 otages, dénoncera le « génocide collectif » déclenché par l'embargo.

En 1996, ce lobbyisme souterrain paye : l'ONU met en place le programme « Pétrole contre nourriture ». Les exportations de pétrole, interrompues depuis cinq ans, reprennent sous son contrôle, afin de financer les achats de biens de première nécessité. Le système est étroitement corseté. C'est d'ailleurs le principal argument de défense des personnes figurant sur la liste, tels M. Pasqua ou l'homme d'affaires corrézien Patrick Maugein, qui a qualifié l'affaire d'« absurde ». Les clients potentiels doivent se faire agréer par leurs gouvernements respectifs, lesquels communiquent les noms au Comité des sanctions. Le paiement est déposé sur un compte spécial, à New York. Les prix sont fixés, mois par mois, par l'ONU, afin de s'assurer que l'Irak ne casse pas le marché.

Mais le pétrole a ses raisons que l'ONU ne connaît pas. Très vite, il apparaît que, au tarif officiel, la qualité des bruts irakiens génère de confortables plus-values. Les aléas du marché jouent en faveur de Bagdad, explique un professionnel : tantôt l'indisponibilité de brut russe en mer Noire génère une forte prime au Kirkouk en Méditerranée ; tantôt la réduction de la production de l'Arabie saoudite donne une prime au Bassora lourd, chargé dans le Golfe – dont les raffineurs américains sont friands. Ces primes peuvent atteindre, selon la même source, 20 cents par baril – ce qui, sur un million de barils, taille standard d'un enlèvement, fait 200 000 dollars...

Alléchés par ce potentiel de gains, les grands raffineurs internationaux font la queue à Bagdad, sauf les compagnies américaines et britanniques, politiquement exclues – ce qui ne les empêche pas de racheter des cargaisons in fine. Un hic : pour enlever le pétrole, il faut d'abord obtenir un contrat avec la société irakienne chargée du marketing. C'est là la

seconde faille du dispositif de l'ONU. Car c'est Saddam Hussein lui-même qui, en fait, décide des allocations. La fidélité va enfin payer.

Les « amis du régime » utilisent leurs relations pour faciliter l'obtention rapide de contrats. Bien enten-

du, il faut, malgré tout, une raffinerie en bout de chaîne. A côté des compagnies, raconte un professionnel, des « mauvais garçons » négociants en pétrole, basés en Suisse, à Monaco, etc., servent d'intermédiaires, achetant le brut puis le revendant aux raffineurs. Ils partagent les primes avec leurs appuis politiques et certains responsables irakiens, via des commissions versées sur leurs comptes en Jordanie, au Liban ou en Suisse. La pratique est à ce point systématique que, après le 1^{er} septembre 2001, Saddam et ses compères instaurent carrément une « surcharge » officielle au prix de l'ONU. Toutes les compagnies respectables se retirent du jeu, laissant le champ libre aux « mauvais garçons ».

Voilà comment quelques heureux ont bénéficié des largesses du régime baasiste. Personne n'a vraiment violé l'embargo – on ne parle pas ici du pétrole de contrebande évacué via la Jordanie, la Syrie ou le Golfe. Il n'y a pas eu de cargaison gratuite, c'était matériellement impossible. Seulement un partage des primes générées par les failles du contrôle. En soi, le système – du moins au début – n'était pas illégal, c'est l'usage qui en était fait qui pose question. Quant à savoir qui en a réellement profité, la liste ne donne que des indices. Il reviendrait à la justice d'aller plus loin.

Véronique Maurus

Les dirigeants turcs insistent sur leur détermination à intégrer l'Union

ANKARA

de notre envoyé spécial

Au moment où beaucoup redoutent un « choc des civilisations », ne laissez pas passer l'occasion historique d'ouvrir l'Europe à un pays musulman qui réussit à concilier l'islam et la démocratie. Tel est en substance le message adressé par les autorités turques à l'Union européenne, dix mois avant que celle-ci n'ait à décider d'ouvrir des négociations d'adhésion.

« L'entrée de la Turquie changera la définition de l'Union européenne », explique le premier ministre Recep Tayyip Erdogan, chef du Parti du développement et de la justice (conservateur musulman), en recevant à Ankara, mercredi 3 mars, quelques journalistes étrangers. « Elle montrera, en particulier au monde musulman, que l'Union européenne n'est ni un club chrétien ni une simple association économique, mais une union de valeurs politiques, un espace dans lequel toutes les valeurs sont acceptées. »

Que se passera-t-il si l'Europe demande un nouveau délai pour l'ouverture des négociations d'adhésion en décembre ? « Ce sera difficile à expliquer à la fois à notre peuple et au monde, répond M. Erdogan. Nous serions vraiment blessés si après quarante ans d'efforts depuis l'accord d'association de 1963 nous n'arrivions pas à obtenir une date pour le début des discussions. Soyons francs. Plusieurs pays qui vont entrer dans l'Union le 1^{er} mai n'étaient pas au niveau où nous sommes aujourd'hui lorsqu'ils ont commencé à négocier. Je pense

à Chypre, bien sûr, ou aux pays baltes. Un refus ou un nouveau délai serait un coup dur pour nous. Mais ce ne serait pas la fin du monde. Et nous continuerions nos efforts pour adapter notre pays. »

Au-delà de la question chypriote – à laquelle il ne voit pas d'autre solution que le plan du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, moyennant des concessions mutuelles sur une réorganisation territoriale –, M. Erdogan reconnaît qu'il reste encore beaucoup à faire pour que la Turquie réponde aux exigences européennes. De nombreuses difficultés demeurent, comme l'ont répété successivement Romano Prodi, le président de l'exécutif européen, en visite à Ankara à la mi-janvier,

et Pat Cox, le président du Parlement européen, qui s'exprimait le 2 mars devant le Parlement turc. Si beaucoup de changements ont été apportés à la législation, à travers plusieurs « paquets d'harmonisation », ces réformes tardent à se traduire dans les faits.

« DES ACTES ISOLÉS »

Selon M. Erdogan, ces retards ne doivent pas empêcher de mesurer le chemin accompli. Signale-t-on des cas de torture dans des commissariats de police ? Ce sont « des actes isolés », désapprouvés par la hiérarchie policière, et qui donnent un « mauvais exemple ». Abdullah Gül, son ministre des affaires étrangères, insiste sur la différence entre l'ouverture des négociations, qui aura lieu dès 2005 si l'Union en décide ainsi, et la signature du tra-

té d'adhésion, qui n'interviendrait que longtemps après. D'ici là, comme le fait observer le secrétaire

général chargé des affaires européennes au ministère des affaires étrangères, Murat Sungar, la Turquie aura changé sous l'effet de la négociation et l'Union sous celui de l'élargissement. Les problèmes se posent donc selon lui en des termes nouveaux. « Tout ce que nous demandons, ajoute-t-il, est que l'Union accepte de donner sa chance à la Turquie. »

C'est aussi cette chance que réclame M. Gül pour faire mentir, dit-il, la thèse du « choc des civilisations » et pour laisser aux « mentalités » le temps d'évoluer en Turquie. Optimiste, il balaie les obstacles qui se dressent sur la route. Les différences de développement économique et social ? « Il est faux de dire que la Turquie sera un fardeau pour l'Europe, affirme-t-il, et que dire de la Bulgarie, de la Roumanie, voire de la Pologne ? » Les atteintes au droit de l'homme ? « Rien de comparable avec ce qui se

passait autrefois », répond-il, même s'il existe des « mauvaises conduites » individuelles. Il y a bien quelques faiblesses dans le système judiciaire, dit-il, mais l'indépendance de la justice interdit au gouvernement d'intervenir.

A ceux qui, en France notamment, expriment la crainte que l'entrée de la Turquie ne conduise à une dilution de l'unité européenne, il répond que cette question est d'ores et déjà posée par le prochain élargissement et qu'il appar-



« L'entrée de la Turquie changera la définition de l'Union européenne »

RECEP TAYYIP ERDOGAN

tient à l'Union d'y répondre. M. Dervis ne nie pas l'importance de la question religieuse et compare ceux qui redoutent l'importation d'un modèle de société non laïque, mais il rappelle les « fortes traditions laïques » de la Turquie et demande aux Européens de ne pas s'enfermer dans l'affirmation de leur identité. « Nous n'allons pas recréer le Moyen Âge », dit-il. « L'Europe doit faire la paix avec l'islam », conclut-il.

Le climat est donc à la conciliation. Signe des temps : la femme d'Abdullah Gül, qui avait engagé en 1998 une action auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, après avoir été empêchée de suivre des cours à l'université d'Ankara parce qu'elle portait le voile, a annoncé qu'elle renonçait à sa plainte. Elle ne veut pas, dit-elle, que les tribunaux turcs soient appelés à ouvrir une discussion sur cette question controversée.

Thomas Ferenczi

Le Conseil de l'Europe se félicite de l'ampleur des réformes réalisées

LA COMMISSION de suivi de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (PACE) a recommandé de lever, mercredi 3 mars, la procédure dont la Turquie est l'objet depuis 1996. Pointée du doigt pour ses atteintes aux droits de l'homme et son inaptitude à établir un Etat de droit, la Turquie était jusque-là régulièrement scrutée sur ses progrès dans ces domaines par les rapporteurs de cette commission.

Le dernier rapport en date salue les efforts engagés par l'équipe du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis novembre 2002. « En à peine plus de deux ans, la Turquie a réalisé plus de réformes que pendant les dix années précédentes », constate-t-il et, en conclusion, recommande à l'Assemblée, qui se

réunira en avril, de « clôturer la procédure de suivi ».

Avec cette décision, l'une des barrières sur la voie de la Turquie vers l'Union européenne est en passe d'être levée. Le candidat en 1999, ce pays a obtenu la décision de la Commission européenne (en octobre) de recommander ou non l'ouverture de négociations en vue de son adhésion. Pour le gouvernement turc, qui a fait de l'arrimage à l'Europe sa « priorité absolue », le satisfecit délivré par la PACE marque une étape importante.

Souhaitant les pas accomplis – révision constitutionnelle, abolition de la peine de mort, adoption d'un nouveau code civil, réduction du rôle de l'armée –, les rapporteurs pointent toutefois les insuffisances.

Les autorités turques sont invi-

tées à parachever la réduction du rôle des militaires sur la scène politique. Si les recommandations du Conseil national de sécurité (MGK), ce cabinet de l'ombre dominé par les généraux, ne sont plus « prioritaires » aux yeux du gouvernement, les prérogatives de l'armée restent importantes. Outre sa présence au sein du Haut

Conseil de l'éducation ou au Conseil de l'audiovisuel public, l'armée continue à bénéficier de financements extrabudgétaires qui « ne sont soumis à aucun contrôle sérieux ».

DROITS THÉORIQUES

Les rapporteurs soulignent qu'« il est pratiquement impossible de savoir quelle est la part du budget de l'Etat consacré à la défense » (entre 10 % et 20 %). « Le problème

du poids de l'armée dans la société ne se résoudra que par un changement des mentalités », estiment-ils, tout en avouant « avoir eu du mal à comprendre pourquoi l'armée jouit d'un tel capital de confiance dans le pays » malgré trois coups d'Etat réels (1960, 1971, 1980) et un « virtuel » en 1997.

Autre sujet de préoccupation, la pratique de la torture – dans les commissariats – est loin d'avoir été éradiquée, aussi les rapporteurs « exhortent la Turquie à rester vigilante ». Lanterne rouge de la « petite Asie », la reconnaissance des droits culturels de ses minorités – notamment les Kurdes, entre 12 et 15 millions d'habitants sur 67 millions au total – reste théorique, puisque l'Assemblée lui demande de la « mettre en œuvre concrètement ». Couchés sur le papier, les réformes peinent à être appli-

quées. L'accès à un avocat lors de la garde à vue n'est pas encore entré dans les mœurs à Diyarbakir, au cœur de la région kurde.

Malgré les avancées vers une plus grande liberté d'expression, les poursuites pour délit d'opinion perdurent. La section de l'Association des droits de l'homme (IHD) à

Bingöl (région kurde) fait face à près de 50 poursuites. La dernière concerne la publication, sans autorisation préalable, d'un rapport sur le respect des droits de l'homme dans la région.

Soulevé, lors de récentes visites à Ankara, par Romano Prodi, le président de la Commission, puis

par Pat Cox, le président du Parlement, le cas de quatre députés kurdes emprisonnés depuis dix ans pour leurs prises de positions (pacifiques) en faveur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre l'armée régulière de 1984 à 1999, est aussi évoqué.

Actuellement rejugés, les quatre

parlementaires ont vu ces derniers mois leurs demandes de mise en liberté provisoire systématiquement rejetées. Quatre ans après l'abandon de la lutte armée par le PKK, le temps n'est-il pas venu, comme le recommandent les rapporteurs, de « songer à la réconciliation » ?

Marie Jégo

SYRIE

Les mensonges de l'idéologie militaire

Damas s'avoue incapable d'affronter militairement Israël. Pourtant, le ton belliqueux de la Syrie persiste. Et au nom de ce "combat", le régime continue à étouffer les libertés.

AL HAYAT
Londres

Tout débat sensé sur le dossier de la défense nationale syrienne comporte trois points incontournables :

1. La Syrie n'a pas la capacité de l'emporter dans une confrontation militaire avec Israël, ni aujourd'hui ni dans un avenir envisageable.
2. Elle ne peut pas non plus abandonner les territoires occupés par Israël [le plateau du Golan].
3. En conséquence, Damas doit recouvrer ses droits par d'autres moyens que la guerre.

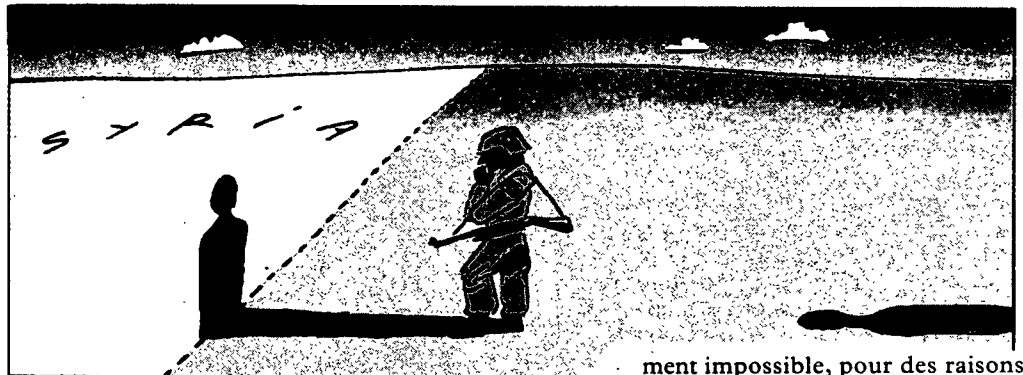
Le premier point résulte de l'engagement américain à assurer la supériorité militaire israélienne sur l'ensemble du camp arabe, au plan qualitatif ; non moins important, le fait qu'Israël possède des armes nucléaires à même de détruire toutes les capitales arabes et de faire des millions de victimes. La perception de cette inégalité militaire est telle qu'elle a récemment été reconnue publiquement par des officiels syriens.

Le deuxième point est une évidence qui n'a guère besoin d'être prouvée, tant elle découle de notre existence même, en tant que communauté nationale. Aucune politique, si pragmatique qu'elle soit, ne saurait renoncer à la revendication sur le Golan. Paradoxe : le premier point découle d'une observation

rationnelle visant à séparer le militaire de l'idéologique, et voici la dimension idéologique du nationalisme qui rentre par la fenêtre.

Ce qui nous mène donc au troisième point : nous devons nous tourner vers d'autres modes de confrontation avec l'occupant israélien. Mais quels sont ces autres modes de confrontation ?

Peut-être faudrait-il d'abord exhiber publiquement la dimension militaire de notre confrontation avec Israël, sachant que cet Etat a une



▲ Dessin paru dans The New Yorker, Etas-Unis.

■ **Pour rassurer**
Pourquoi la Syrie
demeure-t-elle
au Liban ?
se demande
malleusement
An Nahar. Est-ce
pour des raisons
idéologiques,
économiques,
voire stratégiques ?
Le quotidien libanais
opte pour les raisons
psychologiques :
à l'heure où Damas
se sent abandonné
par tous, seule
la servilité rassurante
des leaders libanais
continue à lui montrer
que rien ne change.

supériorité absolue en ce domaine. A force de vociférer, nous finissons par ressembler à un gringalet exténué qui s'entêterait à vouloir monter sur le ring pour défier un champion. La guerre est le plus sûr chemin vers la défaite en l'état actuel des choses. Mais, plus profondément, ce n'est pas simplement l'idéologie militaire mais la logique même de confrontation qu'il faudrait exhiber.

C'est avec nous-mêmes que nous devrions nous confronter. Vaste chantier, qui exigerait des changements radicaux sur le plan de la politique et des idées. Cela demanderait assurément des changements de régime et de nouvelles perceptions, aussi bien géographiques que culturelles.

Si nous ne cherchons pas à prendre part à cette vaste opération entreprise par les Américains [de démocratisation forcée du Moyen-Orient], elle se déroulera malgré nous et à nos frais. Car le nationalisme arabe est lié à plusieurs causes : la confrontation avec Israël, la cause palestinienne ou l'aspiration à l'unité arabe. Il n'est donc pas étonnant que la critique du nationalisme arabe ou son refus placent ses auteurs dans un courant de pensée favorable à l'Etat hébreu, pro-américain ou opposé à l'union arabe.

Cela fait quarante ans que notre système politico-social est axé sur la guerre contre Israël. Le débat national, en tant qu'institution, a été supprimé au nom de l'imminence de la confrontation militaire. Maintenant que la guerre est officielle-

ment impossible, pour des raisons convaincantes pour tous, cette impossibilité impose un réexamen radical de notre système politique. Notre pacte national était guerrier par essence (abandonnons notre droit à la différence pour que réussisse la mobilisation contre Israël), il ne peut qu'être rendu caduc par l'impossibilité de la guerre. Et, si ce pacte devenu caduc n'était pas remplacé par un nouveau pacte national garantissant le droit à la différence, alors, c'est tout notre système qui deviendrait caduc.

L'idéologie officielle syrienne, toute militaire, est en crise. Elle ne nous fournit pas les outils nécessaires pour concevoir une politique de défense raisonnable et, en même temps, elle ne cesse de nourrir l'opinion publique de positions belliqueuses. Toute cette agitation démagogique, cette obsession de la confrontation avec l'ennemi, de l'état de guerre permanente, assure au pouvoir un certain degré de mobilisation sociale autour de lui ou, plus exactement, rend la dissension coûteuse et facile à réprimer. Mais l'essence même de la crise de l'idéologie officielle est qu'elle ne peut fonctionner qu'en se forçant à ignorer la réalité, celle de la guerre imposible.

Yassine al-Hajj Saleh

Courrier
INTERNATIONAL

DU 4 AU 10 MARS 2004

Iraq

Islam's internal war

And they call it "resistance"



WHAT sort of people are willing in the name of God to slaughter some 200 co-religionists during a sacred religious festival? The same sort who were happy to fly hijacked airliners brimming with passengers into the World Trade Centre in September 2001. Since the American-led invasion nearly a year ago, much of the violence in Iraq has been dignified as "resistance". Some of it can indeed be explained by the outrage any proud person might feel when a foreign army occupies his land. But not all of it. This week's mass murders in Baghdad and Karbala are a manifestation of something else: not a Muslim war against America but a war within Islam. And although America has been drawn into this conflict, it is not the Americans who have most at stake. This, above all, is a war that will determine the future of the Arabs.

Many people take the view that the West should never have let itself be sucked into this war, least of all by invading and occupying a large Arab country such as Iraq. Others say that September 11th left no choice. Either way, that controversy is about the past, not about what ought to happen next. They may differ on the mechanism, but it is taken for granted by most people in the West that the right course now is to allow Iraqis to elect a government of their own choosing. In the Middle East, by contrast, the controversy is only just beginning. Almost all the Arabs (except of course the Iraqis) were united against the idea of America removing Saddam Hussein by force. But Arabs are far from united about what should happen next. In both Iraq itself and also the wider Middle East, the idea of democracy still has all too many enemies.

Democracy's usual enemies

Inside Iraq, the most effective of those enemies appear to be Islamist radicals who take their inspiration from Osama bin Laden. They believe that democracy, which entails the rule of man by man, is a negation of Islam's insistence on man's obedience to God alone. In an intercepted letter to al-Qaeda, Abu Musab al-Zarqawi, one of the main foreign *ihadis* in Iraq and America's prime suspect, speaks of the danger of Iraq's Shia majority coming to see democracy as a neat way to gain the upper hand. This prospect has made it easier for the *ihadis* to make common cause with members of the former Sunni-

dominated regime who, even if they are secular, have obvious reasons of their own to oppose a Shia ascendancy. Both groups are able to exploit the widespread anti-Shia prejudice of Sunni Muslims, who form the majority in most Arab countries and in Islam as a whole. A few hours after this week's attacks in Iraq, more than 40 members of Pakistan's Shia minority were murdered in a similar attack in Quetta.

Democracy's enemies in the wider Middle East are less forthcoming than the *ihadis* about their true feelings. Arab regimes have claimed for years to be edging at their own stately

pace towards democratic reform. But no reform that they have planned or implemented is as ambitious as the democracy America says it intends to install in Iraq, and which George Bush has held up as a future model for the region.

Arab rulers pay lip service to democracy in the abstract, either to keep in with the Americans or to placate their own people's demand for it. But, unelected and often unpopular, they would not be human if they did not feel a certain ambivalence about whether they really wish the experiment in Iraq to succeed. They have reacted with a prickly not-invented-here indignation to some anodyne pro-democracy sentiments in a document America is calling its "Greater Middle East Initiative". This ambivalence is all the stronger given the emergence of the Iraqi Shias as America's main potential partners in the project. Saudi Arabia's Shias are a potentially volatile minority living in some of its most oil-rich regions: little wonder that the twin notions of federalism and democracy being talked about in Iraq have long been anathema to the House of Saud.

And its surprising new friends

And yet, in spite of everything, the American experiment in Iraq might yet succeed. For the very week that saw the slaughter of the Shias during their *Ashoura* commemoration began with a rare breakthrough on the political front. The timetable for the promised elections is still in disarray, the meaning of the "transfer of sovereignty" pencilled in for July 1st is still in doubt, but the main Shia, Sunni and Kurdish power-brokers on Iraq's Governing Council do appear at last to have negotiated a "basic law" that will serve as an interim constitution until a permanent one can be drafted by an elected body. The details were not expected to be published until March 5th, but two of the most vexed issues facing post-Saddam Iraq—the role of Islam, and relations between the centre and the provinces—do seem to have been hammered out. Islam is to be "a"

but not "the" source of law; and the Kurds, who might otherwise have split away, are to be offered a large portion of autonomy in their own provinces under a federal constitution.

This agreement may not hold against the onslaught of all the groups who have an interest in undermining it. One of the great disappointments of the past year has been the lethal potency of the "resistance" in Iraq and the limited ability of the coalition armies to protect their own soldiers, let alone provide security for the population as a whole. The *ihadis* and their allies might yet succeed in destroying the American project by provoking a Shia-Sunni war and rendering the country ungovernable. Nonetheless, the early signs this week were

that the discipline of the Shias would hold. The Shias are far from being natural allies of America; ordinary Shias vented their rage at America for letting this week's killing happen. But, as an oppressed majority in Iraq, they have been quick to see the potential of the democratic idea to give them the long-denied power to which their numbers entitle them.

Will Shia empowerment spread foreboding in the wider Muslim world? After this terrible week, it would be foolish to deny the dangers that can arise from this ancient schism. But the main choice for Muslims at present is not between the Shia way and the Sunni way. It is between the democratic way and the autocratic way. That, now, is what is at stake in Iraq. ■

Iraq constitution is put on hold

By Dexter Filkins

BAGHDAD: Shiite leaders refused to sign Iraq's temporary constitution on Friday evening, saying that they were backing out of an agreement struck earlier this week unless changes were made that would strengthen Shiite power.

The deadlock arose following a meeting between Shiite members of Iraq's Governing Council and Ayatollah Ali al-Sistani, the country's most powerful religious leader.

"We have some concerns about some of the articles in the constitution," said Hamid al Bayati, a leader of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, one of the leading Shiite political parties. "The issues arose following meetings with Sistani."

Iraqi leaders said the Shiites wanted to strike a provision that would allow a minority of the country's voters to block the implementation of a permanent constitution, which is to be written next year. And the Shiites are holding out for an expansion of the Iraqi presidency, which, by most accounts, will likely turn out to be held by a Shiite.

The delay represented a major embarrassment for American officials here, who had guided the negotiations on the constitution and helped break numerous deadlocks. L. Paul Bremer 3rd, the chief American administrator in Iraq, was supposed to appear at the ceremony and the sign the completed constitution.

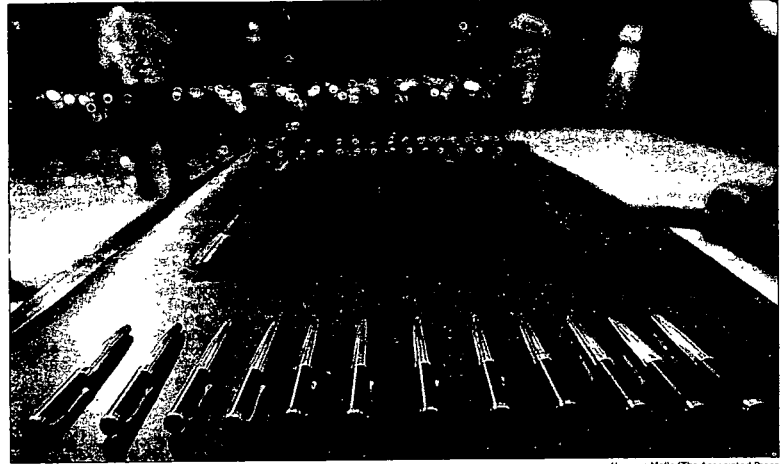
Leaders representing the country's Kurdish and Sunni Arab minorities denounced the last-minute demands as a Shiite grab for power. The minority provisions were meant to reassure the Kurds and the Sunnis, who are fearful of an overweening Shiite majority.

"The Shiites are trying to ensure that what the majority wants, the majority gets," said Shirwan Talib, an official with the Kurdish Democratic Party.

Said one official involved in the negotiations: "The Kurds are fit to be tied."

Instead of gathering Friday for an elaborate signing ceremony, the 25 Iraqi leaders retired their offices to try to work out their differences.

The delay demonstrated anew the political power of Sistani, the country's most powerful religious leader. Despite repeated avowals to remain above the push-and-pull of politics and to keep Islam separate from the state, he has re-



Hussein Malla/The Associated Press

Last-minute demands by Shiite leaders led Friday to a delay in the signing of Iraq's temporary constitution.

peatedly shown his willingness to involve himself in political debates.

But while his previous interventions have concerned broad issues that affected the overall direction of the country, this is the first instance in which the ayatollah has interceded directly on behalf of the Shiite majority.

The temporary constitution, which is to serve as the framework for the Iraqi state until nationwide elections can be held this year or next, was supposed to have been signed two days ago. But the signing was delayed following the terrorist attacks Tuesday that killed more than 180 people.

Iraqi and American officials had overcome several obstacles, including ones dealing with the role of Islam, the role of women and self-rule by the Kurds, to reach agreement on the document. Taken as a whole, the constitution is one of the most progressive documents in the region, with freedom of speech, assembly, press and religion guaranteed. The temporary constitution regards Islam as a source of legislation but not as the foundation for the constitution. And the document aims to ensure that women take at least 25 percent of the seats in the National Assembly.

Those provisions, hammered out in all-night bargaining sessions last week, are not in dispute, Iraqi and American officials said. They say there is still agreement on 98 percent of what is in the constitution.

The Shiites say they want to get rid of a provision that would allow a minority

of Iraqi voters to reject a permanent constitution. According to the document, the permanent constitution will go before Iraqis in a nationwide referendum. If a majority of Iraqis approve it, it will become permanent, unless two-thirds of the voters in three Iraqi provinces reject it. In that case, the constitution would go down in defeat.

The Shiite leaders are also seeking an expansion of the powers of the presidency. Under the proposed constitution, the national assembly would choose a president and two deputy presidents, who would choose a prime minister by an unanimous vote.

Shiite leaders said they want to either increase the number of presidents and deputies to five, or to expand the powers of the single presidency.

While the five Shiite leaders had succeeded in blocking the signing of the constitution, it was unclear if they could persuade enough of their colleagues to go along with the changes. Shiites make up 13 of the 25 members of the governing council.

Not all of those Shiites were willing to go along. "This is a disgrace," said Raja Kuzai, a Shiite member of the Governing Council. "This agreement was finished."

The New York Times

Herald INTERNATIONAL Tribune

March 6-7, 2004

In Turkey, a pro-EU consensus

By Thomas Fuller

7 out of 10 favor joining the Union

ANKARA: At a time of relative gloom and uncertainty for the European Union, some of its most enthusiastic supporters live here in Asia.

In Western Europe, a creeping note of worry has accompanied the imminent expansion of the Union to 25 members. But here in Turkey, politicians say there has never been broader political consensus on the drive toward EU membership.

Joining is seen as a way to cement Turkey's secularism and raise incomes, which now stand at about one-quarter the average level of the Union.

In opinion polls, nearly 70 percent of Turks say they want to join the EU, a number whose corollary is the government's methodical passage of reform packages required for EU membership.

The government begins every weekly cabinet meeting with an hour-long discussion on the implementation of EU-related laws, according to Murat Sungar, secretary general of a special government department that coordinates Turkey's drive for membership.

Since 2001, Turkey has rewritten more than one-fifth of its constitution. It abolished the death penalty except for times of war, repealed laws that barred the Kurdish minority from assembling or publishing in their language, and passed a law that prevents

the press from being forced to reveal sources, among many other changes.

Reforms scheduled for April will remove the military, seen in Turkey as secularism's guardian, from civilian posts such as the national educational council. Such a change would until recently have been considered taboo.

Remarkably, even among supporters of the sole opposition party in Parliament, the left-leaning Republican People's Party, 85 percent want Turkey to join the EU, according to Kemal Dervis, the deputy head of the party.

The momentum is leading up to the climactic day of Turkey's aspirations: a December summit meeting in Brussels where European leaders will decide whether to allow the country to begin formal negotiations for entry.

A "yes" decision will require unanimous approval by the EU's 25 countries and would be followed by about a decade of detailed negotiations.

EU leaders must contemplate a future where its second-biggest member is a predominantly Muslim nation of 70 million people — and growing fast.

If Europe dashes Turkey's hopes, then the reform process here and the relative harmony between a governing Muslim party and the traditionally secular and powerful military establishment could end.

When asked about the prospect of failure, Turkey's leaders say there will be great disappointment and a belief that Europe treats Turkey differently because of its Muslim nature.

"All the Muslim world will once more think that, yes, there is a double standard, that there will always be a clash of civilizations," Foreign Minister Abdullah Gul said in an interview.

Recep Tayyip Erdogan, the prime minister, said in an interview with Europe-based journalists that Turks

'Turkey is on the right path. Turkey can always count on Germany for support.'

— Gerhard Schröder
Chancellor of Germany

"would really have a heartache" if given a negative response.

Turkish politicians believe that the current political constellation in Europe favors a "yes" decision.

But they are not leaving it to chance. The government recently convened its ambassadors posted in EU countries to discuss lobbying efforts. Turkey may also call on the United States, a long-time and overt supporter of membership, to trumpet the cause.

EU leaders have been making positive noises recently. "Turkey is on the right path," Chancellor Gerhard Schröder said during a visit in February. "Turkey can always count on Germany for support."

Visiting Ankara on Wednesday, Jack Straw, the British foreign secretary,

praised Turkey for its "positive approach" on the reunification of Cyprus. "We look forward to a positive decision," he said, referring to the EU summit talks in December.

In the past, Turks and others suspected that what European leaders said publicly to encourage Turkey was different what they actually felt.

Today, the enthusiasm seems more anchored in actual support, EU politicians say.

Turkey's longstanding enemy, Greece, has become a cheerleader for Turkish membership.

Ties started to thaw between the two through a pair of remarkable and cooperative foreign ministers and the "seismic diplomacy" behind each country's assistance to the other after deadly earthquakes in 1999.

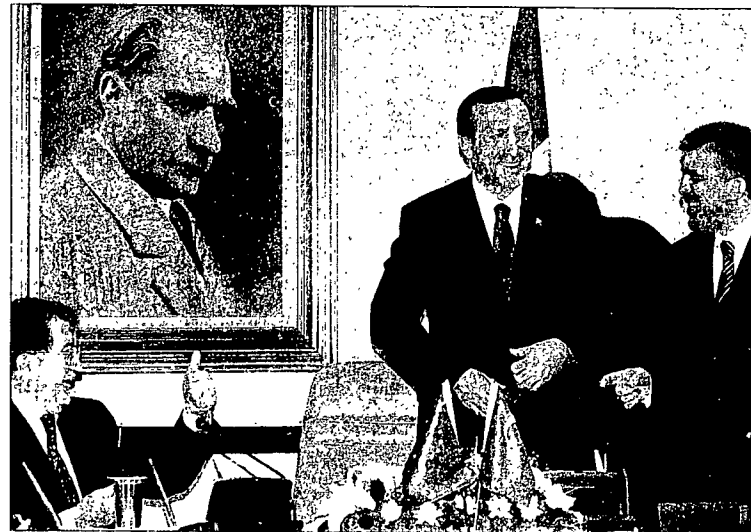
The reasons for Greece's support are complex. Yannis Papantoniou, the Greek defense minister, says it is better to have Turkey in the club than outside. Still, he notes that Greece still has concerns about human rights and the depth of democratic reform in Turkey.

"We simply believe that if and when it joins the European Union it will be obliged to observe these rules and values," he said. "This will by itself resolve most of our problems."

Still, Papantoniou said he believed the recent expressions of support around Europe for Turkish membership were genuine.

"I'm not quite sure about the end of this game, whether the Europeans really believe that at some point Turkey will in fact become a member," Papantoniou said in an interview. "But I think they are sincere that they want to help Turkey enter into the road leading up to eventual membership."

Greece is using the prospect of membership as a lever to solve a territorial dispute with Turkey in the Aegean Sea



Romano Prodi, president of the European Commission, left, with Recep Tayyip Erdogan, center, and Abdullah Gul in Ankara.

and as a way to bring about the reunification of Cyprus.

Both those issues are prerequisites to Greek support in December, Papantoniou said.

Ultimately the decision on Turkish admittance would be taken by a future generation of politicians, he added.

The negotiation process involves absorption by Turkey of the EU's 80,000 pages of laws.

Commentators who oppose Turkey's admission have argued that it would draw massive subsidies from the EU, that it is simply too big to swallow and that as an Asian country it has no place in a European Union. But Halefoglu is confident: "If we get the big fish the others will follow."

There is an emerging consensus, here and in Brussels, among diplomats and politicians, that Germany, Britain, Italy and Spain are among the EU heavyweights likely to favor offering negoti-

ations. The position of France, where support for EU enlargement has been cooler, is less certain.

With a need for unanimity, a "yes" is far from certain. The collapse of the EU's constitutional talks in December was mainly caused by the steadfast opposition of Poland and Spain to the draft document, a demonstration of how a small minority can block a big decision.

The admission of Turkey — a huge, existential question for the EU — is also likely to be more widely debated in public as December approaches.

Ultimately Turkey will be judged by what is known in EU jargon as the Copenhagen criteria, a short and relatively basic set of principles established by the EU in 1993.

There are political criteria: "stability of institutions guaranteeing democracy, the rule of law, human rights and respect for and protection of minorities."

And economic criteria: "the existence of a functioning market economy as well as the capacity to cope with competitive pressure and market forces within the Union."

A country must also be able to "take on the obligations of membership including adherence to the aims of political, economic and monetary union."

Sungar, the secretary general of Turkey's EU coordination office, says one problem for the government is that the political criteria "cannot be calculated" and are therefore open to interpretation.

The European Commission, the EU's executive, is responsible for judging whether the criteria have been fulfilled. The commission will issue a report in October that will form the basis for talks at the December summit meeting.

International Herald Tribune

Looking back, Blair defends Iraq war

Even now, he says, 'this is not a time to err on the side of caution'

By Patrick E. Tyler

LONDON: Prime Minister Tony Blair argued Friday that the possibility that Islamic extremists will collaborate with states that possess unconventional weapons to carry out acts of terror justifies an aggressive new standard in international law for breaching the sovereignty of nations.

In a spirited defense of Britain's decision to go to war, Blair said the United States and Britain were right in acting alone to invade Iraq last year because the Sept. 11 attacks demonstrated a new and "mortal danger" to the West and, therefore, "this is not a time to err on the side of caution; not a time to weigh the risks to an infinite balance; not a time for cynicism of the worldly wise who favor playing it long."

However, he laid down no specific standard of evidence or intelligence finding for establishing the threshold level of threat that would justify military intervention by the international community or by other states.

The standard for the decision made by President George W. Bush and Blair to invade Iraq has come under scrutiny as weapons inspectors have failed to find unconventional weapons that senior officials in both governments asserted were present.

Looking back over the past year, Blair implied that it would have been better to act against Iraq through the United Nations, and he called for unspecified reforms of the Security Council so that it could more actively "spread the values of freedom" in the world and at the

same time "wage war relentlessly on those who would exploit racial and religious division to bring catastrophe to the world."

Speaking to his Sedgefield constituents in northern England, Blair talked more extensively than ever about other possible scenarios.

He said Britain pressed so hard for a second Security Council resolution specifically authorizing the war in the hope that Saddam Hussein might be toppled without resorting to combat.

"My view was and is that if the UN had come together and delivered a tough ultimatum to Saddam, listing clearly what he had to do, benchmarking it, he may have folded and events set in train that might just and eventually have led to his departure from power," he said.

Blair's speech appeared to be another attempt to respond to unceasing criticism of the war in Parliament and the news media. The prime minister would like to move the country beyond Iraq to a domestic agenda of education, tax and transport reforms. This continues to prove difficult.

A report in January by a senior judge, Brian Hutton, vindicated Blair and his government of charges that they had exaggerated intelligence on the danger from Iraq's weapons programs. But the victory, along with Hutton's criticism of the BBC's reporting, ignited resentment and calls for further investigations.

On Friday, the Independent newspaper carried a front page interview with Hans Blix, the former Swedish foreign minister and chief weapons inspector in 2003, asserting that Bush and Blair

acted illegally by not securing a specific Security Council mandate to invade Iraq. Though Blair wanted to talk about the broader war against terrorism Friday, he also acknowledged that his critics might be right.

"Here is the crux," he said. "It is possible that even with all of this, nothing would have happened" if there had been no war. "Possible that Saddam would change his ambitions; possible he would develop" an unconventional weapon "but never use it; possible that the terrorists would never get their hands on" unconventional weapons in Iraq or elsewhere. "We cannot be certain," he said, adding, "but do we want to take the risk?"

The New York Times

Herald INTERNATIONAL Tribune

March 6-7, 2004

The New York Times MARCH 7, 2004

Turks Breach Wall of Silence on Deaths of Armenians in World War I

By **BELINDA COOPER**

MINNEAPOLIS — Taner Akcam doesn't seem like either a hero or a traitor, though he's been called both. A slight, soft-spoken man who chooses his words with care, Mr. Akcam, a Turkish sociologist and historian currently teaching at the University of Minnesota, writes about events that happened nearly a century ago in an empire that no longer exists: the mass killings of Armenians in the Ottoman Empire during World War I. But in a world where history and identity are closely intertwined, where the past infects today's politics, his work, along with that of like-minded Turkish scholars,

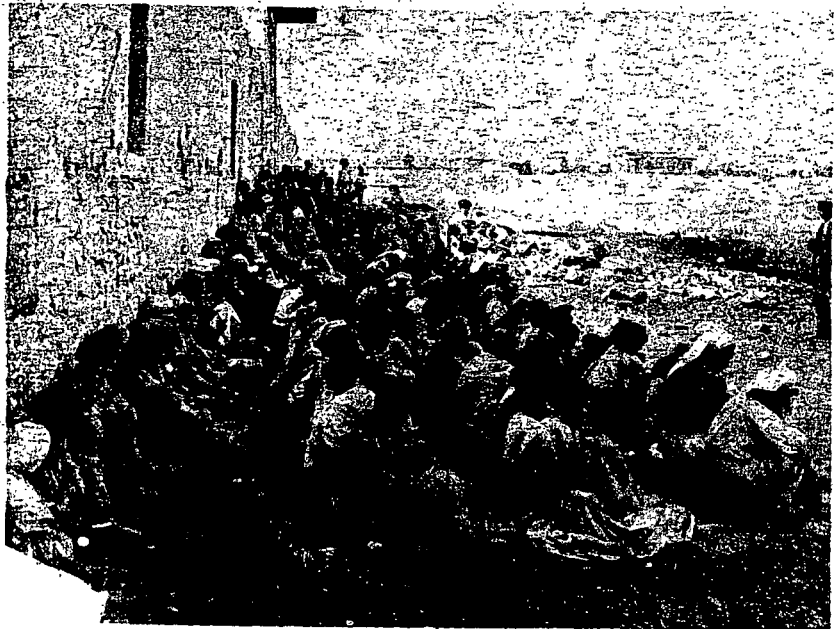
is breaking new ground.

Mr. Akcam, 50, is one of a handful of scholars who are challenging their homeland's insistent declarations that the organized slaughter of Armenians did not occur; and he is the first Turkish specialist to use the word "genocide" publicly in this context.

That is a radical step when one considers that Turkey has threatened to sever relations with countries over this single word. In 2000, for example, Ankara derailed an American congressional resolution calling the 1915 killings "genocide" by threatening to cut access to

military bases in the country. "We accept that tragic events occurred at the time involving all the subjects of the Ottoman Empire," said Tuluy Tanc, minister counselor at the Turkish Embassy in Washington, "but it is the firm Turkish belief that there was no genocide but self-defense of the Ottoman Empire."

Scholars like Mr. Akcam call this a misrepresentation that must be confronted. "We have to deal with history, like the Germans after the war," said Fikret Adanir, a Turkish historian who has lived in Germany for many years. "It's important for the



Above, fleeing Armenians gather near Maras, Turkey, in 1920. Below, the historian Taner Akcam at home in Minneapolis.

health of the democracy, for civil society."

Most scholars outside Turkey agree that the killings are among the first 20th-century instances of "genocide," defined under the 1948 Genocide Convention as acts "committed with intent to destroy, in whole or in part, a national, ethnical, racial or religious group."

During World War I the government of the disintegrating Ottoman Empire, fearing Armenian nationalist activity, organized mass deportations of Armenians from its eastern territories.

In what some consider the model for the Holocaust, men, women and children were sent into the desert to starve, herded into barns and churches that were set afire, tortured to death or drowned. The numbers who died are disputed: the Armenians give a figure of 1.5 million, the Turks several hundred thousand.

In the official Turkish story the Armenians were casualties of civil conflict they instigated by allying themselves with Russian forces working to break up the Ottoman Empire. In any case atrocities were documented in contemporary press reports, survivor testimony and dispatches by European diplomats, mis-

sionaries and military officers. Abortive trials of Ottoman leaders after World War I left an extensive record and some confessions of responsibility.

A legal analysis commissioned last year by the International Center for Transitional Justice in New York concluded that sufficient evidence existed to term the killings a "genocide" under international law.

Yet unlike Germany in the decades since the Holocaust, Turkey has consistently denied that the killings were intended or that the government at the time had any moral or legal responsibility. In the years since its founding in 1923 the Turkish Republic has drawn what the Turkish historian Halil Berktaç calls a "curtain of silence" around this history at home and used its influence as a cold war ally to pressure foreign governments to suppress opposing views.

Mr. Akcam is among the most outspoken of the Turkish scholars who have defied this silence. A student leader of the leftist opposition to Turkey's repressive government in the 1970's, Mr. Akcam spent a year in prison for "spreading communist propaganda" before escaping to Germany. There, influenced in part by Germany's continuing struggle to understand its history, he began to



confront his own country's past. While researching the post-World War I trials of Turkish leaders, he began working with Vahagn Dadian, a pre-eminent Armenian historian of the killings. Their unlikely friendship became the subject of a 1997 Dutch film, "The Wall of Silence."

Turks fear to acknowledge the crimes of the past, Mr. Akcam says, because admitting that the founders of modern Turkey, revered today as heroes, were complicit in evil calls into question the country's very legitimacy. "If you start questioning, you have to question the foundations of the republic," he said, speaking intensely over glasses of Turkish tea

Historians insist that their nation must come to grips with its history.

in the book-lined living room of his Minneapolis home, as his 12-year-old daughter worked on her homework in the next room. In a study nearby transcriptions of Turkish newspapers from the 1920's were neatly piled.

He and others like him insist that coming to terms with the past serves Turkey's best interests. Their view echoes the experience of countries in Latin America, Eastern Europe and Africa that have struggled with similar questions as they emerge from periods of repressive rule or violent conflict. Reflecting a widespread belief that nations can ensure a democratic future only through acknowledging past wrongs, these countries have opened archives, held trials and created truth commissions.

Mr. Akcam says some headway is being made, particularly since the election of a moderate government in 2002 and continuing Turkish efforts to join the European Union. After all, he says, in the past dissent

could mean imprisonment or even death. "With the Armenian genocide issue, no one is going to kill you," he said. "The restrictions are in our minds."

Mr. Akcam is convinced the state's resistance to historical dialogue is "not the position of the majority of people in Turkey," he said. He cites a recent survey conducted by scholars that appeared in a Turkish newspaper showing that 61 percent of Turks believe it is time for public discussion of what the survey called the "accusations of genocide."

Ronald Grigor Suny, an Armenian-American professor of political science at the University of Chicago,



Project SAVE

Armenians in the Ottoman Empire being marched to a prison in 1915.

was invited to lecture at a Turkish university in 1998. "My mother said, 'Don't go, you can't trust these people,'" he remembered. "I was worried there might be danger." Instead, to his surprise, though he openly called the killings of Armenians "genocide," he encountered more curiosity than hostility.

Still, Mr. Akcam's views and those of like-minded scholars remain anathema to the nationalist forces that still exercise influence in Turkey. Threats by a nationalist organization recently prevented the showing there of "Ararat," by the Canadian-Armenian filmmaker Atom Egoyan, a movie that examines ways in which the Armenian diaspora deals with its history.

Mr. Akcam's own attempt to resettle in Turkey in the 1990's failed when several universities, fearing government harassment, refused to hire him. And when Mr. Berktaý disputed the official version of the Armenian killings in a 2000 interview with a mainstream Turkish newspaper, he became the target of a hate-mail campaign. Even so, he says, the

mail was far outweighed by supportive messages from Turks at home and abroad. "They congratulated me for daring to speak up," he recalled.

Scholarly discussion can also turn into a minefield among the large numbers of Armenians in the United States and Europe. Attempts to discuss the killings in a wider context raise suspicions. "Many people in the diaspora feel that if you try to understand why the Turks did it," Mr. Suny explained, "you have justified or legitimized it in some way."

Like their Turkish colleagues, a younger generation of Armenian ac-

ademics in the United States and elsewhere has grown frustrated with the intellectual impasse. In 2000 Mr. Suny and Fatma Muge Gocek, a Turkish-born sociology professor at the University of Michigan, organized a conference that they hoped would move scholarship beyond what Mr. Suny called "the sterile debates on whether there was a genocide or not." Despite some disagreements between Turkish and Armenian participants, the group they brought together has continued to meet and grow.

Mr. Akcam had been building bridges even before that meeting. At a genocide conference in Armenia in 1995, he met Greg Sarkissian, the founder of the Zoryan Institute in Toronto, a research center devoted to Armenian history. In what both describe as an emotional encounter, the two lighted candles together in an Armenian church for Mr. Sarkissian's murdered relatives and for Haji Halil, a Turkish man who rescued Mr. Sarkissian's grandmother and her children.

Mr. Akcam and Mr. Sarkissian say Halil, the "righteous Turk," symbolizes the possibility of a more constructive relationship between the two peoples. But like most Armenians, Mr. Sarkissian says Turkey must acknowledge historical responsibility before reconciliation is possible. "If they do," he said, "it will start the healing process, and then Armenians won't talk about genocide anymore. We will talk about Haji Halil."

Russians aided Iraqi missile program, U.S. says

By James Risén

WASHINGTON: A group of Russian engineers secretly aided Saddam Hussein's long-range ballistic missile program, providing technical assistance for prohibited Iraqi weapons projects even in the years just before the war that ousted Saddam, U.S. officials say.

Iraqis involved in the missile work told U.S. investigators that the technicians had not been working for the Russian government but for a private company. But any such work on Iraq's banned missiles would have violated UN sanctions, even as the Security Council sought to enforce them.

Though Iraq ultimately failed to develop long-range ballistic missiles and though even its permitted short-range missile projects were fraught with problems, its long-range missile program is now seen as the main prohibited weapons effort that Iraq continued until the war was imminent.

After the first Gulf war in 1991, Iraq was allowed to keep only crude missiles that could travel up to 150 kilometers, or about 90 miles. But the Russian engineers were assisting Baghdad's secret efforts illegally to develop longer-range missiles, according to the U.S. officials.

Since the invasion of Iraq last March, American investigators have discovered that the Russian engineers had worked on the Iraqi program both in Moscow and in Baghdad, and that some of them were in the Iraqi capital as recently as 2001, according to people familiar with the intelligence on the matter.

Because some of the Russian experts were said to have formerly worked for a Russian aerospace design center, which is closely associated with the state, their work for Iraq has raised questions in Washington about whether Russian officials knew of the experts' involvement in forbidden missile programs. "Did the Russians really not know what they were doing?" asked one person familiar with the U.S. intelligence reports.

A spokesman for the Russian Embassy in Washington denied any knowledge of the allegations of recent Russian technical support of Iraq's missile effort. "The U.S. has not presented any evidence of Russian involvement," said Yevgeny Khorishko, the embassy spokesman.

Russia and the former Soviet Union were among Iraq's main arms suppliers for decades before Iraq invaded Kuwait in 1990, leading to the first Gulf war.

The Bush administration has previously said it had uncovered evidence

that Iraq unsuccessfully sought help from North Korea for its missile program, but the administration had not disclosed the evidence that Iraq also received Russian technical support.

CIA and White House officials refused to comment on the matter. People familiar with the intelligence say they believe that the administration has been reluctant to reveal what it knows about Moscow's involvement in order to avoid harming relations with President Vladimir Putin. "They are hypercautious about confronting Putin on this," said an intelligence source.

In public testimony last week about

**It is believed that
Russians were helping
Baghdad develop its
longer-range missiles.**

the threats facing the United States, George Tenet, the director of central intelligence, restated Washington's concerns about Russia's controls over its missile and weapons technology, without mentioning the evidence of missile support for the Saddam government.

"We remain alert to the vulnerability of Russian WMD materials and technology to theft or diversion," he said. "We are also concerned by the continued eagerness of Russia's cash-strapped defense, biotechnology, chemical, aerospace and nuclear industries to raise funds via exports and transfers — which makes Russian expertise an attractive target for countries and groups seeking WMD and missile-related assistance."

The Iraq Survey Group, the U.S. team that has hunted for evidence of banned weapons, also found indications that Baghdad had received assistance from sources in Belarus, Serbia and Ukraine, according to U.S. officials.

In an interim report on the progress of the Iraq Survey Group released in October, David Kay, then the CIA's chief weapons hunter, reported that his group had found "a large volume of material and testimony by cooperating Iraq officials on Iraq's effort to illicitly procure parts and foreign assistance for its missile program." It listed several examples of assistance from foreign countries, but apart from North Korea, no other countries were identified.

American teams have still not found conclusive evidence that Iraq had any

chemical, biological or nuclear weapons, raising doubts about one of the U.S.'s main reasons for the war. Since resigning his post in January, Kay has said he believes that Iraq largely abandoned the production of banned weapons after the first Gulf war and that it destroyed its remaining stockpiles in the '90s.

But Kay has said the evidence shows that Iraq tried to upgrade its ballistic missiles. In interviews with Iraqi scientists, examination of documents and other sources, the survey group determined that Iraq was actively seeking ways to upgrade its crude missile abilities to try to build a rocket fleet that could become a regional threat capable of reaching U.S. forces in neighboring countries.

U.S. officials say that the UN restrictions that allowed Iraq to keep missiles with ranges of up to 150 kilometers had an unintended effect. From the Iraqi perspective, it meant that it was still legal for Baghdad to continue some missile development activities. Iraq took advantage of the loophole permitting short-range missiles to seek foreign advice on technical matters, with the goal of developing vehicles with greater range and accuracy than its previous missiles, according to officials familiar with the intelligence.

In his October report, Kay said Iraqi detainees and other sources had told U.S. investigators that, beginning in 2000, Saddam approved efforts to develop ballistic missiles with ranges from 400 to 1,000 kilometers.

Still, the evidence gathered by the survey group suggests that Iraq's missile development efforts were poorly organized and ultimately unsuccessful.

"They had too many scattered programs, and so they didn't focus their efforts on any one missile," said one person familiar with the intelligence on the matter.

The New York Times

Herald INTERNATIONAL Tribune

March 6-7, 2004

US helps Iraq prepare for war crimes trials

Suzanne Goldenberg
in Washington

A team of US legal experts left for Iraq at the weekend to help build the case for Saddam Hussein and other members of his fallen regime to be tried for war crimes.

They were the first of about 50 investigators and prosecutors from the justice department and agents from the FBI and Drug Enforcement Administration who have been assigned to the Coalition Provisional Authority in Baghdad.

The head of the authority, Paul Bremer, told CNN yesterday that the first prosecutions could begin towards the end of the summer or in early autumn, only weeks before the presidential election.

But he and other officials were anxious to describe the justice department staff as mere assistants to the Iraqi war crimes tribunals already established by the Iraqi Governing Council.

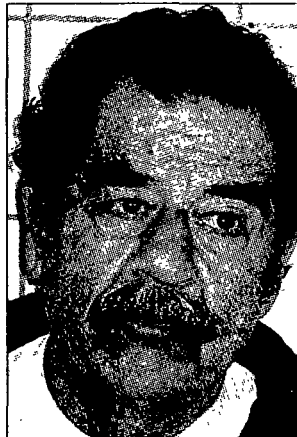
"They will be there in an advisory capacity only," a justice official said.

Mr Bremer indicated that Saddam may not be the first member of the regime to stand trial, in part because he has proved so frustrating to his interrogators. "He's not been very helpful," Mr Bremer told CNN.

Nevertheless the White House has displayed a great deal of interest in putting Saddam on trial – especially during this election year.

According to the New York Times the national security adviser, Condoleezza Rice, directed the justice department in January to send legal teams to Iraq and help stage the first war crimes trials.

Trials, and the ensuing revelations about the atrocities committed under Saddam, are seen as beneficial to President



Saddam: uncooperative

Bush as they re-affirm the wisdom of his decision to invade Iraq while shifting attention from the original premise for the invasion: that Saddam had a dangerous WMD arsenal.

But Washington does not want it to appear that it has taken over the process entirely, or that the pace of Iraqi justice will be dictated by America's election timetable.

"You know there's a certain

distortion that gets into the American political debate every four years where we begin to think that everything that happens everywhere in world is in fact predicated to our elections," Mr Bremer said.

"As a matter of fact, the Iraqis have their own timetable here. They want to try these guys as soon as possible and that's what will direct the timing, not our elections here."

The US experts will be joined by teams from Britain, Spain and Australia. They will report to a new office under the authority of Mr Bremer, called the Regime Crimes Adviser's Office.

Their first task will be to sift through thousands of documents captured during the fall of the regime last year, or flown to Iraq by human rights organisations.

It was not clear yesterday when the first charges would be brought. It was also uncertain which horrors from Saddam's reign would be investigated, although there has been previous speculation that the first trials would involve the

use of poison gas against the Kurds in 1987, or the crushing of a Shia revolt in 1991.

The Iraqi lawyer in charge of the war crimes trials told the New York Times yesterday that the first trials might not get under way until the end of the year. This would deny the Republicans any electoral credit for them.

"We need and welcome the Americans' help and role in this," said Salem Chalabi, who is a nephew of Ahmed Chalabi, the leader of the Iraqi National Congress. "No one should misunderstand," he said. "This will be an Iraqi process with decisions by Iraqis."

In the interview Mr Chalabi confronted another challenge to the prosecutors: how to avoid giving Saddam a platform from which to rally his supporters.

"We don't want the tribunal and people like Saddam to be the principal teller of the history here," Mr Chalabi was quoted as saying. "We want to bring very specific charges."

guardian.co.uk/iraq

Rockets on eve of historic signing

Michael Howard in Baghdad

Members of Iraq's governing council said they expected to sign the country's much-delayed interim constitution unaltered today after a weekend of talks with the leading Shia cleric, Ayatollah Ali Sistani.

"The news is very good; we are going to sign it [today]. We are glad the grand ayatollah understood our position," said Mowffaq Al Rubaie, an independent Shia council member.

The council president, Mohammed Bahr al-

Ulloum, said only that the council would meet today, but added: "All is well."

Gunmen fired 10 rockets at the US headquarters in Baghdad last night, aggravating fears of an attack to disrupt the signing of the constitution, but there were no casualties.

A signing ceremony set for last Friday was postponed at the eleventh hour after it emerged that Ayatollah Sistani had objected to clauses in the document, which the council had unanimously passed earlier in the week.

Five out of 13 Shia members refused to sign – angering the remaining Shia, Sunni Arabs and Kurds on the 25-member council.

The interim constitution lays the basis for a return to sovereignty on June 30 and for elections and a permanent constitution by the end of 2005.

Ayatollah Sistani apparently objected to a clause in the interim document that would have given the right to three Kurdish autonomous northern provinces to reject a permanent constitution.

March 8, 2004

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Iraq war looks like a dud in Spain vote

By John Vinocur

MADRID: In the Socialist Party's keynote television campaign commercial, a young woman leads a parade of dissatisfied Spaniards, accompanied by decent-folks-on-the-march background music, to a translucent ballot box.

One by one, they write their voting concerns on blank sheets of paper. The first stuffed in the box says, "No to War." A ballot colored like the blue and gold European flag gets pushed in next.

Little room to guess about the message. The Socialists have believed they can tap a deep well of support in next Sunday's national elections by focusing both on the governing conservative Popular Party's backing the U.S. invasion of Iraq and its forging a new Spanish foreign policy discarding — and even mocking — the country's old subordinate, sometimes submissive relationship to France and Germany.

But the evidence so far says the Socialists are finding far less traction than they had hoped with the accusation that the Spain of Prime Minister José María Aznar sold itself out to the Americans and became isolated within Europe in the process.

The most obvious indicator is that Aznar's former deputy and designated successor, Mariano Rajoy, is running comfortably ahead in the polls, regardless of the 1,300 Spanish troops now in Iraq. His lead is such that virtually all of Spain's political calculations turn less on who will win than whether the conservatives will be able to govern alone or need a few votes in help from a small regional party.

While Spaniards demonstrated massively against the war, Spain's mind-set now seems elsewhere, having taken on board a more assertive, self-interested Spanish role in international affairs. According to the country's most authoritative polling organization, the Center for Sociological Investigation, voters are most concerned by jobs, and terrorism, hardly a theoretical worry in an election campaign playing out against the police seizure on Feb. 29 of suspected Basque terrorists heading for Madrid with 500 kilograms of explosives.

Some real irony enters here. José Luis Rodríguez Zapatero, the Socialist candidate, was described in a hagiographic profile by the newspaper *El País* as focusing on three basic issues. They were Spain's problems with regionalism, immigration, and terrorism. Iraq? Not mentioned in the article.

And if the Socialists led with the war in their first main TV spot, when Spain's television equivalent of the Spitting Image political satire staged a typically cruel 30-

minute mock debate between Rajoy and Zapatero (no actual confrontation is planned), the Socialist puppet didn't get around to mentioning Iraq until the 21st minute, and then only in passing.

Aznar, who is leaving office after two terms, broke in at every turn on the show, his puppet holding Rajoy folded over his arm like a ventriloquist's dummy, then popping up, still moustached but disguised as a woman, and finally wearing a peroxide blond wig à la Harpo Marx. In a famously no-holds-barred program that suggested the soon-to-be former prime minister lurked behind every bush in Spain's future, there was nothing more about Iraq.

Rajoy's tactic appears to be one of letting the Socialists go on about the war without response. After all, the method largely worked when the Popular Party easily won regional elections just after Saddam Hussein's ouster.

Instead, Rajoy's foreign policy emphasis is on the idea that as Spain has become, in his words, the world's eighth biggest economy and Latin America's biggest investor. It also transformed under Aznar into a major league international player intent on protecting Spanish national interests. Allied diplomats believe that Rajoy, who has wide experience with international terrorism as a former interior minister, will not vary greatly from his mentor's Atlanticist positions if he is elected.

How realistic an assessment this may be is an open question. Joaquín Roy, Jean Monnet professor and the director of the European Union Center of the University of Miami, in Florida, has said that "Rajoy knows very well that the future of his party and country rests on a solid relationship with Spain's European partners, and not in a distant location. He knows that Spain's reign will not stay on the Texas plains."

But the issue of how Spain can tend best to its interests linked both to the United States and Europe is a debate that has not taken place. Rather, the most aggressive Socialist shot at the Aznar-Rajoy approach has been a repetition of a charge made last year by Zapatero that their allegiance to the Americans has meant Spain's winding up on the hit-list of international terrorism.

Miguel Angel Moratinos, the Euro-

pean Union's former special representative in the Middle East, and now a Socialist parliamentary candidate, asked what Spain had gotten from its role alongside the United States and Britain, and in leading other EU countries to foil France and Germany's attempt to speak for Europe during the run-up to the war.

His own answer was: "We've gotten nothing. On the contrary. Spain is now a priority target of the Islamic fundamentalists" and has lost "respect and credibility in a very complicated world. The Spanish didn't realize this, but are starting to because it is affecting us daily in Europe, in the Arab world and in our relations with Latin America."

But the argument, made on TV two weeks ago, does not appear to have caught on in public discussion. The Socialists' platform on Iraq comes down to Zapatero saying, if he gets in, he'd pull out the Spanish contingent on June 30 — although on the not terribly likely condition that the United Nations has

taken over responsibility for the country. In fact, a senior official who works with both Aznar and Rajoy in the Moncloa executive complex believes the Socialist attempt to tie the government's good relations with the Bush administration to an alleged new element of daily danger in Spanish life may have backfired.

"We're the country, par excellence, in Europe that knows about terrorism," the official said. "There are over 1,000 dead here from our own variety. What we do is fight it. To say we should run away from terrorism is a basically immoral argument. If we think we're the target, it would be all the more reason to fight. But the premise is a lie because we are not specifically a target" of Islamic fundamentalists.

Rather than finding the war as an offensive weapon, the Socialists have been pushed into using it as shield against Rajoy's accusation that their allies include Catalan politicians who held secret talks with ETA in violation of a pact among the major parties not to negotiate with the Basque terrorists.

Zapatero countered that it is the Popular Party that hangs on to an unseemly alliance, one "with war, with Bush, and with the most reactionary American administration in recent times."

"Every day, people are talking about my alliances," he complained. Referring to the American Democratic hopeful, he said: "We're aligning ourselves with Kerry. Our alliance will be for peace, against war, no more deaths for oil, and for a dialogue between the government of Spain and the new Kerry administration."

The Democratic presidential candidate, who voted to authorize the Iraq war, has said nothing yet about finding a potential soul mate in Zapatero.

International Herald Tribune

The focus has become how much the incumbents will win by.

Iraq's Real Holy War

By Vali Nasr

The first celebration of the Muslim holiday Ashura since the fall of Baghdad has been particularly bloody for Shiites — and ominous for American foreign policy. Some 140 Iranian and Iraqi Shiite pilgrims died in suicide bombings in Baghdad and Karbala this week, and 43 Pakistani Shiites were killed in Quetta, Pakistan.

The attacks brings to light a grave problem facing America: the Shiite revival in Iraq since the fall of Saddam Hussein has reinvigorated a Sunni militancy that in turn threatens peace and stability in a broad swath of Asia from Pakistan to Lebanon.

American authorities may well be correct that the bombings were the work of the terrorist Abu Musab al-Zarqawi and Al Qaeda operatives who see sectarian violence as the means to subvert American plans for the country. However, it would be a mistake to view the anti-Shiite violence in Iraq as the work of a small group of terrorists and limited to Iraqi politics.

Anti-Shiism is embedded in the

Vali Nasr is a professor of national security affairs at the Naval Postgraduate School.

ideology of Sunni militancy that has risen to prominence across the region in the last decade. Wahhabi Sunnis, who dominate Saudi Arabia's religious affairs and export their philosophy to its neighbors, have led the charge, declaring Shiites "infidels" and hence justifying their murder. (The legacy of Wahhabi violence against Shiites dates back to at least 1801, when Wahhabi armies from the Arabian Peninsula invaded southern Iraq and desecrated the holy shrine at Karbala.)

These anti-Shiite beliefs have spread to South Asia and Afghanistan, where the Taliban government used them to justify massacres of

Shiite-Sunni violence may inflame the region.

Shiite civilians. Even with the fall of the Taliban, widespread killings of Shiites and bombings of Shiite mosques and community centers in both Afghanistan and Pakistan have continued.

Many of the Sunni militants responsible for the attacks were trained in the same camps in Afghanistan as the Qaeda fighters and the

Taliban soldiers. They fought side by side when the Taliban secured its grip on Afghanistan, notably the captures of Mazar-i-Sharif and Bamiyan in 1998, during which at least 2,000 Shiite civilians were murdered. And Ramzi Yousef, who was convicted of planning the 1993 bombing of the World Trade Center, is also a prime suspect in the bombing of the Shiite shrine of Mashad in Iran in 1994.

The point here is that the forces that are today killing Shiites in Iraq have their roots all over the region. It is a network of Arabs and non-Arabs, South Asians and Middle Easterners, Wahhabis and non-Wahhabis. And if these men succeed in starting a sectarian civil war, it will quickly spread beyond Iraq's borders.

While Shiites make up only 10 percent to 15 percent of the world's 1.3 billion Muslims, 120 million of them live in the Middle East. They are the majority populations in Azerbaijan, Bahrain, Iran and Iraq, the largest community in Lebanon, and sizable minorities in various Persian Gulf emirates, Afghanistan, Pakistan and Saudi Arabia.

The American-led invasion of Iraq has produced a Shiite cultural revival there that is shifting the balance of power between Shiites and Sunnis. Political events have further angered Sunnis outside Iraq — especially the creation of the Shiite-dominated Iraqi Governing Council and the virtual veto power over it exercised by the Shiites' religious leader, Grand Aya-

tollah Ali al-Sistani.

It is virtually unthinkable to many Sunnis that one of the most important Arab countries — the seat of the Abbasid Empire from the 8th to 13th centuries, which established Sunni supremacy and brutally suppressed Shiites — would pass from Sunni to Shiite domination. In militant Sunni circles, it is taken as proof of an American conspiracy against them and against Islam as a whole. Thus Sunni militancy is not only inherently anti-Shiite, but anti-American as well.

What the United States is facing in Iraq is not just a Qaeda operation against American control, but the vanguard of a broad movement. It is based on the premise that violence against Shiites will not only derail Iraq's transition to democracy, but will also incite Shiite-Sunni violence throughout the Muslim world.

To contend with Sunni militancy in Iraq, America must contain it throughout the Middle East and South Asia. Among other things, this means putting pressure on countries like Saudi Arabia and Pakistan to stem the tide of anti-Shiite rhetoric in their mosques and media. It also means insuring that Iraqi Sunnis do not feel left out of the emerging democratic Iraq, and working with Ayatollah Sistani to quell Shiite rage over the attacks. What happened in Karbala must not become a sign of things to come for the whole region. □

For Iraqis, the road to democracy takes a hazardous new turn

By John F. Burns

BAGHDAD: Somewhere in Iraq, emblematic of all that America has accomplished here, Saddam Hussein sits imprisoned under military guard, awaiting trial for the years when he was the malevolent colossus who chilled every Iraqi's soul.

But if he knows anything about the world beyond his cell, the past week may have brought Saddam grim consolation, for what it revealed about the troubles now roiling the country. A month from the anniversary of the dictator's fall, the American project to replace him with the Middle East's first functioning democracy is in new peril and the road ahead may yet be more hazardous than the distance already traveled.

It was a week that bared just how far Iraq remains from the ideals proclaimed by President George W. Bush as he prepared to go to war last March.

It began and ended with painful evidence for the Americans that even the Iraqis it identified as its most reliable allies, the 25 people who sit on the Iraqi



Shawn Baldwin/EPA

Shiites in Karbala, Iraq, where scores were killed bombings Tuesday, shouting anti-U.S. slogans. Americans, not Sunni Muslims, have been the focus of their anger.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
March 8, 2004

Governing Council, could not agree on the basics of a temporary constitution, the first big step by Iraqis toward a lasting redefinition of their country.

As well, there were the suicide bombings Tuesday that killed at least 180 Iraqi Shiite worshippers, the deadliest day since the overthrow of Saddam. If the bombers sought to sow civil war between the Shiite majority and Sunni minority, as U.S. officials suggested, they failed — but in ways that raised more doubts about the ability to establish anything of lasting value here that would be worth the American sacrifice.

In Baghdad and Karbala, survivors of the bombings shouted curses not against Sunni militants who have stamped the past year with violence, but against America and Israel. Incoherent as that seemed to an outsider, the fury suggested that on Iraqi streets, the old enmities, not the new possibilities, still dictate.

On Washington's timetable, the Iraqi Governing Council was to have adopted an interim constitution by Feb. 28 to guide the country until an elected government, under a permanent, popularly endorsed constitution,

News Analysis

takes power at the end of 2005. After weeks of wrangling, the council approved a draft a day late, but it slipped away on Friday. It is expected to be signed Monday.

As the exhausted Americans sat down to new negotiations, Iraqis who had barely bothered to turn on their television sets for the signing shrugged, as if to say that the success or failure of the push for democracy was, to them, largely a matter of indifference.

For most Iraqis, what seemed to matter were the suicide bombings, which sent ripples of anti-American feelings across the country, just at the moment when the United States most needs Iraqis to support its project for their future.

Hard as it is for Americans to comprehend, many Iraqis, at least at times of stress, resort to a vehement distrust, a hatred even, for the country that rid them of the dictator who sent hundreds of thousands to their graves. Fathoming why this should be is a diviner's art. At rest, in their homes, when Westerners broach the subject, Iraqis commonly say that the last thing they want is a precipitate U.S. troop withdrawal.

But on the streets, where political sentiment forms and gathers momentum, the mood seems far different. Partly, no doubt, this is a legacy of the chaos that arose in the early weeks of the occupation — and of the deaths that Iraqis, far more often than U.S. soldiers, have sustained from the violence since last summer.

But partly, too, it is something rooted in a collective psyche so battered by Saddam's terror that authority is instinctively blamed and distrusted, that rumor and conspiracy theory crowd out facts, that acts of good will are seen as ill intent. Anybody seeking evidence of this had only to stand in a narrow street

leading to the Khadamiya mosque in Baghdad after the suicide bombings on Tuesday, and see how American medics trying to reach the carnage were driven back amid a hail of stones and abuse.

Just as telling are the conversations with Iraqis, every day, in which they say they have lost faith in America because it promised much, and delivered nothing.

In these exchanges, it is unprofitable for a Westerner to list the undertakings — rebuilding oil refineries, power plants, sewage treatment facilities, waterways, bridges, ports, railways; schools, clinics and much else — that have already cost U.S. taxpayers about \$5 billion and will soon begin consuming the \$18.4 billion voted by Congress last autumn for the second, three-year phase of reconstruction. "The Americans have done nothing for us," runs the mantra.

Bush's decision to accelerate the turning over of sovereignty to the Iraqis was presented in November as a response to pressures from Iraqi leaders. But officials close to the U.S. civilian administrator, L. Paul Bremer 3rd, say privately that the decision owed at least as much to political pressures in the United States last autumn, as Americans were taking the occupation's heaviest losses — 81 killed in November alone. Since then, casualties have fallen sharply, even as losses among Iraqi ci-

vilians and police officers have risen.

No Iraqi politician will say publicly that it would have been better to wait for democratic habits to root — what one council member, Mowaffak al-Rubaia, referred to last week as "learning a technique that is new to us, the one called compromise."

But Iraqi moderates acknowledge quietly that the greater wisdom might have been to take more time. In effect, these critics say, the Americans and the Iraqis they chose as partners have been asked to push heavy political freight, fast, across what amounts to a rickety bridge.

The turmoil in the Iraqi Governing Council last week was a token of how tricky an exercise that may be. Members were picked from groups considered to be pro-American, or at least pragmatic,

and for their professed commitment to democracy. But even among the relative moderates who make up the council, many of them returned exiles with long experience of living in the West, crucial differences proved unbridgeable.

Faced with missing the deadline for the interim constitution, Bremer and his British deputy, Jeremy Greenstock, agreed to allow Iraqis to delay on issues that would now be left to the more contentious forum of electoral politics, if not to the guns of the rival parties' militias.

The document that was tentatively agreed on, then at least temporarily derailed Friday, included provisions for a separation of powers, elections and a bill of rights. But it said nothing about how an interim government was to be constructed after June 30, when the

United States transfers sovereignty to the Iraqis; the document set no rules for elections, and it was dangerously vague on Islam's relation to the state.

Likewise, it was evasive on how and when ethnic and religious militias, which could wreck a future Iraqi state, are to be integrated into a national guard. It endorsed minority demands for federalism, but was silent on issues crucial to the Kurds. It also provided for an awkward executive authority, a president with two deputies, and left amorphous the question of where ultimate executive power would lie.

Behind these fudges lay a central quandary: How an Iraq ruled by the Sunni Muslim minority since 1921 could be reconstructed so as to transfer power to the Shiite majority without provoking a Sunni-Shiite civil war.

Among U.S. officials who profess confidence in America's course here, Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the Shiite cleric who is the most influential Iraqi figure, is often cited as a force for stability despite his religious decrees that have pushed Shiite council leaders to ever more ambitious and impatient demands. But it was his pressure, these council leaders said, that caused the delay in approving the interim constitution.

For now, most Iraqis still seem to believe that an overriding patriotism will push the Shiite and Sunni leaders, as well as rival groups within each camp, toward the compromises needed to avoid wider violence as the political processes launched by the Americans gather pace. If they are right, the U.S. enterprise here could still achieve something of lasting benefit to Iraq.

But if they are wrong, the Americans could face a darkening path, to an uncertain and hazardous end.

The New York Times

L'EXPRESS

DU 8 AU 14 MARS 2004

MOYEN-ORIENT

Kurdistan : L'honneur tue

Des femmes violées ou qui ont « fauté » sont assassinées par leurs proches. En Turquie, des associations se mobilisent contre le « crime d'honneur »

De notre correspondante

Il y a seize ans, quand elle est née, ses parents ont choisi de l'appeler Kader, « destinée ». Ils habitaient déjà dans le quartier de Suriçi, la partie la plus pauvre de Diyarbakir, au pied des remparts de basalte. Cette ville de 1,5 million d'habitants, dans le sud-est de la Turquie, abrite la plus importante population kurde du pays, après Istanbul. Kader n'est jamais allée à l'école. Elle n'a rien connu d'autre que la cour et les deux pièces exiguës de la maison familiale. Du carton ondulé bouche les trous dans les murs de pisé pour tenter d'empêcher le froid d'entrer. Un téléviseur trône dans la pièce principale à côté d'un mauvais poêle. C'est, avec une paillasse humide, le seul mobilier de la famille. Saime, la mère de Kader, sanglote. Il y a deux mois et demi, la jeune fille a été assassinée par l'un de ses frères. Violée par un cousin, elle était enceinte. Un conseil de famille a mandaté Ahmet, le plus jeune des frères de Kader, tout juste âgé de 20 ans, pour effacer la tache en tuant sa sœur. Ce « crime d'honneur » a été perpétré avec une hachette de boucher. Ahmet est aujourd'hui en prison. La justice devrait se prononcer sur son cas le 18 mars.

Une chose a changé, depuis peu : les associations féminines de Diyarbakir ont fait de la lutte



Les obsèques de Kader, 16 ans, assassinée par son frère, Ahmet, 20 ans (en haut, au centre).

contre les crimes d'honneur l'une de leurs priorités. Après l'assassinat de Kader, plusieurs d'entre elles ont organisé une collecte pour permettre des obsèques décentes, malgré l'opposition de la famille. Déjà, l'an dernier, elles s'étaient mobilisées pour aider une autre femme kurde, Semsâ Allak. Coupable d'être enceinte sans être mariée, elle avait été attaquée à coups de machette par

l'un de ses proches. Hospitalisée, elle avait finalement succombé à ses blessures au bout de sept mois. Pour Nebahat Akkoç, présidente du Centre pour les femmes (Kamer), c'est la mobilisation féminine qui seule pourra venir à bout de l'horreur. « Certaines femmes, dit-elle, sont condamnées à mort par le conseil de famille pour simple désobéissance parce qu'elles sont allées au

cinéma ou chez leurs voisins sans permission. » Depuis un an, le centre Kamer a mis sur pied un projet qui vise à prévenir ces assassinats en entrant en contact avec les femmes qui sont en danger de mort. 23 personnes ont ainsi été prises en charge dans les refuges de l'association avant de recommencer leur vie ailleurs. « Si j'avais su qu'il y avait des femmes qui pouvaient nous aider, assure aujourd'hui la mère de Kader, je leur aurais amené ma fille immédiatement. » Il y a deux ans, l'une des villes de la région, Batman, avait connu une vague de suicides sans précédent dans sa population féminine. On s'est beaucoup interrogé sur ce phénomène. La présidente de Kamer est convaincue qu'il s'agissait en réalité de crimes d'honneur déguisés et que ces femmes ont été poussées par leurs proches à se donner la mort.

Jusqu'à présent, le Code pénal turc accordait de généreuses réductions de peine aux auteurs de meurtres d'honneur. Zulal Erdogan, une avocate de Diyarbakir, pense que la révision en profondeur du Code pénal, qui devrait être effectuée cette année, pourrait abolir ces tolérances. Mais il restera à faire en sorte que les mentalités changent... « Les femmes, ici, ont toujours été soumises à la pression sociale, explique Nebahat Akkoç. Les mouvements kurdes, qui mettaient les femmes sur le devant de la scène, ne se sont, en fait, jamais occupés de leurs problèmes. Aujourd'hui encore, nous subissons des pressions simplement parce que nous nous exprimons sur ces questions. » ●

Nükte V. Ortaç

Une pratique qui persiste

Les crimes dits « d'honneur » sont une pratique ancienne que l'on trouve dans des sociétés traditionnelles de type patriarcal, notamment au Moyen-Orient et en Asie. Elle permet à un homme de tuer une femme ou sa partenaire pour cause de « comportement immoral », réel ou supposé. Il peut s'agir aussi bien d'une liaison hors mariage, du refus d'un mariage arrangé ou encore d'une simple conversation avec un homme. Il ar-

rive fréquemment, également, que des jeunes femmes soient assassinées par leur frère ou leur époux après avoir été victimes d'un viol.

En 2000, lorsque les Nations unies ont voulu adopter une résolution condamnant ces crimes, pas moins de 20 pays, dont la Russie et la Chine, se sont abstenus. En Jordanie et au Pakistan, les Parlements se sont opposés à tout changement de la loi garantissant le pardon aux meurtriers. ● **D. L.**

L'EXPRESS

Semaine du 8 au 14 mars 2004

GOLFE

Irak: la loi et le sang

A l'heure où une Constitution provisoire semble sortir le pays de l'impasse institutionnelle, les carnages de Bagdad et de Kerbala soulignent la précarité du retour à la souveraineté

De notre envoyé spécial

Ce fut un accouchement au forceps. L'Histoire retiendra peut-être que la Constitution provisoire irakienne, enfantée dans la douleur, a vu le jour le 1^{er} mars 2004 à l'aube. Mais elle saura à coup sûr se souvenir combien les carnages terroristes qui ont endeuillé le lendemain les cérémonies de l'Achoura chiite à Bagdad et à Kerbala – plus de 170 morts – assombrèrent l'avènement de ce chétif nouveau-né. Sous la férule de l'administrateur américain, Paul Bremer, accoucheur opiniâtre, les 25 membres du Conseil de gouvernement transitoire, instance exécutive installée par l'occupant, ont donc fini par donner naissance à une « loi fondamentale » de 63 articles, fruit de compromis louables, aussi remarquable par ses ambiguïtés que par les valeurs qu'elle promeut.

Religion d'Etat, l'islam apparaît comme une « source » d'inspiration de la loi. Mais non sa « source principale » et moins encore exclusive. Il faut dire que le proconsul Bremer avait menacé d'opposer son veto à toute formule préjudiciable aux droits des minorités, notamment chrétiennes. Quitte à s'attirer les foudres du jeune et fougueux Muqtada al-Sadr, icône du chiisme radical, prompt à brandir le spectre de la révolte armée. Pour autant, la concession sémantique n'a rien d'une

reddition : dans la période intermédiaire, tous les textes adoptés devront être conformes aux principes du Coran, formule assez vague pour attiser les querelles d'exégètes. Terrain miné ? Tout est ici, comme l'atteste le coup d'éclat du 27 février, lorsqu'une poignée d'islamistes claquèrent la porte du Conseil, furieux du vote annulant une résolution adoptée en décembre dernier et censée conformer le régime du divorce et de la succession à la charia (loi coranique). Pour autant, rien ne garantit la renaissance du Code de la famille de 1959, qui visait à entraver l'usage de la polygamie ou de la répudiation ; code amplement dévoyé à partir de 1991, lorsqu'un Saddam Hussein ébranlé par la débâcle koweïtienne entreprit de choyer les fondamentalistes sunnites. Les esprits éclairés salueront comme il se doit les 13 articles consacrés à la liberté d'expression, de conscience et de réunion, comme la volonté affichée de réserver aux femmes le quart des sièges au sein de la future assemblée. Conquête à nuancer, là encore : il s'agit plus d'un objectif que d'une obligation.

Vers un pôle chiite au Sud ?

Le statut de la minorité kurde – 20 % de la population environ – illustre lui aussi les mérites et les travers du pacte du 1^{er} mars, formellement signé quatre jours plus tard. Le document entérine la quasi-souveraineté dont jouissent de

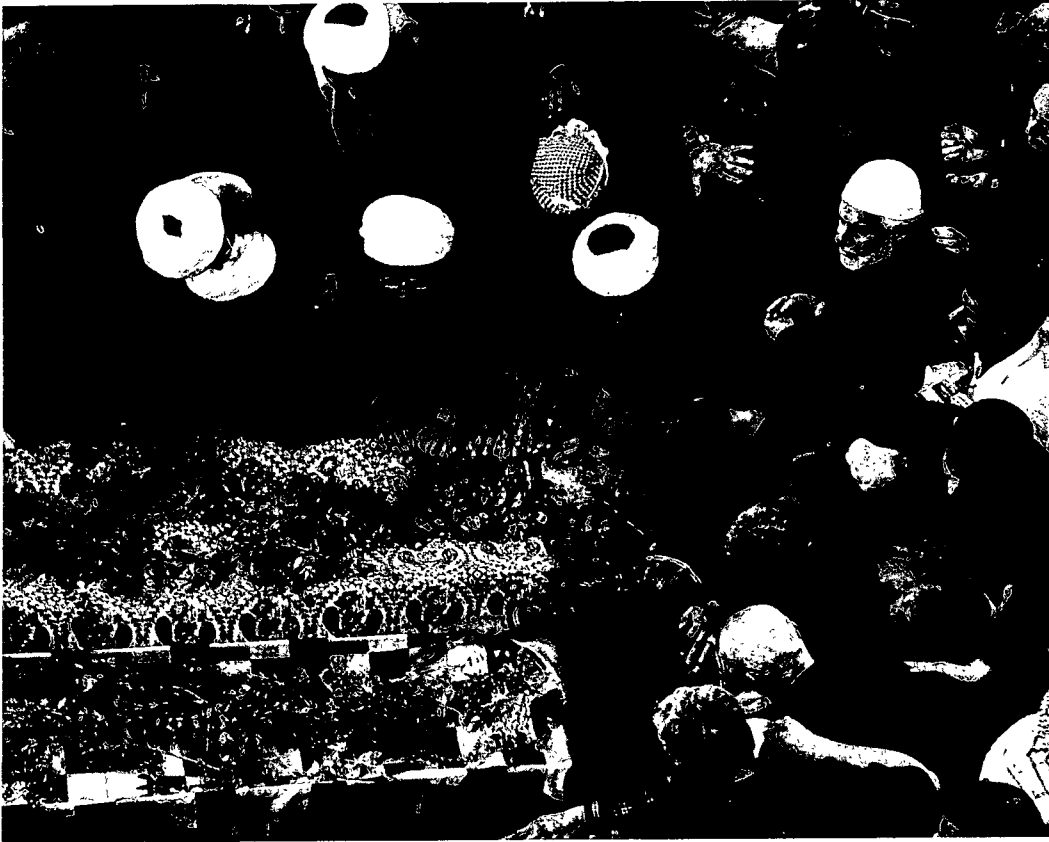
puis treize ans les trois provinces du Nord et élève le kurde au rang de langue officielle, au côté de l'arabe. Mais il escamote, pour l'heure, les questions les plus épineuses. Le sort des *peshmergas*, les combattants des factions rivales qui se partagent le Kurdistan irakien, et que l'on imagine mal intégrer docilement les rangs d'une armée nationale, le devenir de la ville pétrolière de Kirkouk, naguère annexée par le pouvoir baasiste, le partage des recettes de l'or noir, l'éventuelle révision du tracé de la « frontière » du territoire autonome : autant de casse-tête renvoyés aux calendes mésopotamiennes ! En l'occurrence, au lendemain de la ratification par référendum, à l'automne 2005, d'une Constitution définitive. « Inutile d'insister, confie un délégué kurde. Nous obtiendrons demain ce qui est hors d'atteinte aujourd'hui. » Avalisé par Paul Bremer, le texte consacre le principe d'un Irak fédéral, invoquant les exemples indien, canadien ou brésilien, sans fouler aux pieds l'idéal d'unité. Reste que, en octroyant aux 18 provinces du pays le droit de forger des ensembles régionaux, il préfigure l'émergence d'un pôle chiite au Sud, réplique de l'entité kurde du Nord. Autant dire que la famille turkmène, la troisième du pays, regimbe. Quant à la minorité sunnite, toute-puissante au temps du Baas, il faudra bien la réintégrer dans le jeu électoral. « Sous peine de voir prévaloir la légitimité des



maquis sur celle des urnes », prévient un diplomate européen.

A la tête de l'Etat régneront un président et deux vice-présidents, désignés par un Parlement élu au suffrage universel. Lequel devra adouber le Premier ministre choisi par le triumvirat ainsi que son cabinet, dont on suppose qu'il résultera de savants dosages. « Un garde-fou parlementaire contre toute dérive despotique, avance un initié irakien. Ici, on est vacciné. »

Si sa portée pratique demeure aléatoire, la charte a le mérite d'exister, de sauvegarder le crédit de la coalition et de fournir à la future assemblée constituante l'ébauche d'un libéralisme rare dans le monde arabo-musulman. Mais elle a aussi, dans l'imédiat, celui de sortir de l'ornière la longue marche vers l'indépendance d'une nation sous tutelle. En revanche, le document ne dit rien, à ce stade, du gouvernement chargé d'expédier les affaires courantes entre le transfert de souveraineté et les élections



Funérailles des victimes des attentats du 2 mars à Kerbala.

Les massacres de fidèles visent à jeter chiïtes et sunnites dans un conflit sans fin

législatives, programmées d'ici au 31 janvier 2005, et qu'il aura pour mission de préparer. « Il existe des dizaines de formules », soutient Paul Bremer. Une suffira, pourvu qu'elle tienne la route. Pêle-mêle furent évoquées une version locale de la *Loya Jirga* afghane, forum des chefs traditionnels, la restauration monarchique ou la formation d'une équipe restreinte de technocrates. En fait, tout porte à croire que l'Autorité provisoire de la coalition américano-britannique cédera formellement la barre à un Conseil de gouvernement élargi – il est question de quintupler ses effectifs – censé mieux refléter les diversités ethnique, confessionnelle, sociale et politique, tout en préservant la primauté des chiïtes,

détenteurs pour l'heure de 13 des 25 sièges. Le scénario séduit les conseillers sortants, tant ils ont pris goût, pour la plupart, au faste relatif et au prestige que procure la fonction. A leurs yeux, en tout cas : l'écrasante majorité des Irakiens tient le club des 25 pour une bande de marionnettes fraîchement rentrées d'exil, recluses dans leur bunker doré et stipendiées par l'ennemi. Une certitude, Bremer ne transigera pas sur la « fin de l'occupation », fixée au 30 juin, échéance dictée par le calendrier électoral américain. C'est que George W. Bush doit convaincre une opinion sceptique de la cohérence de son « plan pour l'Irak ». Le désengagement s'annonce pour le moins graduel, puisque 100 000 soldats devraient prolonger leur séjour entre Tigre et Euphrate au-delà du 1^{er} juillet, date à laquelle les Etats-Unis ouvriront à Bagdad la plus grande ambassade américaine de la planète. Logique : tout repli hâtif livrerait le pays aux milices ou à l'anarchie, tant l'équipement et l'au-

torité font défaut à la « nouvelle police » maison.

Le dénouement de l'imbroglio institutionnel aura, en apparence, précipité le retour des Nations unies sur la scène irakienne. Pour sortir de l'impasse, Washington a dû se résoudre à solliciter le concours d'une ONU jugée naguère « non pertinente », voire inutile, et pas même mentionnée dans l'accord, désormais caduc, conclu le 15 novembre 2003 par le Conseil transitoire et l'Autorité de la coalition, supposé baliser le chemin vers l'indépendance recouvrée. Ce regain de faveur, très tactique, doit beaucoup à l'habileté du grand ayatollah Ali al-Sistani, figure de proue révéérée du chiïsme irakien, confession majoritaire. Le vieux dignitaire refuse de recevoir Paul Bremer dans sa retraite de Nadjaf, tout à la fois Sorbonne et Vatican des disciples d'Ali, le gendre du Prophète. En revanche, il a toujours traité avec beaucoup d'égards les émissaires onusiens, notamment Lakhdar Brahimi, envoyé spécial de Kofi Annan. L'ancien ministre al-

gérien des Affaires étrangères aura su persuader Ali al-Sistani de l'impossibilité de convoquer un scrutin crédible et transparent avant la fin juin. De fait, le dernier recensement a plus de vingt ans d'âge. L'Irak de l'après-Saddam manque de tout : listes électorales, loi régissant le vote, scrutateurs formés ; or les experts estiment qu'il faudrait 40 000 bureaux, dotés chacun de quatre observateurs qualifiés... Comment cet Irak-là pourrait-il tenir en une année deux scrutins législatifs et un référendum constitutionnel ? Mystère. Longtemps considéré, y compris chez ses disciples, comme un quiétiste résolu à se tenir à l'écart de l'arène politique, au risque de laisser le champ libre au populisme belliqueux de Muqtada al-Sadr, l'ermite de Nadjaf a fait plier un occupant qui a besoin de ce partenaire courtois mais tenace, hostile au modèle théocratique irakien.

Al-Qaeda soupçonnée

Médiateur chevronné, Brahimi redoute la guerre civile. Crainte ravivée par les atroces boucheries de l'Achoura. Les attentats suicides et les tirs de mortier qui, le 2 mars, ont décimé la foule des fidèles rassemblés aux abords de la mosquée bagdadie de Kazimiya et, à Kerbala, dans le mausolée de l'imam Hussein, petit-fils du Prophète, dont on commémorait alors le martyre, visent à l'évidence à jeter chiïtes et sunnites dans un conflit sans fin. Si la Constitution provisoire, accouchée la veille, survit à l'hécatombe, imputée au Jordanien Abou Moussab al-Zarqawi, l'un des cerveaux d'Al-Qaeda, c'est que l'heure est aux miracles. Sinon, il faudra se rendre à l'évidence : le 30 juin, Bremer et les siens céderont aux Irakiens non un pouvoir, mais une impuissance. ● **Vincent Hugué**

IRAK Le jour même de la signature du texte à Bagdad, le chef spirituel des chiïtes a émis des réserves sur la nouvelle Loi fondamentale

Sistani critique la nouvelle Constitution

LE FIGARO MARDI 9 MARS 2004

Le président américain George W. Bush a félicité hier les Irakiens pour avoir adopté une Constitution provisoire, estimant qu'il s'agissait d'une étape importante vers le transfert de souveraineté le 30 juin. Le texte « pose les bases d'élections démocratiques et d'une nouvelle Constitution qui sera rédigée par une assemblée irakienne élue et approuvée par le peuple irakien », a ajouté le président américain. L'ensemble des 25 membres de l'exécutif irakien ou leurs représentants ont signé hier lors d'une cérémonie officielle à Bagdad la loi fondamentale censée régir le pays jusqu'à la tenue d'élections générales fin 2004 ou début 2005.

Arnaud de La Grange

Chaque petit pas politique vers le nouvel Irak est suspendu au verdict de l'ayatollah Sistani. Hier, l'oracle des chiïtes a critiqué la nouvelle Constitution provisoire, alors que l'encre des signatures venait à peine de sécher sur le texte.

Dans un communiqué publié par son bureau dans la ville sainte de Najaf, l'ayatollah a affirmé que « cette loi placée des obstacles sur la voie d'une Constitution permanente pour le pays qui préserve son unité et les droits de ses peuples, quelles que soient leurs appartenances ethniques et religieuses ». Le chef spirituel des chiïtes d'Irak avait pourtant donné son aval dimanche à la signature du texte, après deux jours de laborieuses négociations.

La cérémonie de signature a eu lieu hier à Bagdad, dans un Palais des congrès sous haute surveillance après les tirs de roquettes de la veille, qui avaient

explosé dans le périmètre. L'événement a commencé par la lecture de versets du Coran et des chants patriotiques entonnés par cinq enfants en tenue traditionnelle. Les 25 membres du gouvernement transitoire irakien ont signé le texte, après que trois d'entre eux – un chiïte, un sunnite et un Kurde – eurent prononcé un discours. Au premier rang de l'assistance, l'administrateur américain en Irak Paul Bremer et le chef militaire de la coalition, le général Ricardo Sanchez.

Paul Bremer pouvait enfin respirer. La signature du texte, prévue originellement le 3 mars, avait été reportée par deux fois. La première fois à

cause des sanglants attentats antichiïtes du 2 mars à Bagdad et Kerbala. La deuxième, vendredi dernier, en raison de réserves des dirigeants chiïtes sur un article jugé trop favorable aux Kurdes. Cette Constitution provisoire est censée régir le pays jusqu'à la mise en place, avant le 31 décembre 2005, d'un gouvernement formé

après des élections générales. Il ouvre la voie au transfert du pouvoir aux Irakiens le 30 juin prochain par la puissance occupante américaine.

Le texte distribué hier précise que « l'islam est la religion officielle de l'Etat et une source de la législation » et non pas sa source exclusive. Il garantit la liberté de conscience et accorde aux femmes un quota de 25 % dans les futures institutions poli-

tiques. Il confirme aussi l'autonomie actuelle du Kurdistan.

La position du plus écouté des chefs religieux d'Irak jette une ombre sur un texte présenté par les membres de l'exécutif irakien comme « historique ». « Ce nouvel accroc est normal. Ce jeu va continuer jusqu'aux élections, explique un diplomate, les chiïtes veulent maintenir la pression tant qu'un scrutin direct ne leur aura pas donné la

victoire politique que leur majorité démographique (60 % de la population, NDLR) doit leur accorder. »

A l'aune des batailles qui ont eu lieu autour de cette Constitution provisoire, les déclarations du ministre britannique des Affaires étrangères Jack Straw, estimant que s'exprimait ici le « puissant désir » du peuple irakien d'établir une société démocratique, paraissent gentiment

euphoriques. Plus que jamais, la scène politique irakienne est dominée par une bataille entre trois grands acteurs : la communauté chiïte, qui attend de prendre les rênes du nouvel Irak, les sunnites qui font tout pour limiter leur marginalisation, et les Kurdes qui, cette fois-ci, ne veulent pas se faire voler la victoire.

Les Turcs, d'ailleurs, ne s'y sont pas trompés. Alors que

deux voisins de l'Irak – l'Iran et l'Arabie Saoudite – se félicitaient de la signature du texte, Ankara a fait savoir hier son insatisfaction. Le gouvernement turc a déclaré que la Constitution provisoire allait déboucher sur davantage d'« instabilité » dans le pays. La Turquie a constamment mis en garde contre toute initiative qui renforcerait l'autonomie des Kurdes.

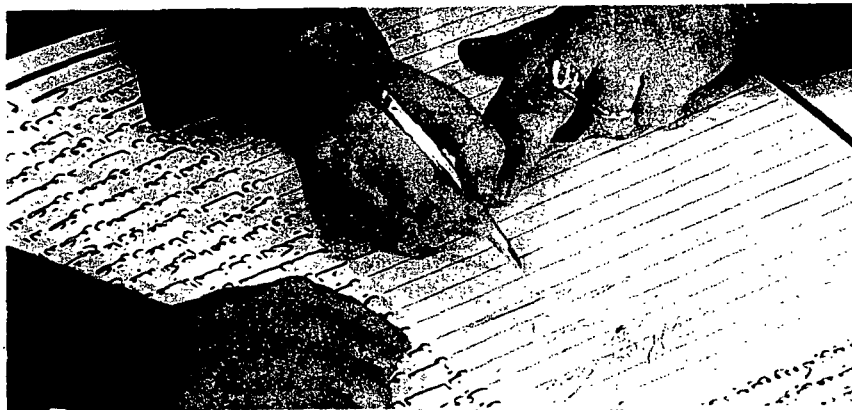


Les 25 membres de l'exécutif irakien ou leurs représentants ont signé, hier à Bagdad, la Loi fondamentale censée régir le pays jusqu'à la tenue d'élections générales fin 2004 ou début 2005. (Photo Peter Andrews/AP.)

24 heures
Mardi
9 mars 2004

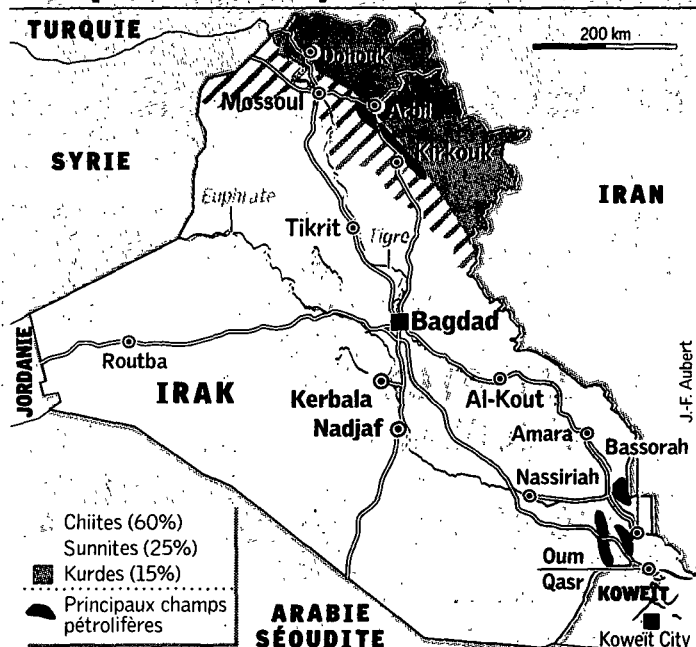
Douche froide chiïte

IRAK A peine signée hier après de difficiles négociations, la Constitution provisoire a été descendue en flèche par l'ayatollah Sistani, le plus influent des dignitaires chiïtes du pays.



LES FAITS Après de difficiles tractations et deux reports successifs de la cérémonie, les 25 membres de l'Exécutif irakien ont signé, hier à Bagdad, la Constitution provisoire censée régir le pays jusqu'à la mise en place, avant le 31 décembre 2005, d'un gouvernement formé après des élections générales.

La répartition ethnique en Irak



La Constitution provisoire de l'Irak a été finalement adoptée hier après deux reports et une gestation difficile, pour être tout de suite contestée par l'ayatollah Ali Sistani, ce qui augure mal de la poursuite du délicat processus politique imaginé par les Américains. « Cette loi pose des obstacles à une Constitution permanente du pays de nature à préserver son unité et les droits des adeptes des différentes religions, et des membres des différentes ethnies », a déclaré l'ayatollah.

Cela a jeté un froid, alors que lundi, les 25 signataires, membres du Conseil de gouvernement transitoire irakien nommés par l'Autorité provisoire de la coalition (CPA), avaient affiché leur joie.

D'autres critiques

L'adoption finale du texte ne transformera toutefois pas le processus politique irakien en un

La Constitution provisoire en bref

- **Préambule** La Constitution temporaire vise à rétablir la liberté du peuple irakien « usurpée par l'ancien régime dictatorial ».
- **Place de l'islam** « L'islam est la religion officielle de l'Etat et une source de la législation... tout en garantissant la liberté totale de toutes les autres religions et de leurs pratiques religieuses. »
- **Présidence** Un président unique et deux vice-présidents. La nature de l'Etat (présidentiel ou parlementaire) n'a pas été décidée.
- **Le fédéralisme** Le Kurdistan gardera son statut autonome, alors que les autres provinces du pays pourront préparer un gouvernement local.
- **Les élections directes** Le gouvernement préparera les élections générales pour l'Assemblée nationale transitoire, « si possible avant le 31 décembre et pas plus tard que le 31 janvier 2005 ».
- **Le Parlement permanent** L'Assemblée transitoire élue rédigera une Constitution permanente d'ici au 15 août 2005, et qui sera soumise à un référendum avant le 15 octobre.
- **La représentation des femmes** Minimum de 25% dans l'Assemblée nationale transitoire.
- **La langue** L'arabe et le kurde sont les deux langues officielles.

Calendrier de la période transitoire

- La période transitoire s'est ouverte avec la signature, hier, de la Constitution provisoire et doit se terminer avant le 31 décembre 2005.
- **Phase 1:** le 30 juin 2004, un Gouvernement irakien intérimaire assumera la souveraineté totale et l'Autorité provisoire de la coalition sera dissoute. Le Gouvernement irakien sera formé après une vaste consultation avec le peuple et gouvernera, conformément à cette loi (la Constitution provisoire) et une annexe qui sera publiée avant la fin de la période transitoire.
- **Phase 2:** un gouvernement transitoire sera en charge après l'élection d'une Assemblée nationale qui doit intervenir aussi vite que possible, mais avant le 31 janvier 2005. L'Assemblée nationale sera responsable de rédiger la Constitution permanente. Après consultation avec le peuple irakien et l'élaboration du projet de Constitution, celui-ci sera soumis au peuple par référendum dans un délai ne dépassant pas le 15 octobre 2005. Si la Constitution (permanente) est adoptée, des élections pour la formation d'un nouveau gouvernement doivent être organisées et ce gouvernement doit être mis en place avant le 31 décembre 2005.

long fleuve tranquille. D'abord en raison de la réaction de l'ayatollah Sistani, très écouté par les chiïtes, majoritaires en Irak. Ensuite parce que d'autres le critiqueront aussi. «Il s'agit d'un texte de loi qui est écrit par un corps non élu, afin de constituer un corps élu, et cela pose problème en soi», a par exemple fait remarquer hier Ahmad Chalabi, un membre chiïte du Conseil, qui a pourtant signé la Constitution.

D'autres composantes du pays pourraient aussi exprimer du ressentiment. Les Turcomans, par exemple, ont déjà dénoncé le texte, qualifié d'«échec». Enfin, une grande partie des Irakiens affirment ne pas se sentir représentés par des leaders politiques qui sont désignés par des forces occupant leur pays.

Il resté surtout à passer sans obstacle les prochaines étapes sur la voie du retour de l'Irak à la souveraineté, alors que la violence ne semble pas refluer.

SÉBASTIEN BLANC / AFP

Procès à l'horizon



Saddam Hussein, au lendemain de son arrestation, mi-décembre dernier. EPA-a

Les Etats-Unis lancent, près de trois mois après la capture de Saddam Hussein, la procédure devant conduire à juger l'ancien dictateur irakien et près de 200 des piliers de son régime déchu, avec l'arrivée prochaine à Bagdad d'une équipe de quatre juristes américains. Les quatre juristes sont envoyés en avant-garde en Irak par le Département américain de la justice pour permettre d'établir l'inculpation de crimes de guerre visant l'ancien homme fort de l'Irak. AFP

Contraints de s'entendre

ÉCLAIRAGE Chiïtes et Kurdes trouvent un compromis.

La signature de la Constitution provisoire irakienne est en réalité le couronnement d'un processus entamé il y a plus de dix ans par le rassemblement de l'opposition irakienne, au lendemain de la guerre du Golfe. Elle régira dorénavant le pays jusqu'à l'adoption d'une Constitution définitive, ratifiée au suffrage universel.

Le plan de rétablissement de la souveraineté du pays en juin, contrôlé par les autorités d'occupation de l'Américain Paul Bremer et imposé à l'automne dernier au conseil de gouvernement intérimaire, n'est plus qu'un souvenir. Il a été mis à mal par l'ayatollah Sistani et ses troupes. Mais l'autorité religieuse de Najaf n'a, par contre, pas voulu jouer la crise entre Irakiens. Ali Sistani, tout en maintenant ses réserves, a donc donné le feu vert dimanche aux cinq membres chiïtes du Conseil transitoire qui refusaient, vendredi, de signer le texte en l'état. Il rend en effet impossible à l'avenir l'adoption de tout texte constitutionnel qui serait rejeté

par les deux tiers des électeurs du Kurdistan d'Irak. Un garde-fou qui légitime l'autonomie des Kurdes et protège les minorités irakiennes. Et un sérieux obstacle pour les chiïtes s'ils veulent imposer à l'avenir la force de leur majorité.

Mais les chefs des partis islamistes chiïtes et les leaders kurdes ont toujours besoin les uns des autres. Leur alliance, scellée contre Saddam Hussein, repose sur une conviction simple: la dictature renversée, l'Irak ne tiendra que si les deux communautés, qui représentent environ 80% des habitants du pays, s'entendent. Sinon, les nostalgiques du régime précédent recomposeront leurs forces. En témoignent les roquettes qui se sont abattues hier sur le centre de Bagdad. Elles restent la seule réponse de la «résistance irakienne» à la signature d'une Constitution provisoire qui instaure — quelles que soient ses limites — les libertés élémentaires dans le pays. Michel Verrier

L'ayatollah Sistani et la Turquie contestent la Constitution irakienne

La communauté internationale a salué l'adoption lundi par l'exécutif irakien d'une Constitution provisoire, les seules fausses notes venant d'Irak et de Turquie. «Cette loi pose des obstacles à une Constitution permanente du pays de nature à préserver son unité et les droits des adeptes des différentes religions et des membres des différentes ethnies», a déclaré l'ayatollah Sistani, la plus influente autorité religieuse chiïte d'Irak. Le gouvernement turc a déclaré de son côté qu'il n'était «pas satisfait» de la nouvelle Loi fondamentale et a averti qu'elle allait déboucher sur davantage d'«instabilité» dans le pays. Le président américain George W. Bush a félicité, quant à lui, les Irakiens pour avoir adopté la Constitution provisoire, estimant qu'il s'agissait d'une étape importante vers le transfert de souveraineté le 30 juin. L'adoption de cette Constitution provisoire a donné lieu à des incidents meurtriers entre Kurdes d'une part et Arabes et Turcomans d'autre part à Kirkouk, dans le nord du pays. Trois personnes ont été tuées et 20 autres blessées. Un couvre-feu nocturne a été imposé dans cette ville. (AFP)

TURQUIE

Le dernier secret d'Atatürk

La fille adoptive du grand Mustafa Kemal était peut-être arménienne. Stupeur et réactions passionnées

De notre correspondante

Sabiha Gökçen est un symbole. Morte en 2001, à 88 ans, elle représentait tout ce que souhaitait Mustafa Kemal Atatürk pour les femmes turques. Adoptée par le fondateur de la Turquie en 1925, la « fille spirituelle » d'Atatürk fut la première femme pilote militaire du pays. Libre, émancipée, elle n'hésitait pas à se mesurer d'égal à égal avec les hommes. Aujourd'hui, si elle fait à nouveau, en Turquie, les grands titres de la presse, c'est à la suite des révélations de l'hebdomadaire



Sabiha Gökçen et Atatürk (2^e à dr.), en août 1935.

turco-arménien *Agos*, selon lesquelles elle était en fait arménienne. Des informations qui s'appuient sur les confidences d'une Arménienne originaire d'Aintab, Hripsime Gazalyan, affirmant être la nièce de Sabiha Gökçen. Cette dernière aurait été abandonnée en 1915 par ses parents, qui fuyaient les massacres. Ces révélations — même si la véracité des faits n'est pas totalement établie —

ont provoqué des réactions passionnées en Turquie. Certains éditorialistes ont essayé de retracer l'arbre généalogique de Sabiha Gökçen pour tenter de prouver qu'en fait elle était... bosniaque ! Tandis qu'on rappelait, du côté de l'armée, les principes républicains selon lesquels l'identité turque ne dépend ni de l'ethnie ni de la religion. Pour les militaires et les tenants de ce courant de pensée, cela veut dire que ces questions-là ne doivent pas être abordées. Une attitude que conteste aujourd'hui une frange encore minoritaire mais de plus en plus audible de l'opinion, qui cherche à faire accepter l'origine multiculturelle de la société turque. ●

Nükte V. Ortaç

Despite deferring thorny problems, the transitional constitution is the Middle East's most liberal ● Arab resentment simmers over Kurds

The Guardian March 9 2004

Iraqis hail signing of historic outline law

Michael Howard in Baghdad

After weeks of stop-start talks, backroom deals, sleepless nights and hard political bargaining, Iraq's Governing Council finally unveiled its interim constitution yesterday, declaring it to be "a decisive moment in the history of the new Iraq".

But within hours the leading Shia cleric, Ayatollah Ali al-Sistani, issued a statement which took the gloss from the ceremony and warned that the disagreements which had delayed the signing had not been resolved.

"This [law] places obstacles to arriving at a permanent constitution for the country that preserves its unity and the rights of its people in all their ethnicities and sects," he said.

Hailed as one of the most liberal constitutions anywhere in the Middle East, the 25-page, 62-article document, officially titled the Transitional Administrative Law, is regarded as the vital first step in the US plan to transfer sovereignty to Iraqis on June 30, and it underwrites the country's move to full independence by the end of 2005.

Mohammed Bahr Al-Uloom, the council president, said the law enshrined rights and freedoms for Iraq's diverse ethnic and religious communities "unheard of during 35 years of ruthless Ba'athist rule".

It had been forged in a spirit of compromise between the different groups, which augured well for the time when Iraqis took full control of the political process.

Massoud Barzani, a senior Kurdish leader on the council, said: "Nobody got everything they wanted, but there is no

doubt that this document will strengthen Iraqi unity in a way never seen before.

"This is the first time that we Kurds feel that we are citizens of Iraq."

The new constitution was passed unanimously by the Governing Council last Monday. But the official signing was delayed by the attacks on Shia worshippers in Kerbala and Baghdad and last minute objections by Ayatollah Sistani who, subsequently supported by five Shia council members, balked at provisions which give the Kurdish and Sunni Arab minorities the potential to veto a permanent constitution.

After weekend talks at the cleric's home in Najaf, the dissenting council members agreed to sign the document unaltered, "in the name of national unity", despite their reservations.

It leaves such issues to a permanent constitution, including the extent and powers of the federal regions and the status of disputed territories such as Kirkuk.

Nor does it say how the provisional government that will take power on June 30 should be formed.

The Governing Council has yet to discuss the issue.

A UN team led by Lakhdar Brahimi is expected to visit Iraq by the end of the month to help find a mechanism acceptable to the majority of Iraqis.

But US and Iraqi officials hope the interim constitution will give fresh impetus to the political process, despite the political violence which accompanied the negotiations.

The question of legitimacy is particularly pertinent to the disempowered and disaffected

Sunni Arab community. Unlike the Kurds and some of the Shia leaders on the council, few of the Sunni members can claim grassroots support. One who can, Sheikh Ghazi al-Yawer, of the Shamer tribe, said he had the ammunition to go back to his people.

"They are sensible and see what is in their best interests."

Hours before the signing ceremony, more rockets were fired at two police stations in central Baghdad. But Dr Mahmoud Othman, an independent Kurdish member of the council's drafting committee, said: "This is the best response to terrorism."

Residents of the Mansour district in the west of the capital gave a broad welcome to the interim law.

Mohammed Jassim, a pharmacist, said: "It will be for the good of the people to at last see the beginning of the end of the occupation."

"The law gives us things we never had under Saddam, such as votes and freedom of speech."

Thamer Ramsi, a Christian Iraqi, said: "Now we have the freedoms to practise our faiths, whatever they are. But the key thing is the implementation."

guardian.co.uk/iraq



Premature rejoicing in Kirkuk

Peter Beaumont in Kirkuk

The Kurdish population of Kirkuk took to the streets yesterday to declare the city had been in effect returned to Kurdistan, after decades of ravages by Saddam Hussein's regime, by the signing of the new interim constitution.

In an apparently spontaneous demonstration tens of thousands marched wrapped in the Kurdish flag or banging drums, or blocked the streets as they waved flags and fired in the air from cars and buses.

On the main road beneath the castle, overcrowded trucks

with young men hanging from the back and sides sped by, many bearing pictures of the Patriotic Union of Kurdistan leader Jalal Talabani, whose stronghold is an hour away in Sulaimaniya.

There were also many Stars and Stripes, a flag not often seen now even in the most enthusiastic of Iraqi hands.

As night fell and tracer fire and flares periodically flashed across the sky the intensity of the celebrations showed no signs of abating.

The huge outpouring of Kurdish emotion disregarded the fact that the interim constitu-

tion does not rule definitively on the future of the contested city, the surrounding areas, and its vast oil wealth.

"I am delighted," said Amad Omar, 30. "Kirkuk is Kurdish and the Kurds want Kirkuk. We want its oil.

"I believe that the signing of the document today means that Kirkuk is now a part of Kurdistan."

Ibrahim Hassan, a merchant who distributes soft drinks in the city, said: "I was born and raised here. I have never been so happy. It is like a new birth for me.

"It means democracy at last for Kurds and a new future in a federal state. This is what we have always wanted. This is the first step towards our independence, I hope.

"It means that those who were ethnically cleansed by

Saddam can now return and that the Arabs who were brought here by Saddam must leave."

The outpouring of Kurdish sentiment in a volatile city which is also a stronghold of resistance to the Coalition Provisional Authority is certain to worry the administration in Baghdad.

Far from handing Kirkuk back to the Kurds, the interim constitution leaves the issue unresolved, as is the issue of who should be able to return to reclaim property in the city.

A western official said: "They are going have a nasty hangover when they wake up in the morning.

"They clearly have not read the new law carefully enough."

Perhaps most worrying was the belief of many Kurds yes-

terday that the designation of Kurdistan as a separate federal entity with its own parliament and an effective veto in negotiations for a future permanent constitution represented the first step towards an inde-

 'Wait until
 after midnight.
 Then it is my
 people that
 you will hear'

pendent Kurdistan, an aspiration that the leaders of the PUK and the other main party, the Kurdistan Democratic party, have tried to dampen down.

The scale of the celebrations and their nature are certain to be regarded with deep suspi-

cion by the Kurds' Arab neighbours in Iraq and by neighbouring countries, including Turkey.

In the evening Qasim Mohammed, a 25-year-old Arab taxi driver, said: "What are they celebrating? They think that Kirkuk has been handed back.

"Would I be happy if it was? I would be lying if I told you I was happy."

In the main hotel an Arab porter struck a more sinister note. "Listen to the Kurds," he said with a note of disdain.

"Wait until after midnight, then it is my people that you will hear."

Syria arrests rights activists at sit-in

By Kim Ghattas in Damascus

Several Syrian human rights activists were arrested yesterday as they held a sit-in demanding more political freedom and an end to a state of emergency declared in 1963.

The arrests demonstrated the strict limits imposed by Syria on political dissent even as the US administra-

tion debates sanctions against Syria and a broader Middle East initiative to promote reforms in the Arab world.

The sit-in was called by the Committees for the Defence of Democratic Liberties and Human Rights in Syria to coincide with the anniversary of the rise to power of the ruling Ba'ath party 40 years ago.

Although 200 people were expected, only 20 took part in the protest. They were outnumbered by dozens of intelligence officers and riot police.

Organisers had been summoned for questioning by security agents several times over the past few days in an attempt to get them to cancel the sit-in.

"We will not be intimi-

dated, we are not afraid of going to prison if we have to," Aktham N'aysseh, the head of the human rights group told the FT on the eve of the gathering. Dozens of protesters also gathered in front of the Syrian embassy in London, holding banners that read "No to dictatorship, yes to freedom".

Twenty minutes into the sit-in in front of the Syrian parliament, the police detained at least seven people including Mr N'aysseh. Three foreign journalists were also briefly detained. Police said the protesters did not have permission to gather, which under Syria's emergency laws is mandatory.

Authorities were also worried the demonstration would be taken over by Kurdish groups calling for

more rights. Syrian Kurds, who live in the north-east near the border with Iraq, are becoming more vocal in their demands but Syria views Kurdish demands for an independent state as a threat to its territorial unity.

"The emergency law has meant the total destruction of Syria's civil society. People have been afraid for years," said one analyst.

Celebrations in Syria marking yesterday's anniversary of the rise to power of the Ba'ath party were kept low-key this year.

The authorities appeared keen to avoid drawing attention to the parallel between Syria's Ba'ath party and the Iraqi faction, which also came to power in 1963, even though the two parties were never on the best of terms.

Nuclear deal set for Iran

U.S. and Europeans offer praise and blame

The Associated Press

VIENNA: Resolving intense differences, the United States and key European nations agreed Tuesday to praise Iran for opening much of its nuclear activities for outside perusal but to censure it for some continued secrecy.

Both sides accepted a draft resolution prepared for a high-level conference of the International Atomic Energy Agency after days of negotiations aimed at finding the proper mix of praise and criticism.

The United States insists that Iran is interested in making nuclear weapons. It wanted the meeting to condemn Iran for not fully living up to pledges to dis-

close all past and present nuclear activities and keep options open for future involvement by the UN Security Council.

France, Germany and Britain, however, wanted to focus on Iranian cooperation with the International Atomic Energy Agency, a UN agency.

The cooperation began after the discovery last year that Teheran had plans to enrich uranium and had secretly conducted other tests with possible weapons applications over nearly two decades.

The text must still go before all 35 nations of the IAEA board of governors for their consideration. Still, with the trans-Atlantic rift resolved, the greatest

hurdle on agreement on Iran appeared to be out of the way.

The consensus text, made available to The Associated Press, criticizes Iran for not fully living up to its pledge to be completely open about past and present nuclear activities.

It notes with "the most serious concern" that past declarations made by Iran "did not amount to the correct, complete and final picture of Iran's past and present nuclear program."

The text also criticizes Iran as "failing to resolve all questions" about uranium enrichment, which can be used to make weapons, saying it "deplores" this lapse.

But it praises Iran for signing an agreement throwing open its nuclear programs to full and pervasive IAEA perusal and recognizes Iran's cooperation with agency investigations, even while calling on Iran to "intensify its cooperation."

Un dirigeant irakien souligne "le droit des Kurdes à l'autodétermination"



PARIS, 5 mars (AFP) - 16h29 - Un membre kurde du Conseil de gouvernement transitoire irakien, Dara Noureddine Bahaaddine, a souligné vendredi à Paris "le droit des Kurdes à l'autodétermination", et a affirmé que la langue kurde, au même titre que l'arabe, deviendrait "langue nationale officielle" en Irak.

Cette exigence a été exprimée alors que la signature à Bagdad de la Constitution provisoire de l'Irak est retardée par des tractations de dernière minute. M. Bahaaddine, un des cinq membres kurdes du Conseil de gouvernement mis en place par les Etats-Unis, préside la Commission des lois de ce Conseil où siègent 25 personnalités.

"Le fédéralisme n'est pas un don qu'on nous fait, mais un droit qui nous revient", a déclaré M. Bahaaddine. "Il existe un droit des Kurdes à l'autodétermination, mais les circonstances ne permettent pas" de le mettre en oeuvre.

Il s'exprimait lors d'un colloque organisé par l'Institut kurde et la Fondation France-Libertés, présidée par Danielle Mitterrand, veuve de l'ancien président François Mitterrand.

M. Bahaaddine a assuré que "la langue kurde, tout comme l'arabe deviendrait langue nationale officielle", et que dans les provinces kurdes, "les langues araméennes et turkmènes" seraient reconnues comme "langues maternelles" pour les minorités concernées.

"L'Irak est reconnu comme un pays multi-ethnique", a-t-il poursuivi soulignant que "si l'Irak est membre de la nation arabe, les Kurdes ne le sont pas". Il a confirmé que le débat sur l'appartenance future de la ville de Kirkouk -dont il est lui-même natif- était "ajourné".

Evoquant les élections législatives, M. Bahaaddine a affirmé qu'il était "impossible" de les tenir actuellement "en raison du climat d'insécurité", du "fait que beaucoup d'Irakiens ont fui l'Irak", et "que le régime de terreur de Saddam Hussein a retiré leurs nationalité irakienne à certains kurdes".

A propos du procès de dirigeants de l'ancien régime, le responsable kurde irakien a estimé qu'il n'y avait "pas besoin d'experts étrangers, l'Irak en disposant d'excellents, kurdes ou arabes".

De son côté, un membre chiite du Conseil, Mowaffak al-Rubaie, a plaidé pour un "régionalisme démocratique", estimant que le statut du Kurdistan serait "similaire à la définition canadienne de la province du Québec".

Empêché de venir à Paris en raison des attentats de Kerbala mardi qui ont touché sa famille, il a fait distribuer un texte dans lequel il affirme que "la violence et la terreur ont été le ciment qui ont maintenu l'Irak comme un pays centralisé".

M. al-Rubaie s'est prononcé pour cinq "grandes unités régionales": deux au nord, la "province du Kurdistan", et la "province de Mossoul", une au centre "le grand Bagdad", et deux au sud, "la province de Kufa" (qui comprendrait les villes saintes chiites de Najaf et Kerbala, ainsi que Babylone), et enfin "la province de Bassorah".

Il a appelé à des élections "avec l'accord de l'ONU, à la date la plus rapprochée possible".

Les Kurdes célèbrent la constitution: 3 morts et 20 blessés à Kirkouk



KIRKOUK (Irak), 8 mars (AFP) - 19h40 - Trois Irakiens, dont une femme, ont été tués et 20 autres blessés dans des heurts entre Kurdes d'une part et Arabes et Turcomans d'autre part qui ont suivi des manifestations de joie de Kurdes après la signature de la constitution provisoire, a indiqué lundi la police.

"Des milliers de Kurdes sont descendus dans la rue pour manifester leur joie. Certains ont commencé à tirer en l'air mais la manifestation a dégénéré", a déclaré à l'AFP le général Tourhane Youssef, chef de la police de la ville secouée épisodiquement par des troubles interethniques.

"Trois personnes, une femme arabe et deux Turcomans, ont été tuées par les tirs. Douze parmi les vingt blessés transportés dans des hôpitaux sont dans un état grave", a ajouté l'officier de police.

Il a indiqué qu'un couvre-feu nocturne a été imposé dans la ville dont le centre a été le théâtre des heurts.

Selon des témoins, les manifestants kurdes ont déployé des portraits de Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'une des deux principales formations kurdes, des bannières kurdes et brûlé le drapeau irakien.

Un responsable local de l'UPK Jalal Jawhar a déploré ces incidents, en niant toute relation entre les manifestants et son parti.

Kirkouk, à 255 km au nord de Bagdad, est le théâtre d'affrontements ethniques entre Kurdes, Arabes et Turcomans depuis la fin du régime de Saddam Hussein en avril 2003.

Iraq Council Signs Charter, but Reluctant Shiites Want Changes Soon

By DEXTER FILKINS

BAGHDAD, Iraq, March 8 — Iraq's leaders signed an interim constitution on Monday and agreed to embark on a common path toward democratic rule, but the celebratory mood was dampened by calls from the country's most powerful Shiite leaders to amend the new charter before it goes into force.

The signing ceremony for the interim constitution, delayed once because of terrorist attacks and again because of a political deadlock, unfolded without a hitch inside the fortified confines of the American compound. Each of the 25 members of the Iraqi Governing Council signed it or had a representative do so.

The document, with its bill of rights and guarantees for women, was hailed by Iraqi and American leaders as a milestone in the project to implant a democracy here less than a year after Saddam Hussein was swept away.

But immediately after the ceremony ended, Shiite leaders, representing the country's largest group, brought forth sharp reservations that called into question the viability of the accord.

A leading Shiite member of the council, saying he spoke for 12 of the 13 Shiites on the council, read a state-

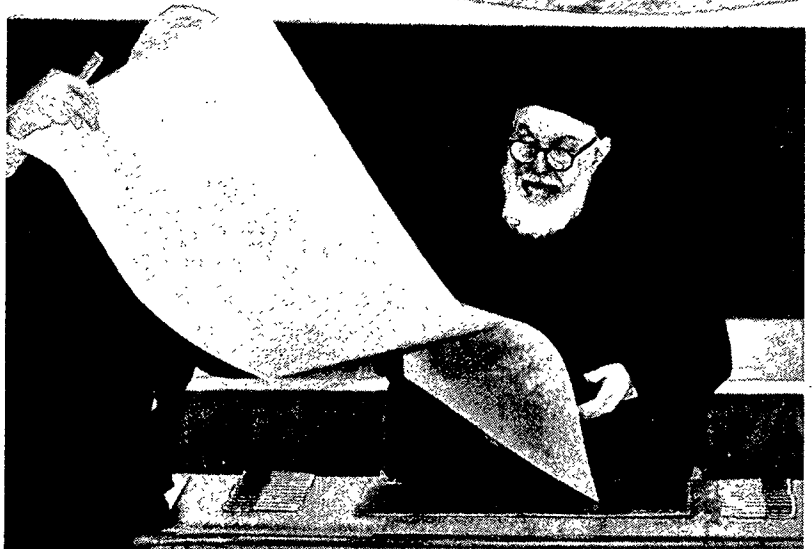
Influential Cleric Insists Document Hinders Real Democracy

ment saying they intended to amend key portions of the document that they considered undemocratic.

Ibrahim Jafari, a Shiite council member, said the group had endorsed the interim constitution in order to preserve the unity of the country. But he made it clear that the Shiite leaders intended to rewrite portions of the constitution before June 30, when the Americans plan to transfer sovereignty to the Iraqi people.

"We say here, our decision to sign the document is pegged to reservations," Mr. Jafari said.

The main issue concerns the mechanism by which the permanent constitution is to be ratified. The Shiites object to a provision that they say grants the Kurds veto power over the permanent constitution, which is to be written after national elections are held.



Pool photographs by Peter Andrews

Sayyed Muhammad Bahr al-Uloum, current president of the Iraqi Governing Council, preparing to sign the interim constitution yesterday.



L. Paul Bremer III, right, the American administrator in Baghdad, greeting Ibrahim Jafari, who called for changes in the charter.

The Shiites also object to language that bars changes in the document signed Monday, except with the approval of the government and the new national assembly, which is to be elected by Jan. 31, 2005.

The Shiites' objections were endorsed by the most powerful religious leader, Grand Ayatollah Ali al-Sistani, who released a religious decree later in the afternoon in which he declared that the charter would obstruct an agreement on a perma-

nent constitution.

In his statement, Ayatollah Sistani said the interim constitution would lack legitimacy until it was approved by a democratically elected national assembly. Under the most favorable circumstances, that is not likely to happen until the end of the year.

"This law places obstacles in the path of reaching a permanent constitution for the country that maintains its unity, the rights of sons of all sects and ethnic backgrounds," Ayatollah

Sistani's decree said:

Together, the reservations portend a shakier future for the interim constitution than American officials and some Iraqi leaders had hoped for.

Still, the immediate impact of the protest was not clear. The ayatollah, who has involved himself deeply in the talks on Iraq's future, did not actually denounce the interim constitution or call on his followers to reject it.

And whether the Shiite leaders could amend the interim constitution before it takes effect on June 30, when the Americans transfer sovereignty, seemed uncertain as well. The 12 who endorsed Mr. Jafari's statement form less than a majority of the 25-member council.

A senior American official, speaking on condition of anonymity, said additions to the interim constitution would likely be limited to the shape of the caretaker government that would take over on June 30. But Shiite leaders said they hoped to use that process to make the changes they sought.

The interim constitution exhibits many of the fundamental elements of a modern state: a bill of rights, which include freedom of speech, assembly and religion; civilian control over the military; and an elaborate system of checks and balances. The document declares Islam the official religion and yet only "a source" of legislation. It calls on lawmakers to devise an electoral system that would give women at least a quarter of the seats in the national assembly.

For 90 minutes on Monday, the mood was high, betraying nothing of the quarrels to come. The 25 Iraqi leaders, many of them scarred by wars and traumas past, gave their names to an expansive document that enshrines human rights and democratic rule as firmly as any constitution in the region.

"This is a great and historic day for Iraq," Adnan Pachachi, a member of the Governing Council, told the crowd that had gathered deep inside the protected confines of the American compound. "This is an Iraqi constitution, made by Iraqis. We have produced a document of which we can all be proud."

With that, the 25 leaders moved to an antique table once used by King Feisal, Iraq's first monarch, signed the charter and stepped onto a raised platform. As the stage filled, the council stood as the embodiment of the extraordinarily diverse nation, patched together 83 years ago from

John F. Burns contributed reporting for this article.

IN BRIEF

A Living Document

Highlights from Iraq's interim constitution.

INDIVIDUALS

Guaranteed rights to:

- Freedom of expression, thought, conscience, and religious belief and practice;
- Privacy, security, education, health care, and social security;
- Assemble peaceably and to associate and organize freely;
- A fair, speedy, and open trial and to the presumption of innocence;
- Vote in free, fair, competitive and periodic elections;
- File grievances against officials when rights have been violated.

WOMEN

- All Iraqis are equal in their rights without regard to gender.
- Electoral law will aim to have women constitute at least 25 percent of the 275-member national assembly.

ELECTIONS

- Nationwide elections will be held no later than Jan. 31, 2005.
- Voters will elect a national assembly, which will then choose a president and two deputies. The three will select a prime minister.

the ruins of the Ottoman Empire, that the interim constitution is meant to hold together.

Among the Iraqis stood Shiite and Sunni Muslims, ethnic Kurds, an Assyrian Christian, a Communist, a Turkmen, several former guerrilla fighters and a handful of survivors

A full bill of rights is flawed, some Shiites say, by a veto granted to the Kurds.

from Saddam Hussein's jails.

One of the most striking moments came when Massoud Barzani, the leader of the Kurdish Democratic Party and a guerrilla leader, switched from Arabic to Kurdish midway through his speech. By so doing, Mr. Barzani highlighted one of the principal compromises of the interim constitution: its enshrinement of Kurdish as an official language of the Iraqi state and its recognition of Kurdish identity.

Mr. Barzani recalled the sufferings of the Kurdish people, thousands of whom died by poison gas and other means under Mr. Hussein's dictatorship. And he saluted the fallen fighters of the pesh merga, the Kurdish

guerrillas who helped topple Mr. Hussein and clear the way for a new Iraqi state.

"This constitution will make some of this sadness go away," Mr. Barzani said. "This is the first time we feel as Kurds that we are equal with others in this country, that we are not second-class citizens."

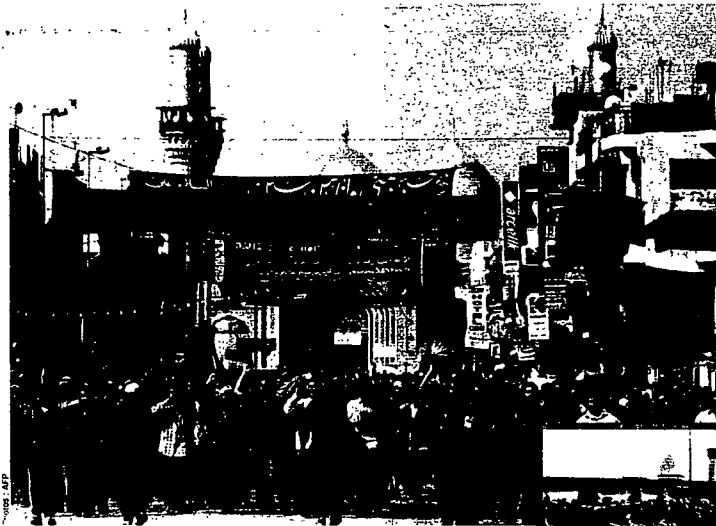
For all the political difficulties, American officials said, their gravest challenge lies in implanting new democratic institutions in a country tormented by violence.

Evidence of that challenge abounded Monday. As the signing ceremony began, guerrillas fired mortars at a Baghdad police station, wounding two policemen and three civilians. In Mosul, in the north, attackers opened fire on a car carrying two city council members, killing one and wounding another.

The ceremony in Baghdad opened with a moment of silence for the more than 180 people killed last Monday in a wave of attacks against Shiite pilgrims in Baghdad and Karbala.

A senior American official here said again that the Bush administration was determined to hand over sovereignty on June 30, even though the violence was expected intensify.

"I think we are heading into a very dangerous time for terrorism, because the terrorists know that time is not on their side," the official said. "But we will make the deadline."



LES ATTENTATS anti-chiites perpétrés à Bagdad et Kerbala, pendant la célébration de la fête de l'Achoura, qui ont fait plus de 270 morts, interviennent à un moment très critique pour les chiites. Ceux-ci essayent en effet de s'affirmer sur le plan politique, depuis la chute du régime de Saddam Hussein.

Et le grand pèlerinage dans la ville sainte de Kerbala, commémorant la mort d'Al-Husseïn, petit-fils du prophète Mohamad, pendant la bataille de Kerbala, était l'occasion pour les chiites irakiens de faire entendre leur voix à l'heure où les ambitions politiques s'affirment. « *Ce rassemblement montre que les chiites d'Iraq sont majoritaires et qu'ils ont des droits, dont celui de diriger l'Etat* », a expliqué le cheikh Kazem Al-Nassari, représentant de Moqtada Al-Sadr, descendant d'une influente lignée de religieux qui a pris la tête d'un mouvement politique chiite.

La semaine dernière, plusieurs des membres chiites de l'exécutif ont contesté l'un des articles de la loi fondamentale destinée à régir provisoirement le pays, redoutant que cet article n'accorde trop d'influence aux minorités sunnite et kurde du pays en leur donnant la possibilité de bloquer la future constitution.

Par ailleurs, les responsables de l'opposition chiite ont signé récemment un texte intitulé « *Le manifeste des chiites d'Iraq* ». S'ils n'ont pas pour but de créer une entité politique indépendante, ils expriment à travers ce document un certain nombre de revendications, telles que la décentralisation du pouvoir, l'abandon de la politique de discrimination confessionnelle, la garantie de droits civils

La difficile ascension des chiites



Démonstration de force de l'armée de Moqtada Al-Sadr à Kerbala.

comme la liberté de la pratique religieuse, la liberté d'édifier des lieux de culte, la liberté de créer des écoles et des universités chiites et d'introduire des éléments de la théologie chiite dans l'enseignement national.

Désireux d'affirmer leur poids politique, les chiites entendent faire pleinement partie du règlement politique envisagé par les Etats-Unis. Ils parlent à la presse, font état de leurs exigences, et n'hésitent pas à proférer des menaces directes contre les nouveaux maîtres américains de l'Iraq. « *Ni Saddam, ni les Américains ne contrôlent l'Iraq, ce sont les chefs religieux* », affirme avec confiance l'imam de la mosquée Al-Rassoul

(mosquée du Prophète), dans la grande banlieue chiite de Bagdad, l'ex-Saddam City rebaptisée Sadr City, du nom d'un des grands leaders religieux assassiné par

IRAQ . Majoritaires dans le pays et longtemps opprimés, les chiites tentent désormais de faire valoir leurs droits. Les attentats de Bagdad et Kerbala témoignent de la fragilité du processus politique et font resurgir le spectre de la discorde entre les confessions.

Saddam. Tous les religieux chiites s'expriment aujourd'hui sans crainte, après plus de 35 ans de silence forcé sous le régime baassiste.

Les années noires

Le pèlerinage de Kerbala, la plus importante célébration chiite, avait été interdit par le régime de Saddam Hussein. Cette interdiction n'était que l'un des aspects de la répression subie par cette communauté majoritaire — entre 55 et 60 % de la population irakienne — mais brimée par l'ancien régime dominé par la minorité sunnite.

Bien qu'ils eussent constitué dans les années 1950 le gros des troupes du Baas, ils en avaient été progressivement écartés après la montée en puissance au sein du parti du clan de Saddam Hussein dans les années 1970.

Par la suite et avec la montée des différends entre l'Iraq de Saddam Hussein et l'Iran des ayatollahs, les chiites, considérés comme potentiellement trop proches de l'ennemi iranien par leur confession, se sont vus tout à fait exclus de la vie politique, voire de la fonction publique. Leur liberté d'expression et d'organisation politique étaient restreinte. Ils subissaient également des violations de leurs droits culturels, économiques et religieux. Citons entre autres l'interdiction de diffusion de programmes chiites à la télévision et à la radio et les restrictions concernant la prière du vendredi, les prêts de livres par les bibliothèques des mosquées chiites et les cortèges funèbres chiites.

Leurs soulèvements furent violemment réprimés, à l'exemple de celui de 1991. Saddam vaincu face à la coalition et bouté hors du Koweït n'hésite pas à utiliser les armes chimiques contre eux. Pour déloger les opposants politiques au régime, des attaques de grande ampleur ont été menées durant plusieurs années dans la zone des marais du Sud de l'Iraq, d'où les populations ont été expulsées après avoir vu leurs villages rasés et la quasi-totalité de la région asséchée. Le plus touché des villages était celui d'Aboul-Aych, au sud du pays, où la destruction était axée sur les habitations et maisons de commerce, et non sur les édifices administratifs. Selon les estimations, de 30 000 à 60 000 chiites ont été tués et près de 100 000 personnes auraient été déplacées au cours de ces tragiques événements.

Une minorité dans l'islam

Mais le départ de Saddam n'est pas forcément synonyme de victoire chiite et les espoirs de cette communauté risquent d'être déçus. D'abord parce que les chiites, famille dissidente de l'islam, ne représentent que 15 % des croyants dans le monde. La majeure partie des musulmans, notamment les pétromonarchies du Golfe, sont sunnites. Pour contenir l'influence des ayatollahs, au pouvoir en Iran depuis 1979, Washington a joué la carte sunnites contre chiites. Forts de leur victoire en Iraq, les Etats-Unis souhaiteraient maintenir cet équilibre.

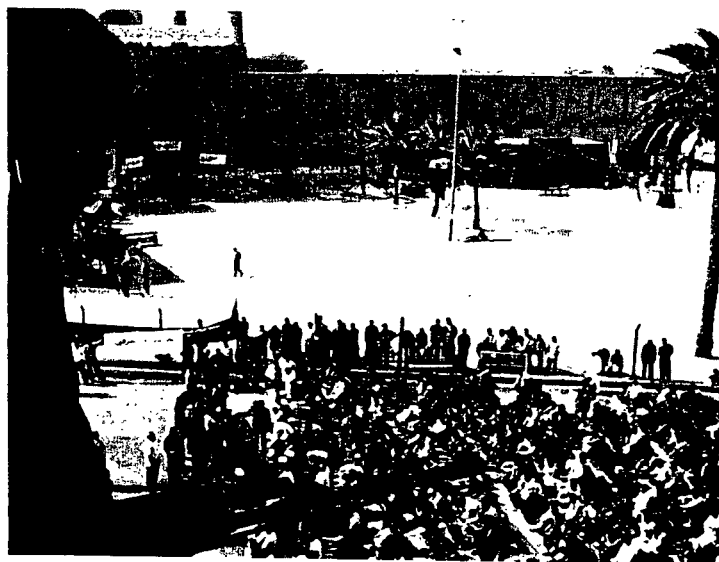
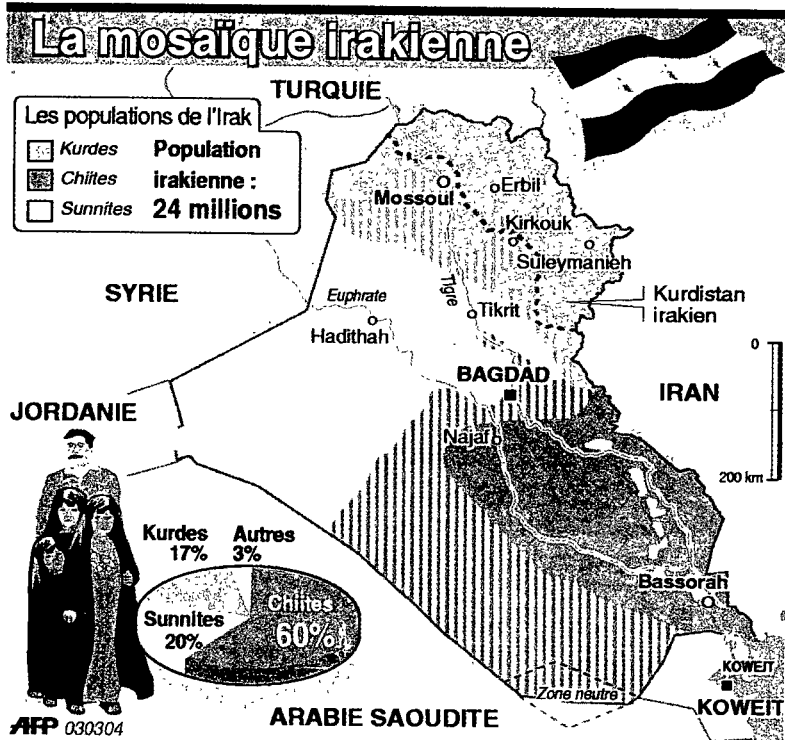
Pour la première fois, les chiites d'un pays arabe sont en train de se libérer, et ce qui se passe en Iraq pourrait donner des idées aux chiites minoritaires d'Arabie saoudite (moins de 10 % de la population), à ceux du Koweït — qui ont toutefois un statut acceptable — ou à ceux

aussi de Bahreïn où ils sont dominés par la minorité sunnite.

La crainte d'un réveil chiite pourrait expliquer en partie les attentats du mardi noir. C'est toute l'entente entre sunnites et chiites en Iraq qui semblait être visée, mettant en relief le spectre de différends inter-religieux et inter-ethniques dans le pays, sans compter de nouvelles perturbations régionales. Le gouvernement iranien n'a pas manqué d'intervenir. Les responsables iraniens ont accusé les forces d'occupation, dirigées par les Américains, d'être directement ou indirectement responsables des attentats, n'ayant pas réussi à assurer l'ordre et la sécurité en Iraq.



L'Ayatollah Sistani, l'homme du moment en Iraq.



Entre chiites et wahhabites

Evoquant l'éventuelle implication de groupes extrémistes islamistes dans les attentats, l'ancien président iranien Akbar Hachémi Rafsandjani a affirmé que « ces groupes étaient le produit de l'oppression mondiale, en particulier des Etats-Unis, et les véritables responsables (des attentats) sont les forces

d'occupation ». La puissante association des enseignants de théologie de Qom, principale ville sainte chiite iranienne, a condamné dans un communiqué les attentats de Kerbala et Bagdad, mais aussi de Quetta (Pakistan), ayant fait 47 morts parmi les chiites, affirmant qu'ils « visaient à créer des divisions entre les musulmans ».

Pour sa part, le site Internet Baztab, proche des conservateurs iraniens, a critiqué « la passivité des chiites face aux (sunnites) Wahhabites ces dix dernières années ». « Les wahhabites doivent savoir que leurs centres au Pakistan, en Afghanistan, en Arabie saoudite et ailleurs dans le monde sont à portée de main des chiites et s'ils continuent (à commettre des attentats contre les chiites), ils paieront un prix très élevé », affirme le site, qui accuse les wahhabites et Al-Qaëda d'être derrière les attentats anti-chiites. Le wahhabisme, doctrine rigoriste de la branche sunnite de l'islam, est né en Arabie saoudite et est observé par les partisans d'Ossama bin Laden, lui-même wahhabite, et son réseau terroriste Al-Qaëda.

La crainte de divisions accrues au sein de l'islam a poussé le mufti d'Egypte, le cheikh Ali Gomaa, à affirmer qu'il était « interdit à un musulman de tuer son frère musulman, en toutes circonstances ». Il a ajouté qu'il était « inacceptable que des musulmans s'entretuent » en Iraq et a souligné que « même les collaborateurs avec l'occupant devaient être épargnés ».

De nombreuses questions se posent donc sur les responsables de ces attaques terroristes et sur leurs conséquences sur les rapports entre les deux communautés. Certains évoquent le spectre d'une guerre civile en Iraq, alors que le Conseil transitoire votait la loi fondamentale devant assurer notamment le retour du pouvoir aux Iraquiens le 30 juin prochain ●

Aliaa Al-Korachi

Habdo
Al-Ahram

10 - 16 MARS 2004

En Irak, l'ayatollah Al-Sistani critique la Loi fondamentale

Le dignitaire chiite déclare que cette

Constitution provisoire n'est pas « de nature à préserver l'unité du pays ». Il estime que le droit de veto accordé aux Kurdes est exorbitant. Pendant la cérémonie de signature, des femmes ont manifesté

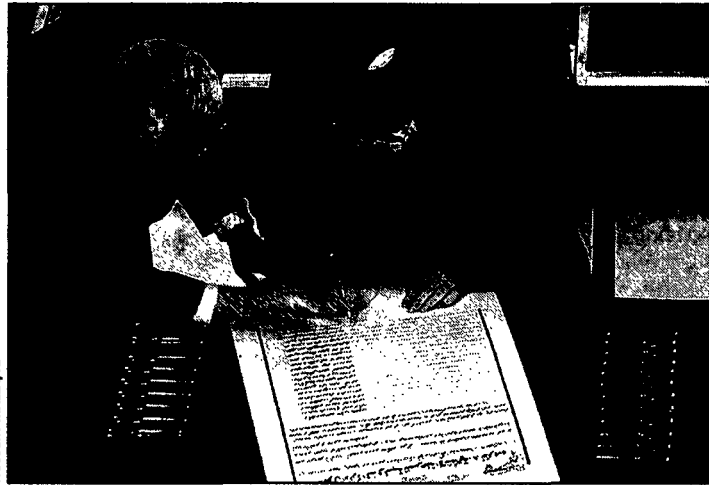
BAGDAD

de notre envoyé spécial

Les vingt-cinq dirigeants irakiens, réunis au sein du Conseil intérimaire de gouvernement (CIG), ont signé, lundi 8 mars, avec cinq jours de retard, la Loi fondamentale qui doit régir l'Irak jusqu'à l'adoption d'une Constitution à l'automne 2005. Le texte est présenté par les Etats-Unis comme étant le plus libéral jamais adopté dans un pays du Moyen-Orient. Profitant de la Journée internationale des femmes, des Irakiennes ont manifesté le même jour dans les rues de Bagdad, accusant l'occupant américain de faire malgré tout la part trop belle aux islamistes sur la scène politique.

Le document n'a pas été modifié au terme du report provoqué par le refus de cinq dirigeants chiites de signer la Loi fondamentale, tout en demeurant critiqué par leur guide spirituel, l'ayatollah Ali Al-Sistani. Après avoir consulté l'incontournable dignitaire à Najaf, ils ont finalement accepté la disposition qu'ils refusaient trois jours auparavant, c'est-à-dire le droit pour trois provinces irakiennes sur dix-huit de mettre, au terme d'un référendum, un veto à la future Constitution.

Certains chefs chiites, dont la communauté est majoritaire dans le pays et est impatiente de parvenir au pouvoir après avoir été opprimée sous Saddam Hussein, estiment que ce droit de veto offre un privilège exorbitant à la population du Kurdistan autonome, composé de trois provinces. Les Kurdes ont répliqué que cet article était justement l'un des piliers de l'idée de fédéralisme, acceptée dans son principe, et qu'il fallait veiller à ce que la majorité chiite



Mohammed Bahr Al-Ouloum, président en exercice du Conseil intérimaire de gouvernement irakien (CIG), signe, lundi 8 mars, la Loi fondamentale qui fera office de Constitution jusqu'à la fin de 2005.

n'impose pas arbitrairement ses vues aux minorités sunnite, kurde, chrétienne et turcomane.

L'ayatollah Al-Sistani a fait savoir qu'il demeurait insatisfait par certaines dispositions du texte. « Cette loi pose des obstacles à une Constitution permanente du pays, de nature à préserver son unité et les droits des adeptes des différentes ethnies », a-t-il déclaré, sans préciser sa pensée.

UN SUCCÈS POUR PAUL BREMER

L'ayatollah ne s'est néanmoins pas opposé à son adoption. Le guide spirituel chiite aurait-il ordonné aux cinq membres du CIG le report de trois jours uniquement pour réaffirmer son influence sur la classe dirigeante chiite, lui qui affirme par ailleurs, sans que nul le croie, ne pas se mêler d'affaires politiques ? Son intervention a de

toute façon atténué la légitimité de cette Constitution provisoire, rappelant une nouvelle fois que tout ce qui émane du CIG, nommé par Washington, sera soumis à révision après des élections.

La signature de la Loi fondamentale, en dépit d'un processus un peu chaotique, est toutefois un succès pour Paul Bremer. L'administrateur américain en Irak a très clairement soutenu les laïques du Conseil de gouvernement et est parvenue à contrer certaines exigences des islamistes. Le texte stipule notamment que « l'islam est la religion officielle de l'Etat et une source de la législation », et non pas son « unique source », comme le souhaitaient le clergé chiite et certains oulémas sunnites.

Le président en exercice du Conseil de gouvernement, le chiite Mohammed Bahr Al-Ouloum, a estimé que la signature de la Loi fondamentale est « un tournant dans l'histoire de l'Irak et dans sa marche vers le retour à sa souveraineté ». « Nous célébrons la naissance d'un nouvel Irak », s'est félicité le dirigeant kurde Massoud Barzani.

« LIBERTÉS INDIVIDUELLES »

« La Loi consacre l'égalité entre tous les Irakiens et accorde des garanties pour le respect des droits et des libertés individuelles », a ajouté le délégué sunnite Adnan Pachachi, très actif durant la rédaction du document. « Ne renoncez

plus jamais à ces droits ! », a-t-il conclu en s'adressant au peuple irakien.

Des droits, c'est aussi ce que réclamaient les dizaines d'Irakiennes qui ont manifesté lundi, en cette Journée internationale des femmes, sur la place Al-Ferdaous, lieu symbolique de la chute de Saddam Hussein. Yanar Mohammed, la directrice de l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak, récemment condamnée à mort par une mystérieuse « Armée de Sahaba », estime que Paul Bremer et les dirigeants du CIG demeurent encore trop influencés par les islamistes.

« Après avoir été débarrassé de Saddam, l'Irak doit être débarrassé de ses idées ! dit-elle, discrètement vêtue d'un gilet pare-balles. L'époque de l'oppression des femmes doit s'achever. Il faut rejeter toute distinction entre les sexes. » S'en prenant à la loi islamique, elle se demande « quelle loi affirme qu'un homme vaut quatre femmes ? » Elle appelle les femmes à soutenir le Parti communiste irakien, co-organisateur de la manifestation, « le seul mouvement politique qui protège la femme irakienne ».

Peu après la manifestation féministe, au moment même où le Conseil de gouvernement signait la Loi fondamentale, une explosion a retenti à 200 m de la place Al-Ferdaous. Une maison a été détruite par une roquette, tuant deux personnes et en blessant trois autres, mais c'est vraisemblablement un poste de police voisin qui était visé.

D'autres fortes explosions ont ensuite secoué Bagdad, sans qu'un point de chute de roquettes ou d'obus de mortiers soit identifié. La veille au soir, le quartier général de Paul Bremer, ainsi que l'hôtel Rachid, mitoyen, où logent les fonctionnaires américains, avaient eux aussi été la cible de tirs d'une dizaine de roquettes.

Pour les Irakiens, au-delà des discussions sur tel ou tel aspect constitutionnel, c'est cette violence qui met en danger le retour du pays à la stabilité politique. Et chacun craint qu'elle ne fasse qu'empirer d'ici au 30 juin, date du transfert de souveraineté et de la fin officielle de l'occupation américaine.

Rémy Ourdan

La Turquie inquiète et George Bush satisfait

« La Constitution provisoire ne nous satisfait pas. Elle accentue nos préoccupations », a déclaré, lundi 8 mars, le porte-parole du gouvernement turc, le ministre de la justice, Cemil Cicek. « Nous considérons ce texte comme un arrangement qui n'aidera pas à l'établissement d'une paix permanente en Irak et qui permettra la poursuite d'une longue période de trouble et d'instabilité », a-t-il ajouté. Le ministre turc des affaires étrangères, Abdullah Gül, a écrit au secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, pour lui faire part de ses préoccupations. Le président Bush a félicité, lundi, les Irakiens, estimant que la Loi fondamentale « constitue une étape importante vers l'établissement d'un gouvernement souverain le 30 juin ». Ce texte « pose les bases d'élections démocratiques et d'une nouvelle Constitution qui sera rédigée par une assemblée irakienne élue et approuvée par le peuple irakien », a-t-il ajouté. — (AFP.)

Courage, chère Leyla Zana

par Chirine Ebadi et Danielle Mitterrand

CHIRINE EBADI,
avocate iranienne, est le Prix Nobel
de la paix 2003.
DANIELLE MITTERRAND
est présidente
de la Fondation France Libertés.

CHÈRE LEYLA ZANA,
Ce mois de mars 2004 est un bien triste anniversaire pour toi et tes amis. Cela fait dix ans que tu es en prison. En 1994, la Cour de sûreté de l'Etat n° 1 d'Ankara te condamnait pour avoir défendu les droits culturels de tes concitoyens kurdes, défendu la paix, et prôné l'amitié et la fraternité entre les Turcs et les Kurdes en Turquie. Depuis la prison d'Ulucanlar, tu nous rappelles dans tes lettres que l'enfermement entre quatre murs n'entame pas ta soif d'un monde meilleur dans lequel les femmes, « éгалitaires et justes », participeraient activement à la construction de la paix, de la démocratie, et veilleront au respect de toutes les libertés.

Chère amie,
Pour t'écrire, nous n'avons pas eu besoin de longues concertations. Nos cœurs et nos pensées, tournés vers ton courage et la justesse des causes que tu défends, nous ont dicté ces quelques mots : te dire à quel point tu nous manques. Comme tu manques à Mehdi, ton époux (qui a passé onze ans dans les prisons turques), à Ronahi et Ruken, tes enfants, comme tu manques à la population qui t'a élue au Parlement en te confiant le mandat de défendre ses droits culturels millénaires. Comme tu manques, Leyla, à la Liberté.

Le renvoi de la 11^e audience de votre procès, commencé il y a un an, faisant suite à dix renvois successifs précédents au cours desquels vous apparaissiez, toi et tes collègues députés, menottés et entourés par les forces de sécurité, nous a très profondément bouleversés.

Les demandes de libération présentées par vos avocats sont systématiquement rejetées, sans aucune motivation, en totale violation de votre droit interne et de la Convention européenne des droits de l'homme. Et aujourd'hui encore vous demeurez emprisonnés.

Chère Leyla,
Alors que d'éminents représentants politiques européens estiment que ton pays est en mesure d'instaurer un vrai partenariat avec l'Union européenne, parce que plusieurs séries de réformes ont été adoptées pour satisfaire aux critères de Copenhague, tes amis, eux, sont scandalisés : ce procès politique qui est le vôtre est en effet hautement représentatif des contradictions auxquelles les dirigeants de ton pays sont confrontés.

Dans la perspective d'octobre 2004, ceux-ci souhaitent obtenir l'établissement d'un échéancier pour l'ouverture des pourparlers d'adhésion. Cependant, alors que ces dirigeants politiques mani-

festent une volonté de réforme, de démocratisation et d'ouverture, l'appareil judiciaire turc, au contraire, témoigne de nombreuses résistances.

Ainsi, les réformes adoptées en ce qui concerne les Kurdes restent lettre morte. Le droit de diffuser des émissions radio-télévisées en langue kurde est entravé par une multitude de décisions administratives ou juridiques.

Le droit à la préservation de la culture kurde (par exemple donner des prénoms kurdes à ses enfants) se voit dans les faits très limité par des restrictions linguistiques.

Les écoles qui devraient dispenser un enseignement en langue kurde font face, elles aussi, à des tracasseries administratives qui les empêchent d'ouvrir leurs portes.

Enfin, les défenseurs des droits de l'homme sont harcelés, quand ils ne font pas l'objet de nombreux procès.

Les dirigeants de ton pays, chère Leyla, auront-ils la volonté nécessaire pour mettre réellement en œuvre les réformes qu'ils ont eu le courage d'adopter ?

Bien entendu, les mentalités ne sauraient changer brusquement

du jour au lendemain. La mise en place et le respect de la démocratie et de toutes les libertés nécessitent de la part des dirigeants politiques

Les jours et les années passent, et tu demeures en prison. Pour combien de temps encore ?

de toute nation une authentique et forte volonté, mais aussi du courage, de la franchise et de la fermeté.

Chère Leyla, chère amie, les jours et les années passent, et tu demeures en prison. Pour combien de temps encore ?

Le 12 mars doit se tenir la 12^e audience de votre procès. A cette occasion nous invitons les défenseurs des droits de l'homme, les parlementaires européens et les représentants des Nations unies à se joindre à nous pour appeler fermement à ta libération ainsi qu'à celle de tes collègues, afin d'œuvrer à l'établissement de la démocratie et de la paix.

Chirine Ebadi
et Danièle Mitterrand

SYRIE

LE FIGARO MERCREDI 10 MARS 2004

Manifestation réprimée à Damas

Beyrouth :
Sibylle Rizk

Les autorités syriennes ont très vite relâché quelques dizaines d'opposants qui avaient osé manifester lundi, jour anniversaire du Baas, le parti au pouvoir depuis 41 ans, pour réclamer la levée de l'état d'urgence et la libération des prisonniers politiques.

Les manifestants, qui s'étaient réunis devant le Parlement, dans le centre de Damas, étaient, selon un témoin, moins

nombreux que les agents en civil des services de renseignement. Dès qu'ils ont voulu brandir des slogans sur des pancartes improvisées, les forces de sécurité sont intervenues, arrêtant par la même occasion trois journalistes étrangers et un diplomate américain.

L'envoyé spécial du *New York Times* raconte que ses collègues et lui ont été bien traités par les policiers qui leur ont offert thé et café à profusion avant de les relâcher. « L'appareil de sécurité conserve ses vieux réflexes, mais l'ordre de

libérer tout le monde est vite arrivé, car les autorités syriennes ne peuvent se permettre aucun faux pas en ce moment », commente l'une des 98 personnes interpellées, interrogée par téléphone.

La relâche a été d'autant plus rapide qu'un diplomate américain figurait parmi les détenus, ce qui a suscité les vives protestations des Etats-Unis. « L'arrestation de diplomates, même brève, est une claire violation des conventions de Vienne » sur le statut des missions diplomatiques et leur personnel, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Richard Boucher.

La magnanimité dont a fait preuve le régime syrien est un signe des pressions auxquelles le sommet Washington depuis la

chute de Bagdad. Ces pressions ont sans doute encouragé les opposants à donner de la voix et à faire circuler une pétition qui revendique des milliers de signatures. L'entourage du président américain laisse en effet entendre qu'il s'apprête à imposer dans les prochaines semaines des sanctions contre la Syrie, conformément au Syria Accountability Act, promulgué en décembre. Cette loi autorise la Maison-Blanche à adopter une série de sanctions commerciales et diplomatiques à l'encontre de Damas qui est accusé de soutenir des organisations terroristes, de permettre l'infiltration d'éléments armés en Irak, de développer des armes non conventionnelles et d'occuper le Li-

ban.

Face à ces menaces, le régime syrien a le plus grand mal à défendre sa position qui est essentiellement motivée par la revendication du plateau du

Golan, occupé depuis 1967 par Israël. Si le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a fait savoir qu'il proposerait prochainement un plan de relance des négociations entre Israël, la Syrie et le Liban, ce dossier ne semble pas prioritaire

pour les Etats-Unis. Damas espérait compter sur le soutien de l'Union européenne, mais le report de la signature de l'Accord d'association, conclu début décembre, témoigne des divergences entre les Quinze sur la question. Revenant sur le man-

dat de négociation accordé à la Commission européenne, trois pays proches de Washington, dont la Grande-Bretagne, réclament une version plus contraignante de la clause sur les armes de destruction massive.

New tactic heightens terror fear in Iraq

2 American civilians are killed by gunmen dressed as policemen

By John F. Burns

ABU GHARIK, Iraq: Two American civilians working for the Coalition Provisional Authority and an Iraqi interpreter were killed by what Iraqi police officials said Wednesday they believed were four men dressed as Iraqi police officers.

The civilians and the interpreter were driving down from the holy city of Karbala in an unmarked, unprotected vehicle at 6:20 p.m. Tuesday when four men who had been following them opened fire at point-blank range, the police said.

The car, which was traveling on a divided highway, crossed over the median strip, crashed down an embankment and then ran across open ground until it hit an earth banking, where it came to rest.

Iraqi officers at a station more than a kilometer from the scene said they had been alerted to the killings by a passing motorist who had seen the vehicle carrying the killers follow the Americans' vehicle off the road. The motorist saw the attackers resume shooting at the Americans' vehicle after it had come to a halt, the officers said.

The victims appeared to be headed for the regional headquarters of the coalition authority in Hilla, about 100 kilometers, or 60 miles, south of Baghdad, when the attack took place at this village about 13 kilometers southwest of their destination.

The Iraqis say the attackers were dressed in the blue shirts and black trousers of the newly reconstituted Iraqi police service, which has been trained by the Americans.

Dan Senor, a spokesman for the occupation authority, said that identification of the victims would be withheld until the next of kin could be notified.

Senor also said that the occupation authorities were in the process of compiling a report on the killings and that he could not confirm the Iraqi police account identifying the killers as wearing police uniforms.

At the time of the attack, the civilians were about 24 kilometers northeast of Karbala in open country that runs through a landscape of palm groves, wheatfields and natural water pools.

There is a fairly heavy stream of traffic on that road at that time of day and evening. Karbala was the scene last week of the killing of more than 100 people by suicide bombings and other attacks on one of the holiest Shiite celebrations.

Blame for those attacks has been placed by U.S. officials on associates of Abu Mussab al-Zarqawi, a Jordanian-

born Islamic militant with a \$10 million ransom on his head. He has been identified by the Americans as responsible for many of the worst terror attacks across Iraq in the past year, including the bombings in Baghdad of the headquarters of the United Nations and the International Committee of the Red Cross.

U.S. officials in Baghdad said the two American victims were the first civilian employees of the U.S. occupation au-

Four men opened fire on the victims at point-blank range.

thority to have been killed in Iraq since the American invasion began nearly a year ago.

They said the only other death among American employees of the provisional authority occurred in October, when a U.S. military officer working at the authority's Baghdad headquarters was killed by a rocket that hit the Al Rashid Hotel during the stay there of Deputy Defense Secretary Paul Wolfowitz.

A senior Iraqi police officer, seated in his office in a sandbagged compound close to the scene of the killings here, said the police believed that the killers had waited to carry out the shootings until the victims were in open countryside with nightfall approaching, to impede pursuit by investigators.

The senior officer, identified only as Brigadier Qais, said that the area around Abu Gharik, which is overwhelmingly Shiite, had previously been spared the bombings and other terrorist attacks that had made Hilla and towns on the road north to Baghdad, with mixed Shiite and Sunni populations, one of the most dangerous areas in Iraq for Americans and other Westerners.

It is dangerous, as well, for Iraqis at police stations and other installations associated with the U.S. occupation.

The Iraqi accounts of the attack offered further evidence of a pattern that U.S. officers have said makes the terrorists and pro-Hussein insurgents particularly formidable, with their ability to adapt quickly to new techniques of attack as the Americans and their allies identify patterns in previous attacks and stiffen their defenses against them.

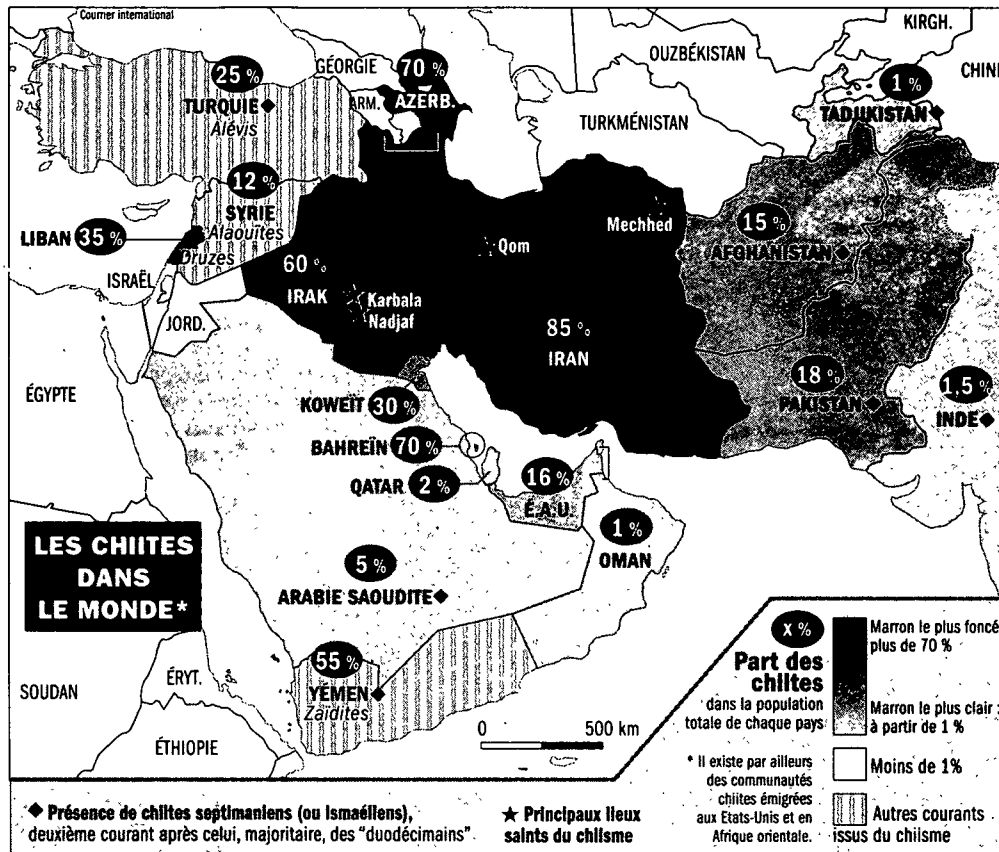
The New York Times

Herald INTERNATIONAL Tribune

March 11, 2004

ISLAM La nouvelle violence contre les chiites

DU 11 AU 17 MARS 2004



■ **Bouc émissaire**
Accuser les États-Unis d'être responsables des attentats contre les chiites est commode, souligne *Al Hayat*. Vrai ou faux, peu importe. Car cela permet un consensus entre sunnites et chiites. A l'inverse, désigner les sunnites comme responsables risquerait de précipiter le pays dans la guerre civile.

► Dessin de Schrank paru dans *The Independent*, Londres.

Jusqu'ici tout allait bien

En Irak l'imbrication confessionnelle était forte. Cette cohabitation est mise à rude épreuve par ceux qui veulent transformer le pays en un borborygme pour les États-Unis.

SHARGH
Téhéran

Les lieux saints du chiisme en Irak viennent d'être ensanglantés par plusieurs attentats barbares. Le même jour, le Pakistan était lui aussi le théâtre d'un attentat provoquant la mort de fidèles en train de participer à la cérémonie de commémoration de l'imam Hussein. Malgré cela, le Pakistan et l'Irak sont en réalité très différents. L'extrémisme et les affrontements religieux entre sunnites et chiites sont une réalité récurrente au Pakistan. Mais l'Irak, qui fut pourtant le lieu de la scission ayant donné naissance à ces deux grands courants de l'islam, a finalement été relativement épargné par l'affrontement chiite-sunnite au cours du dernier siècle. Si Saddam Hussein a opprimé les chiites, il n'a pas pour autant permis à la religion sunnite de s'épanouir. Il avait en effet des positions généralement antireligieuses et ce n'est qu'au cours de ces dernières années que le régime baasiste a teinté son discours de symboles religieux, allant ainsi jusqu'à faire inscrire "*Allah*

Akbar" [Dieu est le plus grand] sur le drapeau national, essentiellement dans le but de séduire l'opinion dans l'ensemble du monde arabe.

Ce qui se passe aujourd'hui en Irak n'est donc pas l'affrontement de deux extrémismes, le sunnite et le chiite.

Certes, l'élément religieux semble désormais omniprésent chez les chiites d'Irak, mais il s'agit là avant tout d'une réaction qui fait suite à trente-cinq ans de mise sous tutelle de la religion par le régime baasiste, tandis que chez les sunnites l'activisme religieux constitue une réponse à la présence militaire américaine dans le pays. D'ailleurs, l'islamisme politique radical en tant que tel n'est dominant ni chez les chiites ni chez les sunnites en Irak.

La différence du niveau de violence confessionnelle entre l'Irak et le Pakistan est également une conséquence de la différence de niveau de vie. Avec une population d'au moins 150 millions d'habitants et une économie très faible, le Pakistan doit faire face à une pauvreté chronique et il est constamment en butte à de nombreux problèmes économiques. Cette conjoncture diffi-

cile conjuguée à une corruption omniprésente constitue un vivier idéal pour les mouvements fondamentalistes.

La situation est donc très différente en Irak. Si la structure traditionnelle et tribale y est dominante, le fondamentalisme n'y est pas aussi fortement implanté. Les sunnites irakiens appartiennent ainsi en majorité à la branche chafite du sunnisme, qui parmi les quatre grandes écoles juridiques du sunnisme constitue celle qui est la plus proche des chiites. Qui plus est, l'appartenance ethnique prime en Irak sur l'appartenance religieuse, et de nom-

breuses tribus comptent dans leurs rangs aussi bien des chiites que des sunnites. Ce mélange rend donc plus difficiles des affrontements de type confessionnel. En outre, le lien national, ethnique ou politique prime sur le lien religieux. Ainsi, les Kurdes, qui sont pourtant sunnites, se sentent plus proches aujourd'hui des chiites arabes que des Arabes sunnites. Enfin, sur un plan socio-économique, la pauvreté n'est pas structurelle mais davantage liée à la crise politique actuelle qu'à un état de pauvreté endémique. L'Irak est

en effet un pays potentiellement riche. Une fois cette crise surmontée, il pourrait rapidement changer et devenir l'un des Etats les plus riches du Moyen-Orient. Le niveau d'alphabétisation y est en plus comparable à celui des pays arabes les plus développés. Dans ces conditions, l'aspiration au changement

et à la modernité devrait l'emporter sur le traditionalisme. Avant d'être liés à un affrontement confessionnel intérieur, les attentats qui viennent d'avoir lieu en Irak sont le résultat de facteurs extérieurs au pays. Ils sont donc très certainement le fait de groupes proches d'Al Qaida qui ont décidé d'utiliser

l'Irak comme le lieu d'affrontement idéal avec les Etats-Unis, au besoin en transformant le pays en un vaste champ de bataille interethnique et interconfessionnel qui deviendrait un véritable borbier pour les Etats-Unis.

Mehran Karimi

CLÉS

Un schisme plus politique que religieux

■ **Implantation** Les chiites ne représentent qu'un peu plus de 10 % des musulmans. Dans certains pays, notamment du Golfe, leur nombre est important. Ils sont majoritaires en Irak, en Azerbaïdjan, à Bahreïn et en Iran. En Arabie Saoudite, ils sont installés autour des champs pétrolifères du nord-est du pays.

■ **Histoire** Le chiisme remonte à 680, à la Fitna, la "Grande Discorde", un traumatisme qui reste profond. Elle déchira la communauté musulmane sur la question de la succession du Prophète. Certains considèrent que seuls les membres de la famille du Prophète pouvaient lui succéder. Ils voulaient donc voir Ali, cousin, fils adoptif et gendre de Mahomet, devenir calife, mais il fallut attendre vingt-quatre ans et trois autres califes avant la désignation d'Ali. La commu-

nauté était divisée entre ses partisans et la majorité dont est issu le sunnisme. Ali fut battu par les armées omeyyades, puis assassiné. Hussein, son fils, reprit le flambeau, mais fut massacré avec ses troupes à Kerbala en 680. Puis les chiites considèrent que la lignée d'Ali se perpétuerait par des imams initiés (à ne pas confondre avec l'imam sunnite, qui ne fait que conduire la prière).

■ **Courants** Les "duodécimains" considèrent que le 12^e imam s'est "occulté" en 873 et reste invisible jusqu'à son retour, à la fin des temps, en tant que *mahdi* (messie). Ils représentent 90 % des chiites. L'autre groupe, appelé ismaélien, ou "septimain", ne reconnaît que sept imams. De nombreuses sous-divisions se sont développées, mais les chiites eux-mêmes ne les reconnaissent

pas forcément. Pourchassés, ils se sont souvent réfugiés dans les montagnes du Moyen-Orient, tels que les druzes et les alaouites, ou encore les zaïdites. Bien que les alaouites soient considérés par les sunnites comme des apostats qui méritent la mort, la "dynastie républicaine" qui règne en Syrie est alaouite. En Turquie, les alévis forment un important sous-groupe, très attaché à la laïcité. Le seul pays où le chiisme a pu s'épanouir est l'Iran, passé au chiisme au XVI^e siècle et depuis principal foyer de cette croyance.

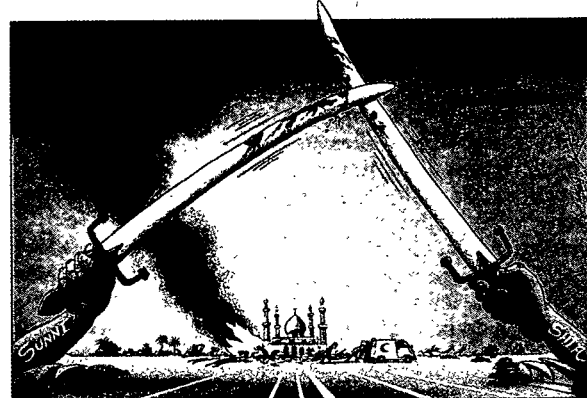
■ **Pratiques** Les chiites se distinguent par la vénération qu'ils vouent à Ali et qui est dénoncée par les sunnites comme idolâtre. Par ailleurs, les chiites, contrairement aux sunnites, ont un clergé très hiérarchisé.

PERSPECTIVES

Bientôt le temps de la résurrection

En 680, Hussein, petit-fils de Mahomet, fut massacré par des musulmans à Kerbala. Depuis, ses adeptes se rendent en pèlerinage de pénitence dans cette ville. Quand donc les chiites dépasseront-ils le culte du deuil ? se demande le poète libanais Abbas Baydoun, lui-même chiite.

Que révèle le cortège des millions de chiites qui se dirige vers Kerbala ? Ces bannières noires [couleur du chiisme], ces foules en sanglots, se lamentant et se frappant le visage, grattant le sol pour se couvrir de poussière ? Des pleurs en mémoire de l'imam Hussein, l'"Absent", dans un monde où tout est absence, des soupirs en regret de l'imam vénéré. Ils sont des millions sur le chemin de Kerbala, pas encore sortis du coma dans lequel l'Histoire les a plongés. Défiler par millions, pleurer et gémir en communauté pour redevenir un peuple. Mais... quel chemin emprunter ? Leur itinéraire n'est encore qu'une procession, célébrant leur imam regretté, pénitents portant des cercueils jusqu'à son mausolée, confondus en excuses et en sanglots, répétant leurs rites de repentir. Puis voici qu'arrive tardivement – dans le repentir et l'expiation – la résurrection de la communauté chiite qui succède à une mort symbolique. L'effacement était équivalent de mort, le mutisme de trahison, la soumission de péché. Aujourd'hui, ils ont rendez-vous avec leur résurrection pour émerger enfin de la poussière de Kerbala. Environ 60 % des Irakiens seraient chiites. Difficile donc de les considérer comme une simple obédience religieuse ou une secte. Au cours de l'Histoire, ils ont été tour à tour royalistes, communistes, baasistes et démocrates et, en tant que communauté, ils ont bien sûr connu des différends. Mais leur vénération envers Ali [quatrième calife, gendre du Prophète] leur a permis de surmonter les doutes et



de résister aux pressions. Ce que Saddam Hussein a fait aux chiites, il l'a fait à l'ensemble du peuple irakien, et c'est au prix de millions de morts et d'exilés que Saddam Hussein a gouverné. Ce qui se passe aujourd'hui pourrait être la résurrection de l'ensemble de l'Irak. Il est probable que cette sortie du tombeau, dans lequel le dictateur avait enterré vivants plus particulièrement les chiites, fasse peur autour d'eux et les effraie eux-mêmes. Il se peut que les chiites ne comprennent pas pourquoi tout ce sang a été versé, mais ils ne se tromperont pas sur le sens de cet augure : leur maître spirituel Ali et son fils l'imam Hussein ont, eux aussi, été tués sur le seuil du lieu saint, leur sang en imprègne encore les portes. Abdelhamid al-Khoï [dignitaire chiite assassiné en avril 2003] et Mohammad Baqer al-Hakim [autre dignitaire chiite, assassiné en août 2003], ainsi qu'une centaine de personnes priant avec lui aux portes du mausolée, étaient peut-être des victimes expiatoires de plus ! Mais, cette fois-ci, les millions célébrant le souvenir de l'imam Hussein finiront bien par trouver la bonne voie. Le temps n'est plus loin où les chiites n'auront plus besoin de célébrer leur résurrection et redeviendront un peuple. Une autre Histoire s'ouvre maintenant devant eux, une Histoire où il sera question d'Etat, de politique et de rassemblement national.

Abbas Baydoun, *An Nahar* (extraits), Beyrouth

DU 11 AU 17 MARS 2004

Courrier INTERNATIONAL

Turkey's Kurds Hope in the air

DIYARBAKIR

Changes in Iraq give a chance of peace between Turks and Kurds

AS IRAQI Kurds took to the streets to celebrate an interim constitution that guarantees them unprecedented rights (see page 46), their restive Turkish cousins rejoiced too. "We can't believe this is happening, it's too good to be true," rasped Cemil Oter, a Kurdish tribal chief, who, like many of his ethnic kin, was glued to a Kurdish television broadcast from Iraq.

Under Iraq's new laws, some 4m Kurds will keep their own regional government, parliament and police. Their language has been designated one of Iraq's official tongues. For the authorities in Turkey, home to three times as many ethnic Kurds, the changes in Iraq are a bit unnerving. They suspect the Americans (who deny it) of having a plan for an independent Kurdish state in northern Iraq. If that—or anything like it—came about, it could refuel separatist violence among Turkey's Kurds.

Yet some people in Turkey are beginning to argue that, instead of pointing fingers at American troublemakers, the country would have less to fear if it gave its own Kurds, whose existence as an ethnic group has long been denied, a better deal. Some moves have been made in that direction. Egged on by the European Union, which Turkey hopes to join, parliament has approved laws enabling Turkey's Kurds to broadcast in and teach their language in

privately run courses for the first time. A draft law curbing the powers of the central government will give regions, including ten largely Kurdish provinces, greater control over health and education.

Still, implementation has been slow. Kurdish politicians continue to be prosecuted for such offences as addressing public rallies in their mother tongue. Mr Oter and his friends celebrated the Iraqi Kurds' new gains in the privacy of their homes, for fear of being arrested. And Ankara's hawkish generals still want all Kurds kept on a tight leash—on the ground that 5,000 armed Turkish Kurds holed up in Iraq may still be a threat.

That argument may be losing some of its force, however, because of a power struggle that has been raging among the Turkish Kurds, armed and otherwise. A feud has erupted among leaders of the PKK guerrilla group, which waged war against Turkey in the name of separatism and Marxism, until its leader, Abdullah Ocalan, was captured in 1999.

The row broke out when Osman Ocalan (the new PKK boss, and brother of

Abdullah) said he wanted to disarm the group—under a deal with the Americans. The Americans deny any contact with Osman. He has been declared a traitor by most rebels, who want to keep their guns.

But it is still amazing to see a PKK bigwig, at liberty, becoming a pro-American dove.

Tensions in the PKK have spilled over to Turkey's largest pro-Kurdish party, Dehap, as it prepares for local elections on March 28th. It is no secret that the PKK has the final say over who runs on the party ticket. So far, hardliners have had their way, notably with the ditching of Feridun Celik, mayor of Diyarbakir, who is backed by Osman Ocalan. Mr Celik declared his candidacy as an independent, only to withdraw amid death threats—despite claiming to have backing from both Ocalans. The stance of Abdullah Ocalan—isolated even from his own lawyers over the past month in his cell near Istanbul—is a mystery.

Equally opaque is the degree of influence he still wields over his followers. Any loosening of the ties between the armed Kurds and unarmed ones in Dehap could, in a paradoxical way, make life trickier for the Turkish authorities. Up to now, they have relied on Abdullah Ocalan to send messages of restraint to his erstwhile comrades, and he has duly obliged.

But what if signals from Abdullah's prison cell lose their effect? As a last resort, Ankara might try an alternative strategy: reaching out to its Kurdish citizens to persuade them that their interests lie in staying in a democratic state that is on its way to joining the EU. What would this take? A first step might be an amnesty for all PKK fighters; another would be compensation for the 1m Turkish Kurds forcibly displaced during the PKK rebellion. Even more boldly, Turkey could embrace Iraq's Kurds as political and economic partners. These are not easy nettles for any Turkish government to grasp; but if the prize were lasting peace between Turks and Kurds, it would be worth some stings. ■

MARCH 13TH-19TH 2004

The Economist

Iraq's interim constitution

Breakthrough or procrastination?

BAGHDAD

Do the Shias truly accept the new constitution?

ON MARCH 8th, more than a week after the original deadline, all 25 members (or their delegated proxies) on Iraq's American-appointed Governing Council (GC) eventually signed up to a new interim constitution. But it was touch and go. An accord had been delayed because five of the council's 13 Shias had objected to the granting of a veto—as they

saw it—to the Kurds, which lets them block changes to a constitution that now guarantees their autonomy in a federal state. But after the Shias yielded, 12 of them promptly issued a statement stressing their reservations and underlining the deal's interim nature. Is the document, then, a true pointer to a new Iraq or will the Shias seek to tear it up and start again once they win



the lion's share of power at the polls in a year or so, as they assume they will?

Mohammed Bahr al-Uloum, a Shia ayatollah who was one of the five GC members at first refusing to sign, said the constitution upheld "the principles of consensus between all the components" of Iraqi society. It was, for sure, a striking compromise, in particular between Iraq's

religious Shias, who want power concentrated at the centre, and the secular-leaning Kurds, who want the opposite. But the grumbles of the GC's Shia members left a sour taste—and a sense that crucial issues remain unresolved in the long run. "It's like eating kebab that you cooked three days ago," said a Kurd on the GC. "Then it got put in the fridge and got cold."

The Shias' reluctant quintet on the GC say they were acting at the behest of Grand Ayatollah Ali Sistani, the Shias' most influential cleric, who particularly objected to a clause stipulating that if two-thirds of the voters in three of the country's 18 provinces refuse to endorse a constitution, it cannot become valid. Since the Kurds are a big majority in three northern provinces, that would give them a right of veto. A new and permanent constitution is supposed to be approved by October 2005.

For the Kurds, as well as for many Sunni Arabs, this controversial clause is non-negotiable, since it guarantees that the Shia majority (around 60% of Iraqis) would be unable to get their way by sheer force of numbers. The Shias' five recalci-

trants say they backed down only because Mr Sistani changed his mind to avoid a crisis. Some senior Shias outside the council are glum. Ayatollah Mohammed Taqi al-Mudarassi has called the regional veto a "time bomb" that could spark "civil war."

Some non-Shias suspect that Mr Sistani, despite his repeatedly claimed aversion to rule by clergy à la Iran, has a hidden theocratic agenda that he will promote once the Americans have gone. Others fear that Iran is using its influence in the reclusive Mr Sistani's inner circle to show the Americans that it can disrupt Iraq's transition if it is not to the Shias' liking. But Iraq's American consul, Paul Bremer, implies that he will veto any constitution making Islam the main source of law.

If the Kurds insist, as they will, on keeping a regional veto, constitutional drafts could bounce back and forth for years. But it is quite likely that the compromises reached under Mr Bremer's supervision may harden into permanence. Hence the importance of this week's signatures.

The Shias' other big compromise was to drop their demand for *sharia*—Islamic

law—to be Iraq's main source of legislation. Secularists and many Sunnis feared that the Shia religious establishment would set itself up as the arbiter of what was *sharia*. In fact, the interim constitution says that no law may breach the "universally agreed tenets of Islam" but nor may it violate the "principles of democracy" or a bill of rights including such guarantees of individual freedom as a "right to privacy".

Though winning their right to self-rule in the zone set up after the Gulf war of 1991, the Kurds had to compromise too. For one thing, they dropped their demand that they should hog all the revenues from natural resources—in essence, oil—in their zone. For another, they agreed that the ethnically-mixed and oil-rich governorate of Kirkuk, which many of them say is an integral part of Kurdistan, should not join any regional block—at least for now.

The basis for a long-term constitution, then? No one is sure. But it will be hard for the Shias to tear it up, when an elected Iraqi assembly comes to elaborate a new version in a year or so, unless they are prepared to risk breaking up the country. ■

TURQUIE L'attaque a fait deux morts dont un assaillant

Attentat suicide à Istanbul contre une loge maçonnique

Deux personnes, dont un assaillant, ont été tuées mardi soir lors d'une attaque suicide contre un immeuble abritant une loge maçonnique à Istanbul, ville déjà visée par des attentats suicides en novembre.

Istanbul :
Marie-Michèle Martinet

Si l'attentat suicide qui a provoqué la mort de deux personnes et en a blessé six autres, mardi soir, dans un immeuble utilisé par la loge maçonnique d'Istanbul, n'a toujours pas été revendiqué, son scénario peut être reconstitué précisément. Il est un peu plus de 22 heures quand deux hommes équipés d'armes automatiques font irruption dans le restaurant situé au rez-de-chaussée du bâtiment, situé sur la rive asiatique d'Istanbul. Immédiatement, ils ouvrent le

feu puis l'un des deux kamikazes déclenche l'explosion de la bombe qu'il porte sur lui : il mourra sur le coup, ainsi qu'un serveur du restaurant qui voulait s'interposer.

Le deuxième kamikaze est grièvement blessé. Transporté à l'hôpital ainsi que cinq autres personnes, il déclina ainsi son identité à la police : « *Je m'appelle Abdullah Islam* » avant d'ajouter : « *Que la malédiction soit sur Israël !* » Le bilan de la tuerie aurait pu être beaucoup plus lourd : une quarantaine de personnes dinaient dans le restaurant.

Dans la journée d'hier, le gouverneur d'Istanbul Muammer Güler annonçait que l'identité des poseurs de bombes était toujours en cours d'investigation. Pour le moment, ajoutait-il, « *personne n'a revendiqué l'attentat. Nous ne disposons pas non plus du nom d'une organisation* ».

Selon Muammer Güler, cette attaque suicide n'aurait pas de lien avec la série d'attentats à la voiture piégée qui avaient causé la mort de 61 personnes à Istanbul à la fin de l'année dernière, vi-

sant d'abord deux synagogues puis une banque anglaise et le consulat de Grande-Bretagne. L'enquête menée à la suite de ces attentats avait permis d'en attribuer la responsabilité à un groupuscule islamiste lié au réseau al-Qaida.

En frappant la communauté des francs-maçons, les terroristes ont-ils voulu atteindre Israël, comme les propos du kamikaze blessé semblent l'attester ? Il est vrai que les francs-maçons, qui compteraient environ 14 000 membres dans le pays, sont souvent considérés avec suspicion en Turquie : les milieux islamistes les associent souvent au sionisme ; et les nationalistes leur reprochent leur culte du secret. Dans son édition de mercredi, le quotidien *Hürriyet* signalait que l'armée aurait récemment demandé aux autorités locales de recueillir des informations sur des groupes « *potentiellement subversifs* », parmi lesquels figureraient les francs-maçons.

Quoi qu'il en soit, la vieille amitié qui rapproche la Turquie musulmane et Israël n'est pas du goût de tout le monde. Ces liens an-

ciens entre les deux pays viennent une nouvelle fois de s'illustrer avec la signature d'un important accord d'approvisionnement d'eau. A cette occasion, les deux pays ont renouvelé leur volonté commune de coopération dans le domaine économique... et aussi en matière de lutte contre le terrorisme. Seul bémol : la politique d'Ariel Sharon étant jugée trop dure à l'égard des Palestiniens, ni le premier ministre ni le ministre des Affaires étrangères n'ont voulu se déplacer pour la signature de l'accord.

Certaines amitiés sont lourdes à porter ; certains compliments aussi. Ne ménageant pas ses efforts pour rejoindre bientôt les rangs européens, la Turquie s'est vu qualifier la semaine dernière par le sous-secrétaire d'Etat américain chargé des Affaires politiques Marc Grossman de « *pays modèle pour le monde arabe* ». Qu'en pensent les voisins arabes ?

Placée au cœur de ce futur « Grand Moyen-Orient » qu'il est parfois plus facile d'envisager de loin que de près, Ankara sait qu'elle peut rapidement devenir une cible pour ceux qui ne veulent entendre parler ni de l'Europe, ni d'Israël ni des Américains.

La semaine dernière, au sud-est de l'Afghanistan, un technicien turc a trouvé la mort et son camarade qui était à ses côtés a été enlevé dans une embuscade tendue par des talibans. Ce genre d'information ne passe pas inaperçu non plus en Turquie.

LE FIGARO

11 MARS 2004

In Iraq's Kurdish north, U.S. troops on safe turf



While suicide bombers target coalition forces in other areas, the soldiers here are respected for their efforts, **STEPHANIE NOLEN** reports

SULAYMANIYAH, IRAQ

Major John Houbert surveys the sandbags and the barbed wire, cloaked in snow, and says with unmistakable American sincerity: "I have the best job in Iraq."

The 37-year-old is a reservist with the 451st Civil Affairs Battalion, 2nd Brigade, 25th Infantry Division, out of Hawaii — and he is in charge of what passes for an occupying force in northeastern Iraq.

He arrived a month ago for what will likely be a year-long tour of keeping up good relations with the Kurdish militia, and supervising the construction of schools and playgrounds for the Kurdish population.

While suicide bombers target American and coalition forces in other parts of Iraq almost every day, Major Houbert has no worries about what he calls "force pro" (protecting his company from assailants).

"It is so incredibly nice to be here," he beams. "In a world where the people we help don't always appreciate us..." His voice trails off as he surveys the cozy encampment the Kurdish *peshmerga* militia has put at the disposal of American troops for as long as they would like to stay.

When the war ended, northern Iraq wasn't much of a security risk for coalition forces; Kurdish fighters had already secured it, for the most part. But a few hundred American troops were deployed to train and assist the Kurds with border patrols. The porous frontier with Iran, marked by a ridge of snowy mountains, continues to be a favoured channel for Islamic militants.

Along with the combat units, two small companies of Civil Affairs troops were sent north, some to Sulaymaniyah in the northeast, some west to Erbil.

The Sulaymaniyah team under

Major Thomas Greco, of the 4th Infantry Division, rebuilt dozens of schools, widened access to clean piped water and built playgrounds, libraries and soccer fields.

But it wasn't all civilian work, said Major Greco, who has been in the area for the past year.

"We did everything — killed the Ansar guys [members of the radical Islamist Ansar al-Islam], went into Mosul and killed the Arabs, came back and killed the Arabs in Kirkuk," he said, referring to militants loyal to Saddam Hussein.

Major Houbert, his replacement, clarified that the Civil Affairs troops "didn't actually go down and shoot them" — the Kurdish fighters did that. There is no shooting to be done on his assignment.

"If we can help the Iraqi government get stability in this area then we can leave — and if people can send their kids out to play on a play-

ground, that goes a long way towards stability," he said.

Major Greco notes that the Kurds have had a functioning and stable government in their autonomous region since 1991, so it's "entirely different" from what is happening further south.

Major Houbert agrees that the mood in the Kurdish north is completely different from other areas of Iraq. "They like us, they're still thanking us for Gulf War I. People in the States say that was a waste, but here they're thanking us for it."

He fought in that war, too, but he's much happier with this assignment, which includes a washing machine, hot showers and a big TV screen with NBA games — unlike the six months of 1991 he spent in tanks and tents and sandstorms.

Although Major Greco had less than 100 troops, his group was still larger than Major Houbert's replacement squad. Deployment figures are classified information, but suffice it to say that he will not be fielding any baseball team.

With just a handful of staff, he is responsible for 17,800 square kilometres. This fact seems to give him pause as he traces his vast territory on a wall-sized map, but his task is



KEVIN FRAYER/ASSOCIATED PRESS

A U.S. soldier is kissed by a Kurd supporter as he drives through the streets of Sulaymaniyah last year. A few hundred U.S. troops were originally deployed to train and assist the Kurds with border patrols.

THE GLOBE AND MAIL
THURSDAY, MARCH 11, 2004

all "hearts-and-minds" work to help further stabilize the area.

His team includes an expert in telephone systems and another in information technology. Another unit in oil-rich Kirkuk includes reservists who work in the petroleum industry.

The irony in this is that the work of the Civil Affairs troops serves to bolster the stability of the Kurdish government. And as sentiment in the north grows increasingly in favour of independence, it runs directly counter to the stated U.S. goal of building a united, federal

Iraq.

Major Houbert thinks the Kurds will see the wisdom in a unified country, and the benefits of things like expanded trade. "The U.S. has always put forth the idea that it's one united Iraq, for all the people including the Kurds," he said.

As a reservist, Major Houbert brings a broad background to his work as a member of the U.S. occupation. He has a bachelor's degree in education, a master's degree in urban planning and a law degree; in his civilian life he is a prosecutor. He is also currently running as a Re-

publican candidate for the Hawaii state legislature — his wife Amy, a veterinarian, is campaigning for him while he serves in Iraq.

A thoughtful man, he sees shades of grey in the current political situation in Iraq, but he has little doubt about the fundamental justice of what the coalition has done.

Meanwhile, he carries a small album of photos of his wife and eight-month-old son, Ezekiel, in the pocket of his combat pants.

"The sooner I get home the better," he said. "But there's something here that's got to be done."

East Meets West, at Least on Paper

By Chibli Mallat

BEIRUT, Lebanon

It was a rare scene of historical redemption on Monday when Sayyed Muhammad Bahr al-Uloum, a 76-year-old religious scholar and one of the first Iraqis imprisoned and exiled by the Baathist regime in the 1960's, presided over the Iraqi Governing Council as it unanimously approved the country's interim Constitution. But beyond the symbolism of Mr. Uloum's role, the document should be seen as an important text for the entire world: in it, East and West meet in an unprecedented manner; it incorporates a salute to Islamic law along with the adoption of federalism and Western-style personal rights for citizens.

Perhaps the most important phrase in the Constitution is in the preamble: the people of Iraq "reject violence and coercion in all their forms, and particularly when used as instruments of governance." Agreement on this principle, so contrary to an inordinately cruel 35-year rule, is the most remarkable achievement of the members of the Governing Council. If it holds in their future dealings, and is respected by their followers in power, then Iraq will have achieved its democratic transition.

However, having read the entire 62-article text in Arabic, I have a few problems. It may seem minor, but the language lacks literary elegance, which is particularly unfortunate considering the richness of the classical tradition. It is vital that the final Constitution incorporate phrasing that takes into account the unique Mesopotamian contributions to world legal history — from Hammurabi's tablets to the Iraq Civil Code of 1953, which incorporated concepts and rules of both secular and Islamic law.

Chibli Mallat is a law professor at the University of St. Joseph.

As for the document's content, the West's main concern should not be about the prevalence of Islam — it and all other religions of the Iraqi population are protected against excesses and provocations. Nor should one worry that federalism is not sufficiently stressed — it is frequently mentioned in the text and has been a shared desire of most of Iraq's new leaders since at least 1992, when their colleagues at the University of London demonstrated to them how Malaysia and Nigeria were strengthened as nation-states by the adoption of federalism. So long as the Kurdish political leaders, who have enjoyed de facto autonomy for the last decade, accept that federalism means a single nation-state, the risk of the issue turning sour is limited.

What most concerns me, however, is the fuzziness and uncertainty over the transition to a permanent and democratically elected government. Sovereignty is to be returned to the Iraqis at the end of June, but there will be no elections this year and no referendum on a final Constitution until 2006. Who will rule in the interim?

The new document mentions the emergence of a government to be decided upon after "wide consultations."

This body will adopt a series of laws for the creation of a National Assembly of 275 members, to be elected before February 2005. But the text does not further specify how electoral law will be organized. With no stated criteria and no models better than the one that led to the emergence of the unelected Governing Council, how can we hope for smooth and fair elections?

Once the 275-member Assembly is created, not only will it have to do the long work of drafting a final Constitution, it will also choose a "presidency council" of three officials, who will decide on a variety of matters including the appointment of a temporary government and prime minister.

Those familiar with the Iraqi opposition in its long exile have seen this

sort of leadership structure before. The Iraqi National Congress, the umbrella group of exile organizations created in Vienna in 1992, had a leadership council of three men, who chose an "executive committee" with a president. The Iraqi National Congress fell apart because of personal dissension at the top, and the onset of the civil war among the two main Kurdish factions in 1993. Is it truly sensible to resurrect this power-sharing scheme?

In addition, Article 37 of the Constitution holds that once this Presidency Council is chosen, it can rule only by unanimous decision. That apparently means one man can effectively paralyze the council.

Two weeks ago in Baghdad I talked with several Governing Council members about my concerns. It became clear to me, if not to them, that disbanding the council and dismissing the governmental ministers in June will create uncertainty and tension that will far outweigh the benefits gained from forging a more representative body.

It is hard to advocate any shift from the vision of this wonderful new Constitution. But in the interest of Iraq's stability, it would seem wise to abandon the vague plan for new interim bodies and simply have the Governing Council continue to carry out its task for another year. This would allow each of the 25 Governing Council members to get a chance to hold the rotating presidency, including the three women waiting their turns. It would enhance the strength of the Governing Council, allow the return of sovereignty to Iraqis, and remove the stigma of continued occupation. And it is likely the best way to ensure that the Iraqi people will have a chance to vote on the truly democratic government and final Constitution they need. □

The New York Times March 15, 2004

Kurdish Unrest Spreads in Syria; Up to 15 Dead, Scores Wounded

By NEIL MacFARQUHAR

DAMASCUS, Syria, March 13 — Unrest set off by Kurdish demonstrators demanding minority rights spread across northeastern Syria on Saturday, with Kurdish leaders saying up to 15 people were killed and scores wounded over two days as the riot police put down the rare protests with gunfire.

The unrest spread to Damascus, where several hundred riot officers wearing helmets and bearing plastic shields were stationed around Damascus University and in a predominantly Kurdish suburb. Students and Kurdish residents of the suburb had staged sit-ins to protest events in the north, human rights activists said.

Syrian Kurds, inspired by the changes next door in Iraq — where the Kurds are seeking to enshrine their distinct identity in a new constitution — have become increasingly vocal in demanding minority rights. The government suspects them of seeking autonomy or even trying to break away to join Iraqi Kurdistan.

The 11 main Syrian human rights and other civic organizations issued a joint statement on Saturday calling on the government to end the unrest through dialogue and to increase rights for Kurds through government action rather than violence. It said the security forces should be held accountable for opening fire on unarmed demonstrators.

"This tragic situation comes under a state of political and social inflammation in the country, due to the absence of democratic life and public freedoms, including the disregard of the rights of Kurds," said the small but vocal groups said in the statement.

The unrest began Friday at a soccer match in El Qamishliye, 450 miles northeast of Damascus.

Some soccer fans began waving a Kurdish flag and held aloft signs blessing President Bush, while chanting "We will sacrifice our lives for Bush," said a report in the newspaper *Sharq Al Awsat*, published in London. The other side responded with jeers, denouncing Iraqi Kurdish leaders. That caused violent clashes that ended with the riot police moving into the stadium.

The first few victims died there,



European Pressphoto Agency

Kurdish protesters demanding minority rights burned a government office yesterday in the northern Syrian city of El Qamishliye.

some shot and some trampled in the melee, Kurdish rights advocates said. The demonstrations spread around the area and continued into a second day on Saturday as the funerals for the first victims started.

Eight people died Friday, while four died in El Qamishliye on Saturday, as well as three in nearby Malkiya and Dereek, said Abdel Baki Youssef, a Kurdish advocate speaking by telephone from the city. He said scores of protesters had been wounded and many arrested, with normal street life suspended because of the number of security policemen on the streets.

It was unclear how many of the victims had been trampled in the original melee and how many had been shot. Although there were no reports on Syria's state-controlled press on Saturday, Ahmed Haj Ali, an adviser to the minister of information, said 14 people had been killed and up to 60 had been wounded.

Speaking on the Arab satellite news channel Al Arabiya, Mr. Ali said there had been damage to public property. Al Arabiya showed pictures of flames and smoke erupting from the center of El Qamishliye — from which the press was barred. He denied that the unrest was politically motivated, saying it was like soccer violence anywhere.

The official SANA news agency acknowledged the violence on Friday

and said a number of people had been killed, but provided no details.

But the government has clearly been concerned about how its Kurdish minority might react to events in Iraq. President Bashar al-Assad said on a visit to Turkey in January that Syria opposed any attempt to divide Iraq, a common stand among all neighboring nations.

The Kurds here have begun aggressively demanding recognition, including the granting of Syrian citizenship to up to 200,000 who have been denied it, the right to register their land and the right to use their language. Kurds make up 1.5 million of Syria's population of 17 million.

The tension is such that one general, charged with stopping an very rare protest in Damascus last Monday by human rights activists demanding an end to emergency laws, blamed the Kurds and their American allies for the entire situation.

Syrian Kurds deny seeking an independent homeland, but say the government should start treating them like citizens rather than driving them into the arms of outsiders.

"The regime should not force us to be the Trojan horse for whoever comes," said Marwan Othman, a Kurdish rights advocate.

Dans un pays qui cherche à tâtons la démocratie, le départ de la coalition serait le plus sûr chemin vers le chaos.

Reconstruire l'Irak, un travail collectif

Par ISMAÏL KAMANDAR FATTAH, écrivain irakien, et FRANÇOISE BRIÉ, chercheuse.

L'Irak est aujourd'hui présenté au rythme des attentats malheureusement récurrents et du nombre de victimes, pour la majorité irakienne, comme à Kerbala et à Kadoumiyya à l'occasion de l'Achoura (la plus grande cérémonie de deuil chiite), avec environ deux cents victimes. Or ce n'est qu'une vision partielle et partiale de la réalité. Il faut garder à l'esprit que la seule stratégie qui reste aux nostalgiques de l'ancien régime et sous leur direction, leurs alliés sunnites wahhabites est le déclenchement d'une guerre civile.

Aussi, l'attribution à Al-Qaeda de nombreux attentats criminels est peut-être commode, mais les membres de cette organisation ou d'autres fondamentalistes ne peuvent seuls commettre des actes répétés et aussi organisés contre les forces de police, les sièges, les dirigeants politiques actuellement au pouvoir et la population civile. Ils sont des mercenaires dirigés par les anciens baasistes, leurs forces paramilitaires et les services de renseignements de l'ancien régime qui ont toujours profité des fondamentalistes sunnites.

Les problèmes réels de sécurité ne doivent pas servir à ceux qui visent le retour d'un régime dictatorial, ni gommer l'immense soulagement de ce peuple longuement éprouvé par Saddam Hussein. Demander le départ immédiat des coalisés, comme pendant la grande manifestation il y a peu en Espagne, est une position irresponsable, car, si la coalition se retire, il est fort probable que ce sera le chaos suivi de la guerre civile et de la division du pays, but recherché par ceux qui commettent les attentats. Kofi Annan a déclaré l'impossibilité évidente d'organiser les élections en Irak avant au moins huit mois (absence de recensement, de listes électorales, de lois sur les partis et de sécurité, etc.), demandées par l'ayatollah Sistani et une partie des chiites voulant peser plus nettement sur le processus politique avant le 30 juin, date du transfert du pouvoir aux Irakiens.

Se plaçant quelquefois au-dessus du Conseil de gouvernement provisoire, issu de la plus juste légitimité en Irak, celle d'avoir résisté pendant des décennies au totalitarisme baasiste et représentant plus de 90 % des courants politiques irakiens, Sistani réitère étrangement une position peu coopérative avec le Conseil. En passant outre les accords passés le 15 novembre 2003 pour une échéance électorale fin 2005 et s'appuyant sur sa légitimité religieuse, il dénie en partie leurs aspirations politiques à

Les problèmes réels de sécurité ne doivent pas servir à ceux qui visent le retour d'un régime dictatorial ni gommer l'immense soulagement de ce peuple longuement éprouvé par Saddam Hussein.

un grand nombre d'Irakiens et de chiites représentés au sein du Conseil, comme si celui-ci n'avait pas d'importance, et maintient une orientation maximaliste et dangereuse pour la cohésion nécessaire de ce Conseil. L'accord sur la Constitution intérimaire a finalement été adopté malgré des différends importants qui ont été relativisés, sur le fédéralisme et la place de l'islam. Par ailleurs, l'Irak aura besoin à l'avenir, comme d'autres pays arabes et musulmans, d'évoluer vers un code de la famille plus progressiste, dans l'esprit de ce qui a été adopté en 1959 puis abandonné en 1963.

Sur le plan politique, le transfert de pouvoir aux Irakiens résistants d'abord et à ceux qui n'ont pas été mouillés dans les crimes du régime baasiste, la réalisation d'une nouvelle Constitution, le fédéralisme, le respect des minorités et la sécurité demandent des délais évidents mais oubliés dès qu'il s'agit de la question irakienne. Le chantier irakien est immense et il est normal, outre le délicat problème de la sécurité, que de nombreuses difficultés surgissent dans ce pays dévasté dans de multiples secteurs économiques avec des dettes colossales.

Le Conseil du gouvernement provisoire, qui souhaite l'établissement de l'Etat de droit, le recensement avant des élections libres fin 2005, l'adaptation des organisations politiques au cadre défini pour la démocratie, ne doit pas reculer vis-à-vis du fédéralisme, de la protection des minorités et du droit des femmes. Les autorités religieuses chiites doivent accepter un débat réel sur ce dernier point.

La démocratie doit organiser les rapports entre majorités et minorités, ce qui ne passe pas forcément par le vote de toute une population pas directement concernée et dont les intérêts peuvent être divergents. Les droits des minorités doivent être garantis avant ceux des majorités éventuellement hégémoniques. La démocratie ne se résume pas seulement au vote et à la liberté d'expression des idées. Elle ne sera réelle que grâce à la maturité des dirigeants politiques du pays et l'existence d'une Constitution qui définira le cadre et les limites de cette expression contre les tentations partisans. Le gouvernement irakien comme la société civile doivent

avoir une cohérence et une solidarité inter-irakienne avant tout.

La conscience collective d'une grande majorité arabe dans la région a longtemps considéré les Kurdes et les minorités comme des citoyens de seconde zone. Elle n'a pas compris l'ampleur de la répression qu'ils ont subie et montre une immaturité politique et une méconnaissance de l'histoire et des droits spécifiques des autres peuples.

La Turquie, qui dénie aux Kurdes et aux minorités les plus élémentaires de leurs droits, ce qui lui a valu des guerres internes très meurtrières, est mal placée pour s'ingérer dans les affaires intérieures irakiennes et empêcher la mise en place d'un système démocratique respectant le droit des Kurdes d'Irak et d'autres, sauf à vouloir déclencher des affrontements intercommunautaires pour pouvoir intervenir. Les revendications assyro-chaldéennes et turkmènes doivent pouvoir trouver leur place légitime sans intervention étrangère.

Les Irakiens doivent aussi se méfier des manipulations des anciens membres du parti Baas ou d'ultranationalistes arabes, et des pressions des voisins comme la Syrie et l'Iran.

Durant des années, nous avons demandé la création d'un Tribunal pénal international *ad hoc*, qui aurait pu empêcher la guerre, sans que beaucoup de voix soutiennent cette initiative même si le Parlement européen a adopté en 2000 une résolution en ce sens. Une fois le régime tombé et la capture de Saddam Hussein, il est étonnant d'entendre autant de voix se pencher sur le jugement de celui qui, durant des années, aura pu continuer à détruire les Irakiens

dans une indifférence quasi générale. Demander aujourd'hui un jugement international, c'est s'opposer à la volonté du peuple irakien qui veut désor-

mais, avec l'aide de la communauté internationale et des experts, juger lui-même par une cour spéciale Saddam Hussein et son entourage. Beaucoup d'avocats, dont Vergès, accourent pour défendre les hiérarques comme Tarek

Aziz et Saddam Hussein mais surtout par volonté de publicité pour eux-mêmes, pour transformer le procès en cirque et en règlement de comptes internationaux ou par adhésion aux idées du régime, desservant la cause la plus importante, celle des vraies victimes.

Il ne peut y avoir de comité de réconciliation sans justice sous peine de voir un retour déguisé des baasistes au pouvoir. Le nouvel Irak doit être fondé sur la mémoire et sur la distinction entre les victimes et les résistants au régime de Saddam, et les bourreaux et leurs collaborateurs. Les Etats-Unis et leurs alliés ne doivent pas être aussi pressés de les amnistier et de les déculpabiliser.

Il serait inquiétant, sous prétexte de rechercher la paix sociale et d'éviter les confrontations, de

suivre une voie qui reste immorale au regard des victimes toujours menacées de l'ancien régime. Il ne faut jamais cesser de rappeler les crimes de l'ancien régime. Libérer Saadoun Hammadi, président de l'ancienne Assemblée nationale aux ordres de Saddam Hussein, et ne pas poursuivre de nombreux tortionnaires et hauts responsables baasistes, au moment où de graves attentats ont lieu quotidiennement, est un message incompréhensible pour la population et entretient la psychologie de la terreur particulièrement destructrice pour la reconstruction du pays.

De même, on ne dira jamais assez le rôle néfaste, par anti-américanisme souvent primaire, de l'essentiel des médias arabes et de nombreux autres à travers le monde à l'égard de la majori-

té irakienne libérée, qui manifeste peu son hostilité aux troupes étrangères, mis à part les anciens soutiens de Saddam y trouvant une nouvelle virginité. Sans moyens médiatiques, les défenseurs des nouvelles autorités irakiennes issues d'une longue résistance à la tyrannie ne peuvent faire entendre leurs voix et sont exposés à toute sorte de rumeurs surtout lors des attentats. Aussi ceux qui se réjouissent des problèmes sécuritaires en Irak et ne font rien pour aider les Irakiens doivent comprendre qu'une évolution défavorable de la situation dans ce pays ne servira pas la sécurité européenne et mondiale mais plutôt les intérêts des dictateurs de la région. ◀

SYRIE Les troubles ont fait au moins quinze morts et une centaine de blessés

Damas réprime de violentes manifestations kurdes

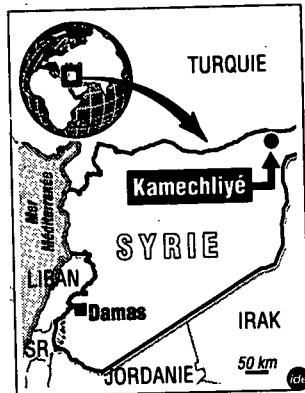
Beyrouth : Sibylle Rizk

La Syrie a été le théâtre ce week-end de violentes manifestations kurdes qui ont fait au moins 15 morts selon des sources kurdes. L'agence officielle syrienne évoque des victimes, mais sans préciser le bilan de ce qu'elle qualifie d'« opérations de sabotage ».

Déclenchés vendredi dans la ville de Kamechliyé, près de la frontière turque, à l'occasion d'un match de football qui a dégénéré, les troubles se sont étendus samedi et dimanche à toute la région kurde du pays ainsi qu'à Damas. L'explosion confirme les appréhensions des autorités syriennes qui, depuis la chute de Bagdad en avril dernier, craignent l'effet de contagion des revendications autonomistes des Kurdes irakiens sur la minorité kurde de Syrie.

Les autorités ont imposé un couvre-feu à Kamechliyé, Hassaké, et Amouda, les trois principales villes kurdes du nord-est du pays, ainsi que dans les quar-

tiers kurdes de Damas. Mais, hier, alors que les forces de sécurité bloquaient les accès de certains bâtiments officiels, des jeunes protestataires ont continué de descendre dans la rue, dans la banlieue ouest de la capitale, cassant des installations publiques et s'en prenant à des symboles du pouvoir, a-t-on appris de sources informées en Sy-



rie. La police anti-émeute était aussi déployée en force dans le quartier de Roukneddine, dans le nord de Damas, où vit une importante communauté kurde.

A Hassaké, où une mosquée et un local de police avaient été incendiés samedi, les forces de l'ordre ont dispersé une nouvelle manifestation hier. Par ailleurs, en Belgique, la police a interpellé une soixantaine de Kurdes qui manifestaient devant l'ambassade de Syrie, une quinzaine d'entre eux ayant tenté de pénétrer dans l'enceinte diplomatique. Les heurts ont débuté vendredi après-midi avant un match du championnat de football syrien qui devait opposer l'équipe locale de Kamechliyé, al-Jihad, au club al-Foutoua.

Supporters arabes et kurdes se sont affrontés violemment, les uns faisant l'apologie de Saddam Hussein, et les autres celle de George Bush et des leaders

kurdes d'Irak. Trois enfants auraient été tués dans la bousculade, tandis que l'intervention de la police, qui a tiré à balles réelles, selon des sources kurdes, s'est soldée par six morts et une centaine de blessés. Les affrontements qui ont suivi ont fait d'autres victimes, portant le bilan à au moins 14 tués selon les Kurdes.

L'agence de presse officielle Sana a pour sa part annoncé la création d'une commission d'enquête chargée d'élucider les « actes de sabotage » perpétrés par des « conspirateurs » et dénoncé une « atteinte à la sécurité et à la stabilité du pays ».

Ces incidents témoignent de la frustration des Kurdes qui représentent 9 % de la population syrienne, mais sont privés de leurs droits culturels depuis l'arrivée du Baas au pouvoir il y a quarante et un ans. Afin de créer une ceinture arabe sur une profondeur de vingt kilomètres, le long de sa frontière nord-est, la Syrie avait expulsé des Kurdes de chez eux pour les remplacer par une population arabe. La nationalité syrienne a même été retirée à quelque 200 000 Kurdes, au motif qu'ils ne pouvaient justifier leur présence dans le pays depuis 1945.

En août 2002, alors que son père ne s'était jamais rendu dans la région kurde, Bachar al-Assad a effectué une visite à Hassaké en signe de bonne volonté. L'amarce de dialogue n'a toutefois pas porté ses fruits.

« Le régime semble prêt à faire un geste, mais il est hors de question pour lui de donner le moindre signe de faiblesse », explique un analyste à Damas. Or la Syrie est actuellement soumise à des pressions sans précédent de la part de Washington qui la menace de sanctions imminentes.

Encouragés par la nouvelle donne régionale et la liberté de parole relative qui s'installe à Damas, les partis kurdes ont exprimé leurs revendications. Mêmes si, à l'exception de certains groupes expatriés, ils ne reprennent pas à leur compte la demande d'autonomie des Kurdes irakiens et se contentent de réclamer d'être considérés comme des citoyens à part entière, la réaction des autorités a été immédiate : plusieurs militants kurdes ont été arrêtés lors de manifestations précédant les émeutes de ce week-end. Car le régime redoute particulièrement la création d'un État kurde irakien qui menacerait l'intégrité du territoire syrien. Cette préoccupation a d'ailleurs rapproché Damas d'Ankara.

LE FIGARO

15 MARS 2004

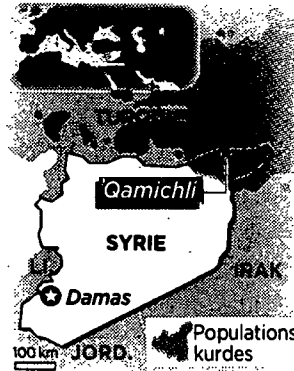
Syrie: heurts meurtriers entre police et Kurdes

Les affrontements ont débuté lors d'un match de football vendredi à Qamichli.

Après deux jours d'affrontements entre Kurdes et forces de l'ordre syriennes, qui auraient fait 14 morts, selon l'AFP et Reuters, mais plus de 50, sinon une centaine, selon des sources kurdes locales, la situation restait très tendue hier à Qamichli et dans les autres villes kurdes de la région d'Hassaké, au nord-est du pays. «Il y a eu trop de morts pour que tout redevienne comme avant», affirmait hier un responsable kurde à Paris. Ces manifestations représentent un défi ouvert au régime du parti Baas et elles sont une directe conséquence de la nouvelle donne régionale créée par l'intervention américaine en Irak. La télévision d'Etat a dénoncé «l'action de conspirateurs». Le gouverneur local a accusé les partis kurdes, «qui ont des liens avec l'étranger, d'instrumentaliser les locaux», et le ministre de l'Intérieur, Ali Haj Hammoud, a promis «les plus sévères punitions» contre ceux qui violent la loi.

Colonnes de fumée. Tout a commencé vendredi à Qamichli, ville peuplée de nombreux Kurdes, lors d'un match de football opposant l'équipe

locale «Djihad» («guerre sainte»), un nom choisi par le parti Baas) à celle de Dar El Sour, grosse ville arabe sunnite limitrophe de l'Irak. «A l'entrée du stade, les Kurdes étaient fouillés, mais pas les Arabes et la tension a commencé à monter», a raconté un témoin joint par téléphone par des exilés kurdes. Les incidents auraient véritablement éclaté pendant le match lorsque les Arabes se sont mis à hurler des slogans à la gloire de Saddam Hussein. Les Kurdes ont répondu, les forces de l'ordre sont intervenues et ont tiré sur les Kurdes, faisant, selon des témoins, au moins dix morts et plusieurs dizaines de blessés. L'émeute a alors gagné toute la ville où des immeubles ont été incendiés. Des Kurdes vivant en Turquie, de l'autre côté de la frontière, racontent avoir vu pendant deux jours les colonnes de fumée et entendu le fracas des tirs. Samedi, les affrontements ont en effet repris de plus belle lors des funérailles des premières victimes et l'armée est intervenue. Les manifestations s'étendaient aussi à Derek et à Amuda, où il y aurait eu aussi des morts. La colère kurde dans le nord-



est de la Syrie couve depuis des années. Entre 600 000 et 1 million des Kurdes syriens (sur un total de 2 millions) sont en effet dans cette région privés de papiers et de leurs droits de citoyens. «Je vivais comme assigné à résidence dans mon propre pays», racontait récemment un jeune exilé kurde arrivé clandestinement en France, et lui-même fils d'un Kurde vivant depuis des années avec pour seul document d'identité une feuille certifiant «qu'il ne figure pas sur le registre d'Etat civil des Arabes syriens». Alors que de nombreux Kurdes résident à Damas parfaitement assimilés et servant de vitrine au régime, 250 000 de leurs frères

du Nord-Est avaient été déchus de leur nationalité en 1962 quand le parti Baas décida de réduire dans les statistiques le nombre de Kurdes du pays. La mesure s'applique aussi à leur descendance et celui ou celle qui épouse un Kurde sans papier perd aussi sa nationalité syrienne. «C'est un châtimement éternel et irréversible», témoigne un jeune Kurde syrien vivant en France.

Impatience. «Nos parents vivaient déjà comme ça comme citoyens de seconde zone, mais la situation devient de pire en pire malgré les promesses du fils Assad», expliquait, il y a quelques semaines, un réfugié. Le renversement du régime de Saddam Hussein et l'exemple des Kurdes irakiens, qui bénéficient d'une très large autonomie, accroissent l'impatience alors que le régime syrien est mis sous pression par l'administration américaine et menacé de sanctions. Il y a une semaine, un petit cortège d'une centaine de défenseurs des droits de l'homme défilait au centre de Damas. Et l'ambassadeur américain était là en personne pour voir comment les choses se passaient. ◀

MARC SEMO

POPULAR DISCONTENT

Kurds arrested in Syria after weekend riots end in 19 deaths

By Kim Ghattas in Beirut

Syrian authorities arrested scores of Kurds yesterday after weekend rioting in the Kurdish areas. The violence was sparked when a football match dispute on Friday turned into a rare display of popular discontent.

At least 19 people were killed and as many as 150 injured, most of them Kurds, in the north-eastern cities of Hassakeh, Qamishli and Amouda. The unrest spread to Damascus and Aleppo, where Kurdish students took to the streets to demonstrate against the deaths in the Kurdish regions.

The violence started in the predominantly Kurdish town of Qamishli before a football match between a Syrian Arab team, al-Fatwa, and a predominantly Syrian Kurdish team, al-Jihad.

Scuffles broke out after al-Fatwa fans brandished pictures of the ousted Iraqi president Saddam Hussein, infuriating Kurds. Police dispersed the crowds by shooting in the air.

Kurds accuse police of shooting directly at demonstrators. More people were killed during funerals on Saturday which turned into riots, and Kurdish party leaders say hundreds of

Kurds were arrested in Damascus on Monday, although this could not be independently confirmed.

In an unusual move for the Syrian regime, a committee has been set up to investigate the causes of the riots.

The government-owned Tishreen newspaper said the committee would "severely punish the perpetrators and instigators of these crimes".

The civil unrest is the first of its kind for decades in the tightly controlled Ba'athist state and is a sign of growing discontent among Kurds, but also, some observers say, of a feeling among many

Syrians that the regime can be challenged as it faces uncertain times after the collapse of the Ba'athist regime in Iraq and growing US pressure.

Abdel Baqi Youssef, secretary of the Kurdish Yakiti party, said: "Syria's Kurds were heartened by the positive developments for Kurds in Iraq [the signing of the new Iraqi [temporary] constitution, which gives Kurds their rights and recognises Kurdish as an official language."

Although he did not make a direct link between the riots and the Iraqi constitution, Mr Youssef said Kurds

in Syria were disappointed that Syria continued to deny them their rights, while progress was being made in Iraq, Turkey and Iran.

In line with the pan-Arab, non-sectarian ideology of the ruling Ba'ath party, Syria does not grant any special rights to Kurds, who make

up about 8 per cent of the Syrian population.

About 200,000 of the 1.8m Kurds do not have Syrian nationality, which means that although they must serve in the military, they cannot vote, own property, go to state schools or get government jobs.

Syria fears the creation of an independent Kurdish state which would threaten its territorial unity.

In Berlin, 500 Kurds demonstrated and marched to the US and British embassies to appeal for international support after the events in Syria.

In Geneva, about 20 dem-

onstrators occupied the offices of the Syrian mission to the United Nations.

One demonstrator said the diplomatic staff were safe inside the mission and demonstrators were just trying to attract the attention of the media to what had happened in Syria.

Affrontements meurtriers entre Kurdes et Arabes en Syrie

Un match de football à Qamishlé, vendredi, a servi de détonateur au conflit qui a fait 14 morts

CE SONT des incidents inédits en Syrie : un conflit entre Arabes et Kurdes syriens à l'occasion d'un match de football a fait au moins 14 morts, tous Kurdes, et des dizaines de blessés, vendredi 12 et samedi 13 mars et suscité une vive tension dans plusieurs villes du nord-est du pays. La situation en Irak a été le détonateur de ce conflit. Le match de football devait opposer vendredi, à domicile, l'équipe Al-Jihad de la ville de Qamishlé, à une écrasante majorité kurde (à quelque 600 km au nord-est de Damas), à l'équipe Al-Foutoua, de la ville de Deir El-Zor. Les Kurdes et le gouvernement syrien parlent tous deux d'actes de provocation, mais ils ne regardent visiblement pas dans la même direction.

D'après une source kurde à Paris en contact régulier avec des responsables kurdes en Syrie, les supporters d'Al-Foutoua, brandissant des portraits du dictateur irakien déchu Saddam Hussein et armés de gourdin et de pierres, ont défilé dans la ville-hôte. Ils se sont livrés à de la casse, tout en conspuant les chefs des deux principaux partis kurdes irakiens, Massoud Barzani, pour le Parti démocratique du Kurdistan et Jalal Talabani, pour l'Union patriotique du Kurdistan. Une mêlée s'en est suivie, au cours de laquelle qua-

tre enfants ont été tués, sans que l'on sache trop, selon cette source, s'ils ont été piétinés ou s'ils ont subi des coups. Toujours selon la même source, l'intervention de la police, qui a tiré à balles réelles, faisant 6 morts, a eu pour conséquence d'aggraver le conflit, les Kurdes se livrant à la déprédation et au sac-cagé de locaux et de bureaux.

« AUTEURS ET INSTIGATEURS »

Samedi, la tension avait gagné les petites villes et villages aux alentours de Qamishlé, notamment la ville d'Al-Hassaké, où des accrochages avec les forces de l'ordre ont encore eu lieu. Cinq personnes ont été tuées, toutes kurdes, d'après la même source. L'effervescence a gagné des quartiers à forte composante kurde des villes de Damas et d'Alep, ainsi que dans la ville de Hassaké. Les dégâts sont très importants. D'importants effectifs des forces de l'ordre ont été déployés dans toutes ces zones où

le calme semblait être revenu dimanche, malgré une tension persistante.

Les autorités ont annoncé l'ouverture d'une enquête pour identifier « les auteurs et instigateurs de ces incidents. Les sanctions les plus sévères seront prises contre ceux qui mettent en danger la sécuri-

té et la stabilité du pays et des citoyens », ont-elles prévenu dans un communiqué publié par l'agence Sana. Selon elles, les incidents ont été délibérément provoqués par des saboteurs liés à l'étranger, mais qui ne sont pas nommément identifiés. La télévision a parlé de « conspiration » et le quotidien Al-Baas, organe du parti au pouvoir, a dénoncé l'intervention de « groupes cherchant à semer la discorde conformément à un plan visant à nuire à la Syrie et à contribuer à accroître les pressions qui sont exercées contre elle ». Khaled Kheder, le gouverneur adjoint d'Al-Hassaké, a été encore plus direct dans des déclarations à l'agence Reuters. Il a accusé les mouvements politiques kurdes d'avoir provoqué les émeutes. « Les instigateurs, qui ont des affiliations intérieures et extérieures, ont mobilisé quelques braves Kurdes pour les instrumentaliser », a-t-il dit.

Bien que sa situation soit sans commune mesure avec celles des Kurdes de pays voisins victimes de politiques coercitives, la minorité kurde de Syrie qui compte entre 1,5 et 2 millions de personnes n'en est pas moins soumise à des mesures discriminatoires. En vertu d'un recensement de 1962 tenant compte de l'appartenance ethnique et

religieuse, 120 000 de ses membres - entre 250 000 et 300 000 aujourd'hui, compte tenu de la croissance démographique - ont été déchés de droits civiques les plus élémentaires.

En 1963, un projet de création d'une « ceinture arabe » et de déportation des Kurdes fut lancé, avant d'être gelé treize années plus tard. Au début des années 1980, une certaine libéralisation apporta un bol d'air à cette communauté, avec l'autorisation de facto des manifestations folkloriques et des activités politiques. Les Kurdes sont représentés au Parlement, mais une partie au moins d'entre eux considère que ces députés sont davantage une caution pour le gouvernement que leurs porte-parole. Les Kurdes revendiquent la reconnaissance de leur langue et de leur culture ainsi que des droits politiques « dans le cadre de l'intégrité territoriale du pays », mais le gouvernement syrien, comme ceux des pays voisins à fortes minorités kurdes - la Turquie, l'Irak ainsi que l'Irak de Saddam Hussein -, les soupçonnent toujours de visées séparatistes.

Mouna Naïm

16 MARS 2004

Le Monde

March 17 2004

The Guardian

Clashes between Syrian Kurds and Arabs claim more victims

Brian Whitaker

Eleven people have died in further clashes between Arabs and Kurds in north-east Syria, residents and the Turkish security forces said yesterday.

The latest incidents bring the death toll in the ethnic violence, which erupted at a football match on Friday, to at least 25. Hundreds more are reported injured.

The tension in the area, a wedge of land bordering Turkey and Iraq, has been heightened by Iraq's interim constitution, which guarantees Kurdish rights.

"Many of the Kurdish people in Syria do not enjoy civil rights and are stateless ... they are looking for similar rights to the Kurds in Iraq," Ibrahim Alcholbec of the Kurdish Syrian Human Rights Project in Yorkshire said.

Syria fears that Iraq's newly empowered Kurds will encourage and even materially support their brethren.

The scale and duration of the violence is the most serious in Syria for many years.

"It's relatively significant," said Sarah Meyers, an analyst at security the consultancy Control Risks. "Any demon-

stration or riot in Syria is usually put down very quickly but this has carried on for several days."

Damascus faces other pressures: Washington is preparing to impose sanctions and Syrian frustration at Bashar al-Assad's inability to reform the old guard since he inherited the presidency four years ago is increasing.

The unrest began in the mainly Kurdish town of Qamishli where fans of an Arab team taunted fans of a largely Kurdish team by waving pictures of Saddam Hussein.

As the fighting spread to several towns nearby officials accused Kurdish leaders for turning a soccer riot into a political issue.

Yesterday Mr Alcholbec accused Syrian intelligence and the Ba'ath party of instigating the violence. About 100 Kurdish shops, as well as many cars, were set on fire in the city of Hasakah, he said.

There are thought to be two million Kurds in Syria - about 8% of the population - although Kurdish sources put the number at more than 3m

guardian.co.uk/syria

US plays down clash with Iran troops

By James Drummond in Baghdad

The US army sought yesterday to play down a clash between its troops and Iranian border guards who exchanged fire in north-eastern Iraq on Sunday night.

Brigadier General Mark Kimmitt, military spokesman for the coalition provisional authority (CPA), said yesterday that a patrol from the fourth infantry division carrying out "routine border operations" came under fire from men wearing the uniforms of Iranian border guards.

The US soldiers returned fire in self-defence, he said.

In the 11 months since the fall of the former Ba'athist regime in April last year, US soldiers occupying Iraq have been involved in incidents on the Syrian border but this is the first time that they are thought to have clashed with Iranian security forces.

An unnamed foreign ministry official in Tehran yesterday denied to the Associated Press news agency that any incident had taken place despite initial reports that an Iranian might have been wounded or killed.

"I have spoken to several officials and there is no truth to this report," an Iranian Interior Ministry official told Reuters news agency. "There was no such skirmish."

Brig Gen Kimmitt said yesterday: "We are trying to ascertain what happened at the scene. [But] we do not see this as revolutionary or a major incident."

The firefight comes at a more than usually tense time in US-Iranian relations as Washington puts pressure on Tehran to open up its nuclear facilities to inspection.

It also came soon after the CPA announced it would be reducing the number of border crossing points between Iran and Iraq from 19 to

three in the next few days. The US, which has repeatedly accused Tehran and Damascus of not doing enough to control alleged militants crossing into Iraq, is now committed to increasing security first on the Iranian border and then on Iraq's boundary with Syria.

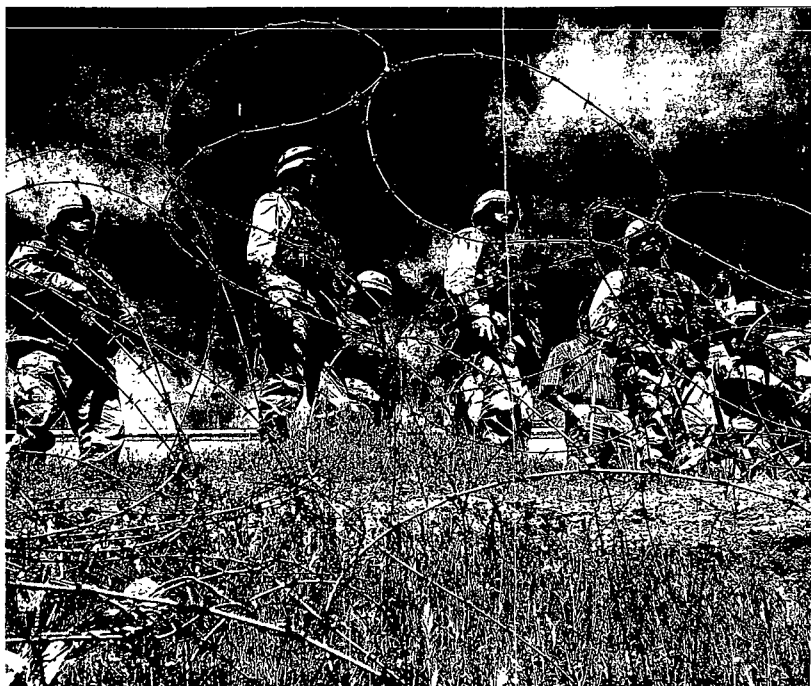
Aside from the officially recognised crossing points, the Iranian border, like all of Iraq's 3,600km of boundaries with its neighbours, has many illegal trails often used by smugglers.

In Baghdad a US army officer working for the coalition provisional authority was stabbed on Sunday inside

the Green Zone, the secure area in Baghdad which houses the CPA headquarters. The officer is now in a stable condition, Brig Gen Kimmitt said yesterday.

Gunmen opened fire on a vehicle carrying US civilians in the northern Iraqi city of Mosul on Monday, killing three and wounding two, Reuters news agency reported yesterday, quoting Iraqi police.

A US military spokesman confirmed that two US civilians had been wounded and said three people had been killed, but declined to specify the nationalities of the dead or give further details.



US troops on the Iraqi side of the country's frontier with Iran yesterday. This weekend's clash with Iranian forces comes as the US tightens security along the border

Tehran to readmit nuclear agency 'by end of month'

By Gareth Smyth in Tehran

Iran has told the International Atomic Energy Agency that it will readmit nuclear inspectors by the end of the month, Mohamed ElBaradei, the agency's general secretary, said yesterday.

Reacting to an IAEA resolution condemning its failure to disclose its nuclear programme fully, Tehran at first said it would not allow inspections during the Iranian new year holiday, which begins on Saturday. Later it said the freeze was indefinite because of the contents of the resolution.

"Yet again Iran is sending out confusing signals," said a European diplomat.

En route to the US, Mr ElBaradei told reporters the Iranians would be "punishing themselves if they delay things"

He said inspections should not be dependent on holi-



Mohamed ElBaradei: interim report criticised Tehran

days and that the "the best way obviously to answer all these suspicions is for us to go back as early as possible".

Inspectors needed to return to Iran, said Mr ElBaradei, to "clarify ...

issues around the p2 [centrifuge, used for enriching uranium] and to visit "the pilot plant at Natanz [in southern Iran] to make sure it is locked".

Iran has long argued its nuclear programme is entirely peaceful, but Mr ElBaradei's interim report last week to the IAEA board criticised Tehran for not mentioning designs for p2 centrifuges, later admitted to inspectors, in its "full" declaration last October. The report also cited "discrepancies" in Tehran's account of its enriched uranium.

In an interview with domestic news agency widely reported yesterday, Akbar Hashemi Rafsanjani, the influential former president, said Iran would "not forget those who vote against us at international assemblies", an apparent reference to Germany, France and Britain.

Iran agreed with the Europeans in October last year to suspend uranium enrichment and allow snap inspections. Officials said they were promised imported technology in return.

FINANCIAL TIMES WEDNESDAY MARCH 17 2004

FINANCIAL TIMES WEDNESDAY MARCH 17 2004

Washington hardliners wary of engaging with Iran

Differences between neo-conservatives and 'realists' in the US have led to confusion over policy on Tehran, reports Guy Dinmore

Iran's proposal of a road map leading to the restoration of relations with the US did not come as a complete surprise to the Bush administration, but it has intensified a fierce internal debate between "realists" and "neo-conservatives" over ambitious plans to remake the wider Middle East.

Signs of an overture from Tehran had been picked up by Washington a year before the invasion of Iraq, as Iran's faction-riven clerical rulers struggled to reach a consensus over how to respond to the threat inherent in the "Axis of Evil" speech by President George W. Bush in January 2002.

Even before last May when the road map proposal arrived from Tim Guldemann, the Swiss ambassador representing US interests in Iran, a suggestion had been aired by Akbar Hashemi Rafsanjani, a former president.

Mr Rafsanjani, a powerful figure central to several abortive bids over the past 18 years to strike deals with the US, suggested the question of Iran-US relations could be put to a referendum, a move almost sure to secure approval for rapprochement.

His remarks were published in Tehran soon after the fall of Baghdad. But instead of replying to Teh-

ran, an official said the State Department rebuked the Swiss foreign ministry for overstepping its diplomatic mandate. Mr Guldemann told the Financial Times he never commented on such matters.

According to the US side, the Iranian offer mentioned cutting off support to the militant Palestinian groups, Hamas and Islamic Jihad, and converting Lebanon's Hizbollah into a purely socio-political organisation. Iran also indicated it could recognise Israel and a separate Palestinian state.

But it was not clear whether Iran was prepared to abandon its development of the nuclear fuel cycle programme, including uranium enrichment that can be used to run reactors or make bombs.

The offer was said to come from a senior Iranian official designated two years ago by Ali Khamenei, the supreme leader, to co-ordinate a special committee on US relations. The Bush administration did not question the authenticity of the proposal, a US official said.

Mohammad Javad Zarif, Iran's ambassador to the United Nations, followed up with a commentary in the International Herald Tribune on May 12 suggesting talks with the US on Iraq and the nuclear issue.

Mr Zarif played an important role in mediating with Lebanese groups in the early 1990s to secure the release of western hostages in Beirut. Mr Rafsanjani was then president.

Important figures on the US side then, and still wielding influence now, are Brent

Scowcroft, national security adviser under Mr Bush's father, and Thomas Pickering, then US ambassador to the UN. Now in the private sector, both encourage engagement. Condoleezza Rice, national security adviser, backs Mr Scowcroft's talks with Mr Zarif.

Fellow realists inside the administration include Colin Powell, secretary of state, and his deputy, Richard Armitage.

Another believed to favour engagement is Robert Blackwill, strategic planner for the Middle East under Ms Rice. But for US hardliners and neo-conservatives, their experience of Iran is dominated by events a decade earlier - the morass of Lebanon and the Iran-Contra debacle when Ronald Reagan, then US president, tried to trade guns for hostages.

For Donald Rumsfeld, the defence secretary, Iran and its creation Hizbollah cannot be forgiven for the retreat of US forces from Lebanon in 1983 after 241 Marines were killed by a bomb.

For many in the Bush administration, that humiliation, followed by no meaningful retaliation, created an image of American weakness in the Arab world that ultimately encouraged the al-Qaeda attacks of September 11, 2001.

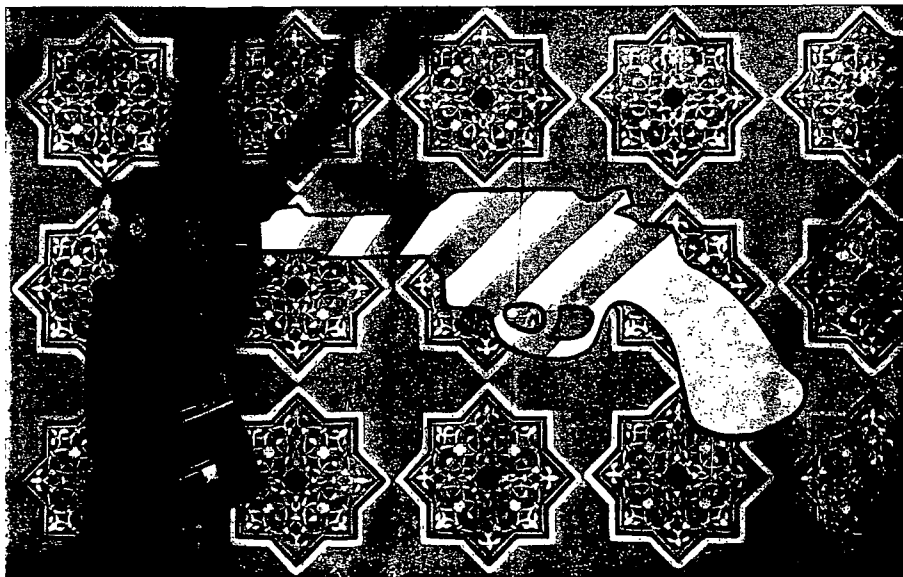
US officials concede that the blood spilt in Beirut and the 444-day Tehran embassy hostage crisis have left baggage far weightier than Libya's destruction of the Pan Am flight over Scotland or the Korean war half a century ago.

A bargain can be struck with Muammer Gadaffi of Libya or Kim Jong-il of North Korea because there is no internal opposition or alternative, officials say. But in Iran, US hardliners see an alternative to bargaining: a mass of discontented people who are ready to revolt, perhaps with US help.

Last May Mr Rumsfeld responded to Iran's overtures by fighting for regime change to be made official US policy, though not necessarily through military means. He attacked Iran

publicly, accusing it of being unhelpful over Iraq. He told the Council on Foreign Relations that getting into a close, intimate relationship with Iran would give its clerics the legitimacy they craved and discourage Iranians who sought change.

The neo-conservatives believe the Iranian regime will collapse sooner rather



An Iranian man passes an anti-US painting on the wall of the former US embassy in Tehran. George W. Bush has said that consorting with tyrants such as the Shah of Iran has rebounded on America

AFP

than later. The realists are not so sure. For Mr Bush, who has no personal experience of Iran, it is a moral question. In speeches on the Middle East, he has said that consorting with tyrants such as the Shah of Iran or his religious successors has rebounded on America.

Reuel Gerecht, an Iran expert at the rightwing American Enterprise Institute, says the realist school sees a silver lining in the conservatives' rigging of last

month's elections that ended four years of reformist majority.

Writing in the *Weekly Standard*, he said the realists (his political rivals) believed the "pragmatic conservatives are the men to cut a deal" over Iran's weapons of mass destruction. "The realist temptation in the American foreign policy establishment is always powerful, principally because it is the path of least resistance and least action and it dovetails

nically with the status quo reflexes of the State Department, the Central Intelligence Agency, and the military brass at the Pentagon," he wrote.

Senator John Kerry, the Democrats' challenger to Mr Bush in this year's election, appears to have embraced the realist cause.

US officials admit the Bush administration's dysfunctional policy on Iran has resulted in confused signals such as the sizeable relief

effort for the quake-stricken city of Bam, a moderate, European-led approach on the nuclear issue within the International Atomic Energy Agency, and indecision over how to deal with a growing Iranian presence in Iraq.

Much more than Iran is at stake. What neo-conservatives foresee as a generational struggle with the Islamic world could start or finish with the regime in Tehran.

CLIFFORD KUPCHAN

The US must make peace with Iran

One of the White House's primary goals in its efforts to enhance US national security must be a security-based agreement with Iran. The US government is justified in strongly objecting to Iran's skewed parliamentary elections last month and the anti-democratic policies of Tehran's theocracy. But, like it or not, there are now powerful and pragmatic conservatives in the Iranian regime who could deliver results. And US security would be immeasurably enhanced if Iran abandoned its nuclear weapons aspirations and its support for terrorist groups in exchange for security guarantees from Washington and an easing of economic sanctions.

After 25 years of mutual suspicion, the path to such an accommodation will be lengthy and demand distasteful concessions on both sides. But now is the time to lay out a road map specifying the actions each side must take.

First, Iran must abandon all nuclear weapons ambitions by forswearing the goal of obtaining or acquiring the capability to produce nuclear weapons, including an indigenous nuclear fuel cycle that could be used to enrich uranium. Observers believe Iran has been pursuing nuclear weapons for years and today its leaders insist on the right to develop nuclear power with technology that could also produce a bomb. Tehran struck an agreement with the European Union last year to suspend enrichment of uranium, make a complete declaration of its nuclear programme and agree to intrusive International Atomic Energy Agency inspections. If implemented, these steps might produce positive results. But reason for scepticism remains.

The inspections led to disturbing findings. An IAEA resolution approved last week criticised Iran for an incomplete declaration, including omission of attempts to develop an advanced centrifuge and failure to explain traces of highly radioactive material at its facilities.

US officials welcomed the resolution as proof of growing international impatience with Iran. Washington must now close ranks with the Europeans and other allies on this. Should there be no progress by June's IAEA meeting, the matter should be referred to the United Nations Security Council - with the prospect of sanctions against Iran and a mandate for more intrusive inspections.

Under any agreement with the US, Tehran must also surrender all known members of al-Qaeda; Iranian leaders readily acknowledge they are holding such people, in large part as a bargaining chip for negotiations with the US.

Last, Iran must cease military support for Islamic terrorist groups such as Hizbollah in Lebanon and Hamas in the occupied territories. Iranian leaders claim readiness to resolve both issues in the context of a larger deal.

The US, for its part, should offer to guarantee Iran's security by renouncing at the top level any intention to force regime change. Tehran, to an extent not understood in Washington, urgently seeks guarantees and international respect.

Washington should acknowledge that the Islamic republic is a regional power with legitimate security interests and that it deserves a voice in regional security matters. The US should increasingly engage Iran in discussions

about a future security structure for the Gulf.

If there is a thaw in security relations, the US should begin easing economic sanctions - initially by using "carve-outs" in sanctions for specific activities. Mutually beneficial US investment in Iran's energy sector is the eventual goal.

This road map will require time - probably up to two years - and success is far from assured. Mutual suspicion is so deep that a one-off "grand bargain" will not be possible; reducing tension must start through low-key confidence-building measures.

Iranian leaders correctly suggest that co-operation in Iraq is one opportunity; this would greatly facilitate US policy given the June 30 transition to an interim Iraqi government. Iranians have good relations with the Iraqi Shia majority and Grand Ayatollah Ali Sistani, the influential Shia cleric. According to recent testimony by George Tenet, director of the CIA, Iran wants "an Iraqi government that does not threaten Tehran... can maintain the country's territorial integrity, and has a strong Shia representation." Tehran's goals in Iraq are compatible with Washington's and the Bush administration should consider inviting the Iranians to testify at the war crimes trial of Saddam Hussein. Beyond Iraq, advance notification of each side's military manoeuvres would also build confidence.

Given the threat that Iranian policies pose to US national security, the US must give this security accommodation a shot. Patience and a readiness to accept setbacks will be necessary. But if Washington succeeds, US security will be fundamentally enhanced.

The writer is vice-president and senior fellow at the Nixon Center in Washington, and a former US State Department official; he visited Tehran last month and met Iranian officials

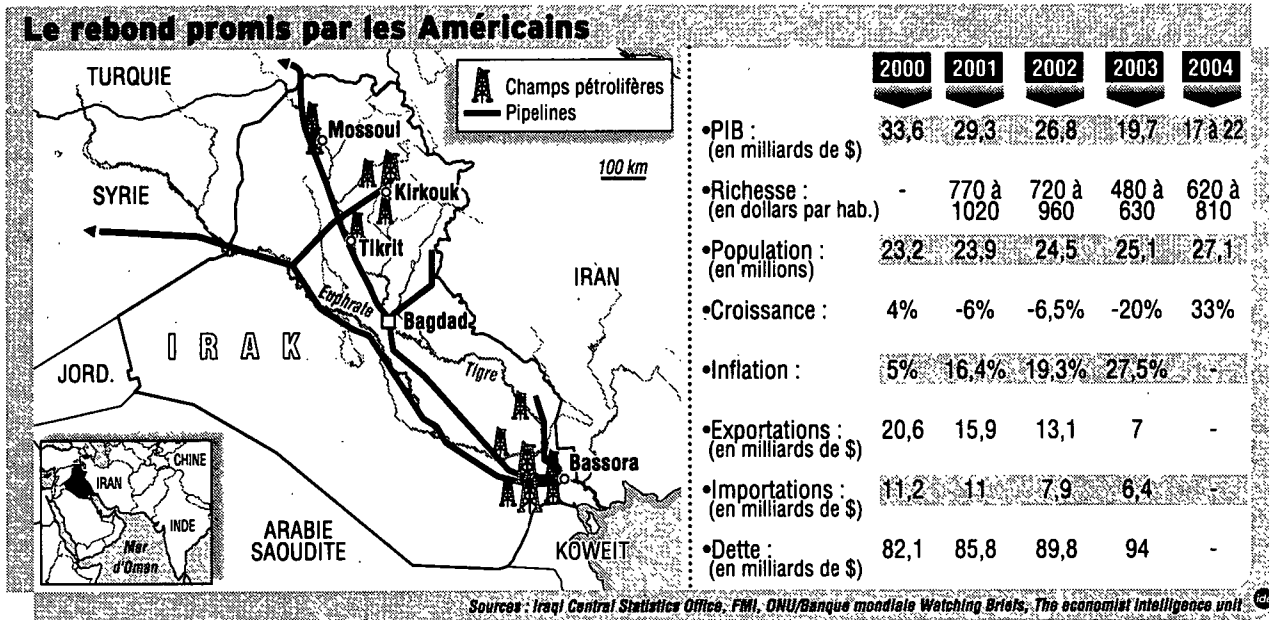
FINANCIAL TIMES WEDNESDAY MARCH 17 2004

Mutual suspicion is so deep that a one-off 'grand bargain' will not be possible; reducing tension requires low-key confidence-building steps

UN AN APRÈS *Le budget américain total consacré au redressement économique est de 18,6 milliards de dollars, dont 7,5 milliards doivent être déboursés en 2004*

Quand la reconstruction de l'Irak commencera

LE FIGARO économie MARDI 16 MARS 2004



Stéphane Marchand

Dans quelques jours, ce sera le 20 mars, premier anniversaire du début de la guerre qui a fait tomber le régime de Saddam Hussein. Dans un climat de forte insécurité, les Etats-Unis font l'impossible pour donner l'impression que la reconstruction du pays a bien commencé. L'accueil du pays au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avec statut d'observateur, à la mi-février, représentait à leurs yeux une étape symbolique importante.

En réalité, à ce stade, il s'agit plutôt d'une réhabilitation des infrastructures détruites par trois guerres et douze ans d'embargo. La vraie reconstruction, c'est-à-dire la mise en route d'une économie irakienne autonome appuyée sur les ressources et les entreprises du pays, attendra encore. Elle est pourtant indispensable car la progression des revenus pétroliers promet d'être décevante au cours des premières années. En 2004, selon la Banque Mondiale, ils

devraient tout juste couvrir les dépenses courantes, soit 12,1 milliards de dollars. Le chômage reste l'un des principaux problèmes du pays, et le FMI a estimé l'été dernier qu'environ 60 % de la population active de 6,5 millions de personnes étaient sans emploi. D'autres études plus optimistes affirment que le chômage aurait baissé à environ 25 %.

La coalition d'occupation s'attend à une croissance de l'économie irakienne en 2004 qui créerait des centaines de milliers d'emplois. Selon elle, l'aide américaine devrait à elle seule provoquer une augmentation d'au moins 30 % des revenus non pétroliers de l'Irak. Le budget américain total consacré à la reconstruction est de 18,6 milliards de dollars, dont environ 40 %, soit 7,5 milliards de dollars, doivent être déboursés en 2004. La moitié de cette somme, soit 3,7 milliards, sera dépensée dans le pays. Cette somme devrait faire monter le produit intérieur brut non-pétrolier de l'Irak à plus de 13 milliards de dollars, contre un total annuel estimé à 10 milliards avant la guerre. Un responsable explique : « Lors de la construction d'une centrale électrique, les turbines peuvent être pro-

duites aux Etats-Unis ou au Japon, mais la construction des installations, des routes et de l'infrastructure qui y est associée est classée comme dépenses domestiques. » Le Fonds monétaire international (FMI) va également venir à la rescousse. Il devrait accorder au deuxième semestre 2004 un premier versement d'urgence post-conflit à l'Irak, suivi d'un prêt régulier en 2005. L'Irak pourrait ainsi recevoir au total 850 millions de dollars en plusieurs tranches.

La diaspora participe à l'effort. Une importante partie de ses fonds à l'étranger aurait été rapatriée par le biais des banques locales qui ont repris contact avec le reste du monde. De source américaine, quelque 5 millions de dollars rentrent chaque jour en Irak. Si ce rythme se maintient, il s'agirait d'une injection annuelle de 1,5 milliard de dollars dans l'économie, soit 6 % du PIB non pétrolier.

La fourniture d'électricité est un défi capital. Les Irakiens pourraient être approvisionnés normalement avant la fin de l'année 2004. En octobre, le pays atteignait son niveau d'avant-guerre, soit 4 400 mégawatts. L'objectif est de porter

cette production à 6 000 mégawatts en juin. Il faudrait toutefois de 10 à 20 milliards de dollars d'investissements durant les dix prochaines années pour doter l'Irak d'un réseau électrique moderne. Washington a promis d'y consacrer 5,6 milliards de dollars. Il faut savoir qu'un mégawatt revient de 600 000 à 1 million de dollars. Les Irakiens utilisent cent fois moins d'électricité que les Américains.

Dans cette première phase, le marché de la réhabilitation est dominé de manière écrasante par les Américains. Le Pentagone a octroyé dimanche deux nouveaux contrats de près d'un milliard de dollars à deux entreprises américaines dans le domaine électrique. Le groupe Washington International Inc., de Princeton, a gagné un contrat de 500 millions de dollars pour des projets électriques dans le nord de l'Irak. La société Perini Corp., du Massachusetts, a remporté un contrat équivalent mais pour le sud du pays. Ces deux contrats sont les plus gros attribués dans le cadre d'une enveloppe globale de 5 milliards de dollars pour la reconstruction de l'Irak.

Mercredi dernier, le Pentagone avait réparti sept contrats

plus petits, d'une valeur d'environ 130 millions de dollars, à des entreprises américaines et britanniques et d'autres plus modestes ont été accordés à des sociétés d'Irak, de Pologne ou des Emirats arabes unis pour

des projets de développement immobilier : construction d'ensembles de logements en préfabriqué, comprenant chacun une école, une mosquée, une agence bancaire et une clinique.

« Ceux qui disent que la re-

construction de l'Irak prend du retard se trompent », assure le ministre irakien de la Reconstruction et du Logement, Bayane Baqer Soulagh. D'autres contrats, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars

devraient être octroyés dans les prochains jours à des entreprises des pays ayant contribué à l'effort de guerre américain en Irak, selon un responsable américain à Bagdad.

calm prevailed in cities further east after several days of rioting.

Turkey's Anatolia agency also reported that seven Kurds had been shot dead by security forces in Aleppo and in the nearby town of Afrin during a ceremony commemorating the poison gas attacks on the Iraqi Kurdish town of Halabja in 1988.

Syrian security forces imposed a curfew in Ras al-Ain, after five people were reportedly killed and 30 injured in fighting there on Monday. A senior member of a local tribe is said to have been among those killed.

In Amouda, Kurdish

groups attacked a police station and reportedly killed a police chief, four police officers and a soldier. Anwar el Bunni from the Association for the Defence of Human Rights in Syria confirmed that at least 300 Kurds had been arrested on Monday in the Damascus suburb of Doumar.

"It is true that our Syrian brothers of Kurdish origin committed [errors], which we deplore," Mr el Bunni told agencies. "But unfortunately the authorities have not heeded our advice and instead of favouring dialogue they have had recourse to repression."

The US also called on

Damascus "to exercise tolerance for all ethnic minorities in Syria".

Adam Ereli, a State Department deputy spokesman, urged Damascus "to refrain from using increasingly repressive measures to ostracise a minority that has asked for a greater acceptance and integration into Syrian life."

Syrian authorities allege that the riots, which started last Friday at a football match in the town of Qamishli, were due to an external effort to destabilise Syria and accused Syria's Kurds of orchestrating the riots.

FINANCIAL TIMES WEDNESDAY MARCH 17 2004

Syrian Kurds in renewed clashes

By Kim Ghattas in Beirut

More clashes between Arabs and Kurds took place yesterday in the towns of Ras al-Ain and Amouda in north-eastern Syria while a tense

2 Europeans die in Iraq shooting

Drive-by attack adds to rash of ambushes of foreigners

By Jeffrey Gettleman

BAGHDAD: Two European engineers were shot and killed in a drive-by attack Tuesday, the latest killings in a rash of ambushes against foreign civilians in Iraq.

Military officials said the two hydraulic engineering specialists, one from Germany, the other from the Netherlands, were driving along a remote stretch of highway in southern Iraq when their four-wheel drive vehicle was blasted by gunfire from a passing car. Two Iraqis with the engineers were also killed.

The drive-by shooting came less than 24 hours after four American missionaries were shot in their car, in similar circumstances, in northern Iraq. Three missionaries were killed instantly and a fourth died Tuesday morning while being airlifted to a military hospital.

No suspects have been identified in either attack, but last week occupation authorities arrested four Iraqi policemen in connection with the deaths of two American civilians working for the U.S. government. The two were also shot in a roadside ambush.

The targeted killings have sent a spike of fear to foreign workers already on edge.

"I've been here long enough to know when there's a lull in violence and when there's a peak and right now we're in a peak," said Bill Evans, a telecommunications specialist from New Hampshire

who has been working in Iraq since October. "When I'm driving around, my weapon sits on my lap now, not in my holster."

For months, American military commanders warned that the enemy is recalibrating its tactics. Insurgents have moved away from ramming cars into blast walls and taking on heavily armed convoys. Instead, as the past weeks have shown, civilians, both foreign and Iraqi, have become the targets of choice.

The bloodiest attacks of the nearly

'When I'm driving, my weapon sits on my lap, not in my holster.'

year-old occupation happened earlier this month when more than 140 Shiite worshippers were killed in Baghdad and Karbala during religious festivals by a combination of suicide bombs, mortars and grenades.

Now, foreigners in so-called "soft-skinned" vehicles, ordinary cars easily punctured by high velocity bullets, seem especially vulnerable.

Lieutenant General Ricardo Sanchez of the U.S. Army, the highest ranking commander in Iraq, spoke at a military ceremony Tuesday and said, "Clearly there has been a shift in the insurgency and the way the extremists are conducting operations.

"It is very clear they are going after these targets that might create some splits within the coalition."

Attacks on Iraqis seen as collaborators are also going up. Military officials said Tuesday a translator working for the occupation authorities was killed and two of her family members

wounded in a drive-by shooting in Mosul, a volatile city in northern Iraq.

Two washer women working at a military base in southern Iraq were killed last week. Shortly before that, two sisters who served as translators for American forces in Baghdad were shot while driving home. One lived and the other died.

Military officials have provided few answers on how to stop the violence. Even the most secure areas in Iraq are not secure.

The "green zone," the heavily protected compound in central Baghdad that is the seat of the occupation government, was shelled Tuesday night and large plumes of white smoke could be seen rising from the rooftops.

The area used to be the home of Saddam Hussein. Nearly a year ago, during the invasion of Iraq, it was heavily bombed by American warplanes.

The New York Times

International Herald Tribune
Wednesday, March 17, 2004

Des Kurdes d'Iran arrêtés après avoir manifesté leur soutien à ceux d'Irak



TEHERAN, 10 mars (AFP) - 17h07 - Une centaine de Kurdes iraniens ont été arrêtés à la suite de manifestations de soutien aux Kurdes irakiens après la signature de la constitution provisoire irakienne qui leur accorde un statut d'autonomie, ont déclaré à l'AFP deux députés kurdes iraniens.

"Ces derniers jours, dans plusieurs villes du Kurdistan (ouest), les habitants sont descendus dans les rues pour exprimer leur joie et solidarité avec les Kurdes irakiens, à qui on a reconnu le droit à l'autonomie après des années de répression", a déclaré Jalal Jalalizadeh, député de Sanandaj.

Un article de la nouvelle constitution provisoire irakienne prévoit même que les deux tiers des électeurs de trois provinces irakiennes à majorité kurde peuvent rejeter la constitution permanente qui devrait être écrite par une assemblée élue.

"Dans beaucoup de villes, les forces de l'ordre ont bien agi, mais malheureusement, dans certaines villes, des manifestants ont commis des actes malveillants et la police est intervenue et a arrêté environ une centaine de personnes", a dit M. Jalalizadeh.

Selon lui, Mahabad, Boukan et Marivan ont connu des troubles.

Mercredi, le quotidien conservateur Jomhouri Eslami a fait état de manifestations. "A Marivan, le meneur des manifestants, un candidat disqualifié (aux législatives du 20 février) et d'autres fauteurs de troubles ont été arrêtés", affirme le quotidien, citant un communiqué des forces de l'ordre.

Selon le quotidien, "les manifestants de Marivan ont détruit la statue du martyr Hossein Fahmideh", un jeune Iranien qui s'était jeté sous un char irakien pour le faire exploser durant les premières années de la guerre Iran-Irak (1980-88).

"On m'a dit que les habitants avaient détruit la statue. Depuis des années, ils réclament qu'on érige une statue au grand poète de Marivan, Mohammad Khanegh, mort il y a plus de 30 ans, ce que les responsables de la sécurité ont refusé. Ils voulaient sans doute réagir contre cela", a ajouté M. Jalalizadeh.

"A Boukan, une vingtaine de personnes ont été arrêtés et quinze autres ont été blessées", a déclaré Bahaeddine Adad, également député sortant de Sanandaj.

Lors des manifestations, des slogans ont été lancés en faveur de la "démocratie en Iran et de l'autonomie au Kurdistan iranien", selon M. Jalalizadeh.

L'Iran, où la communauté kurde est estimée à six millions de personnes, combat sans merci toute menée indépendantiste sur son territoire. Il a envisagé avec inquiétude que la chute de Saddam Hussein ne ravive la revendication kurde dans l'Irak voisin et que celle-ci ne fasse contagion.

L'agitation kurde fait surgir le spectre de conflits ethniques en Syrie



DAMAS, 18 mars (AFP) - 15h57 - Les heurts inattendus qui ont secoué ces derniers jours plusieurs régions syriennes à présence kurde, faisant 40 morts selon des sources kurdes, fait surgir le spectre de conflits ethniques à l'irakienne, estimaient jeudi des diplomates arabes.

Les affrontements déclenchés vendredi dans le gouvernorat de Hassakékm (au nord-est de Damas) entre population kurde et forces de l'ordre appuyées par des membres de tribus arabes font craindre un effet de contagion des tensions ethniques en Irak, ont précisé ces mêmes sources.

Elles soulignent que les heurts qui ont éclaté après des provocations mutuelles des supporters adverses avant un match de football à Qamichli, première ville kurde de Syrie, interviennent alors que Washington, qui se pose en protecteur des Kurdes, brandit la menace de sanctions économiques et politiques contre la Syrie.

Le département d'Etat américain a appelé ces derniers jours les autorités syriennes à ne pas recourir à la répression contre la population kurde et à reconnaître leurs droits culturels.

Les dirigeants de Damas s'étaient montrés farouchement opposés à la guerre américaine contre l'Irak lancé en mars 2003, soulignant ses "effets déstabilisateurs" sur la région.

Outre les conséquences politiques pour la région de cette guerre, ils s'inquiétaient aussi de l'émergence d'un Etat kurde à leurs portes, qui pourrait "réveiller" la minorité kurde de Syrie, estimée à un million et demi de personnes.

"Les agitations ont réveillé le problème kurde en Syrie", a estimé un diplomate arabe à Damas. Les autorités devraient "le reconnaître et assumer leurs responsabilités", a-t-il ajouté.

Selon lui, "le climat régional actuel" a pu encourager ces derniers jours les autonomistes kurdes, faisant référence aux droits obtenus par les Kurdes en Irak.

L'avocat Anouar Bounni, qui milite pour les droits de l'Homme en Syrie, a qualifié de "légitimes" les revendications culturelles kurdes et leur droit à s'exprimer.

Il a invité les autorités à procéder à "une ouverture politique" pour régler les problèmes des Syriens kurdes représentant 9% de la population.

Les agglomérations où les Kurdes sont établis, essentiellement dans le nord-est, à Qamichli, Hassaké et les localités avoisinantes, sont parmi les plus déshéritées du pays. Des Kurdes sont également établis à Damas et à Alep (nord).

Les partis politiques kurdes, généralement interdits d'activité en Syrie, évoquent régulièrement le problème des 200.000 des leurs réclamant des cartes d'identité.

Mais les autorités, ainsi qu'une bonne partie de l'opinion publique syrienne, soupçonnent les radicaux kurdes de nourrir des visées "séparatistes".

D'autres part, de nombreux Syriens se sont dits choqués par les images de désolation et de destruction montrées par la télévision syrienne après les émeutes. Même les organisations des droits de l'Homme syriennes ont condamné les "actes de sédition".

Selon Anouar Bounni, aborder les problèmes des minorités a toujours été une ligne rouge pour le régime du parti Baas dont l'idéologie panarabe et unitaire est allergique à tout mouvement exprimant des velléités séparatistes ou revendiquant une différence culturelle.

Le vice-président syrien Abdel Halim Khaddam a affirmé mercredi à la presse que "personne ne pourra porter atteinte à l'unité nationale syrienne" et que les incidents des derniers jours étaient exploités par des "parties étrangères".

Damas rétablit l'ordre dans les régions kurdes et poursuit les arrestations



QAMICHLI (Syrie), 18 mars (AFP) - 14h48 - Les forces de l'ordre syriennes ont réussi à rétablir un calme précaire dans des régions kurdes du nord de la Syrie où des affrontements ont fait en six jours 40 tués où elles se livrent à des raffles dans des quartiers et des villages "rebelles", ont indiqué jeudi des sources politiques kurdes.

Dans la ville frontalière d'Ifrine (nord-est), près d'Alep, trois Kurdes et un gendarme ont encore été tués mercredi soir lorsque des habitants ont tiré sur une patrouille venue procéder à des arrestations, a indiqué à l'AFP Abdel Hamid Darwiche, secrétaire général du parti démocratique progressiste kurde (interdit).

Selon lui, ces dernières victimes portent le bilan des affrontements depuis vendredi à 33 tués kurdes et 7 Arabes, dont des membres des forces de l'ordre syriennes.

Le quartier d'Acharfiyé, dans la banlieue d'Alep, où des manifestations avaient eu lieu mardi, est toujours quadrillé par les forces de l'ordre et les habitants kurdes se terrent chez eux, a-t-il ajouté.

Des témoins sur place ont confirmé un déploiement de gendarmes à la périphérie de ce quartier, ainsi qu'autour du campus de l'Université d'Alep où des étudiants kurdes avaient jeté des pierres et brisé les vitres d'immeubles mardi.

A Qamichli, ville frontalière de la province de al-Hassaké (600 km au nord-est de Damas), les commerces ont réouvert, mais les écoles sont désertes et la circulation clairsemée, selon un correspondant de l'AFP.

Des forces de l'ordre ont été envoyées dans la demi-douzaine de villages environnants, théâtre des affrontements violents des derniers jours, selon ce même responsable kurde.

Le feu s'est déclaré de nouveau mercredi soir dans des entrepôts de Qamichli, dont une partie avaient été pillés lors des émeutes de la semaine dernière. Les pyromanes n'ont pas été identifiés, a-t-il dit.

Dans plusieurs villages et dans des quartiers de Qamichli, des familles kurdes reçoivent les condoléances après la mort de leurs proches au cours des derniers jours, a-t-on constaté.

Plusieurs activistes kurdes ont mis en garde les autorités contre la poursuite des raffles qui pourraient, selon eux, mettre à nouveau le feu au poudre.

Selon M. Abdel Baki Youssef, secrétaire du parti radical kurde Yakiti (l'éveil), proche du PDK de Massoud Barazani, plus de mille Kurdes ont été arrêtés depuis vendredi à Doummar, dans la banlieue de Damas, ainsi que dans les régions de Qamichli et d'Alep.

L'avocat Anouar Bounni, membre de l'Association de défense des droits de l'Homme (ADHS), a confirmé que les arrestations se chiffrent par centaines mais n'a pas pu avancer de chiffre exact.

Il a appelé les autorités à contribuer au retour au calme en "mettant fin aux arrestations" et en "ouvrant le dialogue", préconisant une solution politique plutôt que la répression.

L'ADHS et d'autres associations et formations politiques d'opposition ont condamné à la fois "les actes de sédition et de vandalisme" commis selon eux par les Kurdes et "le recours du pouvoir à la répression".

Onze mouvements kurdes interdits ont appelé la population kurde de Syrie à "célébrer dans la douleur et le deuil" la fête du Norouz (la fête du printemps kurde) dimanche en parant leur maisons de banderoles noires, en prenant part à des défilés pacifiques de deuil dans lesquels seuls des drapeaux noirs seront brandis, selon M. Youssef.

Killing Iraq With Kindness

By Ian Buruma

One year later, most of the stated reasons for invading Iraq have been discredited. But advocates of the war still have one compelling argument: our troops are not there to impose American values or even Western values, but "universal" ones. The underlying assumption is that the United States itself represents these universal values, and that freedom to pursue happiness, to elect our own leaders and to trade in open markets, should be shared by all, regardless of creed, history, race or culture.

Some might question whether America is as shining an example of these good things as is often claimed. Nonetheless, spreading them around is certainly a more appealing policy than propping up "our" dictators in the name of realpolitik. Still, history shows that the forceful imposition of even decent ideas in the claim of universalism tends to backfire — creating not converts but enemies who will do anything to defend their blood and soil.

Such was the response two centuries ago of the German-speaking areas of Europe when Napoleon's armies invaded them under the banner of universal freedom, equality and brotherhood. Napoleon was a despot and his Grande Armée could be brutal, to be sure, but his reforms were mostly beneficial. Religious freedom was established, government efficiency improved, and the Napoleonic legal code has served continental Europeans well for two centuries.

Yet France's armed intervention was deeply resented. Some nativist reactions were relatively benign: romantic poetry celebrating the native soul, or a taste for folkloric roots. But in other cases the native soul, especially in Germany, turned sour and became anti-liberal, anti-cosmopolitan, and anti-Semitic. Some 19th-century nativists claimed that Napoleon was a Jew. This was not just because he liberated the Jews from their ghettos and declared that France would be their homeland, but also because universal ideals, promising equality for all, have often been associated by nativists with rootless cosmopolitan-

Ian Buruma, a professor at Bard College, is co-author of the forthcoming "Occidentalism: The West in the Eyes of Its Enemies."

ism, which in their eyes is synonymous with Jewishness.

As soon as Napoleon was defeated at Waterloo, the liberal laws he instituted in Prussia were annulled. And a century later, the resentments planted by Napoleon's armed liberation sprouted their most bitter fruits in Nazi Germany.

Arab and Muslim extremism may never become as lethal or powerful as the 20th-century German strain, but it has already taken a terrible toll. Once again a nation with a universalist mission to liberate the world is creating dangerous enemies (and once again Jews are being blamed). This is not necessarily because the Islamic world hates democracy, but because the use of armed force — combined with the hypocrisy of going after one dictator while coddling others, the arrogant zealotry of some American ideologues and the failures of a ham-handed occupation — are giving America's democratic mission a bad name.

One problem with American troops' liberating the Middle East is that it confirms the opinions of both Muslims and Westerners who see the Iraq war as part of a religious war, a "clash of civilizations" in the phrase of the Harvard political scientist Samuel Huntington. On the face of it, this would seem an unlikely proposition. Saddam Hussein did not rule over an Islamic state. Far from it; he killed large numbers of Muslims.



Imposing 'universal' values by force just doesn't work.

Whatever his values are, it would be an insult to claim they represent Arab civilization. And although Tony Blair (also a fan of the phrase "universal values") and George W. Bush are Christians, religion does not appear to have played a major part in their war aims.

Yet to many Arab Muslims inside and outside Iraq, this does indeed look like a war unleashed by "Zionists and Crusaders" to keep the Muslims down, or worse, impose a foreign civilization on an Arab nation. This is certainly the way Islamist extremists see it. But then, they always were believers in Mr. Huntington's thesis.

Islamists, however, do not represent Muslim or Arab civilization — any more than the Christian Coalition, let alone "Zionists," represents the West. Iraq is a perfect example of how ethnic, religious and cultural fault lines run inside national borders. The future of Iraq is not being forged out of a battle between West and East, or between Muslims and Christians, but between Shiites and Sunnis. Kurds

and Arabs, Baathists and democrats. The main fault line crossing most Muslim societies isn't even between secularists and religionists, but between Muslims with different ideas about the proper role of religion.

Islamists of the kind represented by Al Qaeda are religious revolutionaries. But it is perfectly possible for a practicing Muslim to be against United States intervention, free-market capitalism, sexual freedom and the importing of Hollywood movies without being a theocratic revolutionary. Such a person may be a moderate reformer who believes, as did many Europeans until just a few decades ago, that democratic politics is best organized along religious lines.

The real question for the Western universalists, then, is whether the cause of moderate Muslims is helped by the revolutionary war that has been set off by the American and British armies. For that is what the war in Iraq is: not a clash of civilizations, but a revolution unleashed through outside force.

There seems to be little doubt that

most Iraqis were more than happy to see Saddam Hussein go. Most would have remained grateful to the United States and Britain, if only the coalition forces could have somehow gone home quickly, leaving Iraq with a functioning administration, electricity, running water and safe streets. This, of course, would not have been possible even if Britain and America had done everything right. The fact that the coalition got so much spectacularly wrong has made things far worse.

Iraq is so violent and chaotic now that it would be highly irresponsible

to pull the troops out. As a result, we may be seeing more and more Huntingtonians. This is especially true of Arabs living outside Iraq, who never felt the lash of Saddam Hussein directly.

In the face of what is seen as continued Western aggression, it is harder for Muslims in any country to take a strong stand against fellow Muslims for fear of being branded as traitors. The Liberal Islamic Network, for example, has done a brave job of pro-

moting a moderate form of Islam in Indonesia, where extremists bombed a Bali nightclub in 2002. These liberal Muslims advocate the separation of church and state, and a non-literal interpretation of the Koran. They were able to fight extremism without being seen as American stooges — until American troops invaded a Muslim country.

"When the Bali bombings occurred, I thought the fundamentalist groups would fade, because people would see that they were wrong," according to one member of the group, Nong Darol Mahmada. "But now the Iraq war becomes a new justification for the fundamentalist attitude toward America or the West. Everything we've been working for — democracy, freedom of thought — all seems in vain." She may be wrong. All might not be lost. But so far, in Iraq and beyond, the neoconservative mission is achieving the opposite of what it intended. □

Nouveaux affrontements entre Kurdes et forces de l'ordre en Syrie

Une vingtaine de Kurdes ont été tués et des centaines d'autres ont été arrêtés

DE NOUVEAUX affrontements entre Kurdes et forces de l'ordre en Syrie ont fait, mardi 16 mars, dans la région d'Alep (nord), trois nouvelles victimes kurdes, selon des responsables kurdes cités par l'AFP, sept morts d'après l'agence de presse turque Anatolie. Ces accrochages ont eu lieu à l'occasion de cérémonies commémorant l'attaque à l'arme chimique, le 16 mars 1988, par les troupes du dictateur irakien aujourd'hui déchu Saddam Hussein, du village kurde irakien d'Halabja. L'attaque s'était soldée par quelque 5 000 morts et une dizaine de milliers de blessés.

Cette commémoration a eu lieu dans un climat exacerbé par les affrontements qui avaient déjà fait quatorze morts selon certaines sources, une vingtaine selon d'autres, près de 150 blessés, et entraîné des centaines d'arrestations au sein de la communauté kurde, durant les trois jours précédents. L'étincelle avait été donnée vendredi, en marge d'un match de football dans la ville de Qamishli, à très forte majorité kurde, à quelque 600 km au nord-est de Damas. Des heurts avaient alors opposé Arabes et Kurdes, les premiers

s'étant livrés, selon les seconds, à des actes de provocation et à des insultes contre les plus importants dirigeants kurdes de l'Irak voisin, accusés d'être des agents des Américains. Toutes les victimes étaient tombées sous les balles de la police, selon des sources kurdes et des organisations non gouvernementales. Le conflit s'était étendu à plusieurs villes et villages de la région, ainsi qu'au quartier à importance composante kurde de Damas.

Le gouvernement syrien a estimé mardi que les heurts avaient « été exploités par des éléments infiltrés pour semer l'anarchie et saboter les institutions publiques et les propriétés privées », faisant allusion aux déprédations commises par les émeutiers. Il a souligné l'importance de « préserver l'unité nationale » et préconisé « l'application de la loi contre les fauteurs de troubles ».

Onze associations syriennes politiques, culturelles et de défense des droits de l'homme ont lancé mardi un appel à une solution politique du conflit dû, selon elles, à « l'absence de démocratie », au muselage des « libertés publiques », ainsi qu'à « l'extension de la corruption et à une politique de dis-

crimination à l'endroit des citoyens kurdes ». Elles ont dénoncé l'usage d'armes à feu par la police « contre des citoyens non armés », mais aussi les déprédations commises par les Kurdes contre les propriétés privées et publiques, « ainsi que la profanation du drapeau syrien, symbole de l'unité nationale ».

D'après l'Association de défense des droits de l'homme en Syrie (ADHS), quelque 300 arrestations ont eu lieu dans la banlieue ouest de Damas, sans compter celles qui ont été opérées dans le nord-est du pays et dont on ignore le nombre.

De son côté, Amnesty International fait état de centaines d'arrestations et exprime des craintes que les personnes concernées soient « soumises à la torture et à de mauvais traitements », dans la mesure notamment où leur sort demeure inconnu. Amnesty demande aux autorités syriennes d'informer les familles des lieux de détention des personnes arrêtées pour éviter « toute maltraitance et de nouvelles violences » et réclame une enquête « indépendante et impartiale » sur les incidents.

M. Na

Le Monde

18 MARS 2004

Iraq, one year later

One year ago, President George W. Bush began the war in Iraq. Most Americans expected military victory to come quickly, as it did. Despite the administration's optimism about what would follow, it was also easy to predict that the period after the fall of Baghdad would be very messy and very dangerous. In that sense, right now America is exactly where it expected to be.

None of this might have happened if America had known then what it knows now. No matter what the president believed about the long-term threat posed by Saddam Hussein, he would have had a much harder time selling this war to the American people if they had known that the Iraqi dictator had been reduced to a toothless tiger by the first Gulf war and by United Nations weapons inspectors. Iraq's weapons programs had been shut down, Saddam had no threatening weapons stockpiled, the administration was exaggerating evidence about them, and there was, and is, no evidence that Saddam was involved in the Sept. 11 attacks.

Right now, America's highest priority is making the best of a very disturbing situation. Even America's European allies who opposed the war want to see Iraq stabilized and turned over to its citizens — even if they don't necessarily see Washington as the force to do that.

This is a good moment to take stock of what has been accomplished and what has not, especially since the day is rapidly approaching when the United States hopes to turn over the governing of Iraq to the leaders of the nation's three major ethnic or religious groups.

In the short run, the invasion of Iraq and the toppling of its leader have done virtually nothing to stop terrorism. In Iraq, as in Spain, Turkey, Indonesia and other countries, terrorist attacks have continued since the capture of Saddam. On Wednesday, and again Thursday, the world saw on television the flames and casualties from bombings in Baghdad and Basra by forces opposed to the U.S.-led occupation, which have become more deadly and more sophisticated. Indeed, the war in Iraq has diverted scarce resources from the war against terrorism in Afghanistan and other places.

For many Iraqis, freedom has come at a high price. In Baghdad, civilians line up at offices where the U.S. military doles out money to compensate them for relatives killed, limbs lost and eyes blinded in the war.

Still, there have been important

gains. A bloodthirsty dictator who tortured and murdered his people is locked up. An interim Constitution has been adopted, a step toward a democratic government in Iraq, should the country's fractious groups resolve their differences. U.S.-led efforts to rebuild Iraq have progressed to the point that some services are better than they were under Saddam, and Iraqis are starting to express satisfaction with how things are going. Iraq's power grid, for example, generates more electricity than ever.

But there are enormous gaps. According to the U.S. Agency for International Development, Iraq has a third less drinking water than it did before the war. And the pace of the rebuilding is alienating some Iraqis who clearly overestimated the powers and efficiency of the occupying forces.

There was a bewildering lack of planning put into the occupation by an administration that seemed to believe its own talk about U.S. soldiers' being greeted with flowers as an army of liberation. In addition, the U.S. government, under presidents from both parties, had spent 13 years in denial about the civilian toll of the economic sanctions imposed on Iraq. The Bush administration was unprepared for the total collapse of Iraq and for the disastrous state of crucial services.

The U.S. military's ability to deal with all of this — and supervise the construction of a new democracy — is declining by the week. Even with the current rotation, reducing U.S. troop strength to 110,000 from 130,000, the army, marine, National Guard and army reserve forces cannot sustain the occupation.

For Iraq, the only answer is greater peacekeeping and police help through the United Nations, from nations as varied as France, India, Bangladesh, Russia and the Arab countries. But they are unlikely to help until their citizens see real UN authority, transforming a military occupation into a legitimate exercise in international nation-building.

Some members of Bush's coalition are shaken by the electoral defeat of the Spanish government that joined the invasion despite the opposition of 90 percent of its citizens. In Poland, President Aleksander Kwasniewski said Thursday that he might withdraw troops from Iraq next year earlier than planned, adding that Poland had been "deceived" about Iraq's weapons programs.

Winning the cooperation of countries like France and Russia will require the Bush administra-

tion to be far more serious about turning over real responsibility in Iraq to the United Nations and NATO. The United Nations is, commendably, no longer so hesitant about taking the lead in Iraq.

Unlike Americans, Europeans remain overwhelmingly opposed to the invasion of Iraq. Vice President Dick Cheney was wrong on Wednesday when he accused Spain of abandoning the war against terrorism by talking about withdrawing its forces from Iraq unless the United Nations becomes more involved. It's nonsensical to suggest that the Spanish people are appeasers, and doing so only isolates Washington further.

It is not, as Bush and Cheney have argued in campaign speeches and commercials, a question of getting permission from the United Nations to do the right thing. It is a matter of listening to the reasonable objections of proven friends, like Germany, which was privately warning Washington about the quagmire that Iraq represented.

The United States is now about 100 days away from June 30, when it hopes to turn Iraq's government over to Iraqis. As welcome as the adoption of the interim Constitution was, it underscored how much more remains to be done. So far, the United States has not found the formula for getting Iraq's majority Shiites, minority Sunnis and separatist Kurds to make real concessions and cooperate in governing Iraq. Days after compromising on the constitution, Shiite leaders were talking of amending it, and it took an ultimatum from Washington this week to make them back down.

Without any culture of trust and accommodation, any form of real elective democracy empowers the Shiites, reduces the influence of the Sunnis and once again leaves the Kurds, who have long wanted to break away from Iraq, at the mercy of people they do not trust.

One temporary solution could be a prolonged period of Iraqi federalism imposed from the outside or an international trusteeship. Either, however, is likely to generate intense Iraqi opposition. Whatever model emerges, it must be guided by international bodies and not Washington alone.

In some ways, the prime-minister-in-waiting of Spain, José Luis Rodríguez Zapatero, did Bush a favor when he said he would withdraw Spain's symbolic military force from Iraq if the United Nations' role did not significantly increase after June 30. He has, in effect, given the president time to plan and to get cooperation from those countries that can contribute real forces. We hope the president uses this time to plan his next steps better than he planned the occupation.

La politique de la France reste très vivement critiquée par les Irakiens

Il est presque impossible, hormis chez les responsables baasistes déçus, de trouver quelqu'un qui soutienne la position de Paris dans la crise

BAGDAD

de notre envoyé spécial

La politique de la France reste très vivement critiquée par les Irakiens. Contrairement à ce que croient souvent les Européens, le fait d'être opposé à l'occupation américaine ne fait absolument pas monter la cote de popularité de l'Europe, ou de tel ou tel pays, en Irak.

C'est un paradoxe, mais c'est une réalité. Si l'immense majorité des Irakiens souhaite et réclame publiquement la fin de l'occupation américaine, cette même immense majorité demeure satisfaite de la chute de Saddam Hussein et reconnaît en privé qu'un départ des troupes étrangères pourrait entraîner le pays dans la guerre civile. Les Irakiens savent par ailleurs que Washington a menti sur les armes de destruction massive, mais ils s'en moquent éperdument, la chute du tyran étant pour eux l'événement le plus positif depuis trente ans. Enfin, les Irakiens ont tendance, par habitude et par pragmatisme, à se ranger à la raison du plus fort.

Dans ce pays où, par tradition et avec le sourire, on répète encore souvent « *France good, USA bad!* », on critique aussi très sévèrement la ligne politique française de l'année écoulée... « *Si la direction américaine enchaîne erreur sur erreur en Irak, les Européens, et les Français en particulier, sont encore plus idiots car ils ne déterminent leur position qu'en fonction de Washington. Ils ne tiennent aucun compte de l'Irak et de ses habitants, estime Fakhri Karim, le directeur du journal Al-Mada, tentant de résumer le sentiment populaire. Les Irakiens pensent que l'Europe et la France les ont doublement lâchés, d'abord face à Saddam, puis face à l'occupation américaine. La France n'est intéressée que par sa position antiaméricaine. Elle oublie les Irakiens. Chirac et Villepin doivent comprendre qu'aucun Irakien ne juge que leur position est courageuse... Qu'a fait la France pour aider l'Irak à se libérer du dictateur, puis pour aider l'Irak à retrouver sa souveraineté? Rien!* »

Hilmi Dawood, journaliste kurde, francophone et francophile, est lui aussi sévère. « *J'ai été extrêmement choqué par l'opposition de la France à la guerre parce que, même si personne n'aime Bush, ni en Europe ni en Irak, l'essentiel était de nous libérer de Saddam, dit-il. Je*

n'ai rien compris à la politique française. Sans parler de l'après-guerre où, une fois que tout est fini de toute façon, les Irakiens ont besoin d'aide face à l'insécurité, à la misère, et où la France est absente. »

Même son de cloche sur l'après-guerre chez Bilal et Mounaf, des étudiants en sciences politiques, qui sont pourtant des sunnites radicalement antiaméricains et plutôt nostalgiques du pouvoir baasiste. « *Une fois que la guerre a été achevée, nous avons vu que les promesses de la France d'aider le peuple irakien n'étaient que du vent. Rien n'est venu. La politique de la France, ce sont des belles paroles, et aucune efficacité* », dit Bilal. « *Je crois que la France n'était opposée*

« Les Européens, et les Français en particulier, ne déterminent leur position qu'en fonction de Washington. Ils ne tiennent aucun compte de l'Irak et de ses habitants »

à la guerre que parce qu'elle défendait ses propres intérêts, parce qu'elle était l'amie et recevait des cadeaux de Saddam », poursuit Mounaf. Beaucoup d'Irakiens ont, comme Mounaf, la conviction qu'il existait un lien spécial entre Paris et le Bagdad de Saddam Hussein. Leur professeur, Amer, Hassan Fayath, se dit « *déçu* ». « *Tous les Irakiens un peu éduqués se plaignent de l'absence de la France, dit-il. Quant aux autres, ils se fichent de l'Europe, car ils savent que ce sont les Etats-Unis qui font la loi. La position adoptée par la France l'an dernier l'a affaiblie aux yeux de la rue irakienne. Elle a prouvé que son opinion ne change rien. La France était contre la guerre, et la guerre a eu lieu!* »

Il est presque impossible, hormis chez les responsables baasistes déçus, de trouver quelqu'un qui soutient la position de Paris dans la crise. Dans le souk, pas plus qu'ailleurs. « *Je veux que les envahisseurs américains partent*

aussi vite que possible, mais je suis heureux qu'ils nous aient débarrassé de Saddam, le sanguinaire! affirme Hamid, un marchand de tissus chiite. *Je suis déçu, moi qui suis un admirateur du général de Gaulle et de Victor Hugo, que Chirac n'ait rien fait pour aider le peuple irakien.* » « *Nous voulions être amis avec les Français, renchérit son ami Majid, mais ils ont soutenu Chirac qui a lui-même défendu Saddam jusqu'à la fin. Je n'ai d'ailleurs toujours pas compris pourquoi. C'est très bizarre...* »

Des employés irakiens de la France à Bagdad sont aussi amers. « *On nous réunit tous les mois pour nous demander d'être patients et de "rester fidèles à la France", raconte un professeur sunnite du Centre culturel français, fermé par mesure de sécurité. Quelle fidélité? Nous, professeurs vacataires, avons eu nos salaires supprimés. La France ne peut même pas nous faire vivre pendant cette année de crise. Je suis francophile, je n'aime pas les Américains, mais eux nous offrent de bons jobs et de bons salaires. Ils m'ont proposé un poste. J'avais refusé jusqu'à présent, espérant que la France s'implique en Irak, mais je vais accepter. Je suis un peu fâché contre moi-même d'aller travailler avec l'occupant américain et d'accepter ses dollars, mais je suis encore plus fâché contre la France!* »

« *C'est le même malentendu qui continue entre l'Europe et l'Irak après les attentats de Madrid. L'Europe, antiaméricaine et pacifiste, célèbre le retrait espagnol d'Irak, comme si elle venait de remporter une grande victoire!* ironise un journaliste bagdadi. *Nous, Irakiens, pensons que le refus de la France et de l'Allemagne de nous aider, et le départ annoncé de l'Espagne sont une catastrophe. Pour que nous retrouvions nos esprits après les décennies terribles de Saddam, pour que nous sortions de ce tête-à-tête avec les Américains, nous avons, aujourd'hui plus que jamais, besoin des autres pays. L'ONU, l'Europe et la France n'avaient déjà pas beaucoup de crédibilité en Irak, mais elles ont tout perdu depuis un an en laissant Bush, que nous détestons par ailleurs, être l'unique tombeur de Saddam, puis en n'arrivant pas à notre rescousse une fois la guerre finie.* »

Rémy Ourdan

A Bagdad, le tribunal chargé de juger Saddam Hussein lance ses enquêtes

Des juristes américains aident à préparer les procès de 300 anciens responsables baasistes

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Le Tribunal spécial irakien (TSI) sur les crimes de guerre, qui va juger Saddam Hussein et près de trois cents responsables du pouvoir baasiste, se met en place. Des juges et des enquêteurs irakiens ont été approchés et une équipe de 55 juristes américains doit arriver en avril, afin d'aider le greffe et le parquet. Un premier procès pourrait débiter fin 2004. Le coordinateur du TSI, Salem Chalabi, s'inquiète toutefois du manque de coopération de l'armée américaine, qui arrête et relâche des témoins potentiels sans forcément en informer les autorités irakiennes.

« Après le vote de la loi sur le Tribunal spécial le 10 décembre 2003, il a fallu définir un budget. Nous avons presque fini, explique Salem Chalabi. Nous allons pouvoir recruter les juges et les enquêteurs que nous avons identifiés, entamer des sessions éducatives afin qu'ils se familiarisent avec la nouvelle loi et aménager les bâtiments du tribunal et des prisons. »

Les juges d'instruction, appuyés par une cinquantaine d'enquêteurs, pourront alors se plonger dans les volumineux dossiers sur les crimes du régime baasiste.

L'ONG britannique Indict a déjà transmis toute sa documentation. Et les juristes qui vont arriver de Washington ne viendront sans doute pas les mains vides. M. Chalabi attend notamment que reviennent en Irak les documents concernant les « armes de destruction massive », en particulier ceux sur les gaz chimiques utilisés contre les Iraniens et les Kurdes.

Une fois le TSI mis sur pied et des inculpations prononcées, le greffe pourra donner le feu vert aux détenus pour recruter des avocats et des enquêteurs. « Nous allons financer le travail de trente à quarante avocats de la défense, dit M. Chalabi. L'avocat principal devra être irakien, mais il pourra s'entourer de conseillers étrangers. » Si les juges et enquêteurs du parquet bénéficieront du soutien total du futur gouvernement irakien et des Etats-Unis, on ignore encore quelles garanties de sécurité auront les hommes de la défense, pour enquêter à travers le pays et entendre des témoins.

Pour Salem Chalabi, l'important sera ensuite de « retenir les leçons du procès Milosevic ». « Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie [TPIY] a des procédures compliquées et nous allons les simplifier. Le TPIY veut écrire l'histoire d'une décen-

nie dans les Balkans. Nous allons nous contenter de rendre la justice, sans forcément écrire toute l'histoire des crimes de Saddam Hussein. Enfin, nous ne permettrons pas aux inculpés, ou à leurs avocats, de se lancer dans une défense politique. Les procédures seront très strictes. Ils devront répondre aux charges qui pèsent contre eux, sans tenter de se justifier par des analyses. Si nous évoquons par exemple la centaine de viols du Koweït, ils devront tenter d'expliquer que les viols n'ont pas eu lieu, ou qu'ils n'en étaient pas les responsables, mais nous ne permettrons pas qu'ils essayent de ouvrir le dossier global et de justifier l'invasion du Koweït. »

D'ABORD LES « PETITS POISSONS »

Le coordinateur du TSI refuse de dire qui pourrait être jugé en premier. « Ce ne sera pas Saddam Hussein » ni d'ailleurs Ali Hassan Al-Majid, dit « Ali-le-Chimique ». « Nous allons débiter avec des « petits poissons ». Cela permettra d'accélérer les procédures pour les procès ultérieurs, explique-t-il. Nous serions prêts à juger Ali-le-Chimique pour la campagne menée contre les Kurdes, déjà très bien documentée, mais nous voulons le juger aussi pour les guerres contre l'Iran et le Koweït, et pour son rôle en tant que ministre de l'intérieur. Il est donc logique de

juger d'abord des responsables de niveau inférieur, pour établir la réalité des crimes, et de remonter peu à peu la chaîne de commandement. Lorsque nous en arriverons à Saddam ou à Ali-le-Chimique, les crimes auront été parfaitement établis. Il suffira de prouver qu'eux, en tant que commandants, en étaient les premiers responsables. »

Le souci de Salem Chalabi est actuellement l'armée américaine. « Ils libèrent des gens qui auraient pu être des témoins importants et qui fuient à l'étranger, dit-il. Je comprends que l'armée libère des prisonniers, puisqu'elle en a tellement, mais elle devrait préalablement nous consulter. Jusqu'à il y a deux semaines, nous n'avions même pas la liste de tous ses prisonniers. C'est incroyable ! »

M. Chalabi s'offusque notamment des libérations récentes de Saadoun Hammadi, premier ministre durant l'insurrection et la répression de 1991, ou de Yasser Sabaawi, un neveu du dictateur déchu. « Je vais protester officiellement », poursuit-il. Il a alerté les trois juristes américains qui viennent de séjourner une semaine à Bagdad. Ils ont promis de tirer la sonnette d'alarme à Washington.

Rémy Ourdan

Entre sunnites et chiïtes, la crainte d'une guerre civile

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Depuis les attentats sanglants de Bagdad et Kerbala, la violence s'intensifie en Irak et elle véhicule ce que les Irakiens craignent le plus : un parfum de guerre civile. Des imams sunnites ont été tués par des chiïtes et, inversement, des mosquées ont été la cible d'attentats. Chacun sait que des Irakiens anonymes sont tués dont même la presse nationale ne parle guère. Le climat est aux règlements de compte, un phénomène que l'Irak a plutôt réussi à éviter depuis la chute de Saddam Hussein, et il s'accompagne d'une radicalisation du discours.

Les deux principales communautés du pays ont été mises à rude épreuve depuis un an. Du côté des sunnites, même chez ceux qui haïssaient Saddam Hussein et le parti Baas, il y a l'angoisse d'avoir perdu

une certaine protection du sommet de l'Etat, d'être assimilés à une guérilla de plus en plus extrémiste et sans doute liée à Al-Qaïda et la crainte de devoir être confrontés à un pouvoir chiïte.

Du côté des chiïtes, majoritaires en Irak et souvent opprimés sous Saddam Hussein, il y a la rage d'avoir reçu l'ordre du clergé de ne combattre ni la guérilla sunnite, ni l'occupant américain et l'impatience d'arriver au pouvoir.

UNE NOUVELLE MILICE

La dernière semaine a été marquée par une mobilisation populaire des chiïtes, après les attentats de Bagdad et Kerbala, puis l'adoption d'une Constitution provisoire irakienne contestée par leur clergé. La prière du vendredi 12 mars et le retour sur les campus samedi a donné lieu à d'imposantes manifestations de fidèles

et d'étudiants, au slogan de « Non, non à la Constitution, oui, oui à l'unité, non, non à l'occupation, oui, oui à l'islam ! » Les chiïtes contestent notamment deux points de la Loi fondamentale : un droit de veto kurde à l'adoption d'une future Constitution permanente et une interprétation minimale de la charia dans la future législation. Pour eux, les coupables sont, pêle-mêle, les sunnites, les Kurdes et l'occupant américain.

« Cette Constitution est comme la déclaration Balfour qui a vendu la Palestine. On est en train de vendre l'Irak et l'islam ! », s'est écrié le jeune chef religieux radical chiïte Moqtada Al-Sadr, très populaire auprès des jeunes des quartiers pauvres. Des associations liées à l'ayatollah Ali Al-Sistani, le guide spirituel suprême des chiïtes irakiens, ont lancé une campagne nationale contre ce texte. Ils distribuent des tracts exprimant les « réserves » du clergé chiïte, qui sont en fait une opposition pure et simple, et font signer des pétitions.

Plus inquiétant, une milice chiïte, le Drapeau noir, a fait son apparition la semaine dernière dans le quartier d'Al-Adhamiya à Bagdad. Une trentaine d'hommes armés ont investi, vendredi à l'heure de la prière, ce bastion sunnite ex-baasiste, où la guérilla aurait ses postes de commandement et ses bases logistiques, et ont arraché les affiches et bannières pro-guérilla. Le Drapeau noir serait, selon un officier de renseignement irakien, une émanation de l'Armée du Mehdi, la milice officieusement tolérée de Moqtada Al-Sadr. « Nous connaissons leurs chefs. Ce sont de jeunes excités, guère dangereux... », confie-t-il. Pour les témoins de leur déploiement à Al-Adhamiya, il s'agit toutefois bel et bien d'une nouvelle faction armée.

UNE CONVICTION POPULAIRE

L'inquiétude est palpable, même si les Irakiens trouvent toujours mille raisons, notamment le patriotisme et la lassitude, d'expliquer que la guerre

civile est impossible. « Un voisin chiite a été tué dans mon quartier, raconte Ahmed, un commerçant sunnite. Personne n'avait rien à lui reprocher, sauf que depuis la chute de Saddam Hussein, il n'arrêtait pas de hurler que tous les sunnites étaient des criminels liés à la guérilla et à Al-Qaida. Depuis un an, personne ne l'aurait touché, par peur de représailles de sa famille ou sa tribu. Mais un verrou psychologique a sauté dernièrement. Il a été exécuté d'une

balle dans la tête en plein jour. Les Irakiens ne veulent pas de guerre civile, mais l'atmosphère est celle d'une guerre civile de l'ombre... »

Plus connu est le cas de l'imam sunnite Ali Al-Obedi, tué il y a une semaine à Bagdad, par des inconnus. Sa mort a donné lieu à un important rassemblement sunnite, au cœur de son quartier, lors de la prière du vendredi. Le discours officiel était à la réconciliation, mais chacun a pu

entendre les appels au recrutement dans de prétendues « milices sunnites », et l'appel d'un imam inconnu, amené là pour l'occasion, à se préparer à « tuer ces chiites avant qu'ils ne vous tuent ».

Ce qui sauve l'immense majorité des Irakiens d'un sentiment de haine envers l'autre communauté est pour l'instant cette étonnante conviction populaire que les crimes commis contre des Irakiens sont perpétrés

par des étrangers. Les cibles du courroux sont l'armée américaine et Al-Qaida. Mais certains commentent à dire discrètement leurs craintes. Un imam, qui publiquement, comme tous les autres, ne cesse de réclamer « la fin de l'occupation », confiait récemment que « si l'armée américaine partait, ce serait un désastre, la guerre civile immédiate ! »

R. O.

EXPLIQUEZ-VOUS

Dara Nouredin Bahaaddin

« Pas de procès de baasistes avant six mois »

Magistrat kurde qui exerça sous le régime de Saddam Hussein avant d'être emprisonné, Dara Nouredin Bahaaddin est président de la commission des lois du Conseil du gouvernement irakien. Il a supervisé la rédaction de la Constitution provisoire récemment adoptée, et des textes créant la cour spéciale chargée de juger les anciens dignitaires baasistes.

LE FIGARO. - Quand sera jugé Saddam Hussein ?

Dara Nouredin BAHADDIN. - Bien que le statut de la cour soit rédigé, nous ne sommes pas encore prêts. Il faudra encore du temps, au moins six mois avant les premières audiences. Des fonctionnaires, des employés ont été recrutés mais ni les juges ni les enquêteurs, au total une soixantaine de personnes, ne sont encore officiellement nommés. Il faut également prendre le temps de recueillir les plaintes des victimes, de mener les investigations et, avant toute chose, que soit réglé le problème de la souveraineté de l'Etat irakien.

Des juristes étrangers ont mis en doute la capacité d'une cour irakienne de mener un procès équilibré. N'aurait-il pas été plus judicieux de livrer les ex-baasistes à une cour internationale hors d'Irak comme pour le Rwanda ou l'ex-Yougoslavie ?

Les dirigeants baasistes ont commis de très grands crimes contre le peuple irakien, c'est pour cette raison que le jugement doit se faire en Irak. Je suis surpris que des experts internationaux puissent s'inquiéter avant même que la cour soit installée. De toute façon, nous avons pris plusieurs mesures afin de garantir le sérieux des procès. La loi prévoit d'abord que des experts étrangers, notamment des juristes qui ont eu une expérience dans le cadre des tribunaux internationaux sur le Rwanda et l'ex-Yougoslavie, interviennent pour apporter leur aide. Par ailleurs, les ONG, les associations de défense des droits de l'homme et la presse pourront assister aux procès afin d'en

garantir la transparence. Enfin, comme garantie supplémentaire, des professionnels sont venus former des juges irakiens aux lois internationales, et ces derniers iront également suivre des stages à l'étranger afin d'apprendre à mener des enquêtes selon les normes des pays démocratiques. De toute façon, les témoignages individuels, les do-

cuments saisis après la chute du régime à la présidence, dans les ministères et dans les services de renseignement, constitueront des preuves intangibles sur lesquels pourront se fonder les condamnations.

Dans les documents saisis dans l'administration baasiste, y a-t-il déjà des éléments nouveaux ?

Il y a des choses qu'on ne connaissait pas. Dans l'administration baasiste, tout est très bien répertorié. Ainsi, on ne savait pas ce qu'étaient devenus dans les années 79-80 entre 5 000 et 10 000 jeunes Kurdes chiites. Le régime prétendait qu'ils étaient morts au front dans la guerre contre l'Iran. Aujourd'hui, on a les preuves que 6 000 ont été exécutés.

Combien de personnes seront jugées par cette cour ?

Il y a la fameuse liste des 55 personnalités recherchées par les Américains, il existe également une liste de 200 plus hauts responsables de l'Irak de Saddam Hussein. Mais il est possible que tous ne soient pas coupables. La loi

prévoit que seront jugées trois sortes de crimes, ceux contre

l'humanité, de génocide et de guerre. Nous nous fonderons

sur les responsabilités de chacun. Ceux qui seront jugés sont ceux qui auront planifié, ordonné et commis des crimes. Combien seront-ils ? 100, 200 ou 300, je suis incapable de le dire.

Ne craignez-vous pas que les procès sèment le trouble dans la société irakienne ?

On ne laissera pas le tribunal se transformer en une tribune. Saddam Hussein ne pourra pas essayer de régler ses comptes ou justifier sa politique en la mettant sur le dos des autres. Par ailleurs, si on pouvait craindre des opérations de vendetta après la chute du régime, ce ne sera plus le cas plusieurs mois après.

Propos recueillis par Vianney Aubert

« Ceux qui seront jugés sont ceux qui auront planifié, ordonné et commis des crimes »

LE FIGARO

18 MARS 2004

A New York, les inspecteurs du désarmement de l'ONU continuent à s'interroger sur leur mission et l'état de l'arsenal irakien

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Le bureau de Hans Blix est resté vide. Demetrius Perricos, qui n'est que « président exécutif par intérim » de la Commission d'inspection, de vérification et de surveillance des Nations unies en Irak (Unmovic), n'a pas voulu l'occuper. A ce détail près, rien n'a changé.

Un an après leur départ forcé de l'Irak, les inspecteurs en désarmement sont toujours là, au 31^e étage des Nations unies. La presse américaine leur tresse des éloges. Ils évitent de prendre l'air réjoui. « L'an dernier, on était des incapables. Maintenant on nous réhabilite », dit un inspecteur. « Nous sommes des techniciens, pas des politiciens. Nous avons fait notre travail le mieux possible », ajoute M. Perricos.

Les effectifs ont diminué d'un quart. Le bureau de Bahreïn a été fermé. Ils ne sont plus que 51 à New York. La coalition a préféré se passer de leurs services. Les rapports de David Kay, chef de la commission d'inspection américaine, qui a démissionné fin janvier, ne leur ont même pas été communiqués. Mais sous la pression de l'Allemagne, de la France et de la Russie, l'Unmovic n'a pas été dissoute.

Elle a pu conserver son portefeuille de 200 millions de dollars. Les inspecteurs ont encore de quoi « tenir » au moins deux ans. Ils espèrent que le Conseil finira par accéder à ce qu'une partie de la communauté scientifique juge indispensable par ces temps de prolifération : la création d'une agence de contrôle indépendante, sur le modèle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), dans les domaines des armes biologiques et des missiles.

Pour s'occuper, les inspecteurs

ont entrepris des tâches qui pourraient paraître surréalistes aux profanes. Un « guide des bombes et munitions qui existent en Irak » (avec photos). Un « compendium » pour faire le bilan d'une saga qui a commencé dans les années 1960, lorsque l'Irak a créé un corps de scientifiques censés défendre la population contre la menace chimique. Quelques inspecteurs se sont plongés dans le livre que vient de sortir leur ancien patron, Hans Blix. « Il n'y a pas grand-chose de nouveau », soupire un technicien.

« Le régime n'était une menace que quand nous n'étions pas là-bas », dit Corinne Heraud, la spécialiste des missiles

« La priorité de Blix, commente un de ses collègues, n'était pas d'empêcher la guerre, mais de sauvegarder la crédibilité de la mission. Là-dessus, il a réussi. » M. Blix avait été échaudé après 1991, lorsque les inspecteurs s'étaient aperçus de l'ampleur du programme nucléaire développé par l'Irak au nez et à la barbe de l'AIEA. Il a toujours eu le souci d'éviter pareille mésaventure. Il raconte dans son livre comment le vice-président américain Dick Cheney l'a menacé de « discréditer les inspections » s'il ne se montrait pas assez agressif envers Bagdad.

Les inspecteurs continuent à faire des rapports trimestriels. Pas plus qu'eux, leurs « concurrents » n'ont

trouvé d'armes de destruction massive. C'est un réconfort. En même temps, il leur arrive de se demander à quoi ils ont finalement occupé tant d'années : « Tout cela, pourquoi ? » Plus de dix ans de sanctions, de bras de fer et de crise avec Bagdad pour des « questions non résolues » ? S'ils ne se disent pas surpris des résultats de l'enquête, les inspecteurs gardent une part d'incrédulité. « On aimerait bien savoir. »

La surveillance, le contrôle continu ont fonctionné, disent les inspecteurs. Saddam Hussein, comme on le constate maintenant, avait bien été « contenu ». Après l'installation du contrôle à long terme et de l'installation de caméras dans les entreprises irakiennes, il n'y a plus eu d'armes de destruction massive, indique leur dernier rapport. « Le régime n'était une menace que quand nous n'étions pas là-bas », dit Corinne Heraud, la spécialiste des missiles.

Mais sur le désarmement, le terrain était miné. « L'erreur a été de compter les tonnes, dit un diplomate du camp qui était opposé à la guerre. La méthode quantitative ne pouvait pas marcher. Il aurait fallu évaluer autrement et se demander : quelle est la menace ? » En fait, personne n'a jamais pu établir avec certitude les quantités produites ou détruites. Pendant la dernière inspection, en 2003, Philippe Michel, un ancien pharmacien militaire français, spécialiste des armes biologiques, a pu vérifier à l'aide de prélèvements que 130 bombes biologiques R-400 avaient bien été détruites sur le site d'Al-Azizya, comme l'avaient affirmé les Irakiens. Mais les inspecteurs en cherchaient 157. Quid des 27 autres ? « On n'aura jamais la preuve définitive », dit-il.

Dans un régime comme celui de

Saddam Hussein, l'erreur a été de baser le désarmement sur la déclaration volontaire. Dans la foulée, les Irakiens ont affirmé avoir détruit unilatéralement leurs armements et les inspecteurs ont dû passer des années à essayer de vérifier. « Regardez ce tas de ferraille, dit le porte-parole en montrant une photo. Est-ce qu'il correspond à 25 missiles ou seulement 20 auxquels on a ajouté des pièces de vélomoteur ? »

Puisque les Irakiens mentaient, fait avéré, c'était qu'ils avaient quelque chose à cacher, a-t-on pensé. Il apparaît maintenant que ce n'était pas forcément ce que l'on croyait. Un ancien inspecteur raconte avoir interrogé un scientifique qui avait peur. Pourtant il ne faisait que nier toute activité illégale. L'expert a compris après. « En fait, en disant qu'il n'y avait rien, il avait peur de m'en avoir trop dit. » Selon les inspecteurs, il est probable que les scientifiques « mentaient à Saddam Hussein pour maintenir leurs budgets ».

Des projets ont obtenu des financements alors que leurs auteurs savaient qu'ils n'avaient plus les moyens de les mener à bien en Irak. « Le 2 avril 1990, Saddam Hussein avait annoncé qu'il avait la capacité de détruire Israël par le feu, raconte un ancien expert. Ses chercheurs lui avaient dit qu'ils pouvaient faire du gaz VX. Or, ils étaient incapables de produire quelque chose à un taux de pureté intéressant. Des inspecteurs s'en sont rendus compte. Du coup, les Irakiens ont été obligés de leur mentir pour que l'on continue à croire qu'ils pouvaient le faire. Ils se sont piégés eux-mêmes. Ils ne pouvaient plus dire la vérité. Et même s'ils l'avaient dite, on ne les aurait pas crus. »

Corinne Lesnes

Le mystère des vingt-cinq missiles Al-Samoud disparus depuis un an

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

A écouter les inspecteurs du désarmement, le tableau de l'Irak de Saddam Hussein reste malgré tout inquiétant. La menace n'était pas imminente mais elle était réelle. « Il n'y avait aucune raison de les bombarder. Il n'y avait plus d'armes de destruction massive, dit un spécialiste. Mais ils avaient gardé des programmes permettant le moment venu de re-projeter une capacité. Et ça, c'est clair, on a des preuves. »

Jean-Philippe Morange est l'analyste qui décortique la filière d'importation de matériels interdits. Il n'a pas encore tout à fait terminé la mise en fichier des milliers de noms livrés l'an dernier par les Irakiens. La commission a mis au jour un réseau qui a permis à l'Irak de se procurer – alors même que les inspecteurs étaient sur place – des moteurs de missiles Volga-SA2. Le circuit effectué par les

engins a été retracé par le Los Angeles Times : Pologne, Syrie.

L'affaire fait partie de celles d'un réseau plus vaste, où l'on trouve aussi des entreprises russes. « On n'en est plus au traficant qui vend des missiles, dit Morange. On en est maintenant à des réseaux qui vendent des connaissances et des outillages pour fabriquer les engins. Et on trouve des individus, y compris dans des pays comme les nôtres, qui savent très bien comment contourner les contrôles », explique-t-il.

« NOUS SAVONS QU'ILS EXISTENT »

Il arrive aussi aux inspecteurs de s'amuser. Sur le site Internet e-bay, certains ont trouvé une petite annonce de vente aux enchères, qui propose des échantillons des armes de destruction massive « trouvées en Irak par les troupes de la coalition ».

Très sérieusement, le chef de la commission, Demetrius Perricos, s'est permis de

demander des nouvelles des 25 missiles Al-Samoud qui restaient à détruire quand les inspecteurs ont dû évacuer l'Irak. Les missiles, d'une portée supérieure aux 150 km autorisés, avaient été vus comme un test de la volonté irakienne de coopérer. Le 1^{er} mars, le régime avait dû accepter de s'en séparer. 50 engins ont été détruits en deux semaines.

« Les Irakiens les ramenaient la nuit par convois, raconte un inspecteur. Il ne fallait pas que la population s'aperçoive qu'on les retirait de la frontière. » Un an plus tard, il ne semble pas que les Américains aient retrouvé les 25 missiles restants. « Comme disait Blix, ce ne sont pas pourtant des cure-dents, ironise un inspecteur. Il ne s'agit pas non plus d'hypothétiques litres d'anthrax. Nous savons qu'ils existent. Nous les avons vus. Nous les avons même étiquetés. »

C. Ls

Dans les coulisses du combat entre Paris et Washington

Retour sur un affrontement entre deux visions du monde à l'ONU.

Le 7 février 2003, vers 19 heures (heure de Paris) : Jacques Chirac et George W. Bush ont leur ultime conversation téléphonique avant que la guerre d'Irak ne soit lancée. Moins de quinze minutes – avec interprètes – suffisent pour constater le fossé qui les sépare. Le ton reste poli : «*Je ne vois pas de menace immédiate qui nécessite le recours à la force*», commence Chirac. «*Là est notre divergence*, répond Bush. *Je considère que Saddam Hussein représente un danger pour mon pays.*» Compatissant, le président français ajoute qu'il sait «*combien est difficile la décision d'envoyer des hommes au combat*». Bush promet de le recontacter plus tard, pour parler du Proche-Orient. Les deux hommes prennent congé, se saluant par leurs prénoms comme d'habitude. Ils ne se reparleront plus à l'éléphant avant le 15 avril, six jours après l'entrée des troupes américaines dans Bagdad.

En septembre 2002, lorsque Bush a accepté de venir à l'ONU pour traiter la question irakienne, chacun soupçonnait l'autre de double jeu, mais au moins la partie paraissait-elle ouverte. La France misait sur les nuances au sein de l'administration américaine, entre «*néoconservateurs*» partisans de la guerre préventive et «*libéraux*» qui laissent une chance à l'ONU. Chirac et son ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, voient un grand dessein pour la France : participer à l'ébauche d'un monde multipolaire où l'Amérique n'imposerait plus seule ses vues.

«**Processus irréversible**». Le 8 novembre 2002, le Conseil de sécurité vote à l'unanimité la résolution 1441 : le dictateur irakien est mis en demeure d'accepter le retour des inspecteurs en désarmement et de collaborer. Texte lourd d'ambiguïtés. Les Américains en déduisent qu'à la première violation de Saddam Hussein le recours à la force sera légitime. Les Français concluent que, tant que les Irakiens ne feront pas obstruction au travail des inspecteurs, il faudra poursuivre sur cette voie. «*Dès le début, les Américains ont été à l'affût de la moindre violation*», souligne un diplomate. Mi-décembre, Condoleezza Rice, la conseillère à la Sécurité nationale de Bush,

qualifie de «*farce*» le rapport de 12000 pages remis par les Irakiens sur leurs programmes d'armement. Un émissaire de l'état-major est envoyé à Washington pour savoir quelle serait la place des Français en cas de participation. «*Il n'y avait rien pour nous*», poursuit le diplomate.

Fin novembre, le conseiller diplomatique de Chirac, Maurice Gourdault-Montagne, était rentré pessimiste du sommet de l'Otan à Prague. Il s'était retrouvé assis deux heures durant à côté de Condoleezza Rice. «*Vous ne craignez pas que le déploiement de votre armada*

dans le Golfe devienne un processus irréversible?» lui avait-il demandé. «*Nous maitrisons parfaitement ce que nous faisons*», lui avait-elle répliqué.

«J'ai demandé à Rice ce qui pouvait encore faire reculer les Américains. "Le départ ou la chute de Saddam", a-t-elle répondu.»

Maurice Gourdault-Montagne, conseiller diplomatique, le 13 janvier 2003

Manifestations monstres. Début janvier 2003, les Français ne croient plus guère à la bonne volonté américaine. Gourdault-Montagne est dépêché à Washington où il rencontre Rice le 13 janvier.

Une réconciliation de façade

Après quelques hésitations, George Bush a confirmé qu'il se rendrait en France le 6 juin pour célébrer le 60^e anniversaire du débarquement allié en Normandie. Une occasion de sceller une difficile réconciliation entre Washington et Paris. Après la crise irakienne, les deux capitales ont décidé de calmer le jeu. En public au moins, Jacques Chirac et le chef de la diplomatie Dominique de Villepin ont annoncé avoir tourné la page du différend. Récemment, Bush et Chirac se sont très ostensiblement félicités de la parfaite collaboration entre la France et les Etats-Unis sur le dossier d'Haïti. Sur le terrorisme, les deux capitales se louent aussi d'être en phase. Sur l'Irak même, Villepin comme Chirac se gardent de jeter de l'huile sur le feu, se contentant de souligner la nécessité d'instaurer au plus vite un gouvernement légitime et souverain à Bagdad. Du côté des Etats-Unis, cette politique de la main tendue a donné peu de fruits. Les Américains ont plusieurs fois promis de mettre fin au boycott des entreprises françaises pour la reconstruction en Irak, mais les gros contrats restent la chasse gardée des Etats-Unis.

Serv. étr.

À la Maison Blanche, ils sont quatre à déjeuner – Rice et son adjoint Steve Hadley, Gourdault-Montagne et l'ambassadeur à Washington Jean-David Levitte. Avec ou sans résolution de l'ONU, nous irons à la guerre, explique Rice, la crédibilité de Bush est engagée. «*Elle était extrêmement déterminée*, se souvient le conseiller. *Je lui ai demandé ce qui pouvait encore les faire reculer. "Le départ ou la chute de Saddam", a-t-elle répondu.*» Paul Wolfowitz, secrétaire adjoint à la Défense, se montre tout aussi résolu avec le conseiller de Chirac : il argue de la présence d'armes de destruction massive (ADM) en Irak, affirmant même que Paris est au courant...

Le 20 janvier, Villepin se rend au siège de l'ONU à New York, où il va présider une session sur le terrorisme. La veille, il reçoit Powell dans sa suite de l'hôtel Waldorf Astoria. «*J'ai alors compris que les dés étaient jetés*», confiera-t-il au *Financial Times*. «*La France ira jusqu'au bout de la défense de ses principes*», annonce Villepin le lendemain. Paris est convaincu que la diplomatie n'est désormais plus qu'une «*couverture*» pour Washington. Les Américains de leur côté sont exaspérés par ces Français qui dressent le monde contre eux.

D'impressionnantes manifestations anti-guerre parcourent l'Europe, et Paris se laisse gagner par l'euphorie. «*Nous avons l'opinion mondiale avec nous*», s'emballent un proche des négociations. «*Il y avait aussi l'opportunité historique d'une alliance avec l'Allemagne et avec la Russie. Au début*

pourtant, chacun se méfiait de l'autre, doutant qu'il irait jusqu'au bout.» Le 22 janvier, les commémorations du traité de l'Élysée marquent un spectaculaire rapprochement avec l'Allemagne : Chirac et le chancelier Gerhard Schröder assurent partager «*les mêmes vues*» sur l'Irak. Puis, le 10 février, lors d'un entretien à l'Élysée avec le président Vladimir Poutine, Chirac acquiert la certitude que la Russie est elle aussi prête à défendre les Américains sur l'Irak. Du coup, les exactions russes en Tchétchénie passent à la trappe.

Deux visions du monde s'affrontent. Bush affirme vouloir débarrasser la planète d'un tyran et insuffler la démocratie au reste de la région. La France avertit que le remède risque d'être pire que le mal, de déstabiliser la région et de nourrir les frustrations de futurs terroristes. «*Nous*

nous rendions compte que toute cette affaire n'était qu'une vaste instrumentalisation par les Américains, instrumentalisation de l'ONU, des armes de destruction massive, du terrorisme», souligne un responsable français.

Sans regret. A l'ONU, Villepin fait merveille. Il est plusieurs fois applaudi à la tribune. A défaut d'arrêter les Américains, la France se bat pour une victoire symbolique où elle apparaîtrait comme celle qui a amené la résistance aux Etats-Unis et qui a exprimé les attentes d'une grande partie du monde. Chaque matin, vers 9 heures, se tient une réunion à l'Elysée avec quelques conseillers autour du Président. On fait le point des événements de la nuit - en raison du décalage horaire avec les Etats-Unis. Le téléphone est le nerf de la

guerre. La seule journée du 9 mars, Chirac parle aux présidents pakistanais, mexicain, chilien, sud-africain, russe ainsi qu'au chancelier Schröder. Le 10 mars, signe de l'importance de l'événement, l'interview du Président se passe dans le bureau présidentiel et est retransmise sur les deux premières chaînes. «*Quelles que soient les circonstances, martèle Chirac, la France votera non* (à la résolution lançant un ultimatum à Saddam Hussein, ndlr)» Ainsi s'achève le plus dramatique affrontement diplomatique de l'après-guerre froide. Le 17, Américains et Britanniques retirent leur résolution. Trois jours plus tard, leurs troupes pénètrent en Irak. Un an après, l'affrontement a

laissé des traces. L'image de la France aux Etats-Unis et l'atmosphère des relations bilatérales ont souffert. L'Europe est sortie de la crise déchirée et le coup de gueule de Chirac, accusant les nouveaux membres de l'Union européenne d'«*avoir perdu une bonne occasion de se taire*» en soutenant les Etats-Unis, a choqué à l'Est. Convaincu d'avoir défendu une juste cause, on affirme à Paris qu'on ne regrette rien. «*La France n'a jamais eu une telle influence*», clame Villepin dans ses voyages à travers le monde. ◆

VÉRONIQUE SOULÉ

Le Vieux-Continent ne doit pas se tromper d'adversaire

L'équation perverse de la terreur

L'Espagne avait été désignée comme cible par le Djihad bien avant l'affaire irakienne. Les ultras de l'Islam ne s'attaquent pas à l'Occident pour ce qu'il fait mais pour ce qu'il est. Comme

PAR
LAURENT MURAWIEC

ont montré les menaces proférées contre la France depuis la loi sur le «*foulard*», il ne sert à rien de flatter l'extrémisme arabo-musulman pour éviter ses foudres. Le carnage de Madrid devrait faire saisir à l'Europe ce que le massacre de Manhattan a fait comprendre à l'Amérique : c'est la guerre.

Le terrorisme est l'arme développée depuis une génération par le monde arabo-islamique dans la lutte qu'une grande partie de ses élites dirigeantes mène contre le torrent de la modernité, et ceux qui en sont les vecteurs, les Occidentaux. Une impunité de trente ans et, de l'autre côté, l'habitude d'accepter les affronts et les coups, de tendre l'autre joue et de pétitionner pour le dialogue, d'exciper, pour récolter du pétrole ou des pétrodollars ou des contrats, d'une bonne volonté qui contraste

avec celle des autres Occidentaux... La terreur a pu prendre son essor, prendre confiance en elle-même, recruter, organiser. Elle a pris la mesure de ceux dont elle veut faire ses victimes : elle les a trouvés faibles, elle les méprise comme Hitler et Lénine méprisaient les Occidentaux.

Ce qui nourrit le terrorisme, c'est le rapport prix de

revient/bénéfice où il suffit de tuer 200 Espagnols innocents pour que le pays fasse volte-face, prix de revient dérisoire, bénéfice immense. Détruire est aisé, c'est l'exportation principale d'al-Qaida. Pourchasser et lamener la nébuleuse terroriste, à commencer par les Etats qui la nourrissent, la soutiennent et en orchestrent l'action - l'Iran, la Syrie, l'Irak de Saddam, l'Arabie saoudite, sans oublier le laboratoire industriel du terrorisme, le mouvement palestinien -, voilà qui est bien plus ardu.

C'est pourquoi d'aucuns préfèrent prétendre qu'il «*ne faut pas isoler*» les mouvements terroristes mais dialoguer avec eux. Bill Clinton ne voyait pas dans le terrorisme et ses promoteurs les facteurs d'une guerre : il les traita sans cesse comme relevant de la délinquance et de la justice, avec l'inefficacité que l'on sait, qui conforta les fauteurs de guerre sainte dans leur arrogance et désarma les Etats-Unis.

L'Europe a bien raison de vouloir se protéger d'attentats

tout aussi dévastateurs que ceux de Manhattan et de Madrid. Mais s'il est nécessaire d'ériger des barrières, de se protéger, de rendre plus difficile le vilain travail des terroristes, il est absurde de croire que ce mal n'a pas de racine - ou que la racine se trouve à Washington ou à Jérusalem. Perversion de l'esprit ! Dénoncer Bush comme vient de le faire José Luis Zapatero, c'est prendre la cause pour l'effet, la victime qui se relève et se bat pour le bourreau qui l'a frappée : inversion des valeurs. «*Si Bush n'avait pas envahi l'Irak...*» Oussama ben Laden se serait-il converti au christianisme ?

Qui présente une stratégie alternative qui ne soit pas une capitulation en rase campagne ? La terreur prendra-t-elle fin grâce au «*droit international*» et à son porte-drapeau, l'ONU, qui rassemble les régimes tortionnaires, les organisateurs du terrorisme, les dictateurs et des démocraties dont certaines sont disposées à bien des compromissions ?

Faute de comprendre et d'accepter qu'il s'agit bien d'une guerre, d'une vraie guerre, qu'elle sera de longue haleine, qu'elle ne peut être mesurée à l'aune du «*20 heures*» ni par cycles de huit jours ou trois semaines, les Européens se condamneraient à subir. Quand les terroristes des réseaux de Ben Laden proclament : «*Nous*

aimons la mort comme vous aimez la vie», il n'y a rien à négocier : il faut se battre. L'Australie a donné un exemple : frappée par un massacre qui ne le cédait en rien à l'horreur madrilène - les 88 morts australiens de Bali - elle n'a pas faibli, elle n'a pas jeté l'éponge.

Alors que le renversement de deux régimes terroristes, taliban et baassiste, peut bouleverser l'équation perverse de la terreur, le changement de pouvoir à Madrid et les enthousiasmes qui l'accompagnent - «*cette fois-ci, Bush est fichu !*» - menacent de faire tout le contraire. Si l'Islam radical constate qu'il lui suffit de saigner l'Occident ici et là pour que les Occidentaux déguerpi-sent comme des lapins, qui peut douter que la chasse au lapin occidental s'aggrave ?

«*Si vous ne vous battez pas pour vos droits quand vous pouvez vaincre sans verser le sang, si vous ne vous battez pas quand la victoire est certaine et peu coûteuse, le moment viendra où vous devrez vous battre contre tout espoir, avec des chances de survie très minces. Et il y a pire : peut-être devrez-vous vous battre sans la moindre chance de vaincre, parce qu'il vaut mieux périr que de vivre en esclaves*», disait Winston Churchill.

Comprendre que nous sommes en guerre, c'est abandonner les illusions de la paix.

* Directeur de recherche, Institut Hudson, Washington ; auteur de *La Guerre d'après* (Albin Michel).

Special report Iraq, a year on



A glimmering of hope

BAGHDAD AND CAIRO

Though an awful lot has gone, and is going, wrong, Iraqis are much freer, and some other Arabs a tiny bit so too

SITTING cross-legged in his Abu Ghraib Mosque, an island surrounded by sewage, Sheikh Yasseen Zubaie, the Sunni imam, remembers pre-war Iraq with nostalgia. "The council used to pump out the muck every three weeks. Now they promise, and do nothing," he says.

War and occupation have made life harder for this town in the Sunni triangle west of Baghdad, where support for the insurgency is strongest. In addition to the sewage, townspeople live with dozens of Estonian troops guarding the market road. At night, power-cuts cloak the city in darkness, except for the arc-lights of Saddam Hussein's largest prison, where most of America's 11,000 prisoners are now detained. Sheikh Zubaie says all his children have diabetes, and he nods at the editorial of a Syrian newspaper now circulating in Iraq. "The foreign occupation of Iraq has destroyed its infrastructure, impoverished its people, dissolved its army and arrested thousands of its sons," it reads.

The Iraq war was not as controversial as the Suez war of 1956, which felled a British prime minister, or Vietnam, which traumatised a generation. Yet the war di-

vided both the world powers and world opinion. It claimed its first political victim, outside Iraq, when José María Aznar, Spain's prime minister who supported America's invasion and occupation, lost the election held last weekend, three days after bombs in Madrid killed 200 people. It may yet go on to claim the scalps of George Bush and Tony Blair, the war's chief architects. And, of course, it has changed the Middle East for ever. Was it worth it?

History, as usual, is reserving judgment. The war's critics are not. This war, they say, was illegal (neither self-defence nor authorised by the UN Security Council); unnecessary (Saddam seems not, after all, to have had weapons of mass destruction); and left Iraq worse off than before (his Iraq was at least not being torn apart by civil war). On top of this, it drove a wedge between America and much of Europe, added to Muslim suspicions of the West, and distracted attention from more urgent problems, such as the conflict in Palestine and the hunt for Osama bin Laden.

Some of these claims are fated to remain matters of opinion. Was the war legal? Britain and America claim that the se-

ries of Security Council resolutions violated by Iraq, fortified by a final one threatening "serious consequences" for non-compliance, permitted the resort to force. Was it necessary? The non-discovery of WMD has embarrassed the war's defenders. But after invading Kuwait, Saddam was not only under orders to dispose of WMD: he had also to prove he had done so. His failure to offer proof allowed the inference that he had something to hide.

Might prolonged inspections have provided a definitive all-clear? Maybe, but on past Iraqi form that might well have prompted another game of "cheat and retreat". As to whether a WMD-armed Saddam would anyway have proved a danger to the region or beyond, nobody—mercifully—will now have to find out.

A change in Arab mood

However, not all of the much-debated questions about the wisdom of the war turn on imponderables. On some—such as the war's impact on the wellbeing of Iraqis and the consequences for the Middle East—the facts must have their say, even if they do not all point in the same direction.

For example, some of the war's critics predicted that it would unleash mayhem throughout the region, driving enraged Muslims into the arms of al-Qaeda and toppling friendly regimes like ninepins. Wrong: a rash of furious demonstrations struck Arab capitals during the war, and Islamist terrorism has increased sharply in Saudi Arabia and Morocco over the past year, but so far all regimes have survived. ▶

Indeed, far from destabilising regimes friendly to America, the war may have had a salutary impact on unfriendly ones. Having lost an ally in Iraq and facing imminent American sanctions, Syria's Bashar Assad is striving to mend relations with the West, not least by offering a resumption of peace talks with Israel. The disarmament plans of Libya's Muammar Qaddafi may pre-date the war, but he has now not only dismantled secret weapons programmes, but shipped their parts to America. The Iranians reacted calmly to the removal of Saddam. They did not approve of it; but nor did they approve of him. And since the war they have made a show of being more open about their own nuclear activities.

A Year of Petitions

Those who predicted post-war mayhem in the region were mistaken. But those who expected a wave of reform to sweep the Middle East have not yet been proven right, either. No other tyranny has fallen, and no strides towards greater rights have yet been taken. And yet, although Muslims deeply resent America's plunge into Iraq, it has stirred hope as well as fear. Change is brewing across the whole swathe of territory from Pakistan to Morocco, on a scale not seen since the 1950s, when oil money and army-imposed political populism shook up the post-colonial order.

Much of the change is subtle, registered in shifting moods and vocabulary rather than in obvious action. Its roots generally lie not in the drama of Iraq, but in slower internal evolutions. Where Iraq has been a catalyst, this has often come not from a sense that America's initiative should be welcomed, but that reform is needed so as better to resist America's will, or to avoid Iraq's presently far from enviable fate. Still, whatever the reasons, the war has fostered a restiveness and impatience that is accelerating the region's political pulse.

The past year has seen peaceful anti-government demonstrations in Syria and Saudi Arabia, two of the world's most deeply calcified states. Though quickly dispersed, they were an unusual challenge. Only this month, Syrian campaigners were presenting a petition for sweeping liberalisation, a move that a decade ago might have landed all 7,000 signatories in jail. As for the Saudis, some refer to last year as the Year of Petitions, such was the number of drafts presented to the ruling family demanding representative government and civil rights.

Perhaps nothing will come of all this, but a number of Saudi taboos have disappeared. Debate of the role and rights of women and religious minorities is more open and intense than ever before. So is the soul-searching over religious extremism. Saudis themselves now speak of the problem of Wahhabism, a term they long dismissed as an Orientalist construct.

Freer, but mixed up

Iraqi public opinion, Feb 9th-28th, % selected questions

How are things compared with a year ago?

Better 56.5 Worse 18.6

How will things be one year from now?

Better 71.0 Worse 6.6

How much confidence do you have in Iraq's...?

Religious leaders 42.4 Governing Council 11.3

Was it right or wrong that coalition forces invaded Iraq?

Right 48.2 Wrong 39.1

Do you support or oppose the presence of coalition forces in Iraq?

Support 39.5 Oppose 50.9

Which is the first priority for the country...?

Regaining public security 64.4 Holding national elections 8.1

What does Iraq need at this time...?

Democracy 85.9 A single strong leader 81.1

% answering "A great deal" Top two answers

Source: Oxford Research International/BBC/ABC News/ARD/NHK

In Lebanon, long-muted misgivings over Syria's influence have grown louder. In Egypt, where economic slump has compounded the disgruntlement caused by years of political stagnation, the tone of criticism is increasingly strident. In a recent move to placate Egyptian journalists, President Hosni Mubarak suspended the imposition of jail terms for libel. The journalists welcomed this, but then had the impudence to demand the lifting of a host of other strictures on press freedom.

Such internal mutterings, along with pressure from the West, have clearly put the region's rulers on the defensive. Some have opted to pacify their detractors. The government of Sudan is well on its way to concluding peace with southern rebels, following prodding by the United States. Keen to varnish their shabby human-rights images, the Egyptian and Saudi governments have both appointed boards to look into the issue.

A few smaller countries have been bolder. Qatar has initiated a radical overhaul of its education system. Oman has just appointed its first female cabinet minister, a step long ago taken by most Arab republics, but a precedent for the conservative Gulf monarchies.

The air of discontent has also filtered into inter-regional politics. What is sometimes referred to grandiosely as the "Arab system"—the web of institutions such as the Arab League, traditions such as annual summit meetings, and treaties that theoretically enhance regional defence, trade and human exchanges—has long been viewed as a hollow vessel. It has endured shocks before, but the Iraq adventure was seen as a particularly ominous debacle, as near-unanimous Arab opposition to American intervention translated into near-unanimous inaction.

Fearing its own extinction, the Arab League has therefore scrambled to gather support from members for the most far-reaching reforms since its founding in 1945. If the leaders who are to meet at an Arab summit in Tunis later this month agree, the changes could see the creation of several new institutions, including a pan-Arab parliament and court of justice, and a seven-member security council.

However, the summit is likely to be haunted by the question of democratic reform. A vague American programme of suggested reforms, the so-called Greater Middle East Initiative, has met with widespread hostility, reflecting both the nervousness of Arab rulers and their peoples' deep suspicions of the superpower. The initiative provoked a mass protest this month at the University of Menoufia, north of Cairo. Mr Mubarak has ridiculed the ideas as "push-button democracy" that would "open the doors to chaos". Arab leaders say that America should concentrate on liberating the West Bank and Gaza from Israeli occupation before foisting new demands on the Arabs.

In light of the outcry, America is downplaying its draft initiative, perhaps hoping to let the flak settle before a multilateral relaunch at the G8 meeting in June. Meanwhile, Egypt, Saudi Arabia, Jordan and others are thinking of an Arab declaration to "spur individuals through participation", which presumably means granting more political rights.

The biggest change of Arab hearts would come if democracy were to flourish in Iraq. But in the meantime the chaos there remains deeply disturbing to its neighbours. Even the minority of Arabs who welcomed the use of force to uproot Saddam have been shocked by the clumsiness of the occupation. The demons unleashed in Iraq, ranging from sectarianism to tribalism to jihadism, have caused some neighbours to suggest that their own stunted status quo may not be so bad.

But how bad is it, really?

The Iraqis themselves feel disorientated, but not necessarily unhelpful. The day Baghdad fell, Iraq went from being one of the world's most regulated societies to one of its least. An overweening state was stripped threadbare by looters, while the incoming American administrators watched like Nero at the burning of Rome.

But a nationwide opinion poll, sponsored by several broadcasting stations, shows that more than half the Iraqis asked believe that their life has improved compared with a year ago (see table). Two-thirds gave "regaining public security" as their priority for the coming year. This is all too understandable: for large swathes of Iraq, life in the absence of real authority is a game of Russian roulette. Insurgents strike where they will. Hundreds of Iraqis ▶▶

The Economist March 20th 2004

Special report Iraq, a year on

are slaughtered each month. Attacks by armed highwaymen are commonplace. Children, especially girls, are kidnapped and held for ransom.

But the end of the dictatorship has huge compensations. Unshackled from Saddam's command economy and 13 years of suffocating sanctions, the private sector is mushrooming. Amid the chaos, Iraqis have imported hundreds of thousands of cars, and millions of previously banned satellite dishes, computers, and satellite and mobile phones.

A jumble of freedom

Freed from regulation, electronic and print media have transformed Iraq. A third of households have paid an average \$100 for satellite dishes allowing them to tune into foreign (often anti-American) channels. Monitors have counted more than 230 new newspapers and magazines, 25 of them dailies. Hawkers peddle assortments of previously banned religious CDs, mixed up with Asian porn.

The prime beneficiaries of the consumer boom are the moneyed classes, throttled and evicted by the series of Iraqi revolutions that began in 1958. Exiled landowners are reclaiming appropriated estates. Also flocking home are the old landed and merchant Shias, whom Saddam labelled a Persian fifth-column and expelled to Iran.

The influx has caused land prices in Baghdad to multiply fivefold. Religious tourism floods across open borders: 48,000 Iraqis made the pilgrimage to Mecca this year, up from an average of 15,000 during Saddam's latter years. The construction sector is booming. From its near-collapsed base, Iraq's economy is probably the fastest growing in the world.

The Coalition Provisional Authority, Iraq's American-led civil service, struggles to make order out of this jumble. Its local and regional administrators require central approval for their spending plans, and are forced to lug briefcases to Baghdad to collect the cash for their budgets. Arguments over who controls the funds have delayed the Americans' \$18.6 billion aid supplement. This had been billed as the panacea for unemployment, put by the CPA at 28% and by the World Bank at 50%.

On June 30th the CPA is supposed to hand over to an Iraqi administration. It, too, is likely to be highly centralised. By abolishing the army and security services, Paul Bremer, Iraq's American administrator, also abolished the country's biggest employer. Now the Americans are the largest employer. Iraqis continue to rely on the state to provide jobs, near-free electricity, landline telephones, food and the cheapest petrol in the world.

Fearful of the social consequences, Mr Bremer has shelved many plans for privatisation, and has bolstered the public

sector. A couple working for the civil service can bring home \$600 a month as opposed to \$40 before the war.

Mr Bremer says electricity generation is back to pre-war levels, but many factories remain closed by power-cuts. Officials promise that the purchase of eight diesel power-turbines will push Iraq's supply from 4,000 megawatts to 6,000 (equivalent to the consumption of a single mid-size city, such as Baltimore) by the scorching summer. But the increase will not keep pace with soaring consumer demand.

Iraq's oil production has returned to pre-war levels of 2.5m b/d, thanks to an injection of \$1 billion of American money. CPA officials say a further booster of \$1.4 billion should push production to 3.5m b/d, just short of Iraq's maximum in the 1980s. This year, higher than expected oil prices should earn Iraq \$14 billion-16 billion, up from \$10 billion during the best years of sanctions. But predictions are vulnerable to sabotage. Each time the CPA says it is ready to reopen its northern pipeline to Turkey, a bomb shuts it down.

In early March, a missile attack severed international calls via a \$50m telephone exchange Bechtel had built in Baghdad. The bloodshed has sapped investor confidence. The World Bank, which had been due to allocate its first tranche of donor aid last December, says it will not commit money until a handover of sovereignty, at the earliest. Insurgents have killed more than 150 non-coalition expatriate contractors, and NGO and UN staff.

All the same, some of the damage done during sanctions, the war and after the war has been repaired. Looted ministries have new desks and carpets. The CPA successfully issued a new currency and has dreamed up the region's most liberal banking, investment and broadcasting laws. But pinned behind its concrete fortifications, the authority is often unable to implement its best intentions. Six out of ten households in urban Iraq are still without

safe drinking water.

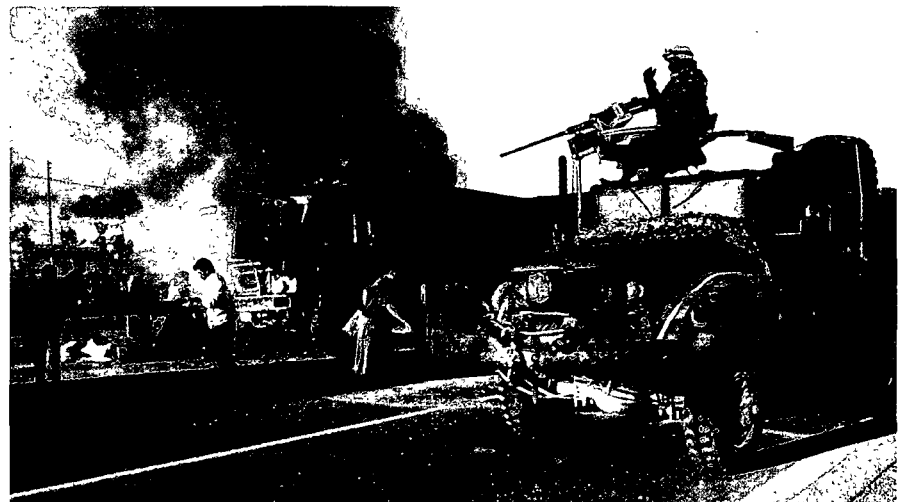
Like its economy, Iraq's post-war politics have advanced in fits and starts. America, strangely unprepared for the predictable complexities of occupation, has chopped and changed its plans. As of last week, Mr Bremer could at least boast that all the parties and factions on the Governing Council had signed an interim constitution that resolves—or at least papers over for the time being—vexed questions such as the role of Islam and relations between Iraq's Arabs and Kurds. In principle, this paves the way for the occupiers to "hand over" to Iraqis by America's self-imposed deadline of the end of June.

This handover will, however, be fairly notional. With too few police and no army to speak of, any new government will need foreign soldiers to protect it for a few years to come. Even now, with more than 100,000 American soldiers still on the ground, statistics suggest that the violence is growing.

One effect of this violence is to distance occupier and occupied. "Do not assume children are innocent," reads the security advice USAID hands out to westerners. More than 600 policemen have been killed since the war. Ominously, militias, such as the Kurdish *peshmerga* and the Iranian-trained Shia Badr Corps, are expanding into the security vacuum.

And next?

As to the future, nobody can say. The war's critics have been quick to see in Iraq the pattern of Yugoslavia: the fall of a dictator allows an artificial state to fracture into warring nations—or perhaps to be unified again under the fist of a secular or religious tyranny. The war's defenders continue to hope that Iraq can prove the sceptics wrong, pioneering a modern Arab democracy and so helping to draw the sting of Islamic extremism. For the present, for all the bleakness of the view from Abu Ghraib, both alternatives look plausible. ■



A soldier's job is never done

DAMASCUS

Hussein's Fall Stirs Syrians to Test Limits of Autocratic Rule as 'Sense of Terror' Eases

By NEIL MacFARQUHAR

DAMASCUS, Syria, March 19 — A year ago, it would have been inconceivable for a citizen of Syria, run by the Baath Party of President Bashar al-Assad, to make a documentary film with the working title, "Fifteen Reasons Why I Hate the Baath."

Yet watching the overthrow of Saddam Hussein across the border in Iraq prompted Omar Amiralay to do just that. "It gave me the courage to do it," he said.

"When you see one of the two Baath parties broken, collapsing, you can only hope that it will be the turn of the Syrian Baath next," he said. He has just completed another film, "A Flood in Baath Country," for a European arts channel, saying, "The myth of having to live under despots for eternity collapsed."

When the Bush administration toppled the Baghdad government, it announced that it wanted to establish a democratic, free-market Iraq that would prove a contagious model for the region. The bloodshed there

makes that a distant prospect, yet the very act of humiliating the worst Arab tyrant spawned a sort of "what if" process in Syria and across the region.

The Syrian Baath Party remains firmly in control, ruling through emergency laws that basically suspend all civil rights. The government

says the laws are necessary as long as Israel occupies the Golan Heights, 40 miles from Damascus, and the two nations remain at war.

Yet subtle changes have begun, even if they amount to tiny fissures in a repressive state. Some Syrians are testing the limits, openly questioning government doctrine and challenging state oppression.

Syrians who oppose the government do so with some trepidation because it used ferocious violence in the past to silence any challenge. Yet the fall of Mr. Hussein changed something inside people.

"I think the image, the sense of terror, has evaporated," said Mr. Amiralay, the filmmaker.

On March 8, for instance, about 25 protesters demanding that repressive laws be lifted tried to demonstrate outside Parliament. Security forces squashed the sit-in as it started, but the event would have been unthinkable before the Iraq war.

People here do not know what previously locked doors they can push open, but they are trying to find out.

Take Mr. Amiralay. In 1970, he returned to Syria after a few years of graduate studies in Paris. Swept up in the pan-Arab nationalism spouted by Syrian leaders and enthralled with the economic development

spurred by the Baath Party, his first documentary was a 16-minute, Soviet-style tribute to the Euphrates River dam that created Lake Assad.

Years later, he said, he wanted to atone, not least because many dams from that era developed dangerous cracks, and one burst in 2002 with disastrous results. He wanted to expose government propaganda for what it is.

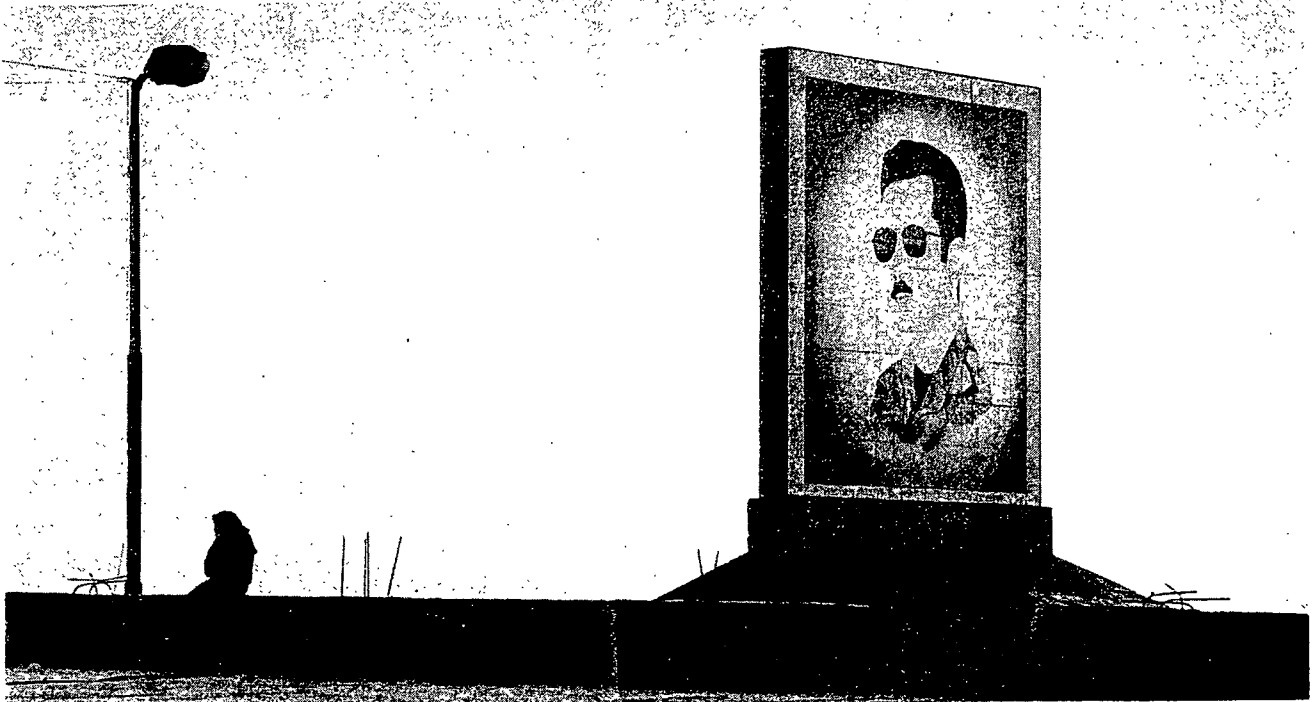
His new film shows both elementary school students and teachers in Al Mashi, a tiny village 250 miles northeast of Damascus, shouting songs in praise of the president and endlessly mouthing Baath slogans. Their eyes dart about and their heads swivel periodically as they falter over a word, fearful they will be accused of diverting from the accepted vocabulary.

Mr. Amiralay said students raised with such an empty education would prove as unlikely to defend their system as the Iraqis. Virtually no one wants an American intervention here. But the problem in Syria and across the region, activists like Mr. Amiralay say, is that no Arab government allows its people real power to press for change. "Change is something effected by the palace, not the society," as he puts it.

Yet the changes here are also reflected in the words of Mahdi Dakh-

The New York Times

MARCH 20, 2004



Pictures of President Bashar al-Assad dominate most city streets and this seaside in Jibla, but some Syrians believe that autocratic rule is waning.

lalah, the 56-year-old editor of the official Baath newspaper. A bald, burly man, Mr. Dakhlah sat recently in his sprawling office on the sixth floor of the kind of boxy, Stalinist buildings that house most government bureaus in Damascus, ticking off recent reforms.

Last month the government eliminated emergency economic courts, often used to jail opposition businessmen, he pointed out. It has allowed four private universities to open, and two private banks started accepting deposits in January, although they cannot deal in foreign exchange.

A number of experts believe that the young President Assad is searching for a way to make Syria more like Jordan or Egypt.

On the face of it, those countries have democratic institutions like a parliament and a fairly free press, but anyone who becomes too vocal in criticizing the man behind the palace walls gets a visit from the secret police.

Even the president's many supporters concede that change here comes at a glacial pace. Article 8 of the Constitution enshrines the central role of the Baath Party, but many see the government as fishing for ways to jettison that provision without seeming to respond to American pressure.

In December, the party mailed out complicated questionnaires to the 500,000 of its nearly 2 million members. It asked many ideological questions like, "Is democracy compatible with socialism?"

Critics, even some within the Baath, call the questionnaire evidence of everything backward about the party, too creaky to know how to change. "Who in their right mind believes anyone in the government is going to read 500,000 written responses?" a young party economist said.

Mr. Dakhlah says, "The palace, those in authority, all want change, but the lower ranks do not."

The unanswerable question, of course, is how much the conversations in government offices or in the smoky, crowded cafes of downtown Damascus truly reflect sentiment among all 17 million Syrians.

Nor are these the first predictions of sweeping change in the region. In the early 1990's, when the Soviet Union and its satellites collapsed, many asked how long the Middle East police states modeled on them could last. The question once prompted a senior adviser to the President Hafez al-Assad — the late father of the current president — to throw a reporter out of his office. And in 2000, when the senior Mr. Assad died and his son took over, there were widespread predictions of a loosening. For a short while, there was a shift, but it did not last.

Senior Syrian officials react now with more tact if no less vehemence

when anyone compares them to the Baath Party next door; the two parties broke apart in 1966. In both cases, the Baath served as the vehicle for a small minority to grab power: Sunni Muslims, many of them from Mr. Hussein's tribe, in Iraq, and Alawites in Syria. The palace and its competing secret police agencies ruled both countries, brooking no competition and maintaining a tight hand over the economy.

Here, Alawite domination of the secret police is such that a Syrian who falls afoul of them on the street will often switch to Alawite-accented Arabic in hopes of gaining some leniency.

Anwar al-Bounni, a 45-year-old human rights lawyer, also senses shifts rippling through the country. Sitting at his desk in Damascus one recent night, he was fielding calls from Kurds across northern Syria reporting deadly clashes with government forces. Violence in the Kurdish areas makes the government nervous, fearful that Iraq's problems are spilling across the border.

Mr. Bounni has defended several Kurds arrested in high-profile cases for demanding greater minority rights. He recently received two summonses on the same day — signing the small paper chits that arrived at his cramped, low-ceilinged office by special messenger — from Military Intelligence and State Security. Both are among some 11 overlapping secret police organizations that Syrians loathe and fear.

Yet even the police act somewhat differently now.

The visit to State Security went well — "friendly," Mr. Bounni called it, merely an hourlong conversation about contacts between the Human Rights Association in Syria and similar foreign groups.

Military Intelligence was different. On Day 1, he sat alone in a room for the entire day. On Day 2, he sat in the waiting room of a colonel, but no one spoke to him, and he got nothing to drink. On day three, the colonel summoned him into his office.

"He told me that I speak too harshly against the government, that they could put me in jail any time if I continued or could even resort to 'other means,'" Mr. Bounni, a slight, 45-year-old man with receding black hair who chain-smokes, said with a grin. "The officer kept telling me that the country is changing, that reforms are on the way and that I had to wait."

Previously, Mr. Bounni noted, he would have been taken directly to jail for publicly demanding real political parties, a free press, fair trials or other civil liberties. The arresting officers would also have probably knocked him around, not treated him with a certain offhand civility.

"If the regime left today, there would be no one to run this country," he said. "There has been no political

life for 40 years," he added, noting that the chaos in Iraq is largely the result of a similar void.

Opposition groups have no platform — no access to television, radio or the newspapers — to address the public, so they spend their time petitioning the very government they want to change.

"We have to push them to allow the society to breathe, to make it more alive," he said.

The hallmarks of the old have ebbed, not disappeared. The Lawyers Syndicate of Damascus is seeking to disbar Mr. Bounni for helping to defend 10 prominent dissidents jailed in 2002. Government critics are often accused of being American agents.

When he sits alone for hour after hour in those interrogation rooms, fear creeps back.

"I think maybe some in the regime want to return to those days; they are not comfortable that people speak out," he said. "I think they know the game is finished, at least I hope it is finished."

Others, some from surprising quarters, say similar things. Talk of reform can even be heard from radical breakaway Palestinian factions, still based here despite government denials. Most of the Palestinian offices are shuttered, their leaders asked to remain silent or to move.

One still operating is the Democratic Front for the Liberation of Palestinian, which was removed from the State Department list of terrorist organizations in 1999.

Nayef Hawatmeh, the group's leader and a gray-haired contemporary of Yasir Arafat, holds court in a shabby basement office. The front has played a minor role in Palestinian politics and in the fighting with Israel in recent years, claiming responsibility for some small-scale shooting attacks. Mr. Hawatmeh criticizes suicide bombings inside Israel.

If the region is full of despots, he points out, it is because the West long supported them. In the case of the Palestinians, the United States bet completely on Mr. Arafat while allowing him to build yet another totalitarian system, rather than promising a democratic state that all Palestinians would have supported wholeheartedly.

The Palestinian violence would dwindle, Mr. Hawatmeh said, if the United States forced a specific end to the Israeli occupation. Then Mr. Hawatmeh, aging anti-imperialist, a man who has benefited from Syrian hospitality for years, edges perilously close to sounding like a Bush administration spokesman.

"The Iraqis can see what they are going to get, what they struggled for during all the time under Saddam," Mr. Hawatmeh said. "The Iraqi people can see that the American occupation is not forever and reform will come in time."

■ POINT DE VUE

Comment j'ai changé d'avis sur l'Irak par Michael Ignatieff

IL Y A un an, j'étais un partisan peu enthousiaste mais convaincu de la guerre en Irak. Un an plus tard, les armes de destruction massive n'ont pas été trouvées, les Irakiens trouvent la mort sur le chemin de la mosquée, la démocratie est renvoyée à l'année prochaine et mes amis me demandent tous si j'ai changé d'avis. Qui pourrait faire autrement ?

J'ai commencé à changer d'avis au moment du débat de l'an dernier. Nous pensions être en train de discuter de l'Irak, mais la recherche de la meilleure option pour les 25 millions d'Irakiens n'apparaissait guère dans la discussion. Comme d'habitude, nous parlions de nous-mêmes : de ce qu'est l'Amérique et de la façon d'utiliser sa puissance effrayante dans le monde.

Le débat se transforma en une dispute sur les idéologies déguisées en histoires. Les républicains conservateurs nous ont servi l'Amérique libératrice ; les libéraux nous ont servi l'Amérique sournoise qui soutient des dirigeants scélérats et qui renverse ceux qui ont été élus démocratiquement.

Aucune de ces histoires n'était fautive : le plan Marshall a vraiment montré que l'Amérique pouvait bien faire les choses.

Le renversement du président Allende au Chili et le soutien aux escadrons de la mort en Amérique latine ont montré que l'Amérique pouvait causer des torts graves.

Quoi qu'il en soit, les précédents et les idéologies étaient hors de propos, car l'Irak était l'Irak. Et il s'est avéré que personne ne savait vraiment grand-chose sur l'Irak.

Un an plus tard, l'Irak n'est plus un prétexte ni une abstraction. C'est un endroit où des Américains, et des Irakiens aussi, meurent en nombre croissant. Ce qui rend ces morts particulièrement obsédants, c'est que personne ne peut honnêtement dire – du moins pas encore – si elles seront rachetées par l'émergence d'un Irak libre ou rendues inutiles par un plongeon dans la guerre civile.

J'ai soutenu la guerre comme la moins mauvaise des options possibles. Le confinement – garder Sad-

dam Hussein dans une boîte – aurait pu rendre la guerre inutile, mais la boîte a montré des fuites. Hussein échappait aux sanctions, s'enrichissait par des ventes illégales de pétrole et, c'est du moins ce que je pensais à l'époque, commençait à reconstituer ses programmes d'armement qui avaient été détruits par les inspecteurs des Nations unies. S'il acquérait des armes, on pouvait le dissuader de s'en servir lui-même, mais il risquait d'être capable de faire passer des technologies meurtrières à des kamikazes impossibles à dissuader. Cette éventualité paraissait peut-être lointaine mais, après le 11 septembre, il semblait imprudent de ne pas en tenir compte.

Pourtant, me disais-je, la force doit être le dernier recours. Si Hussein avait obéi aux inspecteurs, je n'aurais pas soutenu l'invasion, mais à l'évidence, du moins jusqu'en mars 2003, il continuait à jouer le même jeu. Pour qu'il cesse de jouer ce jeu, il fallait une démonstration de force crédible ; et les Français, les Russes et les Chinois n'étaient pas prêts à approuver l'option militaire. Le désarmement passait donc par un changement de régime. Là où j'habite – dans le Massachusetts libéral –, cette idée n'était pas populaire.

Je suis après tout surpris qu'on ait découvert qu'Hussein n'avait pas d'armes, mais cela ne change pas mon point de vue sur la question essentielle. Je n'ai jamais pensé que le problème-clé était les armes qu'il possédait réellement mais plutôt quelles étaient ses intentions.

M'étant rendu à Halabja en 1992 et ayant parlé avec les survivants de l'attaque chimique qui a tué 5 000 Kurdes irakiens en mars 1988, je pensais que, s'il pouvait y avoir des doutes sur les moyens d'Hussein, il ne pouvait y en avoir aucun sur la malveillance de ses intentions. Il est vrai que les intentions malveillantes ne manquent pas dans notre monde, mais Hussein avait réellement utilisé des armes chimiques.

Si on regardait l'avenir, une fois les sanctions tombées en désuétude, lorsque les inspecteurs auraient été embobinés et quand les revenus du pétrole auraient commencé à monter, on était certain que, tôt ou tard, il ferait coïncider les intentions et les moyens.

Les détracteurs de la guerre disaient que tout cela était hors de propos. La véritable question était

le pétrole. Mais ils ont mésestimé la pertinence du pétrole. Si l'Amérique ne se souciait que du pétrole, elle aurait fait de la lèche à Hussein, comme par le passé. Le pétrole était un facteur important dans la guerre, précisément parce que ses revenus distinguaient Hussein des autres dictateurs malveillants. C'était le facteur décisif qui devait lui permettre, tôt ou tard, d'acquérir les armes pour être en mesure d'attaquer de nouveau les Kurdes, d'achever l'anéantissement des chiites, de menacer l'Arabie saoudite et de continuer à soutenir les kamikazes palestiniens, ainsi que, peut-être, Al-Qaïda.

Je ne crois toujours pas que les dirigeants américains et britanniques aient déformé les intentions

imminentes.

Pour moi, le problème est que si on avait avancé l'argument légitime – celui d'une guerre préventive opposé à celui d'une guerre préemptive –, la guerre aurait été encore plus impopulaire qu'elle ne l'a été. C'est également un problème pour les opposants. S'ils n'ont pas pensé que l'argument d'une guerre préventive a été prou-

vé cette fois-ci, qu'est-ce qui pourra les convaincre la prochaine fois ? A moins de menaces imminentes, les peuples démocratiques ne veulent pas se battre, mais s'ils attendent l'imminence des menaces, le tribut de la guerre risque de devenir prohibitif.

La prochaine fois qu'un président américain expliquera le bien-fondé d'une guerre pour répondre à une menace supposée d'armes de destruction massive, presque tout le monde, y compris des membres du Conseil de sécurité, croira qu'il crie au loup. Et si ce n'est pas le cas ? Et si l'exemple de l'Irak amène l'électorat et les politiciens à répondre trop lentement au prochain tyran ou au prochain terroriste ? Même si je pensais que

L'argumentation de l'administration Bush en faveur de la guerre aurait certainement été plus convaincante si elle avait reconnu la connivence des administrations précédentes dans les infamies d'Hussein

d'Hussein, ni qu'ils aient menti sur les armes qu'ils croyaient en sa possession. Dans ses récents Mémoires, Hans Blix précise bien que lui-même et les autres inspecteurs des Nations unies pensaient qu'Hussein dissimulait quelque chose et tous les services de renseignement qu'ils ont consultés le pensaient aussi.

Si le mensonge n'était pas le problème, l'exagération l'était et aucun de ceux qui soutenaient la guerre n'apprécie la façon dont « un danger grave et grandissant » – selon les termes dont Bush a prudemment usé pour qualifier le régime de Hussein dans son discours aux Nations unies en septembre 2002 – s'est lentement métamorphosé en une menace « imminente ».

L'argument légitime de la guerre était la « prévention » – empêcher un tyran aux intentions malveillantes d'acquérir des moyens meurtriers ou de transmettre ces moyens à d'autres ennemis. L'argument que nous avons réellement entendu était la « préemption » – arrêter un tyran qui possédait déjà des armes et présentait un danger

l'argument en faveur d'une guerre préventive était fort, il n'était pas décisif. On pouvait encore soutenir que la menace n'était pas imminente et que les risques du combat étaient trop grands. J'ai penché en faveur de ces risques, parce que j'étais convaincu qu'Hussein dirigeait un régime particulièrement odieux et parce que la guerre offrait la seule véritable chance de le renverser. C'était un argument quelque peu opportuniste en faveur de la guerre, car je savais que l'administration ne considérerait la libération de l'Irak de la tyrannie que comme un objectif secondaire.

Le 19 mars 2003, la nuit où les bombardements ont commencé, j'étais avec un exilé irakien (oui, je sais, mais certains sont des gens honorables et courageux), et il m'a dit : « Voyez-vous, de ma vie, c'est la première et la seule occasion donnée à mon peuple pour créer une société convenable. » Quand j'ai dit que c'était là un argument essentiel en faveur de la guerre, des amis se sont mis à rire. Ne savais-je pas que l'administration se moquait pas mal que l'Irak soit convenable du moment qu'il

MICHAEL IGNATIEFF
est directeur du Carr Center
à la Kennedy School of Government
de l'université Harvard
(Cambridge, Massachusetts).

était stable et obéissant? J'ai répondu que si les bons résultats devaient attendre les bonnes intentions, il nous faudrait attendre éternellement.

Ainsi donc, soutenir la guerre voulait dire soutenir une administration dont je n'approuvais pas entièrement les motivations dans l'intérêt des conséquences auxquelles je croyais. Ce n'était pas la seule difficulté. Depuis la Bosnie et le Kosovo, un consensus avait émergé lentement pour dire qu'une intervention dans le but de mettre fin au nettoyage ethnique ou au génocide pouvait se justifier en dernier recours. De nombreux

Etats, cependant, paraissent encore croire que l'aspiration à libérer un peuple d'un régime tyrannique est un raisonnement en expansion continue pour justifier l'agression américaine.

*En outre, un changement de régime a un coût évident - des morts chez les Irakiens et les Américains, une Amérique en désaccord avec beaucoup de ses alliés et les Nations unies. Je pouvais respecter quiconque soutenait que ces coûts étaient trop élevés. Ce que je trouvais plus difficile à respecter était l'indifférence apparente de mes amis opposés à la guerre pour ce que coûtait le fait de permettre à Hussein de rester au pouvoir. Ce prix - celui de faire ce qu'ils considéraient comme une attitude juste, prudente et non violente - serait supporté par les seuls Irakiens. C'était les Irakiens qui devaient rester enfermés dans un Etat policier. Ce que cela signifiait n'était pas une abstraction pour tous ceux qui s'étaient vraiment rendus dans le pays.

Alors, quand on disait : « Je sais que c'est un dictateur, mais... », le « mais » avait l'air d'une dérobade morale. Et quand on disait : « Il a commis un génocide, mais c'était hier », je me disais : depuis quand les crimes contre l'humanité ont-ils droit à des restrictions? Quand enfin on disait : « Il existe de nombreux dictateurs et les Etats-Unis soutiennent la plupart d'entre eux », j'entendais cela comme un alibi mielleux pour ne rien faire. A présent, un an plus tard, j'entends les mêmes gens me dire qu'ils sont contents qu'Hussein soit parti, mais...

L'argumentation de l'administration Bush en faveur de la guerre aurait certainement été plus convaincante si elle avait reconnu la connivence des administrations précédentes dans les infamies d'Hussein, illustrée par exemple par la visite amicale de Donald Rumsfeld à Bagdad en 1993 en tant qu'envoyé du président Reagan ou le fait que l'Amérique s'est abstenue de dénoncer l'invasion sanglante de l'Iran par Hussein en 1980 et son emploi des gaz contre les Kurdes en 1988.

Comme Oussama Ben Laden, que les Etats-Unis ont financé dans les années 1980, Hussein était un monstre en partie fabriqué par l'Amérique. L'expérience devrait nous apprendre que deux maximes de la politique étrangère américaine supposée réaliste datant de l'époque de la guerre froide doivent être mises au rebut. La première est : « L'ennemi de mon ennemi est mon ami » et la seconde : « C'est peut-être un salaud, mais au moins c'est notre salaud. » Ces deux principes nous ont conduits dans les bras de Ben Laden et d'Hussein et des Américains sont morts pour nous libérer de leur étreinte mortelle.

Il aurait été bon que, de temps en temps, les acteurs de la politique étrangère américaine reconnaissent ces erreurs. Cela ne veut pas nécessairement dire, comme les libéraux semblent le supposer, qu'à cause de son histoire coupable l'Amérique a eu tort d'aller

en Irak. Les bonnes actions sont souvent le fait de gens qui ont une mauvaise histoire. Et je ne voyais pas comment j'aurais pu vouloir la fin - le départ d'Hussein - sans accepter les seuls moyens disponibles : l'invasion par l'Amérique, et seule, si nécessaire. Un changement de régime pacifique - par le biais de sanctions, de coups d'Etat fomentés et de soutien à l'insurrection intérieure - n'a mené nulle part.

J'ai donc soutenu une administration dont je n'approuvais pas les intentions, pensant que les conséquences valaient la mise. Je

l'envoi de 250 000 hommes en Irak au lieu de 130 000. Cela aurait signifié le maintien et la reprise de l'entraînement de l'armée et de la police irakiennes au lieu de leur dissolution. L'administration, qui ne se lasse jamais de nous dire que l'espoir n'est pas un plan, avait l'espoir comme seul plan en Irak.

L'espoir a entravé la réflexion claire, mais l'imagination aussi : elle a fait croire que les chiïtes, que George Bush père a encouragés à se soulever en 1991 en se contentant d'attendre et de les regarder se faire massacrer, accueilleraient leurs traîtres de l'époque en libérateurs, elle a fait croire qu'une minorité sunnite privilégiée s'adapterait avec enthousiasme à un statut minoritaire permanent dans un Irak chiïte. Quand l'imagination gouverne les plans, le chaos en résulte.

L'administration a supposé qu'elle prenait la direction d'un Etat qui fonctionnait et s'est aperçue, lorsque les pillards ont tout pris dans les bureaux et lorsque les fonctionnaires du parti Baas sont allés se cacher, que l'Amérique avait hérité de son propre Etat en faillite. L'administration est entrée en Irak en supposant que son défi était humanitaire. Elle a découvert en se réveillant que son défi était la résistance armée. Toutes les interventions comportent certaines illusions, mais si ces illusions sont nécessaires pour qu'une administration veuille bien risquer une intervention, il faut intervenir moins souvent dans l'avenir.

Maintenant que nous en som-

Maintenant que nous en sommes là, notre problème n'est plus l'espoir et l'illusion, mais le désespoir et la désillusion

m'aperçois aujourd'hui que les intentions façonnent les conséquences. Une administration s'intéressant plus sincèrement aux droits de l'homme aurait compris qu'il ne peut être question de droits de l'homme sans ordre et que l'ordre ne peut être établi après une victoire si les plans pour l'invasion sont dissociés des plans pour l'occupation. L'administration n'a pas compris que dès le premier instant où une colonne de blindés s'emparait d'une ville, il fallait immédiatement mettre en place une police militaire et, dans la foulée, des administrateurs civils pour garder les musées, les hôpitaux, les stations de pompage et les générateurs électriques, pour faire cesser le pillage, les meurtres par vengeance et les crimes. Le maintien de l'ordre aurait signifié

mes là, notre problème n'est plus l'espoir et l'illusion, mais le désespoir et la désillusion. La couverture médiatique de Bagdad est si sombre qu'il est difficile de se souvenir qu'un dictateur est parti, que le pétrole est de nouveau pompé et que la constitution intérimaire proposée contient d'importantes garanties des droits de l'homme. Nous paraissions ne pas même reconnaître la liberté quand nous la voyons : centaines de milliers de chiïtes marchant pieds nus dans la ville sainte de Karbala, irakiens venant à des réunions municipales et s'essayant pour la première fois à la démocratie, journaux et presse libre surgissant partout, manifestations quotidiennes dans les rues.

Si la liberté est le seul objectif qui rachète les nombreux morts, il y a davantage de liberté en Irak

qu'à n'importe quel autre moment de son histoire. Et pourquoi devrions-nous supposer que la liberté sera autrement que désordonnée, chaotique, voire effrayante? Pourquoi devrions-nous être surpris que les Irakiens utilisent leur liberté pour nous dire de rentrer chez nous? Ne ferions-nous pas la même chose?

La liberté seule ne suffit pas, naturellement. La transformation de la liberté en ordre constitutionnel à long terme dépend de l'éventualité qu'une résistance acharnée qui n'hésite pas à monter un musulman contre un autre musulman, l'Irak contre l'Irak, puisse amener une administration craignant pour sa réélection à réduire la présence militaire américaine. Si les Etats-Unis hésitent maintenant, la guerre civile est parfaitement possible. S'ils hésitent, ils trahiront tous ceux qui sont morts pour un avenir meilleur.

Les interventions reviennent à une promesse : nous promettons que nous laisserons le pays en meilleur état que nous l'avons trouvé, nous promettons que ceux qui sont morts pour en arriver là ne sont pas morts en vain. Ces promesses n'ont jamais été aussi difficiles à tenir qu'en Irak. L'internationalisme libéral que j'ai soutenu au cours des années 1990 - les interventions en Bosnie, au Kosovo, au Timor-Oriental - semble un jeu d'enfant en comparaison. Ces actions étaient un pari, mais un pari avec une garantie d'impunité : si nous ne réussissions pas, le prix de l'échec n'était pas très sévère. En Irak, la partie se joue pour de vrai. Il n'y a plus d'impunité. De braves gens meurent et aucun président, démocrate ou républicain, ne peut se permettre de trahir ce sacrifice.

Michael Ignatieff

Traduit de l'anglais (Etats-Unis)

par Florence Lévy-Paoloni.

©The New York Times Company.

Erdogan juge "très dangereux" les récents troubles en Syrie



BEYROUTH, 25 mars (AFP) - 12h50 - Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a jugé "très dangereux" les récents affrontements meurtriers en Syrie entre Kurdes et populations arabes ou forces de l'ordre, dans une interview jeudi au quotidien libanais al-Mostaqbal.

"Ce qui s'est passé en Syrie est très dangereux, et nous souhaitons que cela ne se reproduise pas en Syrie ou ailleurs", a affirmé M. Erdogan dont le pays compte une importante minorité kurde, établie surtout aux frontières de la Syrie et de l'Irak.

Dans ce contexte, M. Erdogan a réitéré son opposition à tout "projet fédéral en Irak sur des bases ethniques ou religieuses, de nature à avoir des conséquences dangereuses sur tous les pays de la région".

Les troubles en Syrie "ont confirmé ce que nous craignons" quant aux risques d'un Etat fédéral sur de telles bases.

Les dirigeants turcs craignent l'effet de contagion sur les aspirations séparatistes de l'importante minorité kurde de Turquie.

De violents affrontements se sont déroulés pendant six jours dans le nord-est de la Syrie, près de la frontière turque, entre Kurdes d'une part et populations arabes et forces de l'ordre, de l'autre.

Ces heurts ont fait quarante morts, selon les Kurdes, et 25 selon un bilan officiel.

Par ailleurs, M. Erdogan a eu des mots très durs contre son allié israélien, à la suite de l'assassinat du fondateur et chef spirituel du Hamas, cheikh Ahmad Yassine.

"Israël a complètement saboté le processus de paix et la +feuille de route+ (qui prévoit la création à terme d'un Etat palestinien, NDLR). Cet homme a passé les deux tiers de sa vie dans les prisons israéliennes, c'est pourquoi son assassinat est un acte inhumain", a affirmé M. Erdogan.

"Le gouvernement israélien croit pouvoir réaliser la paix et la sécurité à travers la violence, et cela est inacceptable", a-t-il estimé.

M. Erdogan dirige le parti islamique de la Justice et du Développement (AKP). La Turquie, un pays à majorité musulman, est le seul allié régional d'Israël depuis 1996, date de la signature d'un accord de coopération militaire.

New Iraqi constitution partly inspired by Canadian federalism, legal adviser says

Associated Press March 9, 2004

BAGHDAD (AP) - Iraq's new interim constitution is a set of laws that borrows from Canadian federalism, among other sources of inspiration.

The U.S.-picked Iraqi Governing Council signed the constitution Monday in a key step toward the handover of sovereignty from the U.S. occupation authority to Iraqis.

The document ensures Iraq a large measure of federalism, a concession to the Kurds who demanded control of most affairs in their three northern governorates. These guarantees go farther than Canada's principles of autonomy and language rights for francophones in Quebec.

"It's Quebec plus," said Noah Feldman, a legal adviser to the framers of the law, who is an expert in Middle East law at New York University.

"It reflects the fact that the Kurds have been running their own show and have no desire to change that."

Kurds are allowed to veto a permanent constitution with a

two-thirds vote - a right that caused Shiite Muslim representatives to walk out and cancellation of a signing ceremony scheduled last Friday. Kurds can also prevent certain laws meant for all of Iraq from being enforced in their zone.

This could happen if, for example, a future legislature decided to ban alcohol. A regional assembly in Kurdistan could overturn the ban in its own area.

Kurdish and Arabic are enshrined as Iraq's dual official languages. But the charter allows for education in all of Iraq's other minority tongues, a component that resembles national laws in language-rich India and South Africa, Feldman said.

"This is a capsule summation of where western civilization has gotten and it reflects the best aspirations for humanity under the law."

Legal advisers from the U.S.-led coalition helped draft the charter, and it shows.

The 62-article law, which was written in secret and released

after the signing ceremony, bears little resemblance to Iraqi law under captive president Saddam Hussein, or those of neighbouring countries in the Middle East, legal experts said.

The charter has a U.S.-style bill of rights with freedoms of expression, assembly and elections. It presumes innocence until guilt is proven.

It also duplicates U.S. Miranda rights of the accused, permitting criminal suspects to remain silent and have a lawyer present during questioning.

Iraq will have a largely ceremonial president and a strong prime minister, as do Germany, India and Israel. The elected national assembly - which selects the three-member presidency - resembles Britain's Parliament and prime ministerial system. The document also calls for an independent judiciary, like U.S. courts.

"It's really a hybrid. It doesn't exactly resemble another country's model," Feldman said.

He consulted with almost all 25 members of Iraq's Governing Council and saw many of his suggestions turned into Iraqi law.

The law also makes a bow to Islam, guaranteeing Iraq's dominant religion as a source of law but one that coexists with democracy.

Egypt's constitution - and others in the Islamic world - carry similar provisions but Feldman said Iraq's law carries stronger guarantees for individual rights.

"It says no law passed by this council shall contradict Islam but also no law passed shall contradict democracy," he said.

Clashes between the two sides - and the definition of Islamic principles - are to be resolved by an independent judiciary.

The law is silent on a few critical matters such as borders of the autonomous Kurdish region and the code for electing a future legislature.

Kurds sense chance to shine: Iraq's non-Arabs anxious to secure future of prosperity

Associated Press 11 March 2004
by Borzou Daraghi

SULAYMANYAH / Iraq Publicly, Kurds celebrated this week's signing of a transitional Iraqi charter that guarantees them cultural and political rights.

Major issues are unresolved by the constitution, a precursor to a permanent constitution slated to be drafted and ratified after United States-led occupation forces hand over the country's authority to a transitional government on July 1.

Many of Iraq's 4 million Kurds, who fought side by side with Americans in capturing oil-rich cities such as Khaneqin and Kirkuk, say they paid their dues under Saddam Hussein, enduring his regime's violence and racial policies and giving up martyrs in the 1991 Persian Gulf War.

Now, they say, it's time to collect.

"If not now, when?" asks Sara Kamal, a 28-year-old English instructor at the University of Sulaymaniyah. "We have suffered a lot. ... We deserve more."

Kurds have controlled this mountainous swath of northern Iraq since the 1991 war. From the rubble of wars and neglect, they built up the Kurdistan Regional Government, a relatively prosperous, liberal and secure autonomous zone ruled by Jalal Talabani and Massoud Barzani, who became Governing

Council members.

In contrast to the rest of Iraq, the Kurds enthusiastically took part in the war to overthrow Saddam, who had targeted them in several ethnic cleansing campaigns and sprayed lethal chemicals on the Kurdish town of Halabja and other villages in 1988.

Now, voicing rare criticism of Talabani and Barzani, they say their leaders did not win enough for the Kurds during the Baghdad negotiations over the future of Iraq.

Specifically, Kurds want the incorporation of the cities of Kirkuk and Khaneqin in any future Kurd-dominated region, the enshrinement of the 50,000-man Peshmerga militia into law, and control over northern Iraq's natural resources, which include considerable oil and water reserves.

"We should have gotten more," said Mola Bakhtiyar, a Kurdish politician.

Not all Iraqi Kurds are dissatisfied. Nechirwan Mustawfa, a journalist and adviser to Talabani, said he's overjoyed with the transitional charter.

"For the first time I feel Iraqi," said Mustawfa, who fondly

recalls his days as a Baghdad University student in the 1960s. "For 80 years we fought in Iraq for our natural rights. Now I can relax."

But young Kurds generally don't identify with the Iraqi nation and consider Baghdad the wellspring of 80 years of anti-Kurdish policies. "We have different skin color," said Aryan Dara, a student at the university, a reference to the fact that Kurds are not Arabs.

Kurds are deeply suspicious of any future Baghdad-government dominated by Arabs.

"The Arabs will simply elect another version of Saddam," said Mahmoud Fallah, a taxi driver. "It was the government of Baghdad that wronged us in the previous decades."

Thousands of Kurds have signed a petition calling for a Kurdish referendum on the status of northern Iraq. "We want to let the people decide whether we're a part of Iraq or a something else, like a new state," said Amanj Saeed, who runs a health center and collected signatures for the petition.

The Kurds' separatist tendencies have long worried Turkey, Iran and Syria, all home to large, restless Kurdish minorities. Both Ankara and Tehran have wrestled with armed Kurdish uprisings over the past several decades. They view Iraqi Kurds' demands for autonomy as dangerous inspiration for their own Kurds.

"What the Kurdish street doesn't understand is that there's a big difference between declaring and sustaining a Kurdish state," said Fareed Asasard, director of the Kurdistan Strategic Studies Center. "They would like an independent state. But no one would recognize or back up such a state."

Barham Salih, the prime minister of the eastern half of Kurdish Iraq, said he has taken on critics in a series of televised town halls. Instead of invoking nationalism, Salih has voiced a vision of Kurdish Iraq as part of a global economic and cultural community.

His government is about to launch a wireless Internet network for local high schools. It hired a Turkish firm to build the city's airport for commercial air traffic.

Indeed, northern Iraq is booming with so much construction that Kurds are thinking about importing laborers from the Arab parts of Iraq. Turkish, European, American and Iranian businessmen have filled the city's hotels. Delegations from different countries -- Czechoslovakia and Russia this week -- come to visit, attempting to curry favor with Iraqi Kurds.

"We're trading with the rest of Iraq and our neighbors without inhibition," he said. "We want to send the message that prosperity in Iraqi Kurdistan is good for our neighbors."

Ethnic divide deepens in new Iraq

Christian Science Monitor 8 March 2004
by Nicholas Blanford

KIRKUK / Once united in opposition to Saddam Hussein's brutal oppression against them, Iraq's Shiites and Kurds appear increasingly divided over how to share the spoils of the new Iraq.

Nowhere is that tension more evident than in this oil-rich city in northern Iraq, which many residents fear is about to explode into violence between Kurds and the mainly Shiite Turkmen.

"We are sitting on a barrel of TNT and it will take only one small flame to blow up the whole place," says Yehya Abdullah, whose shop was looted by a Kurdish mob last week.

The long-simmering friction between Kurds and Turkmen here is taking a sectarian turn, with thousands of Shiite militiamen recently arriving to protect the Turkmen and Arab coreligionists against Kurdish hopes to incorporate Kirkuk

into their sphere of influence in the north. Shiite-Kurdish tensions also lay behind the refusal by five key Shiite members of Iraq's Governing Council to sign an interim constitution on Friday. The document was hammered out in a series of marathon sessions a week ago and is due to last until a permanent charter is created.

The Shiites, prompted by Ayatollah Ali Sistani, the leading Shiite cleric in Iraq, opposed a clause that the Kurds had managed to include that calls for a referendum to approve a permanent constitution next year. The clause says that the referendum would fail if two-thirds of the population of three provinces votes against the constitution. That effectively gave the Kurds, who control three provinces in northern Iraq, a veto over the permanent charter.

Shiite council members conferred with Sistani in Najaf over the weekend apparently and were apparently successful in changing the cleric's mind so the signing ceremony can pro-

ceed Monday. Any further delay could jeopardize US plans to transfer sovereignty to Iraqis on June 30. "The news is very good and tomorrow everything will be clear," Mowaffak al-Rubaie, a Shiite council member said after meeting with Sistani. "We are glad that the grand ayatollah understood our position."

In Kirkuk, the unexpected split in the Governing Council has merely exacerbated the deepening distrust between Kurds and the mainly Shiite Turkmens. "The Shiites have no right to deny us our rights. My father was killed by Saddam and we reject living under another tyranny. Even if there's a sea of blood, we won't give up Kirkuk," says Najat Jumaa, a shopkeeper in the city's Kurdish district of Tebeh.

More people, more control

At the root of Kirkuk's problems is the question of who is in the majority, and, therefore, who has the right to control the city - and its massive oil wealth. Kirkuk sits on the largest oil field in northern Iraq, with 10 billion barrels in proven oil reserves.

The true demographic composition of this city vanished long ago in a Baathist legacy of manipulated census figures, deportations, mass resettlement programs, and forced identity changes. Still, that reality fails to stop Kurdish and Turkmen officials from reeling off conflicting statistics and historical claims to back their respective claims to be the largest. "The Kurds used to represent two-thirds of the population here and the other third was composed of Turkmens, Assyrians, Jews, and Arabs," says Jalal Jawhar, the head of the Kirkuk branch of the Patriotic Union of Kurdistan, one of the two leading Kurdish political organizations.

Of Kirkuk's estimated population of a little more than 700,000, according to the last census under the Baathist regime in 1997, Kurds make up 43 percent, he says.

But Turkush Oglu, an official with the Iraqi Turkmen Front, disagrees. "I don't want to exaggerate, but the Turkmens in Kirkuk are about 60 to 65 percent of the population." Mr. Oglu adds that there are some 3.5 million Turkmens in Iraq - a figure disputed by many who put the true number closer to 600,000.

Adding to the murky demographic picture is the deportation under Hussein's regime of thousands of Kurds and Turkmens from Kirkuk and their replacement by Sunni and Shiite Arabs from the south. Entire city districts and surrounding villages were cleansed of their Kurdish and Turkmen population as part of Hussein's attempts to Arabize the city. In addition, many Kurds and Turkmens were compelled to adopt Arab identity so they could purchase property and improve their employment opportunities.

With the removal of the Baathist regime, thousands of Kurds and Turkmens are returning to Kirkuk to lay claim to their former homes, deepening the city's already complex demographics.

Militias on the march

A proposed census in the coming months may put to rest the population dispute, but relations are likely to remain cold until then. And concern that those tensions will spill over into violence has grown with the arrival of several Shiite militias here in recent weeks.

They include the Army of the Mahdi, the militia of the fire-brand cleric Muqtada Sadr; the Badr Brigades, the military wing of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq; Iraqi Hizbullah; and the Dawa Party.

At the start of the month some 2,000 militiamen and -women from the Army of the Mahdi staged a march through Kirkuk.

Kurds viewed the march as a provocative demonstration of Shiite force. The next day, some 100 Kurds ransacked the headquarters of the Iraqi Turkmen Front and looted shops owned by Turkmens and Arabs. "It's a bad sign and makes us uncomfortable," says the PUK's Mr. Jawhar, referring to the march. "We are trying to build a new Iraqi Army so why do we have to have this Army of the Mahdi. It creates worries for everyone."

However, Shiite officials say they have no intention of clashing with the Kurds. "We are Muslims and we have an army, and armies must march to show their strength. But we didn't make the march against the Kurds," says Sayyed Abdel-Fatah Al-Mussawi, the representative in Kirkuk for Sadr. Wearing the black turban of the Sayyed, the term given to a direct descendant of the Prophet Mohammed, Mussawi says that the Army of the Mahdi includes Arab, Kurdish and Turkmen Shiites and its numbers are growing.

"The march was only the first," he says. "There will be more marches as more people join us." Jassem Mohammed, a Shiite Turkmen who owns a cigarette stall, says that he joined the Army of the Mahdi out of loyalty to Ayatollah Mohammed Sadeq al-Sadr, father of Muqtada who was killed by Hussein's regime in 1999 and is widely revered by Iraqi Shiites. "We have always lived peacefully with Arabs and Kurds in Kirkuk," he says. "But the outsiders are the ones making trouble now." Outsiders? "The Kurds," he mutters, looking over his shoulder.

Some Kurdish officials say that Iran is backing the Shiite presence in Kirkuk as a bulwark against Kurdish attempts to control the city. Iraq's neighbors - Iran, Syria and Turkey - oppose Kurdish autonomy, fearing it will inflame their own sizable Kurdish populations.

George Bush veut rallier les antiguerre autour d'un « Irak libre »

WASHINGTON

de notre correspondant

Un an après le début de la guerre en Irak, le président George Bush a, vendredi 19 mars, multiplié les gestes en direction des alliés européens des Etats-Unis et, particulièrement, de la France. Dans un discours prononcé à la Maison Blanche, en présence des ambassadeurs des pays engagés en Afghanistan ou en Irak, il a présenté comme appartenant au passé les désaccords sur cette guerre.

Il a remercié le président Jacques Chirac, par téléphone, pour ses propos tenus sur la lutte anti-terroriste, dans lesquels il a paru voir une sorte de mise en garde adressée aux Espagnols. La Maison Blanche a indiqué que M. Bush avait accepté l'invitation de M. Chirac pour le 60^e anniversaire du débarquement en Normandie, le 6 juin. A l'Elysée, on affirmait que la venue du président à Paris, la veille, était « un détail [de son voyage] pas encore arrêté ».

M. Bush a téléphoné, aussi, au président polonais, Alexandre Kwasniewski, qui avait évoqué, la veille, la possibilité que ses troupes quittent l'Irak avant la date prévue. Lors d'une visite impromptue à Bagdad, le secrétaire d'Etat, Colin Powell, a assuré que « la coalition est toujours forte », avec plus de trente pays actifs, selon lui, en Irak. Son adjoint, Richard Armitage, a passé du temps au téléphone avec les représentants de gouvernements membres de la coalition. « C'est de la bonne gestion d'alliance », a-t-il dit, sur CNN.

Le numéro deux du département d'Etat a cherché à corriger la tonalité dominante des commen-

taires entendus, à Washington, au sujet de l'Espagne. « L'Espagne n'est pas naïve », a dit M. Armitage, en rappelant qu'elle a souffert du terrorisme de l'ETA. « Les Espagnols ont le droit de faire ce qu'ils veulent », a-t-il ajouté. Il a évoqué, de nouveau, la possibilité d'un mandat de l'ONU, sous lequel Madrid pourrait décider de maintenir ses troupes en Irak.

De source officielle, au département d'Etat, il était question d'une formule qui ferait désigner par les Nations unies un commandant en chef pour les forces des pays autres que les Etats-Unis. Les troupes américaines resteraient, elles, sous commandement américain.

HOMMAGE AU JAPON

M. Armitage a répondu aux déclarations de Dominique de Villepin affirmant, dans *Le Monde* du 19 mars, que « le terrorisme n'existe pas, en Irak, avant la guerre ». « Il y avait du terrorisme venant d'Irak avant l'an dernier », a-t-il dit. « Des organisations terroristes opéraient en Irak », a déclaré, de son côté, le porte-parole du département d'Etat, au cours de son point de presse quotidien. Venu à Washington pour préparer le sommet du G8, qui aura lieu, en juin, aux Etats-Unis, Maurice Gourdault-Montagne, conseiller diplomatique de M. Chirac, a eu avec son homologue américaine, Condoleezza Rice, un entretien jugé positif du côté français.

Les efforts de M. Bush et de son gouvernement sont destinés aux dirigeants et aux opinions publiques européens, alors que le résultat des élections du 14 mars, en



AFP / JOYCE NALCHAYAN

George Bush a ouvert son discours, vendredi 19 mars, à la Maison Blanche, en rappelant le rôle primordial de la coalition contre le terrorisme : « Nous sommes les nations qui ont identifié la menace terroriste et nous sommes les nations qui la vaincront. »

Espagne, fait craindre à Washington de perdre les concours acquis ou espérés en Irak. L'Europe n'est pas seule à inquiéter les Américains. La Corée du Sud a fait savoir qu'elle souhaitait modifier le lieu

voire pessimistes. « En l'absence de dangers clairs et présents, les dirigeants européens et américains vont être tentés, sans aucun doute, d'accorder leurs soins, dans leurs sociétés respectives, à des groupes qui n'ont

L'ONU enquête sur des malversations

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a annoncé, vendredi soir 19 mars, la création d'une commission indépendante pour enquêter sur de possibles cas de corruption et de détournement de fonds dans la gestion par l'ONU du programme irakien « Pétrole contre nourriture ». Il compte saisir le Conseil de sécurité, pour approbation. Depuis la chute du régime de Saddam Hussein, des dirigeants irakiens et des responsables américains pressent l'ONU d'enquêter sur ces accusations. De 1996 au printemps 2003, le plan « Pétrole contre nourriture » permettait à l'Irak d'exporter, en dérogation de l'embargo mais sous contrôle onusien, une partie de sa production pétrolière pour financer l'importation de biens de première nécessité.

L'enquête devra porter sur les intermédiaires ayant participé à l'achat de pétrole, sur les compagnies ayant fourni les biens de première nécessité et sur la banque française BNP Paribas, qui a géré le compte fiduciaire de l'ONU. Benon Sevan, qui dirigeait ce plan aux Nations unies, a démenti toute malversation de son fait. - (Reuters.)

VERBATIM

« Les désaccords entre vieux amis appartiennent au passé »

VOICI les principaux extraits du discours de George Bush, vendredi 19 mars à la Maison Blanche.

« Les meurtres de Madrid sont un rappel que le monde civilisé est en guerre. (...) Chaque attentat est un test de notre volonté. Chaque attaque est destinée à démocratiser nos peuples et à nous diviser. La réponse à chaque attaque ne peut être seulement le chagrin, mais une plus grande détermination, une résolution plus forte et des actes plus fermes contre les tueurs. (...)

Il n'y a pas de terrain neutre dans le combat entre la civilisation et le terrorisme, parce qu'il n'y a pas de terrain neutre entre le bien et le mal, la liberté et l'esclavage, la vie et la mort. La

guerre contre le terrorisme n'est pas une figure de rhétorique. C'est l'appel impérieux de notre génération. Les terroristes ne sont pas seulement offensés par nos politiques. Ils sont offensés par notre existence en tant que pays libres. Aucune concession n'apaisera leur haine. Aucun accommodement ne satisfera leurs demandes insatiables. Leur ambition finale est de contrôler les peuples du Moyen-Orient et de faire chanter le reste du monde avec des armes du terrorisme massif. Il ne peut y avoir de paix séparée avec l'ennemi terroriste. Tout signe de faiblesse ou de retraite justifiera la violence et invitera à encore davantage de violences (...)

[Au sujet de l'Irak] il y a eu des désaccords entre de vieux et précieux amis. Ces différences

appartiennent au passé. Chacun de nous peut aujourd'hui reconnaître que la chute du dictateur irakien a supprimé une source de violence, d'agression et d'instabilité au Proche-Orient. (...) Quelle qu'ait été sa position passée, chacun a maintenant intérêt à un Irak libre, réussi et stable. Et les terroristes comprennent leur propre intérêt dans le destin de ce pays. Pour eux, le lien entre le futur de l'Irak et le cours de la guerre contre le terrorisme est clair. Ils comprennent qu'un Irak libre sera un revers dévastateur pour leur ambition de tyrannie au Proche-Orient. Et ils ont fait de l'échec de la démocratie en Irak l'un de leurs objectifs prioritaires. En attaquant la coalition, ils tentent d'affaiblir notre volonté. »

d'intervention prévu pour son futur contingent. Dans son discours, M. Bush a rendu un hommage appuyé au Japon, dont le premier ministre, Junichiro Koizumi, subit des critiques pour avoir envoyé des forces en Irak. Les démocrates américains reprochent à M. Bush d'avoir mené une politique qui a séparé les Etats-Unis d'une partie de leurs alliés et risque d'aboutir à ce que, en Irak, ils assument les conséquences de la guerre seuls ou, en tout cas, sans le soutien de la communauté internationale.

L'état des relations transatlanti-

ques est au centre du débat américain sur la politique étrangère de l'administration. Ces relations ont été étudiées par un groupe d'experts, travaillant sous la présidence d'un républicain, Henry Kissinger, ancien secrétaire d'Etat, et d'un démocrate, Lawrence Summers, ancien secrétaire au Trésor et, aujourd'hui, président de l'université Harvard. Les conclusions de cet examen, mené à l'initiative du Council on Foreign Relations (www.cfr.org) et auquel ont participé des Européens, sont prudentes,

pas intérêt à encourager la coopération transatlantique et qui peuvent, même, s'y opposer », selon la conclusion du rapport publié vendredi.

Mais M. Kissinger, M. Summers et leurs partenaires estiment que, de part et d'autre de l'Atlantique, un accord peut se faire, entre les principaux partis qui rivalisent aux élections, pour considérer que l'intérêt des Etats-Unis et de l'Europe est toujours d'être alliés. Les Européens et les Américains « partagent des traditions et forment une communauté », qu'il est dans leur intérêt d'entretenir.

S'y ajoute le souci de leur sécurité et de leur prospérité, et, par voie de conséquence, le besoin de diffuser dans le monde la démocratie et l'économie de marché. Ce sont là, selon ces experts, des raisons fortes d'unir leurs efforts et de surmonter leurs désaccords, même si les événements des deux dernières années montrent que la tendance qui l'emportera, aux Etats-Unis comme en Europe, peut être celle de s'éloigner, voire de se combattre.

Patrick Jarreau

Le Trésor américain traque toujours les milliards qu'aurait détournés Saddam Hussein

Le Monde

DIMANCHE 21 - LUNDI 22 MARS 2004

UN AN jour pour jour après l'attaque lancée contre Bagdad, le Trésor américain vient de lancer une nouvelle offensive contre ceux dont les actifs doivent être gelés et saisis pour être transférés dans le Fonds de développement de l'Irak. Pas moins de seize membres de la famille de Saddam Hussein viennent d'être officiellement portés sur la liste noire américaine, dont Sajida Khayrallah Tilfa et Samira Shahbandar, les deux femmes du raïs ; Raghad, Rana, Hala et Ali Saddam Hussein Al-Tikriti, ses trois filles et son fils, ainsi que des cousins du clan Al-Tikriti et leurs proches. A leurs côtés figurent des dignitaires de l'ancien régime, ainsi que 191 entreprises parapubliques irakiennes.

Depuis cette nuit du 19 au 20 mars 2003, les enquêteurs américains n'ont cessé de traquer l'argent détourné par le régime de Saddam Hussein. Jeudi 18 mars, le General Accounting Office (GAO), l'équivalent de la Cour des comptes, a affirmé devant la Chambre des représentants que l'ancien régime avait détourné plus de 10 milliards de dollars dans le cadre du programme « pétrole contre nourriture ».

Selon les responsables du GAO, l'Irak a levé 5,7 milliards de dollars, en acheminant illégalement son pétrole hors du pays, vers la Syrie, la Jordanie, la Turquie et le Golfe. Des commissions imposées par l'ancien régime de Saddam Hussein aux producteurs de pétrole (entre 10 et 35 cents par baril) et aux entreprises fournissant les produits alimentaires et pharmaceutiques lui ont également permis de récolter 4,4 milliards de dollars en cinq ans.

Ces sommes ont été transférées dans des ambassades irakiennes à l'étranger ou déposées dans des

comptes off shore pour être, ultérieurement, retirées en cash. L'argent liquide était ensuite rapatrié en Irak et déposé à la banque centrale.

Quant à la fortune personnelle de Saddam, les évaluations vont de 2 milliards... à 40 milliards de dollars. De l'aveu même des enquêteurs américains, personne ne peut chiffrer le trésor amassé par Saddam et ses proches. Une bonne partie a dû être utilisée pour construire des somptueux palais et acheter du matériel militaire en Irak. Et, estime-t-on au Trésor, on aura du mal à mettre la main sur le reste.

En un an, la traque n'a pas été totalement infructueuse. Appelé à témoigner devant la Chambre des représentants, Juan D. Zarate, responsable au Trésor américain du dossier sur le financement du terrorisme et les crimes financiers, a

déclaré que depuis l'offensive menée sur Bagdad près de 2 milliards de dollars d'actifs irakiens ont été identifiés et gelés en dehors des Etats-Unis et en Irak. Par ailleurs, 2,5 milliards de dollars ont été rapatriés en Irak et environ 1,3 milliard en cash et en objets de valeur a été découvert sur place.

570 COMPTES IDENTIFIÉS

M. Zarate a expliqué que les autorités américaines disposent, pour mener à bien cette mission, de deux « outils » principaux : l'« interrogation musclée » des personnes impliquées dans les montages financiers et l'« exploitation sans faille » des données informatiques et bancaires. Quelque 570 comptes ont été identifiés dans quarante et un pays, au nom de la Banque centrale d'Irak, de la Rafidain Bank et de la Rasheed Bank.

En Irak, les enquêteurs ont conduit 80 interrogatoires de per-

sonnes clés à tous les niveaux de responsabilité de l'Etat. « Nous avons ainsi découvert que l'ancien ambassadeur irakien en Russie avait volé 4 millions de dollars qui lui avaient été confiés. Cette somme a été gelée en Russie et nous essayons de la rapatrier », affirme M. Zarate. De même, grâce à une coopération étroite avec le Liechtenstein, la Suisse et la Jordanie, les enquêteurs ont pu retrouver un des Falcon 50 de Saddam Hussein.

M. Zarate ne cache pas les difficultés de cette « chasse au trésor » : l'absence, dans de nombreux pays, d'une agence gouvernementale qui mette en œuvre les sanctions d'une manière ciblée et sur le long terme ; une idée assez vague de l'ampleur des actifs de l'ancien régime de Saddam à l'étranger ; les vides juridiques qui empêchent certains Etats de saisir et rapatrier les fonds découverts ; enfin l'existence, dans certaines juridictions, d'une troisième partie réclamant l'argent irakien, comme le Koweït par exemple au titre des dommages de guerre.

La détermination du Trésor n'est pas entamée pour autant. « Nous avons traqué et continuons à traquer ces actifs, même si, dans de nombreux cas, ils ont été bien cachés dans le système financier derrière un maquis de sociétés écrans et d'hommes de paille », dit M. Zarate. Non seulement cet argent doit revenir au peuple irakien et à la reconstruction, mais il est, selon lui, « impératif d'éviter que cet argent serve à financer l'insurrection irakienne et tombe entre les mains de terroristes, en Irak et en dehors ».

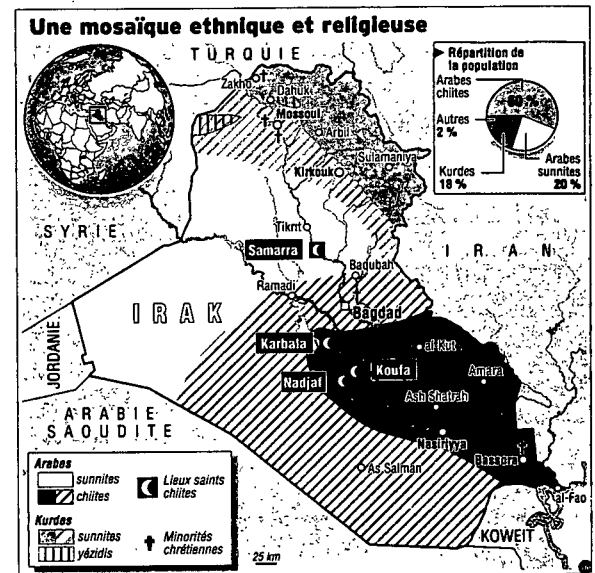
Babette Stern

Du Nord au Sud, voyage au sein des communautés irakiennes, tiraillées entre peurs et attentes, entre sale guerre et drôle de paix

Doutes et espoirs des hommes du « Nouvel Irak »



Signe de ces temps de violence et d'inquiétude, plusieurs milliers de chiites et de sunnites irakiens ont manifesté hier à Bagdad pour exiger « la fin de l'occupation américaine ». (Photo Cris Buroncle/AFP.)



LE FIGARO SAMEDI 20 - DIMANCHE 21 MARS 2004

Bagdad :
de notre envoyé spécial
Arnaud de La Grange

Un an après la guerre, alors que la perspective du transfert des pouvoirs de la Coalition aux Irakiens - théoriquement en juin - se rapproche, les postures des différentes communautés se crispent. Les tensions se concentrent autour de deux questions : celle des rapports entre la minorité sunnite - autrefois privilégiée - et les chiites, majoritaires dans le pays. Ces derniers attendent impatiemment que des élections leur donnent les rênes du pays. Et celle des Kurdes, qui entendent bien conserver leur quasi-indépendance de fait et revendiquent la région pétrolière de Kirkouk, suscitant la colère des populations arabes. Du nord au sud, voyage au sein du « nouvel Irak », entre peurs et espoirs, entre sale guerre et drôle de paix.

► **ARBIL : la soif de revanche politique des Kurdes**

Sa « marchandise », comme il dit, Ferhad Pirbal a du mal à la vendre en pays kurde, en ces temps où l'histoire s'agit et

s'énerve. La culture, il est vrai, n'est pas le plus immédiat des instruments de survie, et la survie a souvent été le mode de vie des populations kurdes ces dernières décennies. Professeur, installé en France de longues années, cet intellectuel a fait le choix de rentrer au Kurdistan pour y ouvrir un centre culturel. « *Le premier de nature privée* », précise-t-il fièrement. Par égard pour un pays de lettres qu'il a aimé, il l'a appelé Institut franco-kurde, même s'il ne reçoit aucun soutien particulier des autorités françaises. Il s'est installé à Arbil, l'une des deux « capitales » du Kurdistan, fief du PDK de Massoud Barzani qui se partage avec l'UPK de Jalal Talabani le contrôle du Kurdistan depuis 1991. « *Nous avons tellement le sentiment d'avoir été floués par l'histoire que, cette fois-ci, nous ne voulons pas nous faire voler la victoire* », commente-t-il. Les chefs kurdes demandent le fédéralisme et ont déjà obtenu que ce modèle inspire la Constitution provisoire, adoptée il y a peu. « *Le slogan, aujourd'hui, c'est le fédéralisme, reconnaît Ferhad, mais derrière, tout le monde pense toujours indépendance. Seulement, il vaut mieux mettre le terme en sourdine.* » Il y a

quelques jours, d'ailleurs, Massoud Barzani s'est laissé aller à évoquer le droit des Kurdes à l'indépendance, tout en reconnaissant que « *les réalités du temps* » n'y prêtaient pas.

► **KIRKOUK : la grande peur des Turcomans**

Son dos s'est affaissé, comme si l'homme avait voulu se fondre dans les voûtes du bel ouvrage militaire. Sabah Sainel n'a jamais eu d'autre vie que celle de gardien de la citadelle de Kirkouk. Depuis sa petite chaise adossée à un mur chauffé par le soleil, il aime à regarder la vieille ville et cinquante années d'une histoire plus tumultueuse que la rivière qui coule à ses pieds. Les dernières vicissitudes imposées à sa forteresse sont trahies par les douilles de balles et d'obus qui jonchent le sol. « *Pour le dernier conflit, l'armée avait installé là des batteries de DCA* », explique le vieillard. Mais les troubles à venir, eux, se lisent sur les murs. « *Cette citadelle atteste de la turcomanité de Kirkouk* », dit une grande inscription à la peinture noire. « *Kirkouk est le cœur du Kurdistan* », lui répond un autre slogan rageusement peint en blanc un peu plus loin. Turcomans et

Kurdes clament du haut de ce symbole de la ville leurs revendications. Depuis quelques mois,

la région est devenue l'une des plus inquiétantes poudrières du pays. Les Kurdes demandent le rattachement de la ville pétrolière à leurs territoires. La Coalition a prudemment repoussé l'examen de la question en 2005. Mais des manifestations entre populations turcomanes et arabes protestant contre les visées kurdes se sont déjà terminées dans le sang. Minorité turcophone d'Irak, les Turcomans réclament eux aussi un Etat, si le nouvel Irak doit avoir une structure fédérale basée sur les nationalités. « *Nous avons eu 30 martyrs en neuf mois, raconte le vieux gardien, les Kurdes ont fait entrer des milliers de peshmergas dans la ville, ont pris le contrôle de la municipalité et font venir des milliers de soi-disant réfugiés pour infléchir la balance démographique.* » Les populations arabes de la ville dénoncent elles aussi la « kurdisation » de Kirkouk. Le chef sunnite de la puissante tribu arabe des Al-Obeid a récemment déclaré que les siens étaient prêts au « sacrifice ». Des gesticulations qui laissent froids les chefs kurdes qui ont la force des

armes et la bénédiction des troupes américaines. Pour eux, les Turcomans sont instrumentalisés par la Turquie. Et les

arabes parlent plus qu'ils ne devraient, nombre d'entre eux étant ici par la grâce de la politique d'arabisation menée par Saddam Hussein. Sur les murs de leurs bureaux, les cartes englobent allègrement Kirkouk.

► **SADR CITY (Bagdad) : la fièvre de la jeunesse chiite**

La rue poussiéreuse tient de l'entrepôt d'une grande administration, d'une brocante un peu folle et d'un marché aux voleurs. Des montants de fenêtres arrachés au ministère du Pétrole ou à une villa de la nomenklatura saddamiste encadrent des ordinateurs d'âge mûr ou des lampes de bureau. Nous sommes à Sadr City, l'ancien Sadr-City, l'immense quartier chiite de Bagdad, aux larges rues tirées au cordeau pour faciliter la répression. Au milieu de ce marché de la dérouté d'un régime honni, quelques échoppes vendent des cassettes audio ou vidéo de prêches religieux. Souvent, une vieille télévision branchée sur une batterie de voiture arrose le périmètre de discours enflammés. « Les gens sont tellement demandeurs de tous ces supports qui étaient autrefois interdits », explique Sayed Jalil Nouri. Tout, chez lui, respire une certaine élégance. Ses vêtements de dandy napolitain, qui montrent qu'il a séjourné à l'étranger ces dernières années, et jusqu'à la tache de vin posée sur son visage. Le jeune homme, pourtant, est un des représentants du plus extrémiste des chefs chiites irakiens, le bouillant Moqtada Sadr. Sayed Jalil Nouri est le responsable du Comité des étudiants de Sadr City et les jeunes sont le vivier de militants de Moqtada Sadr. Sayed a une vision assez simple des choses. Le temps est venu de « remercier Dieu pour avoir été débarrassés de Saddam ». Et de remercier les Américains, dans tous les sens du terme. « Ils n'ont plus rien à faire ici. Nous ne rêvons plus que d'une chose : avoir des élections le plus rapidement possible et être dirigés par nos chefs religieux. » Alors que le plus grand dignitaire chiite, l'ayatollah Sistani, avait appelé les membres

de sa communauté à ne pas s'opposer par les armes aux forces de la Coalition, Moqtada Sadr avait été plus ambigu. Il continue à entretenir une milice, « l'armée du Mehdi ». Sayed explique qu'il ne fait confiance à aucune force ou organisation étrangère : « L'ONU n'a joué au-

cuin rôle pour le moment en Irak, elle ne fait rien pour les Palestiniens, et harcèle l'Iran ou le Pakistan sur le nucléaire alors qu'elle laisse Israël tranquille. » Avant de s'éclipser, le jeune notable de Sadr City ne peut s'empêcher de prendre du champ par rapport à la question irakienne. « Vous devriez faire attention, en France, avec l'histoire du voile. Vous êtes en train de perdre l'estime du monde musulman... »

► **BAGDAD : la colère des sunnites**

Nerveusement, il feuillette les pages d'un gigantesque Coran d'un mètre sur deux. Les belles feuilles enluminées lui restent entre les doigts. « Voilà ce qu'ils ont fait du livre saint », lance-t-il avec colère. « Ils », ce sont les soldats américains qui ont perquisitionné la mosquée, par deux fois déjà. Sabah Nouri al-Kaissi, l'un des responsables de la mosquée Oum al-Toubol, à Bagdad, fait le tour du propriétaire. « Pourquoi ont-ils fait cela, brisé des portes même pas fermées à clef, déchiré des tapis de prière. Comment voulez-vous que nous ne les méprisions pas quand on voit cela ? »

L'imam et plusieurs de ses adjoints ont été arrêtés. « Ils ont trouvé les armes détenues normalement par les gardiens de la mosquée et dit qu'ils avaient découvert des grenades et des obus de mortiers, ce qui est une invention. Tout cela pour nous accuser de soutenir la résistance. » Résistance, l'homme emploie ce mot plus naturellement que celui de guérilla. Car s'il affirme ne pas soutenir les activistes qui mènent la vie dure aux troupes américaines, il ne cache pas sa sympathie pour cette saine rébellion. « Si les Américains restent ici, des fleuves de sang couleront », lâche-t-il. Sabah Nouri al-Kaissi

est membre du Grand Conseil salafiste d'Irak. Le courant salafiste, plus radical, connaît depuis un an une montée en puissance au sein de la communauté sunnite. Il ne cache pas ses inquiétudes devant les ambitions politico-religieuses de la majorité chiite. « Ils sont bien organisés, et soutenus par des partis venus de l'étranger, explique-t-il, nous nous étions dispersés. »

D'où, depuis quelques semaines, une dynamique d'unification des efforts côté sunnites : « Nous n'avons pas de direction religieuse commune comme la marjiya chiite. Alors, nous avons créé un Grand Conseil des imams sunnites, qui regroupe les salafistes, comme les frères

musulmans et les soufistes. Il nous reste à trouver une voix aussi forte que celle de Sistani. » Assurés de perdre leur position dominante en Irak – que ce soit à l'époque ottomane, britannique ou sous le régime de Saddam Hussein – les sunnites tentent aujourd'hui de limiter les dégâts. Sans grande illusion.

► **BASSORAH : la loi des milices**

Les couleurs des milices Badr de Bassorah flottent sur les anciens locaux de la télévision irakienne. Le numéro deux de l'organisation dans la grande métropole du Sud reçoit dans un ancien auditorium décoré de déliantes fresques à la gloire de l'armée de Saddam. Il y a un an, Abou Ammar al-Mayahi était encore en Iran. « Nous étions basés sur la frontière et menions des opérations contre les troupes irakiennes, raconte-t-il, maintenant nous sommes devenus une organisation politique. » Ici, les milices Badr font régner leur ordre. Elles sont le bras armé du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII, chiite), représenté au Conseil de gouvernement transitoire. Abou Ammar est d'ailleurs formel : « Ici, ce ne sont pas les troupes britanniques qui maintiennent la sécurité, c'est la police irakienne épaulée par nos hommes. Nous, nous connaissons le milieu. » Les milices n'ont aujourd'hui plus le droit de promener des hommes en armes en ville. Mais elles peuvent entretenir des légions de gardiens pour garder leurs sièges. Et la nuit... Si la situation devait s'envenimer, ces milices pourraient donner du fil à retordre à la Coalition. Abou Amar ne cache d'ailleurs pas l'exaspération croissante des siens. Le flou maintenu autour des élections ainsi que les déclarations de l'administrateur Paul Bremer visant à ne pas faire de l'islam la source exclusive de la Constitution ont échauffé les esprits. « Comme notre Imam Hussein, nous nous conduisons en gens de paix avec les gens de paix et en hommes de guerre avec les hommes de guerre », prévient-il, les forces d'occupation devraient faire attention. » Le pays chiite reste suspendu aux directions fixées par l'ayatollah Sistani.

Celui-ci fait régulièrement monter la pression, pour s'assurer que la majorité chiite ne sera pas privée d'une victoire électorale que sa majorité démographique (60 % de la population) lui promet.

La politisation de la minorité chrétienne

Dans la grande métropole du Nord irakien, il faut parcourir un dédale d'étroites ruelles pour accéder au siège de l'archevêché syrien-catholique. Un quartier étrange, dominé par des minarets multiséculaires, où les églises côtoient des mosquées tenues par des fondamentalistes. Ici, depuis un an, les étrangers sont regardés de manière inquiétante.

Dans l'enceinte religieuse, règne une fébrile activité. Monseigneur Georges Casmoussa reçoit beaucoup. A Mossoul, c'est un grand notable et les communautés chrétiennes ont beaucoup de choses à dire en ce moment. « L'Irak vit une folle anarchie, dit le prélat, j'ai l'impression que les Américains n'avaient pas tellement réfléchi à la façon dont ils gèreraient leur victoire. » Le religieux se souvient des premiers jours de la guerre, quand il a dû, dans le pays chrétien, jouer les rôles de « gouverneur militaire, administrateur civil, juge et homme d'Eglise ».

Aujourd'hui, selon lui, deux tendances s'affirment chez les chrétiens d'Irak. « Une qui espère un Irak démocratique, offrant les mêmes droits à tous les citoyens, quitte à respecter certains particularismes. C'est la tendance conciliante traditionnelle. » Mais émerge un nouveau courant, « nationaliste-chrétien ». « Elle est incarnée par les nouveaux partis politiques chrétiens. Ils ont une idéologie très nationaliste et voudraient que les droits des chrétiens soient assurés au sein d'une entité nationale chrétienne distincte, à côté de celles offertes aux Kurdes ou aux Arabes. »

C'est ainsi que le plus important de ces partis, le Mouvement démocratique assyrien, prône la création d'une entité nationale chrétienne, dans une région située entre Mossoul et les montagnes kurdes. Pour ratisser plus large, il va se transformer ces jours-ci en parti chaldéo-assyrien. « Aujourd'hui, c'est vrai que la hiérarchie religieuse et les partis politiques se disputent l'influence sur la communauté chrétienne », avoue Monseigneur Casmoussa. Celle-ci, de toute évidence, a besoin d'être rassurée. Il ne reste plus que quelque 600 000 chrétiens en Irak, soit entre 2 et 3 % de la population, qui jouent un rôle encore important de par leur niveau éducation et leur poids dans certaines professions. En une grosse décennie de troubles et d'embargos, 300 000 d'entre eux ont quitté le pays.

LE FIGARO

SAMEDI 20 - DIMANCHE 21 MARS 2004

THE WASHINGTON POST MARCH 22, 2004

Iraqi Kurdish and Shiite Militias Agree in Principle to Disband

By RAJIV CHANDRASEKARAN
and ROBIN WRIGHT
Washington Post Foreign Service

IRBIL, Iraq—Leaders of Iraq's two largest militias have provisionally agreed to dissolve their forces, according to senior U.S. and Iraqi officials. The move is a major boost to a U.S. campaign to prevent civil war by eliminating armed groups before sovereignty is handed over to an interim Iraqi government on June 30, the officials said.

Members of the two forces—the Shiite Muslim Badr Organization and the Kurdish *pesh merga*—will be offered a chance to work in Iraq's new security services or claim substantial retirement benefits as incentives to disarm and disband. Members of smaller militias will also be allowed to apply for positions with the new security services, but those that choose not to disband will be confronted and disarmed, by force if necessary, senior U.S. officials said.

The occupation authority is still negotiating with Kurdish and Shiite leaders, who want more extensive guarantees than they have been offered. But U.S., Kurdish and Shiite officials said they had secured an agreement in principle and likely will announce a formal deal within the next few weeks.

"We believe that all militia members should be part of one national army and police force," said Hamid Bayati, a top official of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, the Shiite political party that controls the Badr Organization, which is estimated to have at least 10,000 members.

Jalal Talabani, one of Iraq's two top Kurdish leaders, said in an interview that Kurdish officials have "an agreement with the coalition to find an honorable solution for the *pesh merga*."

The demobilization effort would effectively dismantle groups that have been allied with the United States for years in the fight to topple former president Saddam Hussein. The 50,000-member *pesh merga*, which defended an autonomous swath of Kurdish-dominated northern Iraq from Hussein's army for 12 years, helped U.S. troops capture several cities during last year's war. The Badr Organization, formerly known as the Badr Brigades, conducted attacks in southern Iraq from bases in neighboring

Iraq for years with the tacit support of the U.S. government.

Now, however, senior American officials in Iraq say breaking up armed groups is essential to Iraq's democratic transition and that demobilization of the Kurdish and Shiite militias is the first step toward that goal.

There is broad agreement that there is no place in the new Iraqi democracy for militias," L. Paul Bremer, the U.S. administrator of Iraq, said in an interview here after talks on the subject with top Kurdish leaders.

Iraq experts and crisis analysts warn, however, that dismantling the militias will not necessarily eliminate the dangers posed by tensions among Iraq's many religious, ethnic and political factions. Deep-seated allegiances to ethnic or religious leaders will probably prove stronger than loyalty to the fledgling security forces of a national government that has yet to take shape, they say.

Many militiamen will likely be absorbed into existing security organizations such as the Iraqi Civil Defense Corps, where their loyalties will continue to be divided between their Baghdad paymasters and local or sectarian affiliations," Michael Knights, a fellow at the Washington Institute for Near East Policy, wrote last week in a paper on Iraq's militias.

Anthony Cordesman, a senior fellow at the Center for Strategic and International Studies in Washington, said: "There's a real question about how many members of the new security forces will again become Sunnis or Shiites first once a crisis erupts."

Disbanding the militias will be particularly important for the next two big steps after the transfer of sovereignty on June 30: writing a constitution and holding elections.

"You can't have a free and fair election unless parties can mobilize their following, candidates can campaign and people can vote free of intimidation and violence. We know from experience in other post-conflict situations that it is very difficult to achieve that kind of climate of freedom and security when there are substantial armed militias," said Larry Diamond, a se-

nior fellow at Stanford's Hoover Institution and co-editor of the *Journal of Democracy*.

Accordingly, analysts say, substantial progress must be made while the U.S.-led occupation still has leverage in Iraq. "There has to be a strategy for demobilization that takes advantage of the international force now in place and avoids the creation of a vacuum that spoilers inevitably will fill with bombs and bloodshed," said Mark Schneider, senior vice president of International Crisis Group, which recently issued a study of Iraq's militias.

Kurdish leaders, who until recently had insisted on controlling *pesh merga* units even after their absorption into the Iraqi security services, have acceded to U.S. demands and now are willing to place those forces under the authority of Baghdad. "We recognize the authority of the central government," Talabani said. "That is the reality."

Under the occupation authority's demobilization plan, Kurdish militiamen would be guaranteed one of several options: a position in the police force, the border patrol, the civil defense corps or the new army; a civilian government job; or retirement with a pension.

"There will be extensive financial inducements," said a U.S. official in Baghdad familiar with the plan. "They will be offered an amount of money that is significant by Iraqi standards."

The official said the occupation authority is aware of failed attempts to dismantle militias in other emerging democracies. "If you don't provide meaningful incentives and you just say 'demobilize' to people who are dependent on the income of being a militiaman, they won't do it," the official said. "They need good jobs or good pensions."

Kurdish leaders also want to create a national guard in northern Iraq made up of former *pesh merga*. Though Talabani said the new force would fall under national—not regional—command, occupation authority officials say they oppose the idea of creating a new security service just for the Kurdish area.

Bayati, the Shiite leader, said the occupation authority has told the

Badr Organization that, unlike the offer being extended to the Kurds—wholesale acceptance of militia units and subsequent dispersal of members to various security forces—the Shiite militia's members will have to apply as individuals for jobs with the army, the police and the civil defense corps.

"We want them to be treated like the *pesh merga*," Bayati said. "They should be accepted as a whole. They should not be taken one by one as individual volunteers."

Despite their large numbers, the two Shiite and Kurdish militias may not pose the biggest dangers to democratization, analysts caution. Since Hussein's ouster, several small armed groups have coalesced around emerging political leaders, often calling themselves *bodyguards* rather than militias.

"There's at least as much urgency in controlling a range of groups of armed civilians that are affiliated with other political parties, tribes or gangs and—unlike the highly disciplined *pesh merga* and Badr forces—are unpredictable, with

each trying to create facts on the ground that a future centralized security structure will find extremely difficult to undo," said Schneider, of the International Crisis Group.

Of particular concern to the occupation authority and the U.S. military is the Mehdi Army, a militia controlled by Moqtada Sadr, a Shiite cleric who has called for U.S. forces to leave Iraq. The Mehdi Army, estimated to have a few thousand members, has sought to assert control in several cities in Shiite-dominated southern Iraq. The group is also alleged to have been responsible for an October ambush in a Baghdad slum that killed two U.S. soldiers.

"They're just thuggish, fundamentalist fighters," the U.S. official said.

The official said the presence of the Mehdi Army has made it more difficult for the Badr Organization to demobilize because of fears Sadr will use his group to exert pressure on members of the Supreme Council for the Islamic Revolution.

"If we can crack that nut and take them out, it would be a turning point," the official said. "If they're no longer a factor, the Badr would be more amenable to demobilization."

MARCH 22, 2004

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Administrator of Iraq | A turbulent 10 months On rough road to stability, Bremer focuses on progress



Joao Silva/The New York Times

L. Paul Bremer 3rd, left, heading for his helicopter in Al Kut. Since May, he has guided reconstruction, organized a security system and helped to produce a constitution.

By Dexter Filkins

BAGHDAD

For L. Paul Bremer 3rd, the chief American administrator here, the contradictions of Iraq seemed to crystallize in a single moment earlier this month.

In a hastily called public appearance, Bremer stood at a podium looking grim and ashen-faced, there to denounce a horrific wave of attacks that had killed more than 150 Iraqi civilians on one of the highest Shiite holidays.

That same day, Iraqi leaders canceled a ceremony to commemorate Bremer's most significant achievement to date: the completion of an interim constitution designed to chart the country's path to democratic rule.

But instead of bestowing accolades on Iraqi leaders, Bremer could offer only condolences to the dead.

"Tuesday showed the dark vision of the evildoers," he said, his voice shaking with anger. "They fight to ward off harmony and are happy to pave the road to power with the corpses of their innocent victims."

With that, he walked off the stage. In the 10 months since Bremer be-

came the U.S.-appointed ruler of Iraq, much of his tenure has been like that: full of impressive achievements, along with some decisions that have been roundly criticized, as he has tried to control a restless country.

His early decision to disband Saddam Hussein's army preceded a wave of instability that caused much resentment of the Americans for occupying Iraq without protecting the population. At the same time, Bremer has had to contend with religious and ethnic passions that have thwarted much of the Americans' original timetable.

Ultimately, criticism of his decisions will matter little if the new Iraqi state stands on its own after Iraqi sovereignty is restored on July 1.

Since May, Bremer has guided a multibillion-dollar reconstruction campaign that has restored many public facilities, like telephone lines and electrical grids, which were stripped bare by the looting that engulfed the country after the collapse of Saddam's government. Bremer has put in place a vast security apparatus, made up of about 200,000 Iraqi police officers, soldiers and border guards, designed ultimately to replace the more than 100,000 American soldiers trying to crush the

guerrilla and terrorist campaigns still roiling the cities and countryside.

Most ambitious of all, Bremer has spearheaded the Bush administration's plan to implant a democratic system here, a blueprint that includes nationwide elections, a federal constitution and the rapid transfer of sovereignty to the Iraqi people. To accomplish that, Bremer and his team have set up more than 250 city councils across the country and are rapidly preparing the central government to take over when the American occupation officially ends on June 30. And that, finally, will be the measure of his success or failure: whether the institutions he has tried to implant here — at the accelerated pace he demanded — sink or swim.

Bremer, a polished diplomat who does not want for self-assurance, says the desire for democracy that he sees in the eyes of ordinary Iraqis will prevail over the efforts of those who are trying to destroy it. Success, he says, is much more likely than the nightmare scenario, talked about by many Iraqis, of terrorism and civil war, an area where the American military, not Bremer, has responsibility.

"I think the chances are very slim," Bremer said of the chances for disaster,

when he made public remarks on Friday to observe the anniversary of the start of the war. "You can always play 'what if.' I just don't think it's going to happen. This country is very different from 12 months ago."

As the man who replaced Saddam, Bremer looms large over this occupied land. Dressed impeccably despite the insurgency raging around him, Bremer is regarded by many Iraqis as earnest and hard-working, as the benevolent despot they never had.

In January, when the Americans began replacing the old Iraqi currency, known here as "Saddam money," the face of the deposed Iraqi leader was removed from the new notes. Saddam's face was replaced by a date palm, but Iraqis quickly gave the currency a new name: "Bremer money."

Bremer also receives letters, like the one from Ali Bresse, an Iraqi villager who has been searching for a year to find a way to help his 12-year-old son. The boy's face was scorched by an American cluster bomb at the beginning of the war. One day, Bresse went to a computer shop and had a man type the following: "Dear Mr. Bremer," the letter began. "Please accept our gratitude. During the last war of liberating Iraq, my house was exposed to a bombing. What is worse is that my son Ayad was exposed to a very severe injury in his eyes and face. We need help. We have no one to resort to but your excellency."

Bresse, a date farmer in the southern town of Kifil, recently took a bus to Baghdad, looking for Bremer's driver. "If I could find his driver," Bresse said, "he could take my letter to Bremer." But when he got to the heavily protected area known as the green zone, he said, soldiers shooed him away.

In the green zone itself, Bremer has inspired something of a fad.

His one sartorial concession to the war zone is a pair of combat boots, usually worn with a wool blazer, silk

tie and white handkerchief.

Many American officials in the zone now wear combat boots with their suits and ties; so, too, when he visits, does Bremer's boss, Secretary of Defense Donald Rumsfeld.

Summing up his accomplishments here, Bremer reminds his questioners that he did not create the disaster that befell Baghdad and much of Iraq in the anarchical days that followed the collapse of Saddam's government. He was merely asked to clean it up.

"As I drove in from the airport, Baghdad was on fire — literally," Bremer said. "There was no traffic in the streets. There was not a single policeman on duty anywhere in the country. There was no electricity anywhere in the country. There was no economic activity anywhere."

When he gazes out on Iraq today, Bremer sees a country where a measure of law and order has been restored, where economic growth has resumed, where the basic elements of a modern society have largely returned to what they were before the war. Oil production, the country's fountain of wealth, has returned to its prewar levels. There is a constitution, signed by the Iraqis, that provides for individual rights.

Iraq is now poised, Bremer says, to enter a period of rapid growth and development prosperity.

"So when I look at where we have arrived from where we started, it is an astonishing record," he said.

Americans and Iraqis who work closely with Bremer praise him for his drive and his ability to grapple with the entire range of Iraq's problems. To many Iraqi leaders, his finest moment came with the completion of the Iraqi interim constitution, an effort that succeeded in securing the assent of all 25 members of the Iraqi Governing Council and reconciling the desires of Iraq's tapestry of ethnic and religious groups.

The agreement on the constitution

was reached after days of intricate bargaining, which Iraqi leaders say Bremer shepherded at almost every step. When the Iraqis hit a snag around midnight on Feb. 28, the deadline they had set for themselves, Bremer proved decisive in breaking the deadlock.

But while few doubt Bremer's commitment, some Iraqis say that in his drive to impose his vision on the nation, he has sometimes failed to listen and, as a result, has made serious mistakes.

The most widely criticized of his decisions was one he made before he had even arrived. On the plane to Iraq, Bremer decided to disband the 400,000-man Iraqi Army, which left thousands of trained soldiers unemployed. American officials say that many of those former soldiers later formed the backbone of the guerrilla resistance to the American occupation. Despite the criticism, Bremer stands by the decision, saying there was no Iraqi Army left to deal with anyway.

Other pitfalls have marked Bremer's tenure here, many of them turning into political embarrassments. According to administration officials, Bremer assured officials in Washington last autumn that he could persuade Iraqi leaders to accept the presence of Turkish troops in the country. Instead, the Iraqis, deeply suspicious of Turkish motives, rebelled, forcing the Bush administration and the Turks to back off.

Like many Americans and Iraqis, Bremer also seemed to underestimate the political power of Iraq's Shiite majority, and in particular, of the religious leader, Grand Ayatollah Ali al-Sistani. Shiite leaders say they warned Bremer last autumn when he presented them with a plan that called for caucus-style gatherings as the primary means for choosing a national assembly.

When Bremer persisted, Sistani declared his opposition and sent thousands of Iraqis into the streets. The caucus plan was abandoned.

"Bremer has a personality type which is domineering, determined and decisive," said Mowaffak al-Rubaie, a member of the Iraqi Governing Council. "He makes decisions on the run. Most of the time, they are the right decisions. But sometimes, when he needs to listen, he makes a bad decision."

The New York Times

Annan asks for inquiry on oil-for-food program

By Warren Hoge

UNITED NATIONS, New York: Seeking to blunt allegations of a United Nations cover-up of corruption in its ranks and shore up its international credibility, Secretary General Kofi Annan has asked the Security Council to assist him with an independent investigation into the oil-for-food program that the UN ran in Iraq.

Acting in response to criticism that the in-house inquiry already in place was insufficient, Annan said a wider in-

Annan wants to 'prevent an erosion of trust' in the UN.

vestigation was needed to "prevent an erosion of trust and hope that the international community has invested in the organization."

Annan's request was in a letter sent Friday night to Jean-Marc de la Sablière, the ambassador of France, this month's council president. It called for "an independent high-level inquiry to investigate the allegations relating to the administration and management of the program including allegations of fraud and corruption."

In his letter, Annan avoided demanding the council's formal approval, asking instead only for its support and the

cooperation of its 15 member states.

The council has shown no enthusiasm for a comprehensive inquiry that inevitably would look into the activities of middlemen and banks, many of whom are from some of its principal countries like France and Russia.

De la Sablière dismissed the possibility earlier Friday, saying the council was "not seized of the matter" and would not "react to media rumors of allegations."

A more considered response is likely this week now that a formal request has been made, and Annan said he would be sending the council another letter spelling out the scope and responsibilities of the new panel.

The Security Council started the oil-for-food program in December 1996 to

enable Iraq to sell oil to ease the impact of the 1991 Gulf War sanctions on the condition that the proceeds went to the purchase of food and other humanitarian goods. Sales reached \$67 billion by the time the program ended a year ago with the invasion of Iraq.

According to the U.S. General Accounting Office, Saddam Hussein's government pocketed more than \$10.1 billion between 1997 and 2002 through smuggling, kickbacks and excessive surcharges.

Secretary of State Colin Powell said in Kuwait on Saturday that the United States would cooperate with the new inquiry. Terming himself "very concerned" with the reports of scandal, he said: "That money was not used for food or health care or clean water. It was used for palaces and debauchery."

The allegations first arose in an Iraqi newspaper last month and have been repeated in recent days by conservative critics of the UN who do not want it involved in the American-led political transformation of Iraq. The editorial page of The Wall Street Journal called Thursday for Annan's resignation over the matter.

The charges of scandal come at a time when relations between the United States and the United Nations have been improving.

In January, the Bush administration reversed field and appealed for the world organization's help in shaping the new Iraqi interim government after months of discrediting it as an irrelevant institution in a world threatened by terror.

The New York Times

«Pétrole contre nourriture» : l'ONU en eaux troubles

Le programme mis en place en 1996 aurait permis au régime irakien de détourner des fortunes avec la complicité de compagnies étrangères.

New York de notre correspondant

En langage diplomatique, cela s'appelle des «irrégularités». En réalité, il pourrait s'agir d'un des plus grands scandales de corruption ayant jamais touché les Nations unies. La semaine dernière, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a annoncé la mise en place d'une enquête «de haut niveau» sur de «possibles irrégularités» ayant été commises dans le cadre de la gestion du programme «pétrole contre nourriture» en Irak.

Sanctions économiques. L'affaire commence à faire du bruit. Jeudi, le bureau des comptes du Congrès, le GAO, a affirmé que le régime de Saddam Hussein avait réussi à détourner plus de 10 milliards de dollars, «avec la complicité d'individus et de compagnies étrangères» depuis le début de la mise en place, en 1996, du programme «pétrole contre nourriture». Etabli pour limiter l'impact des sanctions économiques internationales sur la population irakienne, décidées après la première guerre du Golfe, le programme permettait à l'Irak de vendre une quantité limitée de pétrole afin de pouvoir acheter nourriture et médicaments. Selon le GAO, cependant, Saddam

Hussein serait parvenu à exporter illégalement du pétrole, réalisant quelque 5,7 milliards de bénéfices au passage. Surtout, le leader irakien aurait imposé des commissions de 10% aux entreprises lui fournissant produits médicaux et nourriture, empochant 4,4 milliards de dollars. Le problème pour l'ONU est que plusieurs journaux irakiens et américains affirment, depuis le début de l'année, que cette vaste fraude s'est faite avec l'accord et la complicité des fonctionnaires onusiens gérant le programme «pétrole contre nourriture». Le premier visé est ainsi Benon Sevan, le chef du programme. Pour de nombreux diplomates, il semble difficile qu'une fraude d'une telle ampleur se soit déroulée au nez et à la barbe de l'ONU. Selon le système complexe du programme «pétrole contre nourriture», l'argent provenant des compagnies ou sociétés qui achetaient le pétrole irakien était ainsi directement versé sur un compte de la BNP, géré par

l'ONU. C'est l'organisation internationale qui payait ensuite les entreprises vendant nourriture ou médicaments à Bagdad. «La question est de savoir qui était exactement impliqué et à quel niveau», résume Craig Murphy, spécialiste de l'ONU à Wellesley College, *cela faisait longtemps que les pires ru-*

meurs circulaient autour de "pétrole contre nourriture", et une nouvelle fois on semble s'y prendre un peu tard pour y voir un peu plus clair.»

Factures gonflées. A en croire une enquête menée fin février par le *New York Times*, des dizaines de compagnies russes, mais aussi européennes et arabes, ont accepté de gonfler leurs factures et de payer les commissions à Saddam Hussein afin de pouvoir lui vendre leurs produits. Selon certaines sources diplomatiques, qui refusent d'en dire plus, «plusieurs entreprises françaises sont notamment impliquées». L'argent était ensuite acheminé vers des comptes en banque au Liban, en Syrie et

dans d'autres pays de la région. Le quotidien américain a notamment retrouvé une note, rédigée en août 2000, par l'ancien vice-président irakien, Taha Yassine Ramadan, et dans laquelle celui-ci rappelle aux ministres du gouvernement «comment il faut tout faire pour générer le maximum de revenus avec le programme "pétrole contre nourriture"». Pour Kofi Annan, la controverse tombe plutôt mal, alors que l'ONU fait face à de multiples questions sur son immobilisme lors du génocide rwandais. Le secrétaire général, de surcroît, pourrait bientôt avoir à répondre à des questions un peu plus personnelles. Récemment, le magazine *National Review* a révélé que son fils, Kojo Annan, avait travaillé pour une entreprise suisse qui aurait participé aux opérations frauduleuses de «pétrole contre nourriture». «Nous allons faire toute la lumière, a promis Annan, nous ne pouvons pas laisser porter atteinte à notre réputation.»

FABRICE ROUSSELOT

«Nous allons faire toute la lumière, nous ne pouvons pas laisser porter atteinte à notre réputation.»

Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU

La mobilisation contre la guerre en Irak a perdu de son ampleur à travers le monde

Pour le premier anniversaire du déclenchement des hostilités, des centaines de milliers de personnes ont manifesté sans incident

DE ROME à New York, de Sydney à Tokyo, des centaines de milliers de personnes dans le monde ont manifesté leur opposition, les samedi 20 et dimanche 21 mars, à la guerre en Irak, à l'occasion du premier anniversaire du déclenchement des hostilités contre le pays de l'ex-dictateur Saddam Hussein.

► **New York.** La manifestation organisée par la coalition antiguerre Answer (Act Now to Stop War and End Racism - « Agir maintenant pour stopper la guerre et le racisme ») a rassemblé 30 000 personnes selon la police et 100 000 selon ses promoteurs, samedi 10 mars à New York. D'autres rassemblements ont eu lieu dans de nombreuses villes comme Chicago, Seattle, Los Angeles, Denver, San Francisco, Cincinnati, Atlanta. à New York, le long de Madison Avenue, des étudiants défilaient, sous la bannière de leur collège, auprès de vétérans du Vietnam ou de familles entières. Le déploiement des forces de l'ordre était impressionnant : 6 000 hommes, des chevaux, des chiens et des hélicoptères de surveillance. La police de New York se souvenait des affrontements et des centaines d'arrestations de mars 2003.

« Les manifestants veulent une nouvelle direction pour l'Amérique qui commence par sortir d'Irak, y amener les casques bleus de l'ONU et ramener nos troupes à la maison », a ajouté à la tribune le représentant Dennis Kucinich, candidat malheureux à l'investiture démocrate.

Les slogans et les pancartes allaient des classiques « *Bush lies, who dies?* » (« Bush ment, qui meurt ? ») et « *Money for jobs not for war* » (« L'argent pour les emplois pas pour la guerre »), aux plus originaux comme « *It's time to outsource Bush* » (« Il est temps de délocaliser Bush ») et « *Viva Zapatero* » (du nom du futur chef du gouvernement espagnol).

Pour Pénélope, 43 ans, venue du nord de l'Etat de New York, « nos troupes doivent immédiatement quitter l'Irak et les champs de pétrole confiés comme par hasard à Halliburton, l'entreprise de Dick Cheney. » Pour Kathy, 47 ans, venue de Pennsylvanie, dont le fils Anthony est sergent à Bagdad depuis septembre 2003, « mon fils n'a rien à faire là-bas. Il risque sa vie tous les jours non pas pour protéger les Etats-



MARCO DI MARIO/AFP

Quelque 2 000 personnes, encadrées par plus du double de policiers, ont manifesté samedi au centre du Caire pour protester contre l'occupation américaine de l'Irak. « Nos drapeaux sont noirs, nos linceuls sont noirs, notre silence est noir » est inscrit sur la banderole brandie par des manifestants bâillonnés.

Unis, ce qui est son devoir, mais les intérêts économiques et les ambitions dissimulées du gouvernement. Cela doit cesser. »

► **Paris.** Loin des rassemblements antiguerre de février 2003, la mobilisation pacifiste parisienne n'a rassemblé que quelques milliers de personnes samedi. Derrière Olivier Besancenot (LCR) et Marie-George Buffet (PCF), Mouloud Aounit (MRAP) et Michel Tubiana (Ligue des droits de l'homme), les militants de la gauche radicale formaient la majeure partie du cortège. Le Parti socialiste avait refusé d'appeler à manifester. « L'appel était trop silencieux sur le terrorisme », explique-t-on Rue de Solferino.

En tête du cortège, une soixantaine d'Américains : « Cette guerre ne sert à rien. Elle n'a pas rendu le monde plus sûr, au contraire », explique John Sanders, un Californien depuis vingt ans en France. Pour autant, il ne pense pas que le départ des Américains d'Irak soit la solution : « C'était une erreur d'y aller. Mais maintenant, on a une responsabilité vis-à-vis de la population. » Olivier Besancenot réfute l'argument : « Ce qui crée des dangers, c'est la présence des puissances occidentales. Il faut qu'elles s'en aillent ! L'ONU pourrait donner un coup de main, mais les Irakiens sont assez grands pour faire ça tout seuls. »

« Honneur à la résistance palestinienne et irakienne » : Nabil Amari, professeur d'anglais de 37 ans, défille derrière des banderoles qui s'en

prennent à Bush, mais aussi à la politique israélienne. « On a saisi l'occasion de cet anniversaire pour avancer nos revendications sur la Palestine », reconnaît Bertrand Lazard-Peillon, un militant LCR qui anime la coordination des Comités Palestine d'Ile-de-France. Mais il désapprouve les slogans entendus dans le cortège, comme « *Bush-Sharon-Hitler, quelle différence ?* ».

► **Rome.** Des centaines de milliers de personnes ont défilé samedi dans le centre de la capitale italienne à l'appel des organisations de gauche, des syndicats et du mouvement altermondialiste. Une foule estimée à 250 000 personnes par la préfecture, un million selon les organisateurs : « Ensemble pour la paix » : derrière cette banderole, un cortège coloré a repris les slogans antiguerre. Le 25 février 2003, quand 3 millions d'opposants à la guerre étaient descendus dans les rues de Rome. « Messieurs de la guerre, nous ne vous laisserons pas en paix » ou « Berlusconi terroriste », pouvait-on lire sur les pancartes. La plupart des slogans visaient la politique pro-américaine du gouvernement italien, demandant le retrait du contingent italien d'Irak.

► **Madrid.** « Non à la guerre », le slogan des 2 millions de manifestants du 15 février 2003 à Madrid a été longuement repris dans les manifestations organisées en Espagne. Ils étaient 60 000 samedi dans les rues de la capitale, 150 000 à 200 000 à Barcelone, réclamant le « retrait des troupes d'Irak », la

A Paris, loin des chiffres de 2003, la manifestation n'a rassemblé que quelques milliers de personnes

« solidarité avec les victimes de Madrid, d'Irak et de Palestine », ou dénonçant « l'Europe du capital ».

Ces manifestations étaient sans commune mesure avec les 11,6 millions d'Espagnols descendus dans les rues au lendemain du massacre terroriste de Madrid.

Le futur président du gouvernement, le socialiste José Luis Zapatero, a réaffirmé, dans une interview publiée dimanche par *El País*, que « la guerre en Irak a été une grande erreur » et que « la gestion de l'occupation a été un désastre ». « Ou il y aura un changement radical, en profondeur, de la stratégie suivie en Irak, un changement pris en mains par les Nations unies et qui concerne les forces d'occupation avec une modification du commandement de ces forces, ou les troupes espagnoles seront rapatriées », a-t-il dit.

Eric Leser (à New York), Solène Davesne et Manuel Domergue (à Paris), et Jean-Jacques Bozonnet (à Rome)

U.S. Calls for Sunni and Kurdish Rights After Turnover

By JOHN F. BURNS

BAGHDAD, Iraq, March 24 — Faced with a top Shiite cleric's demands for majority rule that would dilute Sunni and Kurdish rights in an independent Iraq, the head of the American occupation, L. Paul Bremer III, delivered a strong argument on Wednesday for the American insistence on a democratic system that protects minority rights.

"Democracy entails not just majority rule, but protection of minority rights," Mr. Bremer said at an outdoor ceremony to mark the 100-day countdown to the dissolution of the occupation authority and the return of sovereignty to Iraq. Attending were Iraqi leaders who have worked closely with the Americans since a United States-led invasion toppled Saddam Hussein's government nearly a year ago.

"For Iraq to regain its prosperity and strength it must remain united," he said. "And that unity requires that the interests of all Iraqis be accommodated. In a country as broad and diverse as Iraq it is not possible for every interest to have all it wants."

The United States has held firm to the June 30 handover date, even as attacks on Iraqis working with Westerners have increased. On Wednesday, an Iraqi translator working for Time magazine was shot and wounded in his car on his way to work in the Baghdad suburb of Mansour. A gunman who drew alongside fired a volley of bullets, striking him four times, American officials said. He

was listed in critical condition at an American hospital. The attack was the latest in a series of attacks on Iraqis working for Western news organizations.

In other attacks confirmed by the American command on Wednesday, three Iraqi civilians were killed and two American soldiers were wounded when a military convoy was ambushed with roadside bombs and small-arms fire shortly after midnight Wednesday near the restive town of Falluja, 35 miles west of Baghdad. The incident followed a night of violence in the area that began with a drive-by shooting at dusk on Tuesday in which a man described by the command as a foreign security guard and a child were killed.

Troubled infrastructure also bedevils the country. In Fao, in southern Iraq, a major oil pipeline rup-

tured, spilling oil that caught fire and sent out vast plumes of dark smoke. The rupture was caused by poor maintenance, according to the occupation authority, the Bloomberg news agency reported.

On the political front, Mr. Bremer has worked through months of shadow-boxing with Shiite clerics who command the allegiance of millions of Iraqis, always avoiding direct confrontation, addressing the clerics only with careful deference.

In Wednesday's speech, he made no mention of the cleric he was indirectly addressing, Grand Ayatollah Ali al-Sistani, who has emerged as

Iraq's decisive power broker. From his headquarters in the holy city of Najaf, where he has refused to meet with Mr. Bremer or any American emissary, Ayatollah Sistani has issued a volley of political demands on behalf of the country's Shiite majority. The demands come in contrast to his espousal of a "quietist" school of religious thought opposed to direct clerical intervention in politics.

On Monday, Mr. Sistani's aides released a letter to the United Nations in which he spoke of "dangerous consequences" if United Nations mediators endorsed the American-sponsored interim constitution that will operate when sovereignty is transferred.

The cleric warned that the interim constitution approved by the Governing Council two weeks ago "enjoys no support among the Iraqi people." and said that it set the stage for ethnic and sectarian strife with its elaborate guarantees for the Sunni and Kurdish minorities. Shiites account for about 60 per cent of Iraq's 25 million people.

Mr. Bremer used the Wednesday ceremony for the 100-day countdown as a morale-boosting exercise, ticking off a checklist of the occupation's accomplishments.

Iraq has more electrical power, he said, a new currency that has gained nearly 30 per cent in value, a vast increase in health spending, and the prospect of nearly \$19 billion in reconstruction funds voted by the United States Congress last year.

"At liberation, this great country had been reduced to a shell, not by war, not by invasion, but by almost four decades of relentless greed and cruelty by its leaders," he said. "Instead of investing in Iraq's infrastructure, Saddam's regime squandered and stole the nation's wealth.

"Instead of serving his citizens, Saddam deprived them of access to essential services. When liberation came, water, electricity, sewage, schools and much more were a shambles. When liberation came, not a single policeman was on duty in Iraq, and the army had disappeared.

"What a difference a year can make in the life of the Iraqi people."

But in large part, Mr. Bremer's speech focused on rebuffing the Shiite political demands.

Calling on Iraqis to salute the Gov-



Europenn Pressphoto Agency

A major oil pipeline in Fao in southern Iraq ruptured on Tuesday, spilling oil that caught fire and sent out vast plumes of smoke. The rupture was caused by poor maintenance, according to the occupation authority.

erning Council members — Sunnis and Shiites, Arabs and Kurds and Turkmen and Assyrians — who hammered out the interim constitution — under American supervision — Mr. Bremer said they represented “many different traditions and com-

munities,” with “distinct desires and expectations.”

“Of course, all those expectations did not match up perfectly,” he said. “The great work of the Governing Council” he said, was realizing that “they could be made to fit together in

a harmonious whole if they were adjusted.”

“This,” he said, “is the true essence of democracy.”

CHYPRE A l'approche du 1^{er} mai, d'ultimes négociations débutent près de Lucerne en Suisse sous le patronage de l'ONU

Le plan de Kofi Annan : un texte complexe

Nicosie : de notre envoyé spécial

A conflit complexe, il n'existe pas de solution simple. Le projet de règlement établi par Kofi Annan pour Chypre, destiné à faire cohabiter sur la même île deux populations qui ne s'aiment pas, est particulièrement compliqué. Le plan vise à réunifier l'île divisée au sein d'une « République unie de Chypre ». Cet « État commun », de type confédéral, chapeautera deux « États constituants » de statut identique (l'un chypriote grec, l'autre chypriote turc), assurant l'égalité politique entre les deux communautés.

Le gouvernement fédéral aura

des compétences limitées. Parmi les principales : les affaires étrangères, les relations avec l'Union européenne et les affaires financières et monétaires. Les États constituants exerceront tous les pouvoirs que la Constitution ne délèguera pas à l'État commun. Ainsi, ils seront seuls responsables pour l'ordre public et la justice, le tourisme, l'agriculture, l'industrie et le commerce, l'éducation ou la santé. Une Cour suprême veillera à l'équilibre du système. Elle arbitrera en cas de litige. Elle sera composée de neuf juges, trois Chypriotes grecs, trois Chypriotes turcs et trois étrangers.

Le Parlement de « l'État commun » sera bicaméral, avec un Sénat, où les communautés se-

ront représentées à égalité, et une Chambre des députés, qui reflétera le poids démographique des populations. Le pouvoir exécutif sera exercé par un gouvernement (appelé « Conseil présidentiel ») de six membres

dont quatre Chypriotes grecs. Le président du gouvernement et son vice-président seront, alternativement, chypriote grec et chypriote turc.

Selon le plan Annan, les frontières seront redessinées pour diminuer la partie de l'île contrôlée par les Chypriotes turcs (qui constituent moins de 20 % de la population totale). Elle passera de 36 à 28 % de la surface de l'île. Les villes de Morphou et Varosha seront restituées. Plus de la moitié des Chypriotes grecs chassés de leurs maisons en 1974 — il s'agit, aujourd'hui, d'environ 120 000 personnes — pourront ainsi retourner chez eux. En outre, 15 000 personnes de-

vraient être graduellement autorisées à se réinstaller dans leurs maisons dans le nouvel État chypriote turc. Au total les deux tiers des réfugiés pourraient ainsi rentrer. Les autres auront droit à des compensations. Enfin, une partie des colons turcs seront appelés à retourner sur le continent. La partie turque cherche à limiter la liberté de mouvement des Chypriotes grecs. Ceux-ci réclament le départ d'un maximum de colons.

La démilitarisation s'appliquera uniquement aux forces chypriotes. Ni l'État commun ni les États constituants chypriotes n'auront droit à une armée. Cependant, les forces turques et grecques resteront présentes sur l'île, avec des effectifs plafonnés à 6 000 de chaque côté jusqu'à l'adhésion de la Turquie à l'UE (actuellement, Ankara entretient plus de 30 000 soldats à Chypre). L'ONU prévoit de laisser une force de maintien de la paix dans l'île pour veiller à la mise en œuvre de l'accord.

L. de B.

La candidature de l'île dissimule celle de la Turquie

Le silence gêné de la France

Nicosie : de notre envoyé spécial

Le problème diplomatique est immédiat. Il concerne directement l'Europe. Il aura des répercussions chez nous. Pourtant, la France, d'ordinaire prompt à s'exprimer sur tous les sujets mondiaux, conserve un silence embarrassé. Car l'adhésion de Chypre à l'Union européenne (UE) dissimule une autre candidature, plus importante, mais bien gênante pour Paris : celle de la Turquie. Si le gouvernement turc de Tayyip Erdogan déploie tant d'efforts pour réunifier Chypre, c'est d'abord pour se présenter en bonne position en décembre 2004 : l'UE a donné rendez-vous à cette date à la Turquie, pour lui dire si elle accepte d'ouvrir des négociations d'adhésion.

Faut-il, dès lors, encourager le gouvernement Erdogan dans son ouverture européenne, afin de faciliter un règlement à Chypre ? C'est bien ce qu'a fait le chancelier allemand, Gerhard Schröder, en ouvrant les

portes de l'Union à la Turquie lors de sa visite à Ankara en février. La Grande-Bretagne, s'alignant sur les Etats-Unis, appuie, elle aussi, la candidature turque. Seule parmi les trois pays qui revendiquent le leadership européen, la France se tait.

« Si nous pouvions avoir un encouragement similaire de la part de la France, cela aiderait à conforter la position d'Erdogan et des forces pro-européennes en Turquie », affirme, dans son bureau de Nicosie-Nord, le président de la Chambre de commerce chypriote turque, Ali Erel, qui milite pour la réunification. A Nicosie-Sud, le langage n'est guère différent. « Réunification ou pas, nous ne bloquerons pas la candidature turque à l'UE », explique au Figaro le ministre chypriote des Affaires étrangères, George Iacovou. Nous préférons avoir en face de nous une Turquie qui respecte la loi internationale, les droits de l'homme et les minorités. »

Le président Jacques Chirac a montré, au sommet européen de Copenhague en décembre 2002, qu'il n'avait rien contre l'ouverture de négociations avec Ankara, en

vue d'une adhésion présentée comme une perspective à très long terme. Mais le sujet est délicat pour Paris car les sondages font apparaître une nette opposition de la population française à la candidature turque. Au moins 75 % des personnes interrogées sont contre. Pour les dirigeants français, toute la difficulté consiste à préparer le terrain, dans l'opinion publique, à l'ouverture des négociations que l'Union — si Chypre est réunifiée — décidera en décembre à Bruxelles.

A l'Elysée et au gouvernement, on réfléchit aux arguments à employer. Mais on préfère attendre que passent les échéances prochaines : l'élargissement de l'UE à dix nouveaux pays, le 1^{er} mai, puis les élections européennes, le 13 juin. Les autorités sont conscientes du risque de dérapage, vu les récentes controverses sur l'islam en France. La candidature turque « peut ouvrir la voie à tous les amalgames et à tous les populismes », souligne un responsable français. Or, dans cette affaire, « il faut se garder de toute simplification ». Pour Paris, le silence est d'or.

L. de B.

Processus politique irakien: les Kurdes répètent leur exigence de garanties



SOULEIMANIYEH (Irak), 23 mars (AFP) - 18h11 - Les Kurdes ont répété mardi leurs exigences de garanties concernant leurs droits dans le processus politique en Irak, sans quoi ils menacent de ne plus y participer, dans une déclaration d'un de leurs représentants à l'AFP.

"Nous n'adhérerons pas à un Irak unifié une nouvelle fois sans obtenir de garanties constitutionnelles et internationales", a affirmé Mahmoud Ali Osmane, un Kurde indépendant membre du Conseil de gouvernement transitoire.

"En cas de violations des droits légitimes du peuple kurde à choisir son destin, nous nous tournerons vers les Nations unies", a-t-il ajouté.

Ce rappel intervient alors que le grand ayatollah chiite Ali Sistani a conditionné tout contact de sa part avec l'Onu au rejet par l'organisation internationale de la Constitution provisoire adoptée le 8 mars par l'exécutif irakien mis en place par les Etats-Unis.

Mahmoud Ali Osmane a proposé d'"organiser des élections législatives au Kurdistan avant les élections en Irak (prévues au plus tard le 31 janvier, afin d'unifier les administrations à Erbil et Souleimaniyeh".

Réunir les deux régions kurdes irakiennes, divisées depuis 1994 entre une zone contrôlée par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, capitale Erbil) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, capitale Souleimaniyeh), permettrait d'"aider les Kurdes à regagner leurs terres perdues", selon M. Osmane.

"L'administration américaine tient à rendre la souveraineté de l'Irak à la date prévue du 30 juin car les Etats-Unis sont eux-mêmes en campagne électorale", a ajouté le membre de l'exécutif irakien.

Les Kurdes invitent à la réconciliation Arabes, militaires et ex-baassistes



ERBIL (Irak), 27 mars (AFP) - 18h53 - Un Conseil national de réconciliation a été créé samedi en Irak à l'initiative des deux principaux partis kurdes pour promouvoir un rapprochement avec les Arabes et rallier les anciens militaires ayant combattu contre eux et les ex-baassistes.

Dans la salle des fêtes de la ville kurde d'Erbil, où plus de 100 personnes ont été tuées dans un double attentat en février, une banderole avec ces simples mots: "Arabes, Kurdes, Turcomans, Assyriens, Chaldéens sont un bouquet de fleurs représentant la vraie identité de l'Irak".

Dans son communiqué, le Conseil national de réconciliation, qui a élu à sa tête le chef kurde Massoud Barzani, appelle à la création "de comités dans chaque province", "à juger les coupables pour les crimes qu'ils ont commis contre le peuple irakien", "à pratiquer le pardon" et "à interdire de prendre par la force mais par la justice des propriétés spoliées" par l'ancien régime.

Un an après la chute de Saddam Hussein, les chefs des deux factions rivales kurdes, M. Barzani et Jalal Talabani, ont non seulement enterré la hache de guerre, mais également invité les Arabes, des anciens militaires ayant combattu contre eux et des ex-baassistes, à la réconciliation nationale.

"Il faut une réconciliation dans les villages, dans les gouvernorats et dans les villes", a affirmé Fazel Marani, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Barzani.

"Il faut que des délégations populaires aillent du nord au sud et d'est en ouest. Il faut commencer immédiatement une grande campagne de réconciliation pour le bien de l'Irak", a-t-il ajouté.

Des divergences opposent les Kurdes favorables à un fédéralisme leur garantissant une large autonomie et les Arabes, surtout les chiites, très suspicieux sur tout ce qui touche à l'unité de l'Irak.

Outre MM. Talabani et Barzani, 600 personnes, dont quatre membres du Conseil de gouvernement transitoire, ont participé à cette conférence vendredi et samedi. Le chiite indépendant Mouaffak al-Roubaï a mis comme condition à cette réconciliation que "le passé ne soit pas oublié".

"Il faut regarder le passé en face et en tirer les leçons. Ceux qui ont commis des crimes doivent demander publiquement pardon, il faut dévoiler toute la vérité, il faut redonner les droits à ceux qui en ont été spoliés", a-t-il souligné.

Mais des gens qui étaient aussi du "mauvais côté" étaient également là. Le général Ibrahim Fayçal al-Ansari, 80 ans, fut chef d'état-major dans les années 1960 et s'est livré à une guerre sans relâche contre l'indépendantisme kurde.

"J'ai été invité par Massoud Barzani (...) Il sait très bien que j'ai fait la guerre avec honneur. Ils savent que j'ai combattu contre eux mais qu'au fond de mon coeur j'étais contre. J'ai toujours dit à ma hiérarchie que cette guerre n'était pas juste", a-t-il dit à l'AFP.

Vendredi, MM. Barzani et Talabani (chef de l'Union patriotique du Kurdistan) avaient décidé de mettre de côté des décennies de rivalités pour travailler ensemble pour un nouvel Irak unifié.

"J'ai toujours cru que le dialogue et non pas la violence est le seul moyen de résoudre les problèmes et l'Irak est un bon exemple", a dit M. Barzani après son intronisation.

Il a donné comme exemple sa rencontre en 1991 à Bagdad avec Saddam Hussein, dont l'armée venait de réprimer dans le sang un soulèvement kurde dans le nord du pays, affirmant qu'il l'avait fait "pour l'intérêt de l'Irak et du Kurdistan".

Il a demandé en outre à l'exécutif de changer le drapeau irakien, qui ne "représente pas le peuple irakien".

Vendredi, M. Talabani avait souligné que le "nouvel Irak (...) doit être pour tous les Irakiens (...) sans discrimination et sans dictature".

Gains by Kin in Iraq Inflammé Kurds' Anger at Syria

By NEIL MacFARQUHAR

QAMISHLIYE, Syria, March 22 — The larger-than-life statue of the late president, Hafez al-Assad, that towers over a traffic circle here stands hidden beneath a blue and red striped tarpaulin, which residents say hides the fact that antigovernment protesters knocked off its head.

In Malikiya, a nearby town, two gilded plaster busts of the elder Mr. Assad and his son, President Bashar al-Assad, the main décor inside a culture center, were also decapitated and the building was set on fire. Someone scrawled "Kurdistan" in bright red spray paint across an interior wall of the gutted Water Authority building there, too.

Antigovernment protests are extremely uncommon in Syria, where grim memories are vivid of thousands of Islamic militants mowed down by government troops in the early 1980's. But grievances simmering within the Kurdish minority for decades — over their difficulties in obtaining citizenship, the ban on their language, their poverty amid rich farmland — finally boiled over in the last few weeks.

Kurdish Syrians, 2 million of Syria's 17 million people, say that watching rights for Kurds being enshrined in a new if temporary constitution next door in Iraq finally pushed them to take to the streets to demand greater recognition. In their wake is a toll of blackened government buildings, schools, grain silos and vehicles across a remote swath of the north.

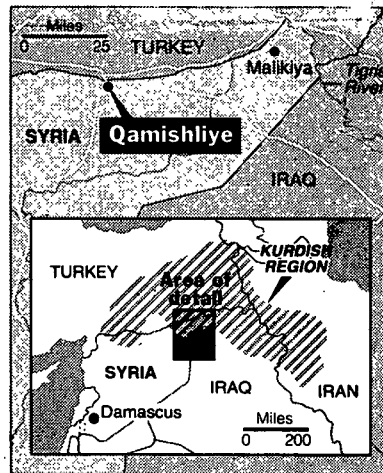
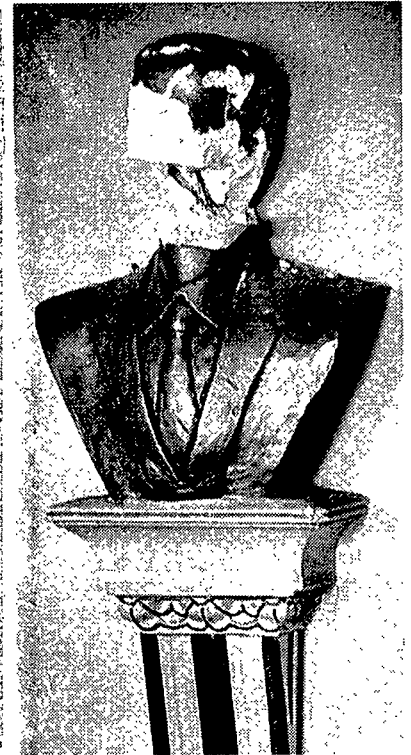
"What happened did not come out of a void," says Bishar Ahmed, a 30-year-old Kurd whose cramped stationery shop sits right next to a cluster of blackened buildings in Malikiya. "The pressure has been building for nearly 50 years. They consider us foreigners; we have no rights as citizens."

Clashes on March 11 between fans from rival soccer teams set off the sudden squall, which officially left 25 people dead and dozens wounded. But the raw emotions shocked Syrians and left officials painting a sinister picture of foreign plots to partition the country.

To a man, local officials all suggest that the Kurds were motivated by infiltrators from Iraq. "They came from outside the country, from the east, and they have been paid in U.S. dollars supplied by Bremer and his gang," said Ahmed al-Salah, an employee of a burned-down government feed warehouse in Qamishliye, some 400 miles northeast of Damascus. He was referring to L. Paul Bremer III, the American adminis-



Photographs by Mohamed el-Dakhkhy for The New York Times



The New York Times

Kurds in Qamishliye say they have been stripped of civil rights.

trator of Iraq.

For their part, Kurdish residents claim the government responded to what they call peaceful protests with violence as an excuse to say Syria remains too unstable to introduce the kind of democratic reforms that are helping their brethren in Iraq.

"We want democracy like the others," said Hoshiar Abdelrahman, another young shopkeeper in Malikiya, 60 miles east of Qamishliye.

The question of minorities remains a highly sensitive, largely unspoken topic in Syria, particularly

In an unusual public display of anger at Syrian rule, restive Kurds in Malikiya and other towns in the north have defaced images of the former president, Hafez al-Assad. Recent protests led troops to fire on the demonstrators, aggravating long-standing tensions.

because one small group, the Alawites, dominates the government. "Unity" has been their rallying cry. Already edgy about the possibility Iraq will split on sectarian lines, Syrian officials see the Kurdish riots as another step in an attempt to partition all Arab states.

After the first few demonstrators were killed, Kurdish areas throughout Syria bubbled over with years of repressed grievances, local residents say. In Malikiya, a town of one

and two-story buildings, the tide of angry voices at the Saturday market eventually led to a march on city hall. As the crowd approached, troops opened fire, killing a 17-year-old and a 20-year-old, residents said.

The government version is that the Kurds starting setting fire to buildings first and the government fired on them to protect its property. "If we were attacked by an Israel missile, we would respond with all means possible," said Salim Kabul,

governor of Hassakeh Province, where Kurds are concentrated. "So what do you expect when we are attacked from inside?"

He put the toll in his province at 20 dead, including 14 Kurds and 6 Arabs, among them two policemen. Kurds suspect the toll is far higher.

The area produces significant amounts of oil, wheat and cotton, and yet, residents say, they get little development money. Instead, they complain, for the past four decades the government has been slowly moving more Arabs into the area, trying to form a belt 10 miles wide and 165 miles long to sever the Kurds from ethnic kin in Iraq and Turkey.

Village and even mountain names have been Arabized and the Kurdish language banned, although most families teach it at home. Worse, tens of thousands of Kurds are denied citizenship. (Kurdish groups say more than 200,000; the government says 100,000.) The government says Kurds denied citizenship are the offspring of illegal immigrants who came over the border from Turkey to find jobs and stayed.

"My grandfather was born here, yet my father is considered a foreigner, I am a foreigner and my 3-

year-old son has no nationality," said Mr. Abdelrahman, the shopkeeper. Both he and his wife's identification cards read "single"; their marriage is not recognized.

He pulls out a tattered orange identification card that reads, "Foreign Records Department, Hassakeh Governorate," and notes that the bearer cannot travel outside Syria.

Suddenly every young man in a crowd that has gathered starts waving similar cards and shouting against the government. It was a brazen, unusual display of discontent, considering that the Ministry of Information had organized the recent tour for a few journalists, who were escorted by security officers.

Syrian officials deny that the Kurds face any discrimination or have any real basis for their complaints. They note that the young President Assad visited the area in 2002 and pledged greater development, which will come.

After the riots, the Kurdish Democratic Party in Iraq issued a statement suggesting that Damascus do something to end the problems in "Syrian Kurdistan" peacefully. Shock waves rippled through the government here.

Hoshar Zubairy, Iraq's Kurdish

foreign minister, made his first official visit to Syria, partly to try to smooth ruffled feathers. At a news conference on Monday, where Mr. Zubairy was peppered with questions that fell just short of calling him an American stooge, he said Iraq had enough trouble with instability to want to create any here.

Of course, not even a riot in the Middle East seems complete without invoking some historical precedent, in this case, Saladin. This Kurdish warrior, who is buried in Damascus, evicted the Crusaders from Jerusalem in 1187.

Syrian officials asked aloud this week how a country that enshrined Saladin could mistreat his descendants. "We want a political dialogue because our nation is for all," Ahmed Haj Ali, a consultant to the minister of information, said on Al Arabiya satellite television.

But Abdul Baqi Youssef, a Kurdish opposition figure in Qamishliye, said that by drawing all the warriors and intellectuals out of the Kurdish area to battle the Crusaders, Saladin left it buffeted by overlords to this day. "The Arabs should consider him a saint, but he brought devastation to the Kurds," Mr. Youssef said.

William Safire

From Iraq, democracy creeps forward

Democratic creep" is not a derogation of a liberal candidate. On the contrary, it is the process — now well under way — by which free nations will win the world war on terror.

In Afghanistan, once a hotbed of Qaeda training and Taliban tyranny, nobody can deny that America helped bring forth the beginnings of democratic government. Afghans, including newly liberated women, are helping track down fugitive killers.

In Iraq, America mourns its losses this past year, which now approach 2 percent of U.S. casualties in the Korean conflict. Many Iraqis died, too, but literally tens of thousands are alive today because Saddam Hussein did not have the power to torture and execute them — as mass graves tell us he did every year of his savage misrule.

Nobody can be certain that Iraq will remain whole and free after America turns over sovereignty on June 30. But prospects look far better than predicted by defeatists who claimed a year ago that political freedom had no chance of taking root in hostile Arab soil.

Free electricity keeps television sets and air-conditioners humming, oil is flowing, schools and businesses have come to life. Unemployment, now more than 30 percent, will surely drop as the \$18 billion appropriated by the U.S. Congress — part of the \$87 billion for Iraq and Afghanistan — begins to flow heavily next month into reconstruction by Iraqi workers.

America is training a civilian defense corps, twice the size of a joint Shiite-Sunni-Kurdish army, to take over free Iraq's battle against the Ansar-Qaeda terrorists and Baathist diehards. With the transfer of political power to a transitional Iraqi government, public fury at the mortar and rocket attacks on "soft target" civilians will be a nationalizing, not a destabilizing, force — directed not at occupiers but against the terrorist invaders.

Next year, a trio of local politicians will emerge to lead the country. "Three John Edwardses are out there awaiting their chance," one observer says.

Optimistic? In the grand design to uproot the causes of the rise of radical Islamic terrorism, defeat is no option. We have to believe in the popular success of a combination

of democracy and prosperity. In this generation, the world has seen the power of the human desire for freedom.

From Kuwait to Qatar, the coalition's overthrow of Saddam has been a political tonic. Libya's dictator is making weaponry concessions lest his economy be wrecked and he be ousted. Repressive Iran is ripening for revolution. Egypt's boss and Saudi Arabia's princes are nervous because an arc of democracy bids fair to extend from Turkey through Iraq to Israel, with literate, enterprising populations blazing a path to liberating prosperity in the greater Middle East.

Syria's sullen President Bashar Assad is feeling the heat. He benefited most from Saddam's corruption, and probably provided a hiding place for Iraqi

From Kuwait to Qatar, the overthrow of Saddam has been a political tonic.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

March 23, 2004

weapons and a route of entry into Iraq for Qaeda killers. His troops illegally occupy Lebanon; he supports Hezbollah and Hamas terrorists in rocket attacks and suicide bombings. His so-called intelligence sharing has been singularly unproductive.

A million and a half Kurds live in Syria, despised by the rulers in Damascus. After Syrian Kurds saw the blessings of freedom flow to their ethnic comrades in Iraq, some were emboldened to respond to Arab taunting at a soccer game. Bashar's goons, remembering his father's bloody " Hamas rules," shot a score of the unarmed protesters as a warning to the quarter-million Kurds whom the dictator keeps stateless.

Congress, more hawkish than President George W. Bush on this state sponsor of terror, passed the Syria Accountability Act four months ago with large ma-

majorities; this week, Bush is expected to put some of its authorized economic squeeze on Bashar. He should consider that Step One.

This unified American message — substantial largess for free Iraq contrasted with the start of serious sanctions for despotic Syria — will not be lost on the Arab League meeting in Tunisia next week.

Success of democracy in Iraq is the key to democratic reform throughout the greater Middle East. When that reform dawns in Ramallah, there can be an independent, contiguous Palestine. When creeping democracy gradually brings a better life to people of the region, the basis for hatred and terror will erode and the suicide bomber will pass from the scene.

E-mail: safire@nytimes.com

Iraq getting Western-style institutions

Bremer pushes hard as the date of power handover nears

The Associated Press

BAGHDAD: With fewer than 100 days until power is handed over to Iraqis, the top U.S. administrator said Wednesday he was establishing several Western-style institutions that are expected to put a moderating influence on the fledgling government that takes over June 30.

Guerrillas in Falluja, west of Baghdad, ambushed an American patrol, and three civilians were killed and two soldiers were wounded, in the latest sign that security could remain a problem in Iraq for months to come.

The fighting came a day after attacks on Iraqi police and recruits left a dozen dead.

The administrator, L. Paul Bremer 3rd, said significant steps had been taken to rebuild the country since the U.S.-led invasion toppled Saddam Hussein a year ago.

"One hundred days from now, Iraqis will be sovereign in their own land and responsible for their own future," Bremer said in an outdoor speech in the Green Zone, the heavily protected area housing coalition headquarters in central Baghdad.

Bremer said he would set up an Iraqi Defense Ministry and a national security cabinet later this week.

He said he was in the midst of appointing inspectors general to each of Iraq's 25 government ministries, while also creating a government auditing board and an anti-corruption commission. Bremer said work was under way to establish a public broadcasting service

and an independent panel to regulate it.

Bremer has already appointed most Iraqi ministers, many of whom are expected to keep their jobs after the handover. He is sorting through the ministers' choices for deputies.

U.S. troops came under attack in Falluja a day after assailants killed nine police recruits south of Baghdad, while gunmen killed two policemen in the



Street vendors in Baghdad grabbed their wares and fled as a fire of unknown origin burned a gas station nearby. The fire injured three people.

north. On Wednesday, in the southern province of Babil, a district police chief

was shot and killed on his way to work. The slayings were the latest to target police and other Iraqis who work with the U.S.-led occupation.

On the eastern outskirts of Baghdad, three civilians — a 3-year-old boy, his grandmother and a male relative — were killed when a mine exploded and destroyed the car they were riding in, according to relatives. Six other people were wounded in the blast.

North of Baghdad on Tuesday, a U.S. military vehicle in a convoy fatally struck an Iraqi girl near Balad, and four American soldiers and two Iraqi civilians were hurt in a separate accident involving two military vehicles near Tikrit, the U.S. military said. The soldiers were in stable condition, and the

condition of the Iraqis was unknown.

U.S. and Iraqi officials expect Iraqi guerrillas and foreign fighters to step

up attacks in coming weeks, to try to disrupt the handover process and demonstrate that a fledgling government cannot control Iraq.

"The security issue cannot be over-emphasized," said Mouwaffak al-Rubaie, a Shiite Muslim member of the Governing Council. He said newly trained Iraqi police would do their best to stabilize Iraq alongside 110,000 U.S. troops.

Bremer, who often says he was tapped to run Iraq on two weeks' notice last spring, is clearly glad to be handing off his responsibilities.

"It will be a happy moment for all Iraqis — and an even happier moment for my family," Bremer told a few dozen Iraqi dignitaries, seated in the shade of rustling date palms. As he spoke, Bremer's heavily armed security guards scanned the crowd and nearby buildings, as surveillance helicopters circled overhead.

March 25, 2004

INTERNATIONAL
Herald Tribune



Qui sont les poseurs de bombes ?

Guérilla Au premier anniversaire de l'intervention américaine, la résistance multiplie les attentats meurtriers. Anciens des services de Saddam, djihadistes étrangers, islamistes... tous sont unis contre les Américains. **DE NOTRE CORRESPONDANT À BAGDAD NICOLAS HÉNIN**

Sinistre premier anniversaire de la guerre américaine contre l'Irak, lancée le 20 mars 2003. Le 17 mars au soir, une terrible déflagration assourdit une nouvelle fois Bagdad. Une voiture piégée vient d'exploser dans le centre-ville, devant l'hôtel Mont-Liban, où descendent habituellement des hommes d'affaires occidentaux et arabes. Des blessés sortent en hurlant des bâtiments en flammes et les sauveteurs retirent des décombres 7 morts, dont un Britannique, et 35 blessés. Le souffle de l'explosion a pulvérisé trois

maisons voisines, un atelier de menuiserie et le siège d'une entreprise de travaux publics, semant la terreur dans tout le quartier.

Anciens des services de sécurité de Saddam Hussein, combattants étrangers venus accomplir leur djihad, jeunes Irakiens nationalistes et farouchement anti-américains, qui se cache derrière la résistance irakienne ?

C'est un bien étrange manège qui se reproduit au moins une fois par semaine au cimetière de Balad, à 70 kilomètres au nord de Bagdad. Un groupe d'une cin-

quantaine d'hommes, le visage dissimulé sous des keffiehs, arrive en convoi. Ils descendent d'un pick-up un corps enroulé dans un drap, prononcent quelques prières et l'ensevelissent. Puis ils repartent rapidement. Cette cérémonie, qui se déroule en plein jour, à moins d'un kilomètre de la base américaine, dure moins d'une heure. C'est ainsi que la guérilla irakienne enterre ses « martyrs ».

Hamid Joumaa Ali, le gardien du cimetière, observe chaque fois la scène avec la même distance. « *Ils ne me parlent jamais. Ils creusent eux-mêmes les*



Après
la destruction de
l'hôtel Mont-
Liban, au cœur
de Bagdad,
le 17 mars ■

tombes », rapporte-t-il. C'est à l'extérieur de l'enceinte que l'on trouve le coin des martyrs. Sur les plaques funéraires, on peut lire la mention « *chahid* » (« martyr »), qui atteste que le défunt est tombé au combat contre l'occupant, et la date des funérailles. « *Ceux-là, ce sont les Irakiens* », explique le gardien. « *Et là, ce sont les Arabes* », poursuit-il en désignant une cinquantaine de monticules. Des sépultures fraîches, anonymes.

D'où viennent-ils ? « *La plupart sont syriens, mais il y a aussi des Saoudiens et des Yéménites* », explique Wathiq Ismaël, responsable de la mosquée toute proche. La *mouqawama*, la résistance irakienne, est composée de très nombreux opposants à la présence américaine. Ils ont un point commun : ils pro-

fitent du climat de mécontentement, du sentiment d'humiliation nationale. Et tous, surtout, sont unis par une impression de mise à l'écart pour des raisons sociales, religieuses ou ethniques : les anciens soldats, les musulmans sunnites... Un ensemble qui regroupe tous ceux qui étaient favorisés par le régime précédent, mais aussi ceux qui redoutent d'être défavorisés dans l'Irak de demain. Tous se sont plus ou moins agrégés aux islamistes, qui ont pris le dessus à l'automne dernier sur les baassistes (les militants du parti de Saddam Hussein) ou les anciens militaires.

Il faut enfin évoquer les tribus, maniées avec le plus grand talent par Saddam. Certaines d'entre elles, comme les Kubaissi ou les Doulaïmi, influentes à l'ouest de Bagdad, sont des pièces maîtresses de la résistance. Ahmad al-Kubaïssi est l'un des hommes les plus recherchés d'Irak.

Avec son sens de l'honneur et sa loi du sang, le code tribal a joué des tours aux Américains. Selon la coutume, il faut éliminer un ennemi pour un proche tué. La violence des opérations américaines, avec d'indiscutables bavures, a alimenté un cercle vicieux d'attaques-représailles. Pour le briser, l'occupant américain a parfois accepté de payer le prix du sang. Il a versé aux familles 7 millions de dollars de dommages au cours des cinq premiers mois d'occupation, mêlant ainsi un procédé de droit très anglo-saxon à la justice coutumière tribale. Enfin, les tribus considèrent qu'elles doivent jouir des privilèges attachés à leur fief. Celles du nord de l'Irak sont à l'origine de la plupart des attaques contre les installations pétrolières, parce qu'elles souhaitent obtenir une rémunération en échange de la protection des installations !

Aucune nostalgie de Saddam

Le discours américain selon lequel les attaques dont ils sont victimes ne sont dues qu'à des nostalgiques de l'ancien régime n'a pas tenu longtemps face à une guérilla qui déclare haïr Saddam. « *Ce n'est pas pour Saddam que l'on combat, c'est parce que c'est notre devoir de musulman* », explique Abou Hassan, originaire de Fallouja. « *Saddam était un mauvais musulman, nous voulons un vrai leader islamique* », explique Khaled al-Badawi, imam de Fallouja, qui s'intitule « *modéré* » mais souhaite de tout cœur que « *la résistance réussisse à éradiquer les Américains* ».

Parmi les premiers à exécuter l'ancien dictateur se trouvent sans doute les sa-

lafistes, école sunnite radicale combattue par Saddam, qui avait fait emprisonner et torturer des centaines de ses adeptes entre 1996 et 2000. Les salafistes sont devenus des acteurs de premier plan dans les attaques contre les Américains. Ils ont rallié à eux de nombreux combattants, militaires ou hommes de main de l'ancien régime.

C'est une bien étrange scène que raconte un ancien capitaine des fedayins de Saddam, une milice crainte sous le dictateur déchu. Par des canaux hiérarchiques préservés, il a reçu la consigne, en août dernier, de se rendre à Amman,

« Avant la guerre, le terrorisme n'existait pas en Irak, aujourd'hui, c'est l'un des principaux foyers du terrorisme. »

Dominique de Villepin

en Jordanie. Là, il a retrouvé d'anciens responsables des *moukhabarat*, les services de renseignement de l'ancien régime. Ils lui ont remis de l'argent et des instructions. Dont celle de rejoindre un groupe islamiste proche des salafistes. Cette mouvance, surtout active à l'ouest et au nord de Bagdad, considère l'occupation de l'Irak comme une agression contre l'islam et se considère en état de légitime défense.

A la mosquée Ibn al-Taamyia, la vitrine des salafistes à Bagdad, on se défend évidemment de tout lien avec les actions violentes. Un matin à l'aube, un peloton de soldats américains a pris d'assaut la mosquée. Ils en sont ressortis presque bredouilles, avec quelques kalachnikovs. Rien à voir avec ce qu'ils cherchaient : des combattants syriens récemment arrivés dans le pays, qui ont réussi à fuir à temps. Le cheikh Abdel-Sattar s'élève contre cette intrusion dans un lieu saint. « *Les Américains mentent. Il n'y a jamais eu d'armes ici !* » Mais, dans son dos, l'un des gardes chuchote : « *On a eu de la chance : ils n'ont pas trouvé nos deux voitures pleines de TNT sur le parking !* » Responsable de la mosquée, le cheikh Fakhri assure sans rire : « *Nous* ►

► *voulons chasser les Américains pacifiquement.* » Mais il refuse de commenter la vente, sur le parvis de la mosquée, d'un livre intitulé « Oussama ben Laden, le meilleur ennemi de l'Amérique ».

Ces salafistes sont considérés comme des parias jusque dans les Etats du Golfe, dont ils souhaitent la chute des dirigeants, coupables, à leurs yeux, d'allégeance aux Etats-Unis. Ils entretiennent des relations avec des homologues en Arabie saoudite et dans toute la péninsule arabe. Plusieurs cheikhs de Fallouja ont été formés dans des madrasa (écoles coraniques) au Yémen, un pays où la résistance irakienne est glorifiée. « *Presque toutes les mosquées du Yémen appellent au djihad, la guerre sainte, certaines explicitement, d'autres se contentent de prier pour les moudjahidine en Irak, afin qu'ils gagnent leur combat contre les forces du mal* », rapporte à Sanaa, la capitale du Yémen, Walid al-Saqqaf, rédacteur en chef du *Yemen Times*. « *Il y a un fort sentiment anti-américain dans tous les prêches du vendredi, et ceux-ci rappellent chaque fois que l'islam recommande de tuer les forces d'occupation* », poursuit-il.

Une guérilla irakienne à 90 %

Ces harangues sont pourtant encore loin de produire des cohortes de djihadistes. Pour mémoire, sur les quelque 6 700 « détenus de sécurité » arrêtés par les Américains en Irak au début de l'année, seulement 257 étaient des combattants étrangers. Le ministre de l'Intérieur irakien, Nouri Badrane, reconnaît que des ressortissants du royaume wahhabite, « dont le nombre est très limité », ont été impliqués dans des actes de terrorisme et sont détenus en Irak. Il est en particulier établi que des Saoudiens ont été impliqués dans le meurtre du leader chiite Baqer al-Hakim, le 29 août, à Nadjaf. Pour le directeur adjoint de la CIA, John McLaughlin, les Irakiens forment 90 % de la guérilla.

A défaut d'un flux massif de combattants, on constate en revanche que les modes opératoires de la guérilla permettent de conclure à des contacts entre les rebelles irakiens, les combattants palestiniens, les talibans afghans, voire les indépendantistes tchéchènes. L'été

dernier a constitué un tournant dans cette guérilla lorsque sont apparus les premiers attentats à la voiture piégée et les bombes télécommandées. Elles sont devenues l'arme la plus meurtrière contre les forces de la coalition. « *Je suis sûr que les djihadistes partagent des informations. Ils vont chercher ailleurs ce qui fonctionne et essaient d'adapter ces procédés en Irak* », constate le major Thomas Sirois, le responsable américain des



Arrestation d'un suspect irakien par un soldat américain ■

Même la police, formée et payée par les Américains, est favorable à la guérilla.

renseignements. En revanche, les bravades des habitants de Fallouja qui racontent les exploits de « divisions afghanes » relèvent du pur fantasme.

Plus provocatrice, la résistance produit des films qui, enregistrés sur DVD, circulent sous le manteau. Ainsi, Jeich Ansar al-Sunna (l'Armée des partisans de la sunna) a réalisé un film aux images à couper le souffle d'attaques à la roquette ou à la bombe contre des soldats américains. On y entend aussi les confessions de six kamikazes, recueillies juste avant leurs attentats. Témoignant à visage découvert, ils donnent leur nom et expliquent leur souhait d'en découdre. Parmi ces hommes, deux sont irakiens, l'un est yéménite, deux viennent d'Arabie saoudite et du Koweït, et le dernier est syrien.

A part cette publicité spectaculaire aux probables fins de recrutement, la guérilla est devenue extraordinairement prudente. Les contacts avec la presse sont désormais très difficiles. Décimée par des arrestations massives, la résistance a écrémé ses rangs. « *En octobre, on m'a demandé de cesser toute activité parce que j'avais une famille à charge* »,

explique Abou Abdallah, ancien sous-officier de la Garde présidentielle, et logisticien dans la résistance.

La guérilla irakienne est-elle à bout de souffle, à court de financement et de nouveaux volontaires, comme le prétendent les officiels américains ? La question est sensible, mais un proche de la résistance finit par admettre : « *Nous manquons d'argent. Il faut payer 200 à 500 dollars pour un attentat. Nous manquons aussi de volontaires pour les attaques-suicide. Il n'y en a pas suffisamment venant de l'étranger et nous avons du mal à former des Irakiens.* »

« *Hier, à la mosquée, un homme a dit qu'il était résistant et qu'il avait besoin d'argent. Presque tout le monde a donné* », rapporte Ibrahim, un jeune de Fallouja qui se présente lui-même comme « *combattant occasionnel* ». Il faut de l'argent pour payer les caches, mais les armes sont bon marché : l'équivalent de 50 euros pour un kalachnikov, et une vingtaine d'euros pour une grenade autoprofusée. « *Il n'est pas difficile de transformer un obus, explique un combattant de Bagdad, ancien militaire et salafiste. Il suf-*

fit de remplacer le percuteur par un contacteur et d'utiliser une télécommande disponible au souk. » Quant aux missiles, « *il y avait des SAM, des Strella et des Roland avant la guerre. Certains ont été cachés* », poursuit-il. Pour utiliser ces armes, la guérilla a récupéré un annuaire très complet de l'ancienne armée irakienne. Un colonel d'artillerie raconte qu'il a été contacté par un groupe qui lui a proposé de le rejoindre. « *Ils savaient tout sur moi, même le genre d'explosifs que je savais utiliser* », dit-il.

L'armée américaine manque cruellement d'alliés dans les zones sunnites. Plus grave, même la nouvelle police irakienne, formée et payée par l'occupant, ne cache pas ses préférences. « *Les résistants ? Ce n'est pas un problème pour nous. Ils ne tuent pas des Irakiens, alors que les Américains, eux, nous tuent des hommes tous les jours* », lance un officier de Fallouja, sous les approbations bruyantes de ses collègues. Ici, comme dans tous les commissariats « sunnites » d'Irak, lorsqu'un officier de police évoque le bilan d'une opération américaine contre la guérilla, il honore les résistants tués du titre de « martyrs » ■

Irak : le compte à rebours pour le transfert du pouvoir est lancé

L'ADMINISTRATEUR civil américain Paul Bremer a lancé, mercredi 24 mars, le compte à rebours de cent jours pour le transfert du pou-

voir aux Irakiens et a annoncé la création d'organismes publics censés garantir un système démocratique. Il s'agit tout d'abord de la création « cette semaine » d'un ministère de la défense, doublé d'un conseil de sécurité nationale ainsi que de trois agences indépendantes anticorruption et du lancement d'une nouvelle politique en matière d'information. « La commission veillant à l'intégrité des services publics sera l'élément central de la lutte contre la corruption. Elle tra-

vallera aux côtés d'un organisme suprême d'audit et d'un nouveau corps d'inspecteurs généraux qui seront assignés à chaque ministère », a promis M. Bremer.

Il a également annoncé la création d'une « agence de communication et des médias complètement indépendante » du gouvernement pour assurer une information libre aux Irakiens. « Tout comme pour le pétrole, les ondes appartiennent au peuple et, pour m'assurer qu'elles seront régies dans l'intérêt du peuple,

je vais créer un service public audiovisuel », a-t-il assuré. Parallèlement, la ministre des travaux publics, M^{me} Nesrine Al-Barwari, a annoncé que quatre ministères seront indépendants de la coalition au 1^{er} avril : éducation, santé, ressources hydrauliques, et travaux publics.

Les violences ont continué, faisant neuf morts parmi les Irakiens, dont deux enfants. D'autre part, un soldat américain a été tué et un autre blessé, jeudi matin, à Taji, au nord de Bagdad. - (AFP.)

U.S. prepares to announce economic sanctions on Syria

By Christopher Marquis

WASHINGTON: The Bush administration, which has debated for months whether to impose sanctions on Syria, is expected to announce them as early as next week, officials say, but there is an internal debate over whether the move will undercut the administration's outreach to Arab nations.

Prodded by Congress, the administration will impose mostly economic sanctions against Syria, which is accused of failing to cooperate fully in the fight against terrorism, the officials say.

But also they say they must wait until tempers have cooled in the region over Israel's slaying of the top Hamas leader,

Sheik Ahmed Yassin, and until more time can be given for a U.S.-backed initiative to encourage political and economic reform in Arab nations.

The posture highlights the contradictory concerns in the administration as it seeks to promote more open and tolerant societies in the Arab world

while making clear that it will not accept support for terrorist groups, including Hamas and Hezbollah, which receive Syrian support.

After weeks of interagency consultations, administration officials are focusing on adopting as many as three economic sanctions from a list contained in the Syria Accountability and Lebanese

Sovereignty Act, approved last year.

They include a ban on U.S. exports — other than food and medicine — to Syria, a prohibition on American businesses' investing or operating there, and a ban on transactions in which the Syrian government has any interest and that are subject to U.S. jurisdiction.

Syria has few commercial ties with the United States, making the trade and investment bans largely symbolic. But advocates of sanctions said the potential for blocking financial transfers and the very fact of American opprobrium could be a powerful disincentive for potential foreign investors in Syria's oil industry.

The New York Times

The wrong message in Iraq

With so many forces trying to prove that America cannot bring stability and democracy to Iraq, it was sad to see the Bush administration's proconsul there, L. Paul Bremer 3rd, issuing an order that is likely to set back both of those desirable goals. In a scene distressingly evocative of neighboring Middle Eastern autocracies, Bremer sent U.S. soldiers to shut down and padlock a popular Baghdad newspaper on Sunday. The stated reason was that by printing false anti-American rumors, the Shiite weekly, Al Hawza, stirred up hatred, undermined stability and indirectly incited violence.

One of the dispatches that led to the closing of Al Hawza was a February report claiming that a U.S. missile, not a terrorist car bomb, had

caused an explosion that killed more than 50 Iraqi police recruits. False charges like that have helped poison Iraqi opinion against U.S. forces and made their difficult and dangerous job even more so. Yet it is possible to condemn such malicious rumor-mongering without endorsing the paper's shutdown, which, though ostensibly for 60 days, could prove per-

manent.

Newspapers like Al Hawza do not create the hostility Americans face in Iraq — they reflect it. Shutting them down, however satisfying it may feel to the Bush administration, is not a promising way to dissolve that hostility. The occupation authorities have plenty of means, including their own television station, to get out a more favorable message.

It is hard to believe that the thou-

sands of outraged Baghdadis who watched U.S. forces chain and lock the doors of the newspaper offices will now refuse to believe hateful rumors circulated by preachers, leaflets and word of mouth. Nor is this demonstration of military censorship likely to help convince skeptical Iraqis that the main reason for America's continued occupation of their country is to help transform it into a regional showcase of American-style freedoms.

There are times when the demands of security and the demands of democracy tug in opposite directions. This was not one of them. By driving Al Hawza's rumors and anti-American sentiments underground, Bremer made both of those central goals that much harder to achieve.

Strains in Syria

Recent deadly clashes in Syria between Kurds and the Baathist regime's security forces are not merely a curious exception to the rule of totalitarian tranquillity that normally prevails in that country. Syria may be experiencing the warning tremors of a political earthquake.

The disparate ruling groups in Syria, Turkey and Iran all feel threatened by stirrings of Kurdish assertiveness in Iraq. The killing of more than 30 Kurds in confrontations with Syrian police over the past week

— the outcome of swiftly repressed Kurdish protests — does not compare in scale with the killing of Kurds in Saddam Hussein's Iraq or in neighboring Turkey. Nevertheless, the underlying pathology behind those crimes against humanity was also on display in the behavior of President Bashar Assad's regime in Syria.

The violent measures taken against Kurds in Damascus and Aleppo who dared to protest earlier killings of Kurds in towns along Syria's northern border with Turkey reflect the Assad regime's intolerance of free

speech and political pluralism. But something else is also revealed in the response of the Syrian Baathists.

The precedent of four million Iraqi Kurds being guaranteed a high degree of cultural and political autonomy in an interim Iraqi Constitution appears to have panicked Syria's rulers, who use an Arab nationalist ideology to justify their unbending denial of any separate Kurdish identity.

At issue is not only the status of Kurds but a historic challenge to Arab, Turkish, and Iranian societies. They must learn to let minorities live among majorities without effacing their otherness.

— The Boston Globe

Le Point

| 25 mars 2004 |

Damas dans la ligne de mire de Washington

Syrie Soupçonnés de prêter la main aux Kurdes de Syrie, les Etats-Unis accentuent leur pression sur Bachar el-Assad pour qu'il se retire du Liban.

« *Il est temps que la Syrie se retire du Liban* », déclarait le

19 mars Nabil Khoury, porte-parole du Département d'Etat américain au quotidien libanais *L'Orient Le Jour*. Quelque temps auparavant, Condoleezza Rice, conseillère de George Bush pour la sécurité, avait abordé un sujet jusqu'alors tabou : les élections libanaises de l'automne devraient se dérouler « loin de toute ingérence étrangère », souhaitait-elle, faisant allusion au fait que le chef de l'Etat du Liban est d'abord choisi à Damas avant d'être élu par la population.

Les pressions américaines s'accroissent sur le régime de Bachar el-Assad alors que Washington, l'accusant de disposer d'armes de destruction massive et



Manifestation de Syriens kurdes à l'occasion de la fête de Newroz ■

de soutenir le Hezbollah libanais, veut lui imposer des sanctions économiques et politiques. Rien d'étonnant à ce que les responsables syriens aient vu la main des Américains dans les émeutes qui ont secoué les Kurdes de Syrie la semaine passée. Washing-

ton se veut traditionnellement le défenseur des Kurdes et de leur autonomie au Proche-Orient. Or la Syrie craint plus que tout que l'autonomie accordée aux Kurdes d'Irak ne donne des idées aux Kurdes syriens (1,5 million, 9 % de la population).

Aussi, lorsque, le 12 mars, un match de football organisé à Kamechliyé (dans le nord-est du pays, près des frontières turque et irakienne) entre une équipe de Syriens kurdes et une équipe de Syriens arabes de Deir El-Zor débouche sur un affrontement entre les deux communautés, la police intervient-elle violemment, en soutien aux Arabes.

Portraits de Saddam

A l'origine de la bagarre : dans le stade, les Arabes brandissaient les portraits de Saddam Hussein, tandis que les Kurdes applaudissaient Bush. Les affrontements dureront six jours et atteindront Alep et les banlieues kurdes de Damas. Résultat : 25 morts officiellement (33 Kurdes et 7 Arabes tués, dont des membres des forces de l'ordre, dira-t-on du côté kurde) et plus de 1 500 arrestations. « Nous ne soutenons pas le séparatisme mais l'exercice pacifique du droit des gens dans le cadre de l'intégrité territoriale », précisait Washington ■ Mireille Duteil

Cleric May Warn Iraqis to Reject New Government

By JOHN F. BURNS

BAGHDAD, Iraq, March 27 — An aide to Iraq's most influential Shiite cleric was quoted Saturday as saying that the cleric, Grand Ayatollah Ali al-Sistani, might issue a religious edict against any Iraqis who join the interim government that is scheduled to take office when the United States transfers sovereignty to Iraq on June 30.

Ayatollah Sistani's representative in Kuwait, Ayatollah Muhammad Baqr al-Mohri, warned that the edict, or fatwa, would be issued if Ayatollah Sistani's demands for changes in the interim constitution adopted earlier this month were not met. Ayatollah Sistani has called for scaling back guarantees of minority rights written into the charter with American encouragement as an assurance to Iraq's principal minorities, Sunnis and Kurds, who have been concerned at the prospect of domination by the Shiite majority.

Ayatollah Mohri's warning, delivered in a sermon at Friday Prayers in Kuwait, was reported by Kuwaiti newspapers on Saturday, according to a Reuters report. Without changes to the minority guarantees, Ayatollah Mohri was reported to have said, "Imam Sistani may issue a fatwa declaring illegitimate all those to whom power is transferred in June," meaning the interim government, and "may also order the Iraqi people to protest or carry out major popular demonstrations and sit-ins in all Iraqi cities."

The possibility of a religious decree by Ayatollah Sistani, who heads the most powerful body of Shiite clerics in Iraq, with a following among millions of Shiites, increased pressure on the American occupation authority to find ways to defuse the growing discord over the interim constitution. Ayatollah Sistani's aides had previously threatened to hold up talks on the formation of an interim government, the next step in the American political timetable, unless changes were made to free the Shiite majority from the constraints inherent in the minority guarantees.

Adding a new level of invective in his remarks in Kuwait, Ayatollah Mohri warned the Americans and the United Nations, which has accepted an American invitation to seek mediated solutions to the disputes over Iraq's path to a fully elected government, not to resist Ayatollah Sistani's demands, "or else there will be pandemonium in Iraq, and protests and chaos will be widespread." If the wording accurately reflected Ayatollah Sistani's views, they marked the closest that the powerful cleric has come to



Lynsey Addario/Corbis, for The New York Times

The Iraqi police and American soldiers on guard yesterday in Baghdad, where an explosive device went off on a road flanking the Tigris River.

threatening public disorder.

American officials in Baghdad are hoping that a confrontation with Ayatollah Sistani can be headed off with the help of the United Nations mediators, whose advance team will meet with American officials in Baghdad on Saturday. The team is headed by Carina Perelli, an aide to Lakhdar Brahimi, the United Nations' special envoy to Iraq, who is expected to arrive in Iraq in early April. Iraqi officials said Saturday that Ms. Perelli's group would focus on the mechanics of the elections.

As the Americans wrestled with ways of avoiding an impasse with Ayatollah Sistani, they faced a drumbeat of insurgent attacks across central and northern Iraq that gave little hope that the war here is attenuating. Reporters reaching the city reported American raids were continuing in Falluja, 30 miles west of Baghdad, where marines fought at least two battles with insurgents in the past week.

In the northern city of Mosul, a rocket attack on the provincial governor's office on Saturday killed four Iraqis, including a 13-year-old girl and two women, and wounded 19 others, news agency reports said. In Kirkuk, another northern city, the Iraqi police reported that a colonel in a section that controls weapons permits had been shot dead by gunmen. Attacks on the new American-trained police force have killed more than 360 policemen in recent months, according to a figure given by American officers.

In a separate attack on the police in Mosul, gunmen who attacked a bank as policemen were drawing

their monthly salaries killed one officer and wounded another, a police spokesman said.

In Saddam Hussein's hometown, Tikrit, the police said American forces had opened fire on Friday night on a civilian car, killing a 3-year-old boy and wounding six women and children, Reuters said. The report quoted an American military spokesman, Maj. Neal O'Brien, as saying that he had no information about a child being killed, but that he knew of one incident in which four Iraqis were injured after their car ran a checkpoint.

In Baghdad, a roadside bomb exploded along a boulevard flanking the Tigris River, directly across from the occupation authority's headquarters. The bomb destroyed one of a convoy of four-wheel-drive vehicles that Iraqi police said were carrying Iraqi bodyguards heading to escort duties for the occupation authority. The police said seven of the Iraqis were wounded.

A Lawyer for Hussein

PARIS, March 27 (Reuters) — The French lawyer known for defending the Nazi war criminal Klaus Barbie and the terrorist known as Carlos the Jackal said Saturday that Saddam Hussein's nephew had chosen him to represent Mr. Hussein, the deposed Iraqi president.

The lawyer, Jacques Verges, said in a telephone interview he had received a letter from Ali Barzan al-Tikriti, whose father Barzan al-Tikriti is Mr. Hussein's half brother, asking him to defend Mr. Hussein.

Chalabi tries to reinvent himself in a changed Iraq

By Dexter Filkins

BAGHDAD: When a handful of the most Islamist-minded Iraqi leaders gathered in Najaf last month to consult Grand Ayatollah Ali al-Sistani, there was an unexpected guest.

Assembled before Sistani were four of the country's most fervent Islamic political leaders, and one of its most secular: Ahmad Chalabi, the Western-educated exile best known for his connections with the U.S. government.

Later, when the men drove to the Shrine of Ali, one of the most sacred of sites in the Islamic world, Chalabi, according to two of the participants at the meeting, stood by as the others prayed.

"Although he is religiously educated, Chalabi doesn't claim to be a practicing religious person," said Mowaffak al-Rubaie, a member of the Iraqi Governing Council who attended the meeting in Najaf.

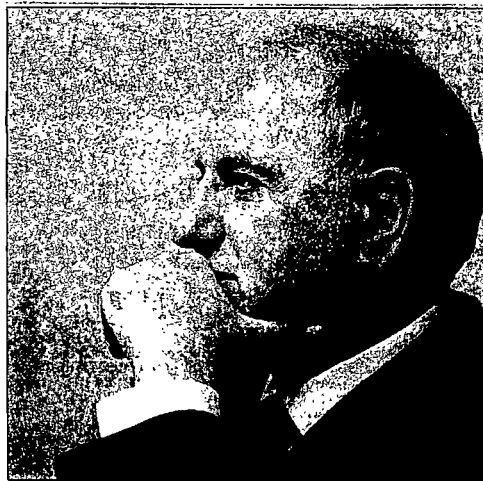
So unfolds the latest chapter in the political life of Chalabi, one of the most nimble and protean leaders vying for power in the new Iraqi state. As the Pentagon's point man before the war in Iraq, Chalabi played a critical role in convincing the Bush administration that Saddam Hussein posed a threat. His group, the Iraqi National Congress, was by far the most prominent organization dedicated to ousting Saddam.

Now, with his credibility under assault in Washington, Chalabi is reinventing himself, searching for a new political constituency in a country where the people hardly know him and very few trust him, according to a recent opinion poll. Though he has shown himself to be one of the most energetic of Iraq's new leaders, he is largely bereft of a grass-roots following. Now Chalabi, who spent the last

45 years outside the country, has begun trying to appeal to Iraqis who bore the brunt of Saddam's rule.

To do that, Chalabi is moving closer to the country's Islamists. He has gone to Najaf, the holy Shiite city, more than 10 times in the past year to court religious leaders there. During the recent debates over the drafting of Iraq's interim Constitution, Chalabi pushed for an expanded role for Islam. When the Islamist-minded Shiite leaders boycotted the signing of the interim Constitution, Chalabi joined them. When a majority of the Iraqi Governing Council gathered to repeal a measure that endorsed a role for Islamic law in family relations, Chalabi's representative voted for the repeal.

Chalabi is reluctant to discuss his political strategy, except to say that he is not less secular than he ever was. In an interview, Chalabi said he saw himself as the broker between the Islamists and the Americans, as the man who



Jobo Silva for The New York Times

A recent poll found that Iraqis hardly know Chalabi, and very few trust him.

can reassure each about the other. That is a role, he said, that he learned from his father, Abdul Hadi Chalabi, one of the country's wealthiest men and a president of Iraq's Senate in the monarchy that was overthrown in 1958.

"This is my whole thrust, this is what I have been doing from the first day," Chalabi said. "To get these Iraqi Shia to accept an American role in the change of government."

Despite his efforts, the evidence suggests that Chalabi has a long way to go before being accepted by large numbers of his fellow Iraqis.

Dogged by questions surrounding the spectacular collapse of a Jordanian bank in 1980s, which resulted in a criminal conviction for embezzling \$30 million, Chalabi is regarded by many ordinary Iraqis as a carpetbag-

ger and rogue, hoping to use Iraq as a springboard to realize his dreams of political power.

In a national poll conducted by ABC News and the BBC, 10 percent of Iraqis listed Chalabi as someone they "don't trust at all," a higher percentage than any other Iraqi leader. Three percent said they did not trust Saddam. In the poll, 2,737 randomly selected Iraqis age 15 and up were interviewed. The res-

ults have a two-point margin of error.

Chalabi's makeover has helped fuel a perception among his critics that he is a political opportunist who will trim his views to the winds of the day. "Chalabi is trying to be part of the Shiite group, and a majority of the Shiites are Islamist," said Hamed al-Bayati, a senior member of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, a powerful Shiite group. "I

think he is harming his reputation. I think he should just be himself."

Yet, as in America, opinions of Chalabi swing wildly; some Iraqi leaders say he is just the man to help bridge the many worlds that make up Iraq.

Chalabi is reaching out to Iraqis at a critical time, as Iraqi leaders have begun positioning themselves for the American handover of sovereignty on June 30. Some people believe that Chalabi's nod to the Islamists is part of a larger strategy designed to lead to his appointment as the country's prime minister in the new Iraqi government to take shape after elections next year.

The scion of a prominent Shiite family, Chalabi emerged as the most prominent Iraqi in exile and his organization, the Iraqi National Congress, was the vanguard of the effort to topple Saddam. A year ago, with the war against Saddam under way, Chalabi was the favorite of many Washington policy makers to take control of the Iraqi state after the fall of the old regime.

Yet as the U.S.-backed effort to implant a democracy here got under way, it became clear that Chalabi, so prominent in exile, had little support at home. His Iraqi National Congress, a collection of exile groups, began to founder as the Kurdish and Shiite groups that once comprised it spun off to form their own political parties. As the occupation dragged on, Chalabi's association with the Americans became a liability as much as an asset.

At the end of the interview, Chalabi said delicate matters like the role of religion in politics, as well as the role of Ahmad Chalabi, were best left undiscussed. "It's bad for me to do this," he said, ending the conversation. "It defeats the purpose."

The New York Times

Herald INTERNATIONAL Tribune

March 27-28, 2004

Un procès très politique pour les Américains

Deux gardes de sécurité, un Britannique et un Canadien, ont été tués hier dans une embuscade dans la ville de Mossoul. Près de cette même ville du nord de l'Irak, le ministre des Travaux publics du gouvernement transitoire, la Kurde Nesrine al-Barwari, a échappé à un attentat.

Bagdad :
Georges Malbrunot

Les Américains marchent sur des œufs avant de juger Saddam Hussein. Ils veulent éviter que son procès ne se prolonge indéfiniment et ne lui fournisse une tribune pour diluer sa responsabilité dans les crimes qui lui sont imputés, en enflammant les sentiments anti-américains dans le monde arabe.

L'arrivée début mars à Bagdad d'une poignée d'experts américains a signalé le début de l'instruction. Au total, une cinquantaine de juges, d'enquêteurs et de spécialistes en sciences seront à pied d'œuvre à la fin de ce mois. « Nous sommes ici uniquement pour conseiller les Irakiens avant de juger Saddam », confie l'un d'eux. Les Américains ne veulent pas apparaître comme ceux qui inspirent la justice irakienne, en coulisses.

Au début de décembre 2003, le Conseil intérimaire de gouvernement (CIG), dont les 25 membres ont été cooptés par

Paul Bremer, le proconsul américain en Irak, a créé un tribunal spécial pour juger les crimes contre l'humanité du régime de Saddam perpétrés contre « le Koweït, la République islamique d'Irak et contre les fils du peuple irakien, entre le 17 juillet 1968 et le 1^{er} mai 2003 », les dates d'accession au pouvoir du Baas, et de la fin des opérations majeures de guerre décrétée par George Bush.

Cinq juges irakiens ont été choisis par le CIG. Le tribunal pourra faire appel à des experts étrangers. Les Américains disent tenir à un procès juste, mais des organisations de défense des droits de l'homme, comme Amnesty International, mettent en garde contre le manque d'expérience des juges irakiens pour confronter Saddam avec son passé. Elles redoutent une justice expéditive.

Trois mois après la capture du tyran, nul ne sait quand se tiendra son procès. « Le but est d'aller aussi vite que possible tout en préservant l'intégrité du processus », soulignait récemment dans le *Financial Times* Pierre Richard Prosper, responsable au département d'Etat des questions relevant des crimes de guerre. Selon lui, « l'idée est de trouver le moyen d'avoir un procès équitable et efficace en même temps ». Il n'exclut pas qu'il ait lieu en fin d'année.

Le procès Saddam doit permettre aux Américains de détourner l'attention de la recherche, toujours vaine, des

armes de destruction massive aux atrocités commises sous la dictature.

Pour contrer les accusations de manipulation de la justice irakienne, leurs porte-parole à Bagdad répètent que les conseillers américains ne sont là qu'aux côtés d'autres représentants de pays membres de la coalition et, surtout, que les Irakiens seront les maîtres d'œuvre pour juger celui qui les soumit pendant vingt-cinq ans. « Les Irakiens auront le rôle principal. Il s'agira de leur procès », insiste Dan Senor, le porte-parole de Paul Bremer.

Pour les autorités irakiennes, qui souffrent d'un déficit de crédibilité, ce procès constitue un acte fondateur de leur nouvelle démocratie. Elles ont demandé aux Américains de leur livrer Saddam et de changer le statut de prisonnier de guerre que ceux-ci lui ont accordé, peu après sa capture à la mi-décembre. Cette remise du dictateur devrait intervenir après le 1^{er} juillet, date du transfert du pouvoir aux Irakiens.

Washington n'a jamais exclu un changement de ce statut de prisonnier : « Ils devront tout de même trouver une bonne raison pour le justifier », note un expert proche du dossier qui s'interroge : « Pourquoi les Américains ont-ils donné le statut de prisonnier de guerre à Saddam, s'ils doivent ensuite le modifier pour le remettre aux Irakiens ? »

Pour certains, il s'agissait en fait à l'époque d'amadouer Saddam, afin de le convaincre de parler à ses interrogateurs du FBI et de la CIA. D'autres évoquent cette condition posée par la résistance sunnite dans sa tentative de dialogue avec les Américains.

L'octroi du statut de prisonnier de guerre, qui permet notamment à Saddam de recevoir des visites du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), avait mécontenté les responsables irakiens. Souverains, ces derniers, auront le droit de demander aux Américains qu'il leur soit livré pour être jugé. Selon le CICR, dépositaire des

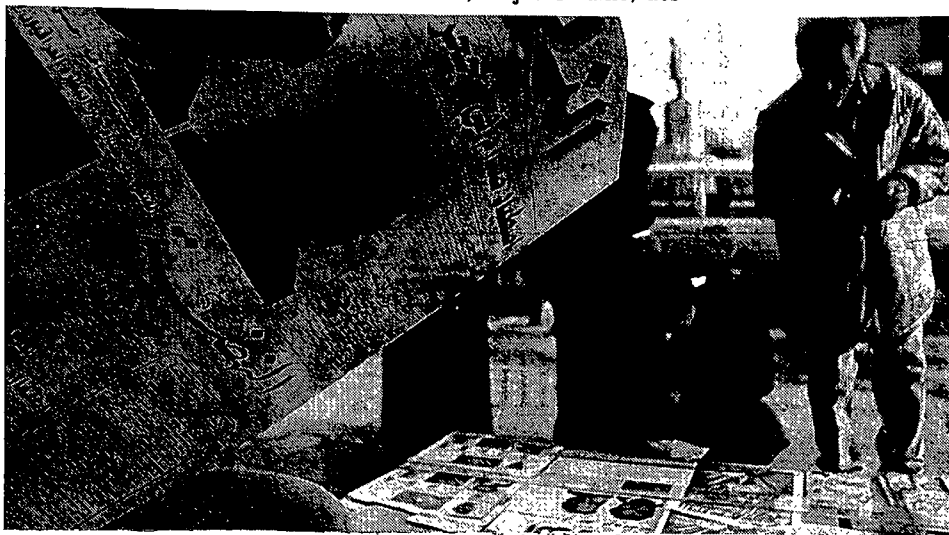
conventions de Genève, un prisonnier de guerre comme Saddam doit être jugé par un tribunal militaire américain.

Du massacre des Kurdes à la répression contre les chiïtes, en passant par les charniers découverts depuis la guerre, les charges contre le dictateur ne manquent pas. Dans un souci d'efficacité et de rapidité, certains préconisent toutefois de n'en retenir que quelques-unes, les plus évidentes, celles qui suffisent pour confondre Saddam, comme le gazage de milliers de Kurdes en 1988 à Halabja.

Mais les experts américains et leurs collaborateurs irakiens sont hantés par le syndrome Milosevic. Ils ne tiennent pas à ce que Saddam bénéficie, comme son compère serbe jugé depuis des années par le Tribunal pénal international, d'une plate-forme qui lui permettrait d'accuser ses « amis étrangers » de lui avoir fourni les armes qui servirent à mater les Kurdes, par exemple. Leur priorité : établir la responsabilité directe de Saddam dans la chaîne de commandement qui aboutit au massacre de milliers d'Irakiens entre 1968 et 2003.

Le tyran est détenu dans un endroit secret à Bagdad. Très peu a filtré de ses interrogatoires. « Il n'est pas très utile », a seulement déclaré Paul Bremer. Pour faciliter l'instruction, l'idée de juger avant lui d'autres piliers de la dictature est également étudiée. Selon Salem Chalabi, un avocat irakien proche de l'accusation, inculper Ali Hassan al-Majid, cousin de Saddam et le responsable de ses très sales besognes, serait plus facile, et sa culpabilité rendrait du même coup plus aisée le procès de Saddam.

LE FIGARO LUNDI 29 MARS 2004



Bagdad au lendemain de l'arrestation de Saddam Hussein le 14 décembre dernier. Si aucune date n'a été définie pour le procès, l'arrivée début mars en Irak d'une cinquantaine de juges, enquêteurs et spécialistes en sciences a marqué l'ouverture de l'instruction. (Photo Al-Rubaye/AFP.)

Ankara pourrait acheter des Airbus pour renforcer ses chances d'entrée dans l'UE

Chirac prédit à la Turquie de longues négociations d'adhésion

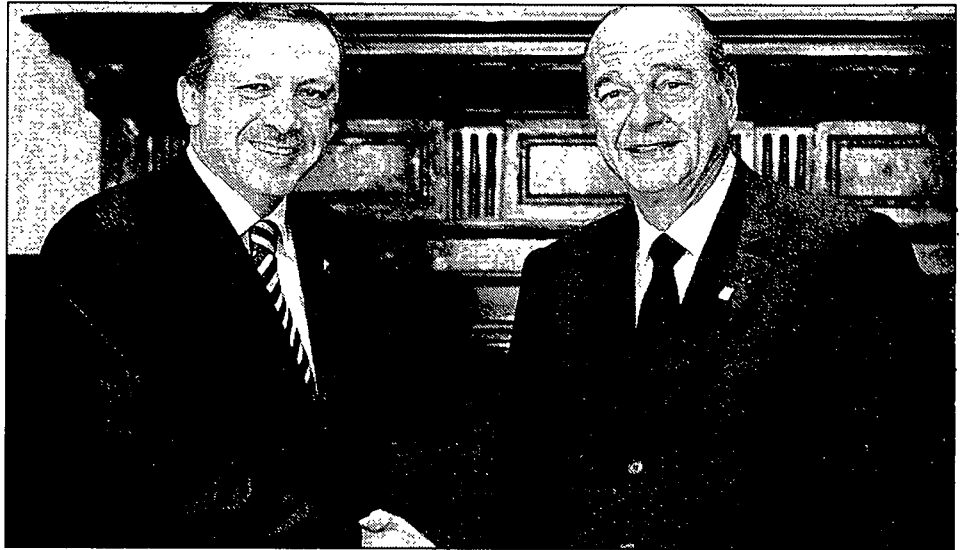
Bruxelles :
de notre envoyé spécial
Luc de Barochez

Jacques Chirac a lancé hier un double avertissement à la Turquie : le ticket d'entrée dans l'Union européenne (UE) n'est pas encore acquis ; les négociations d'adhésion, même si elles sont ouvertes dans l'année qui vient, dureront longtemps. Le président de la République s'est entretenu pendant une demi-heure avec le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, qui assistait en observateur au Conseil européen.

Erdogan, selon des sources françaises et turques, a plaidé avec conviction auprès de Chirac pour l'entrée de son pays dans l'Union. Il a exposé les principales réformes entreprises par son pays pour s'adapter aux critères européens en matière de démocratie, droits de l'homme et économie de marché. En signe de bonne volonté, il a fait miroiter un possible achat d'Airbus. La Turkish Airlines doit bientôt renouveler une partie de sa flotte. D'ordinaire, cette compagnie aérienne s'équipe plutôt en avions américains.

« Les efforts de la Turquie sont indiscutables », a reconnu Jacques Chirac devant la presse. Il a cependant insisté pour que les changements récents de la législation politique et économique soient traduits dans la pratique. « Le problème est de savoir s'ils sont effectivement entrés dans les mœurs ou s'ils vont y entrer », a-t-il dit. Cherchant à gagner du temps, le président

de la République s'est abrité derrière le rapport que la Commission européenne doit publier en octobre. Elle doit dire si la Turquie est prête à ouvrir des pourparlers d'adhésion. Le rapport « nous permettra de décider s'il y a lieu ou non d'engager les négocia-



Recep Tayyip Erdogan a exposé à Jacques Chirac les principales réformes entreprises par son pays pour s'adapter aux critères européens en matière de démocratie, droits de l'homme et économie de marché. (Photo Mike Gibson/AP.)

tions, qui bien entendu seront longues », a déclaré Chirac. Le Conseil européen doit arrêter sa position en décembre.

Jacques Chirac a recommandé à Erdogan de poursuivre dans la voie des réformes. Il l'a appelé à ne pas se borner à convaincre les gouvernements européens, mais aussi les opinions publiques. En France, l'hostilité à la candidature turque atteint des sommets, avec environ 70 % de personnes opposées, selon un sondage de l'institut Eurobaromètre.

La question plonge les dirigeants français dans l'embaras. Les 70 millions d'habitants de la Turquie la placeraient parmi les pays de l'UE les plus peuplés et donc les plus influents. Même si la démocratie et les droits de l'homme étaient

respectés, la géographie (la plus grande partie du pays est en Asie), la religion (musulmane) et l'économie (la richesse produite par habitant est inférieure de plus de moitié à la moyenne communautaire) de la Turquie sont autant de handicaps à son intégration. L'admission de ce pays pourrait fragiliser la cohésion de l'Union et changer la nature du projet européen lui-même.

D'un autre côté, un rejet de la candidature d'Ankara risquerait d'avoir des conséquences pires pour l'Europe qu'une adhésion. De puissantes raisons stratégiques pèsent en faveur de l'entrée dans l'Union, ne serait-ce que pour contribuer à éloigner le spectre d'un « choc des civilisations » entre l'islam et l'Occident. Paris doit aussi tenir

compte des engagements pris par l'UE à l'égard de la Turquie. Le Conseil européen a reconnu dès 1999 son statut de pays candidat à l'adhésion pleine et entière.

Toutes ces raisons conduisent les autorités françaises à la plus grande prudence. L'un des principaux obstacles à la candidature de la Turquie, la question de Chypre, pourrait disparaître bientôt. Le Conseil européen s'est dit hier « convaincu » qu'un accord pour la réunification de l'île pouvait être conclu avant l'élargissement de l'UE, le 1^{er} mai. Si un règlement était trouvé dans les semaines qui viennent, la candidature de la Turquie aurait fait un grand pas en avant. Et le dilemme de Paris deviendrait plus grand.

Les islamistes modérés triomphent en Turquie

L'AKP de Recep Tayyip Erdogan dirigera 55 des 81 grandes villes du pays.

Quelque dix-sept mois après leur arrivée au pouvoir en Turquie, les islamistes modérés de l'AKP (Parti de la justice et du développement) ont toujours plus le vent en poupe. Le parti du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, ex-maire du Grand Istanbul, a triomphé dimanche lors des élections municipales, remportant en moyenne 42,2% des suffrages,

un résultat historique, en nette avance sur leur score des législatives de novembre 2002 (34,6%) qui leur avait assuré une écrasante majorité à la Grande Assemblée nationale. Déjà aux commandes dans la plupart des villes du pays, dont Ankara et Istanbul, l'AKP va gérer 55 des 81 chefs-lieux turcs. L'AKP a même renforcé ses positions dans le Sud-Est à majorité kurde, aux dépens des

formations prokurdes.

«Ce résultat renforce la marge de manœuvre du gouvernement», estime İlnur Çevik, rédacteur en chef du quotidien *Turkish Daily News*. Le principal parti d'opposition, le CHP (Parti social-démocrate du peuple), stagne avec 18% des suffrages. Les éditorialistes soulignent tous qu'Erdogan a les moyens d'accélérer les réformes et de balayer les résistances des plus dures franges de la puissante armée turque, traditionnelle gardienne de la laïcité, très méfiante vis-à-vis de ces islamistes qui se disent «démocrates-musulmans» comme on est «démocrate-chrétien» en Occident. La priorité de l'AKP est d'obte-

nir en décembre de l'Union européenne une date pour l'ouverture des négociations d'adhésion. Les Vingt-Cinq se détermineront aussi en fonction du dossier de Chypre, dont la partie nord est occupée depuis 1974 par la Turquie. Le Premier ministre turc est parti hier pour la Suisse, où se tiennent jusqu'au 31 mars les négociations pour une réunification de l'île avant le 1^{er} mai et l'adhésion, en cas d'échec, de la partie grecque au sud, la seule reconnue internationalement. Le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan a donné hier aux parties en présence une nouvelle mouture de son plan de paix. ◀

MARC SEMO



30 MARS 2004

Iraq ■ By William Pfaff

The debate on humanitarian intervention

PARIS

Military intervention in other societies for humanitarian reasons has become a western moral and political preoccupation as a result of the war in Bosnia and the genocide in Rwanda. The failure of any western country to do much about either has haunted us since.

Since the invasion of Iraq, the humanitarian justification has retroactively been made the justification for American policy there and offered as the basis for policy in the future. Humanitarian intervention is to be turned into a positive (even preemptive) program for doing good internationally.

From an effort simply to halt an evil, it becomes a program for creating new realities. The importance of the difference between the two modes of action seems badly underestimated.

Getting rid of Saddam Hussein, or Slobodan Milosevic, or any other despot, is a practical problem. It can be done with finite resources and at a certain cost, if you are prepared to pay the cost.

In Bosnia and Rwanda, the United States and Europe were not, at least until they were forced to act. Since then, there has been intense debate about humanitarian intervention, politically interested or otherwise, and about the role of peacekeepers for whom there is no peace to keep, and armed peace-making — as in Kosovo, where it is not working very well, or Somalia, where the peacemakers were ejected, or in Iraq now, where American ex-warmakers, become peacemakers, confront nationalist and sectarian resistance they don't know how to deal with.

The Iraq invasion was originally rationalized as disarming a despotic and aggressive regime, allegedly in possession of mass destruction weapons. When the weapons weren't found, Washington and London said it was a humanitarian intervention. They said that Saddam Hussein's had been a pitiless despotism that deserved to be destroyed, and its overturn retroactively justified the war.

Americans and others now say that America "can-

not be allowed to fail" in Iraq. The Financial Times recently said that Washington and the West Europeans must reconstruct their damaged alliance and first bring about a "just solution in Israel-Palestine." This may be good advice, but it also is irrelevant advice.

As in the case of Washington policy paralysis with respect to Israel and Palestine, failure in Iraq may be built into the situation. The Financial Times says the United States and Europe must "ensure Iraqis become free to choose their own future." This logically means that Iraq must be free to choose a future without American bases, or without a U.S. political and economic presence, or even choose to an Islam-

ist government. Iraq's freedom thus might easily prove incompatible with Washington's definition of American national interest.

Making democracy is creation, an excursion into a future of unlimited and for that reason uncontrollable possibilities. To "make" Iraq free — or the Greater Middle East free, for that matter — means an effort to control human behavior. It rests on the progressive illusion that the people in these places want, or will want, the same things Americans or Europeans want.

This is not true. You have only to look at the Israelis and the Palestinians. They already belong to the "benevolent empire" of the world's sole superpower, and look at what has happened to them. Neither wants what the other wants, nor what America wants, and they have been killing one another since 1948 (and before) to demonstrate it.

American failure is a perfectly possible outcome in Iraq — as in Afghanistan — just as failure was the outcome in Somalia, Vietnam and Cambodia. Given the political forces and circumstances in each of those places, failure was the inevitable outcome.

William Pfaff's latest book is "Fear, Anger and Failure: A Chronicle of the Bush Administration's War on Terror, from the Attacks of September 11, 2001 to Defeat in Baghdad in 2003."

INTERNATIONAL
Herald Tribune
March 31, 2004

SYRIE

Les Kurdes, une épine de plus dans le pied du jeune Assad

L'agitation des Kurdes tombe mal pour le régime, déjà en butte à une opposition démocratique de plus en plus remuante. Fragilisé, Damas finira-t-il par se retirer du Liban ? s'interroge *An Nahar*, de Beyrouth.

AN NAHAR
Beyrouth

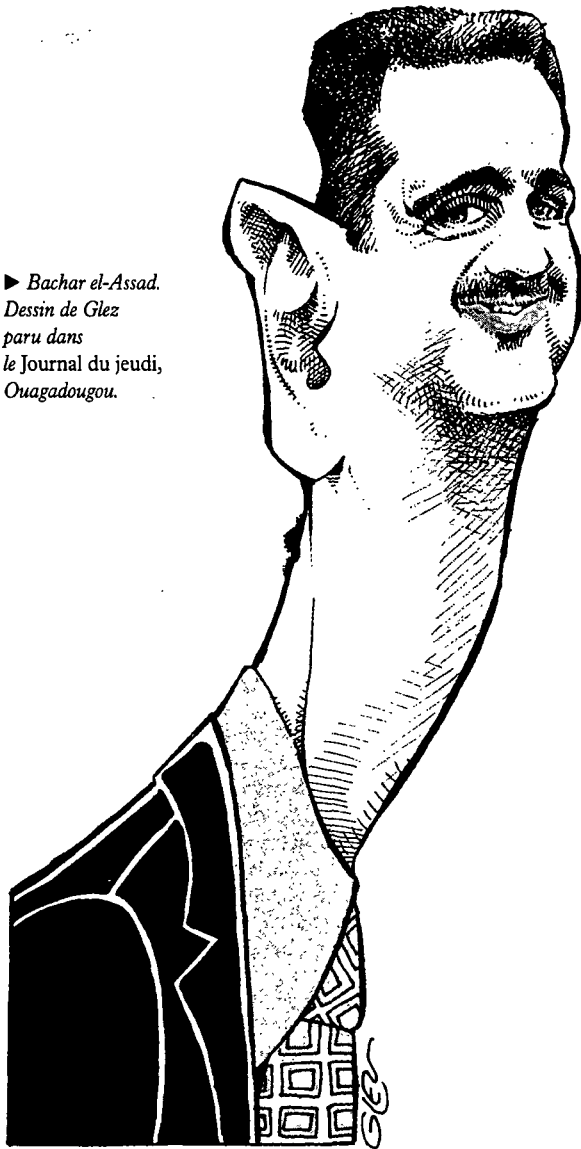
Les événements de Kamechliyé et d'Hassetché, dans le nord-est de la Syrie, et les troubles qui ont éclaté à Damas et à Alep rappellent à tous ceux qui veulent bien l'entendre que le calme ne règne jamais bien longtemps dans notre Moyen-Orient d'après la tempête irakienne. A Kamechliyé et à Hassetché, nos "frères kurdes" de Syrie étaient prêts à s'exprimer par voie de manifestations et d'actions politiques. Ils le font de manière de plus en plus visible ces dernières années. [Le 12 mars, un match de football à Kamechliyé a dégénéré en affrontements avec les forces de l'ordre. Les tensions ont perduré une semaine et se sont étendues aux quartiers kurdes de la capitale, Damas, et de la deuxième grande ville du pays, Alep. Selon les sources, ces affrontements ont fait entre 25 et 40 morts.] On peut considérer que ces événements sont le signe précurseur d'une volonté d'imposer une "question kurde" en Syrie, question absente du débat national jusqu'à présent.

C'est ainsi que s'inscrit dans le paysage syrien une nouvelle force, qui consacre un nouveau pôle d'opposition au régime. Hormis l'opposition plus médiatique des intellectuels syriens, qui disposent de nombreux canaux d'expression, il y a bien entendu le pôle d'opposition des Frères musulmans, qui, à la suite de multiples dissensions et scissions, est actuellement pacifique. Le dernier pôle est

représenté, dans la "province libanaise" [sous tutelle syrienne], par la communauté maronite, avec, derrière elle, la plupart des chrétiens libanais. Voilà donc que les Kurdes se mêlent de la partie et s'engagent dans une dynamique avec laquelle il faudra compter.

Mais il faudrait peut-être rappeler aux nouveaux activistes kurdes – et, parmi eux, à nos amis à Damas, qui se considèrent comme partie prenante du mouvement pour la démocratisation – que ce serait une perspective très limitée que de poser la question de la nature du régime syrien d'un seul point de vue kurde. Disons-le clairement : ce serait même

► *Bachar el-Assad.*
Dessin de Glez
paru dans
le Journal du jeudi,
Ouagadougou.



une absurdité si les événements de Kamechliyé et d'Hassetché étaient pris comme référence car, alors, un tel débat concernerait essentiellement l'identité de la nation syrienne et poserait la question des frontières du pays plutôt que celle du système qui le dirige. Si, en revanche, les forces kurdes participent à un front démocratique, ce serait infiniment plus légitime. Dans ce cas-là, il ne s'agirait plus de défendre une "cause kurde", mais bien du droit de tout citoyen sy-

rien à vivre dans un régime politique démocratique, débarrassé de l'étroite mainmise de l'appareil sécuritaire comme c'est le cas aujourd'hui. C'est le peuple syrien dans toute sa diversité qui serait susceptible de s'engager dans ce sens.

C'est en cela que l'opposition kurde naissante aux confins orientaux du pays est fondamentalement différente de l'opposition des maronites et des autres chrétiens du Liban à la

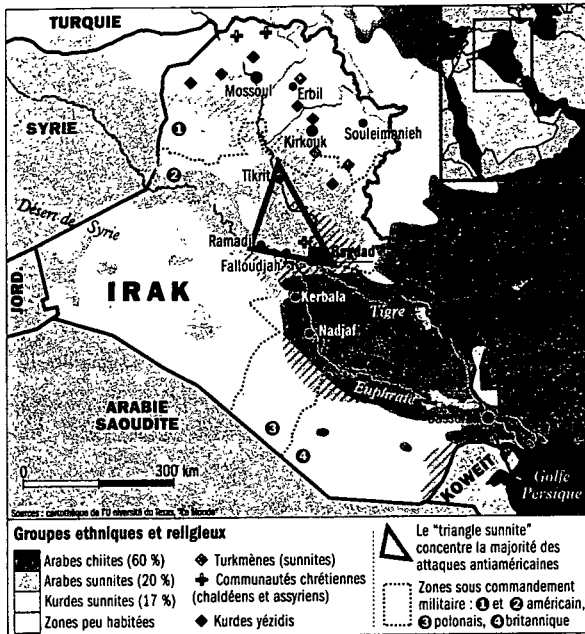
tutelle damascène. L'opposition maronite se fonde sur une légitimité totalement différente, qui est celle de l'Etat libanais en tant qu'entité indépendante selon le droit international. C'est pour cela que la première revendication maronite, le retrait syrien du Liban, a une base naturelle, quel que soit le talent de Damas à se trouver des alliés au Liban et quel que soit le réseau d'alliances volontaires et de contraintes dont le régime syrien tire les ficelles.

C'EST LA FIN DU RÊVE DE "GRANDE SYRIE"

Mais ce fait acquis qu'est l'existence d'un Etat libanais distinct s'imposera de nouveau à la présence militaire syrienne au Liban lors d'une prochaine étape. Et, une fois de plus, cela se fera en dépit des profondes fragilités libanaises. Bien que l'histoire de ce si petit pays soit remplie de guerres civiles, ses difficultés finiront par être résolues. Le nouvel ordre international finira par imposer d'une façon ou d'une autre à la Syrie de quitter le Liban – et, par là même, signifiera la fin du rêve de "Grande Syrie" [qui engloberait la Syrie, le Liban, la Jordanie et la Palestine]. L'argument consistant à agiter le spectre d'une nouvelle guerre civile au Liban en cas de retrait syrien ne pourra pas tenir jusqu'à la fin des temps, en dépit du morcellement socioconfessionnel au Liban et malgré une génération de politiciens libanais qui ont tout simplement perdu l'expérience de diriger un pays indépendant sans tutelle extérieure.

Jihad ez-Zein

L'IRAK, UN AN APRÈS



■ Le bilan n'est pas entièrement négatif. Comme le fait remarquer *The Washington Post*, l'administration alliée a su rétablir un certain nombre de services publics. Des ministères sont passés sous contrôle irakien. Selon un récent sondage dont se fait l'écho *The Independent*, 57 % des Irakiens interrogés estiment que leur vie quotidienne est meilleure depuis la chute de Saddam Hussein, tandis que 19 % pensent qu'elle est pire. ■ Toutefois, un an après le début de l'opération militaire, aucune solution politique crédible n'est en vue. En théorie, le pouvoir doit être remis aux Irakiens le 30 juin. Le puissant ayatollah Sistani, sachant que les chiites représentent 60 % de la population, insiste pour qu'il y ait des élections. Kurdes et Arabes sunnites redoutent une telle échéance. ■ Peut-être une autre solution se négocie-t-elle en coulisses, révèle le quotidien espagnol ABC, qui verrait enfin l'ONU jouer son rôle.

Un mandat des Nations unies enfin en vue ?

Le futur Premier ministre Zapatero a promis de retirer les troupes espagnoles avant le 30 juin. A moins que l'ONU n'entre dans le jeu... Une option qui pourrait plaire à Paris et à Washington.

ABC
Madrid

L'équipe chargée des Affaires étrangères au sein du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) travaille d'arrache-pied pour trouver une solution diplomatique permettant de maintenir les troupes espagnoles en Irak au-delà du 30 juin 2004. Ainsi, les socialistes n'auraient pas à tenir leur promesse de retirer ces troupes, ce qui ne pourrait que nuire aux relations entre Washington et le nouveau gouvernement de Madrid. Le général Ricardo Sánchez, commandant en chef des forces de la coalition en Irak, a beau affirmer que le retrait des soldats espagnols n'affectera en rien le dispositif de sécurité des alliés, Washington a déjà fait clairement savoir, par la voix de Colin Powell ("Ce n'est pas le moment que les alliés partent d'Irak en courant") ou de George Bush lui-même, qu'un retrait unilatéral serait "inopportun". Des sources proches de l'exécutif socialiste ont expliqué à ABC que [le futur Premier ministre espagnol] José Luis Rodríguez Zapatero était placé devant un échi-

quier complexe, sur lequel il lui faut déplacer beaucoup de pièces. But du jeu : faire accepter aux Américains une résolution de l'ONU qui leur permette de donner une meilleure base au pouvoir intérimaire en Irak et d'améliorer du même coup les relations avec l'Allemagne et la France.

Ce même 30 juin - date limite fixée pour le retour des troupes espagnoles d'Irak -, la Maison-Blanche entend organiser une cérémonie destinée à donner de l'éclat au retrait d'une division complète (30 000 hommes) stationnée à Kirkouk. George W. Bush espère ainsi donner de la substance à sa campagne, en laissant entendre que la situation se normalise et que les soldats commencent à rentrer. Si les Américains commencent à se retirer d'Irak, il semblerait logique qu'une résolution des Nations unies soit votée d'ici là afin de répartir le fardeau militaire de l'opération irakienne. Au siège du PSOE, on est convaincu que les Américains ne verraient pas cette résolution d'un mauvais œil.

A cette fin, le PSOE a commencé à sonder les pays d'Amérique latine qui siègent au Conseil de sécurité, à savoir le Chili et le Brésil. Le Chili avait clairement pris position l'année dernière,

pour une action collective contre le régime de Saddam Hussein. Quant au vote du Brésil, il est très important symboliquement, vu le poids démographique de ce pays et son statut de leader régional. Le président Lula défend une position sans ambiguïté face à la guerre en Irak et souhaite voir adopter une nouvelle résolution qui légitime la présence de troupes sur le terrain.

Outre le Brésil et le Chili, Zapatero disposerait du soutien explicite de la France, membre permanent du Conseil de sécurité, et de l'Allemagne, deux pays fermement opposés à la guerre en Irak. Il pourrait même bénéficier de la connivence de la Grande-Bretagne. Fragilisé par l'affaire Kelly, Tony Blair doit faire un geste pour s'attirer les bonnes grâces de son opinion publique. Jeremy Greenstock, l'émissaire britannique en Irak, se rendra la semaine prochaine à Madrid pour rencontrer Zapatero. A cette occasion, les socialistes espagnols tenteront de convaincre le gouvernement britannique de parer une nouvelle résolution. Le texte de cette nouvelle résolution établirait une formule en

vertu de laquelle l'administration civile de l'Irak serait sous le contrôle des Nations unies. Au PSOE, on évoque déjà plusieurs noms pour le poste de représentant de l'ONU à Bagdad, notamment celui de l'Italienne Emma Bonino, ancienne commissaire européenne aux Questions humanitaires, qui a joué un rôle de premier plan dans la crise du Kosovo et qui serait bien vue des Américains.

En revanche, il sera plus délicat de parvenir à un consensus sur le commandement militaire. Deux options se présentent. La première serait que l'ONU confie la direction militaire à un seul pays, comme elle l'a fait avec l'Australie au Timor-Oriental. Dans ce cas, ce seraient les Américains qui seraient chargés de cette mission. Mais cette option n'a guère de chances d'aboutir, car Washington continuerait à supporter le coût humain de l'opération, alors même que les élections approchent et que, politiquement, cela reviendrait à entériner la situation actuelle. La seconde possibilité, pour laquelle penche le PSOE, consisterait à faire intervenir l'OTAN suivant le modèle adopté en Afghanistan. Ce qui ne

semble pas possible, c'est que l'Alliance atlantique se substitue directement au commandement polonais dans le secteur centre-sud de l'Irak, où sont stationnées les troupes espagnoles. Car, ainsi que l'a déjà fait observer la ministre française de la Défense, Michèle Alliot-Marie, lors de la réunion de l'OTAN, le 6 février dernier, à Munich, il est juridiquement impossible qu'une mission de l'Alliance soit placée sous le commandement militaire de l'un de ses pays membres. La solution afghane consiste en deux missions différentes : l'une est réalisée de manière bilatérale par les Etats-Unis et l'autre, celle de la Force internationale d'assistance à la sécurité, est confiée à l'OTAN mais placée sous mandat

de l'ONU et dotée d'un commandement propre. Or, pour cela, il faut un gouvernement local, comme il en existe déjà un à Kaboul, ou, à défaut, il faut confier l'administration provisoire civile aux Nations unies.

Cette option permettrait à la France et à l'Allemagne de participer formellement à la reconstruction de l'Irak. Les Etats-Unis pourraient ainsi partager le coût militaire et humain de la reconstruction. Quant à Zapatero, il pourrait maintenir la présence espagnole en Irak sans trahir sa promesse électorale. Telle est la "quadrature du cercle irakien" que les socialistes espagnols entendent mettre en scène d'ici au 30 juin.

A.P.G, Pedro Rodríguez et Enrique Serbeto

L'ayatollah Sistani plus puissant que Bremer

Ce religieux d'origine iranienne, l'une des plus hautes autorités spirituelles chiites, est capable de mobiliser des centaines de milliers de manifestants. Et surtout de les faire rentrer chez eux. Portrait.

THE INDEPENDENT

Londres

On le voit rarement en public. Il ne donne pas d'interviews à la télévision. Il ne communique que par édits ou par l'intermédiaire de membres subalternes de son réseau de lettrés. Pourtant, le grand ayatollah Ali al-Husseini as-Sistani, âgé de 75 ans, est sans aucun doute l'homme le plus puissant d'Irak à l'heure actuelle. Il a fallu presque un an à George Bush pour en prendre conscience.

Le vénérable dignitaire chiite a rassemblé, en janvier dernier, 100 000 manifestants dans les rues de cinq grandes villes pour protester contre le refus américain d'organiser rapidement des élections directes en Irak. Plus important encore : il a été capable de les renvoyer tous chez eux, aussi facilement que l'on tourne un robinet, après avoir obtenu des Américains les concessions qu'il désirait. Le début du mois de mars, quand 180 pèlerins ont été tués par des bombes visant la communauté chiite, aurait pu marquer le départ d'une guerre civile entre chiites et sunnites, mais Sistani a rapidement fait taire toute idée de représailles.

Il s'est cependant fait un plaisir, le 5 mars, de saboter la signature par le Conseil de gouvernement irakien d'une Constitution provisoire dans le but d'ouvrir la voie à un transfert de souveraineté aux Irakiens et à la tenue d'élections libres. Sur son ordre, cinq membres chiites du Conseil ont refusé d'apposer leur signature au projet [avant de revenir sur leur refus et de signer quelques jours plus tard].

Il est aujourd'hui manifeste que l'ayatollah

Sistani représente le défi politique le plus important que la coalition dirigée par les Américains ait rencontré jusqu'à présent. C'est une surprise pour le vice-roi Paul Bremer III. Le vieux dignitaire religieux à la longue barbe – et dont le turban noir indique que sa famille affirme descendre du prophète Mahomet – est l'un des cinq grands ayatollahs actuellement vivants. Il est réputé appartenir à l'école "quiétiste" de la tradition musulmane. Il a passé de longues périodes assigné à résidence sous le régime de Saddam Hussein et s'est largement tenu à l'écart de la politique. Et il a semblé plutôt malléable dans les premiers mois de l'occupation américaine. Sa première réaction à l'invasion a été de conseiller aux croyants de "ne pas s'opposer aux forces de libération" et de "contribuer à conduire cette guerre contre le tyran à une fin heureuse pour le peuple irakien". Les Américains ont cependant négligé le fait qu'il a ajouté que les Irakiens travaillant avec les occupants devaient leur demander à la fin de chaque conversation "quand ils partiraient".

Ils auraient dû relever que Sistani reçoit des millions de dollars de dons et contrôle un réseau d'écoles, de mosquées, de cliniques et d'autres institutions sociales. Ils auraient dû remarquer que, lorsqu'il s'est prononcé contre les pillages, dans les premiers jours de l'occupation, ceux-ci ont rapidement cessé dans les zones chiites ; et que, lorsqu'il a promulgué une fatwa contre le marché noir de l'essence, les files d'attente dans les stations-service ont immédiatement diminué de 75 %. Ils auraient dû relever qu'il a constamment refusé de rencontrer les responsables américains. Il se plaçait sur le long terme.

Les événements l'ont bien servi. Les autres grands chefs religieux ont été tués les uns après les autres. L'ayatollah Mohammed Bakir al-Hakim, le principal adversaire chiite de Saddam Hussein, est mort dans un attentat à la voiture piégée, à Nadjaf, peu après son retour d'un exil de vingt-quatre ans en Iran. Abdul Majid Khoei, le fils du prédécesseur de l'ayatollah Sis-



▲ L'ayatollah Ali al-Husseini as-Sistani.

■ Indésirables

"Les pèlerins chiites qui viennent d'Irak ont tendance à prendre d'assaut certains hôtels, surtout dans les villes saintes de Kerbala et de Nadjaf", se plaint le quotidien irakien Bagdad. "Il est bien connu qu'il en arrive plus de dix mille tous les jours. Ce sont les autorités iraniennes qui ne tiennent pas leurs engagements de réguler ce flot et qui en laissent passer des milliers à travers leurs frontières, en direction du territoire irakien."

tani à la tête de la hiérarchie chiite irakienne, a également été assassiné à Najaf au printemps dernier, après être revenu de Londres, où il avait passé douze ans. Le chef de l'autre grande famille de religieux, Muqtada as-Sadr, âgé de 30 ans, fils du grand ayatollah Sadr, qui a été tué sous le régime de Saddam Hussein en 1999, n'a pas de titre religieux et ne peut donc constituer un rival sérieux.

«LE CLERGÉ EST LA CONSCIENCE DE LA SOCIÉTÉ»

L'ayatollah Sistani tient tout d'abord son influence du fait qu'il est l'un des rares *marjah at-taqlid* [littéralement "objet d'émulation", le plus haut rang du clergé chiite]. Né à Mechhed, en Iran, il y a soixante-quinze ans, il a passé sa vie à étudier le Coran, d'abord à Qom, puis dans la ville sainte irakienne de Najaf, où il réside depuis quarante ans. C'est dans cette ville qu'il avait également étudié l'ayatollah Khomeyni. Celui-ci considérait que la plupart des gens ne vivraient pas selon les préceptes de l'islam s'ils étaient livrés

à eux-mêmes et a donc développé la doctrine de la dictature des clercs (*velayat al-faqih*), qui fut la pierre angulaire de la révolution iranienne. Sistani, en revanche, n'a cessé de souligner que la religion devait être séparée de la gestion quotidienne de l'Etat. Quand Khomeyni avançait, au cours de ses quatorze ans d'exil à Najaf, que "seule une bonne société pouvait créer de bons croyants", Sistani affirmait au contraire que "seuls des hommes bons pouvaient créer une bonne société". Aujourd'hui, environ un tiers des 15 millions de chiïtes irakiens suivent la ligne de feu Khomeyni, les autres suivent Sistani.

Ces questions ont bien évidemment une importance considérable sur le plan politique. Elles mettent en lumière le dilemme auquel est actuellement confronté Sistani. Pour lui, les religieux ne doivent pas se mêler du gouvernement. "Le clergé est la conscience de la société, a-t-il écrit. Les aspects administratifs de la vie de la société doivent être laissés aux hommes politiques." Il pense toutefois qu'il faut aux chiïtes irakiens un leader pour développer le cadre politique dans lequel

la religion et la politique auront chacun un espace distinct.

La meilleure façon de l'obtenir, c'est selon lui le système purement démocratique d'"une personne, une voix". C'est pourquoi il est opposé à la structure complexe élaborée par les Américains pour s'assurer que la majorité chiite ne puisse dominer l'élite sunnite éduquée et les Kurdes avides d'autonomie. Ironie du sort, on a donc un mollah non élu qui fait pression sur une démocratie qui se prétend la plus grande du monde pour qu'elle fasse entrer dans les faits l'autodétermination qui justifiait officiellement son invasion de l'Irak.

Mais certains craignent que Sistani ne devienne plus exigeant une fois qu'il aura goûté au pouvoir. Nombreux sont ceux qui espèrent avec ferveur que le grand ayatollah respectera ses principes. George Bush n'est pas le dernier en cette année électorale. "Les Américains n'auront pas le choix, confie un commentateur. Mais ça pourrait être un moindre mal." **Paul Valley**

Protestations à Bagdad après la fermeture d'un journal pour incitation à la violence

L'hebdomadaire du chef radical chiite irakien Moqtada Al-Sadr a été suspendu pour 60 jours par l'administrateur américain Paul Bremer.

LA COALITION dirigée par les Etats-Unis en Irak a défendu, lundi 29 mars, sa décision de fermer pour 60 jours l'hebdomadaire du chef radical chiite irakien Moqtada Al-Sadr, *Al-Hawza Al-Natiqa*, accusé d'incitation à la violence. L'ordre de fermeture, signé par l'administrateur civil Paul Bremer, avait été remis par des soldats américains la veille aux bureaux du journal.

Ledit ordre accuse le journal d'avoir « publié des articles qui prouvent une intention de troubler la sécurité et d'inciter à la violence contre la coalition ». Dimanche, des centaines de manifestants ont organisé un sit-in devant le bâtiment de l'hebdomadaire à Bagdad pour dénoncer la fermeture. Les locaux sont fermés par des chaînes. Ces manifestations se sont poursuivies lundi. Les protestataires étaient contenus par un service d'ordre constitué de miliciens en uniforme noir de Moqtada Al-Sadr.

Dénonçant l'attitude des Américains, un des manifestants a affirmé : « Nous demandons à Dieu de nous donner une chance d'être des martyrs, nous attendons l'ordre de Moqtada Al-Sadr », a-t-il lancé. « Non, non au terrorisme », « Oui, oui à l'islam », criait encore la foule en agitant des drapeaux vert et

noir. Ali Al-Yasseri, l'un des responsables du journal, a indiqué qu'un appel avait été lancé pour un rassemblement, mardi, devant le siège de la coalition à Bagdad.

D'autre part, un soldat américain a péri dans l'explosion d'un engin artisanal au passage de son convoi près de Fallouja, à l'ouest de Bagdad. En outre, trois mem-

bres des Forces de défense civile ont été blessés par l'explosion d'une mine à Ghalibiyah, à l'ouest de Baaqouba, au nord-est de la capitale. Les paramilitaires attendaient un taxi quand l'explosion s'est produite, alors qu'un convoi américain se trouvait à une vingtaine de mètres.

Toujours au nord de Bagdad, deux Irakiennes ont été tuées, un officier de police et un enfant blessés dans une collision entre une voiture civile et un véhicule blindé américain sur une autoroute près de Tikrit. Selon le lieutenant-colonel Hussein Salloum, porte-parole de la police de Tikrit, un accident similaire entre un convoi américain et un minibus a eu lieu dimanche, causant la mort de sept personnes. Enfin, à Bassora, cinq miliciens islamistes et deux soldats britanniques ont été blessés lors de violents affrontements, après l'arrivée des

militaires britanniques pour déloger les miliciens d'un bâtiment qu'ils s'étaient approprié dans le centre de la ville.

EXPERTS DE L'ONU

La vague de violences s'amplifie à l'approche du transfert du pouvoir à un gouvernement intérimaire. Dimanche, dix personnes - dont un Britannique et un Canadien - avaient trouvé la mort dans divers incidents, alors que la ministre des travaux publics, Nesrine Al-Barawri, a échappé à un attentat.

En dépit des violences, les dirigeants irakiens ont entamé des discussions avec une équipe d'experts de l'ONU, arrivée vendredi

26 mars, sur le processus de dévolution de la souveraineté qui doit intervenir le 30 juin. L'équipe de l'ONU doit apporter des conseils en matière d'établissement de listes électorales, de loi électorale et de mise en place d'un gouvernement transitoire qui doit diriger le pays après le retour de la souveraineté. Cette équipe doit être rejointe cette semaine par Lakhdar Brahimi, émissaire du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

D'ici au transfert des pouvoirs, l'administrateur civil américain,

Paul Bremer, a dit s'attendre à la création de 50 000 emplois pour les Irakiens dans le cadre de 2 300 projets en cours.

Concernant la sécurité à la frontière avec l'Iran, M. Bremer a annoncé que les forces de la coalition avaient ramené les points de passage de 19 à 3, afin de restreindre les possibilités de traversée illégale.

Par ailleurs, un haut responsable militaire américain a reconnu la responsabilité des GI dans la mort du reporter Ali Al-Khatib et du cameraman Ali Abdel Aziz, de la chaîne Al-Arabiya, le 18 mars, à Bagdad. - (AFP, Reuters.)

Le Monde

31 MARS 2004

PARLEMENT EUROPEEN

Avant-Première

29 mars - 1er avril 2004

Strasbourg

EUROPA-PARLAMENTET
EUROPAISCHES PARLAMENT
ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ
EUROPEAN PARLIAMENT
PARLAMENTO EUROPEO

ELARGISSEMENT

Progrès réalisés par la Turquie sur la voie de l'adhésion

Arie OOSTLANDER (PPE-DE, NL)

Doc.: A5-0204/2004

Procédure : rapport d'initiative

Débat : 31.03.2004

L'UE européenne n'achèvera pas son élargissement le 1er mai prochain. La dernière session plénière a abordé les progrès réalisés par la Bulgarie et la Roumanie sur la voie de l'élargissement. Les députés se pencheront lors de cette session sur les réformes entreprises par la Turquie pour se conformer aux critères politiques dits "de Copenhague" (démocratie, droits de l'homme,...) qui conditionnent toute adhésion à l'Union.

La Turquie a procédé à beaucoup de réformes importantes depuis l'année dernière dans ce but. C'est l'opinion de la commission des affaires étrangères qui a adopté le 17 mars 2004, par 39 voix pour, 2 contre et 7 abstentions, un rapport sur les progrès de la Turquie sur la voie de l'adhésion. Le rapporteur, M. Arie OOSTLANDER (PPE-DE, NL), a dès lors recommandé aux Etats membres de donner la priorité absolue au respect de ces critères avant d'entamer toute négociation sur l'adoption de l'acquis communautaire législatif de l'UE par ce pays. La Commission européenne, quant à elle, devrait systématiquement combattre les insuffisances dans le respect de l'Etat de droit et de la démocratie.

Les députés apprécient la forte motivation et la volonté politique du gouvernement de l'AKP et de la grande majorité des députés turcs pour procéder à des réformes qui sont révolutionnaires pour la Turquie, à la fois pour se rapprocher des critères politiques et

améliorer la situation économique, sociale et politique du pays. Mais les députés européens estiment que ces réformes doivent être jugées selon leur mise en oeuvre réelle à tous les niveaux du système judiciaire, des forces de sécurité et de l'administration civile et militaire.

Ce sera un long processus, impliquant des décisions fondamentales pour lesquelles l'aide de l'Union restera essentielle. Les députés accueillent favorablement les changements constitutionnels consécutifs à sept "paquets d'harmonisation" mais estiment qu'une nouvelle Constitution sera probablement nécessaire.

Les députés critiquent l'influence persistante de l'armée dans la vie politique, l'économie, la culture et l'éducation, ainsi que le recours à la torture et aux mauvais traitements, aux intimidations envers les défenseurs des droits de l'homme, les discriminations à l'égard des minorités religieuses, et le fait que la liberté syndicale ne soit pas encore pleinement garantie. Les députés condamnent la persécution politique de partis comme HADEP et DEHAP. Ils désapprouvent la manière dont se déroule le nouveau procès contre la lauréate du prix Sakharov, Leyla Zana, et trois autres anciens députés du DEP, et réclament qu'ils soient amnistiés. Le gouvernement devrait aussi vite que possible proposer au Parlement l'abolition des tribunaux de sécurité. La Turquie devrait aussi accélérer la mise en application de certains droits culturels pour autoriser d'autres langues que le turc dans l'enseignement et les médias, en particulier la langue kurde. En outre, les régions kurdes devraient recevoir les moyens nécessaires à leur développement socio-économique.

Les députés appellent aussi la Turquie à respecter sans délai les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme, notamment la restauration des droits de propriété à Chypre.

L'UE elle-même devrait aussi se préparer à une adhésion éventuelle de la Turquie et aux conséquences géo-stratégiques que cela impliquerait, selon les députés. La Commission devrait dès lors mener une étude d'impact sur l'adhésion de la Turquie, notamment sur les révisions à envisager concernant la politique agricole commune et les fonds structurels.

L'UE devrait en outre développer une politique commune de sécurité et de défense en tenant compte de nouvelles frontières extérieures, à terme et elle devrait aider davantage la Turquie à combattre le terrorisme. Une adhésion de la Turquie accroîtrait la sécurité de l'Union de manière significative, selon les députés, et donnerait plus d'influence et d'efficacité à l'UE dans la région.

En fin de compte, disent les députés, c'est à la Turquie de décider si elle veut accepter les principes politiques et les valeurs de l'UE comme référence pour l'Etat et la société turcs. De plus grands efforts seraient nécessaires pour faire mieux connaître ces valeurs au sein de la société turque et pour faire mieux connaître la Turquie dans l'UE.

Enfin, la commission des affaires étrangères souligne à nouveau que le règlement du conflit chypriote constitue un élément essentiel de progrès en vue d'une adhésion. Elle appelle la Turquie à rouvrir ses frontières avec l'Arménie et à développer avec elle de bonnes relations de voisinage.